

**Rapport**  
**de Monsieur Jean-Pierre Thomas**  
**A**  
**Monsieur le Président de la République**

Mars 2012

**POUR UN ESPACE ECONOMIQUE EURO-RUSSE**



<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE 1 LES FONDEMENTS D'UN ESPACE ECONOMIQUE COMMUN .....</b>	<b>15</b>
1. <b>L'économie russe est plus proche de nous que nous ne l'imaginons .....</b>	17
2. <b>L'économie russe en pleine mutation .....</b>	25
2.1. <i>Le passage complexe mais finalement réussi de l'économie administrée à l'économie de marché .....</i>	26
2.2. <i>La Russie, des ressources naturelles potentiellement à la disposition de l'Europe.....</i>	30
2.3. <i>Un niveau de formation comparable à celui des pays de l'Union européenne .....</i>	41
3. <b>Une économie face au défi de la modernisation .....</b>	43
3.1. <i>L'impact de la crise mondiale sur l'économie russe .....</i>	43
3.2. <i>L'enjeu de la compétitivité pour la modernisation de l'économie russe.....</i>	44
3.3. <i>L'indéniable amélioration de l'environnement législatif et réglementaire .....</i>	50
3.4. <i>Le combat de l'efficience énergétique, un défi pour la Russie et pour toute l'Europe.....</i>	54
<b>PARTIE 2 LES COMPLEMENTARITES EURO-RUSSES UNE FORCE A EXPLOITER.....</b>	<b>57</b>
1. <b>La Russie et l'Union Européenne, des partenaires économiques aux liens forts .....</b>	62
2. <b>Comment valoriser la complémentarité entre l'Union Européenne et la Russie .....</b>	68
3. <b>La somme de deux PIB donne plus que leur addition .....</b>	83
<b>PARTIE 3 COMMENT BATIR L'ESPACE ECONOMIQUE EURO-RUSSE ?.....</b>	<b>87</b>
1. <b>La Russie et l'Europe, une complémentarité à exploiter.....</b>	89
1.1. <i>Des complémentarités établies.....</i>	89
1.2. <i>De la dépendance à la complémentarité .....</i>	91

<b>2.</b>	<b>Un contexte porteur pour avancer vers un espace commun euro-russe.....</b>	<b>91</b>
2.1.	<i>L'Europe a besoin d'un nouvel élan .....</i>	92
2.2.	<i>Changeons de braquet non pas par l'élargissement de l'Union européenne mais en créant un espace économique plus grand.....</i>	92
2.3.	<i>De nouveaux concepts, de nouveaux outils pour l'Europe .....</i>	92
2.4.	<i>Le partenariat de l'Union européenne et de la Russie est une impérieuse nécessité .....</i>	93
2.5.	<i>La notion de BRIC est une source de confusion.....</i>	93
2.6.	<i>La Russie et l'Europe, le sens de l'histoire .....</i>	93
<b>3.</b>	<b>Comment réaliser l'espace euro-russe.....</b>	<b>94</b>
3.1.	<i>Aller au-delà des accords UE/Russie par la signature d'un traité.....</i>	94
3.2.	<i>Un nouveau pacte de croissance sur un espace économique commun .....</i>	95
	<b>LES DIX PROPOSITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN ESPACE ECONOMIQUE EURO-</b>	
	<b>RUSSE .....</b>	<b>97</b>
	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>101</b>

<b>ANNEXES .....</b>	<b>103</b>
<b>FICHE : POINT SUR LES COMPLEMENTARITES ENTRE LES DIFFERENTES ZONES ECONOMIQUES .....</b>	<b>105</b>
<b>FICHE : GO RUSSIA ! – ARTICLE DU PRESIDENT MEDVEDEV PUBLIE DANS PLUSIEURS QUOTIDIENS INTERNATIONAUX.....</b>	<b>113</b>
<b>ARTICLE DE DIMITRI MEDVEDEV DU 10 SEPTEMBRE 2009.....</b>	<b>113</b>
<b>FICHE : POINT SUR LES LIENS HISTORIQUES ET CULTURELS ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE (SOURCES WIKIPEDIA, MINISTERES DES AFFAIRES ETRANGERES FRANÇAIS ET RUSSE) .....</b>	<b>123</b>
<b>FICHE : POINT SUR LES ORGANISMES ET LES POLITIQUES DE COOPERATION EN EUROPE SOURCES MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES/WIKIPEDIA.....</b>	<b>147</b>
<b>FICHE : POINT SUR LES RELATIONS ECONOMIQUES FRANCO-RUSSES.....</b>	<b>157</b>
<b>(SOURCE : MINISTERE DE L'ECONOMIE) .....</b>	<b>157</b>
<b>FICHE : POINT SUR LE PROCESSUS DE PRIVATISATION EN RUSSIE .....</b>	<b>163</b>
<b>FICHE : POINT SUR LA COOPERATION FRANCO-RUSSE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR .....</b>	<b>183</b>
<b>(SOURCE : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCE- MISSION ECONOMIQUE EN RUSSIE/HEC) .....</b>	<b>183</b>
<b>FICHE : POINT SUR LE SECTEUR ENERGETIQUE RUSSE, ROLE ET PLACE DES PARTENAIRES ETRANGERS .....</b>	<b>199</b>
<b>SOURCE AMBASSADE DE FRANCE EN RUSSIE/MISSION ECONOMIQUE FRANÇAISE EN RUSSIE.....</b>	<b>199</b>
<b>SOURCES AMBASSADE DE FRANCE EN RUSSIE.....</b>	<b>207</b>
<b>FICHE : POINT SUR LA MODERNISATION DES TRANSPORTS EN RUSSIE.....</b>	<b>217</b>
<b>FICHE : POINT SUR L'EVOLUTION DU TRANSPORT AERIEN ET DE L'AERONAUTIQUE SOURCES : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES RUSSE/MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES FRANCE .....</b>	<b>219</b>
<b>FICHE : POINT SUR « MOSCOU FUTURE GRANDE PLACE FINANCIERE INTERNATIONALE » .....</b>	<b>233</b>
<b>SOURCES : MISSION ECONOMIQUE, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, AMF) .....</b>	<b>233</b>
<b>FICHE : POINT SUR LE POTENTIEL TOURISTIQUE RUSSE ET LES GRANDS CHANTIERS TOURISTIQUES .....</b>	<b>239</b>

**(SOURCES CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS/MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCE) ..... 239**

**FICHE : POINT SUR LES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES FACE AUX ENJEUX DE L'ESPACE EURO-RUSSE  
(SOURCES : AMF/MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES/MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES RUSSE). 249**

**FICHE : ARTICLE DE JEAN-PIERRE THOMAS PARU DANS LA TRIBUNE DU 05/10/2011 : "SKOLKOVO, OU LE PARI  
RUSSE SUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION" ..... 253**

## INTRODUCTION

---

Lorsque le Président Nicolas SARKOZY m' a confié ce rapport, j'ai pensé que c'était une tâche difficile car cela allait déranger les idées reçues, les préjugés et la méconnaissance de ce qu'est devenue cette Russie qui a vingt ans aujourd'hui.

Les relations tissées en Russie depuis des années à différents niveaux m'ont renforcé dans l'idée qu'il fallait faire avancer cette réflexion. Lors du Forum Economique International de Saint-Petersbourg en juin 2011, la Table ronde rassemblant les grand chefs d'entreprises russes et françaises et coprésidée par les Présidents Nicolas SARKOZY et Dimitry MEDVEDEV, à l'organisation de laquelle j'avais participé, m'a convaincu du bien fondé de la création d'un espace économique euro-russe et de faire des propositions simples et concrètes afin de faire aboutir cette grande idée.

Sur l'OBJECTIF, notre proximité culturelle, notre unité géographique continentale ainsi que nos liens historiques doivent nous conduire à tirer parti de nos complémentarités économiques. J'ai défendu cette idée lorsque j'étais parlementaire et je l'ai d'autant mieux perçue et précisée depuis que je suis passé dans le monde de l'économie réelle.

Institutionnaliser l'intérêt économique et stratégique commun de l'Europe de l'Ouest et de la Russie, telle est l'idée maîtresse de ce rapport.

Le Président SARKOZY a proposé à Evian en octobre 2008, aux côtés du Président MEDVEDEV la vision d'un espace économique et humain commun. Dans sa lettre de mission, le Président précise *« Derrière cette formule, c'est l'objectif d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et la Russie assortie d'un haut degré de convergence réglementaire que j'ai voulu proposer. C'est aussi la perspective d'une zone où les personnes pourraient circuler et s'installer librement que j'ai voulu dessiner, car c'est aussi en favorisant les échanges humains que nous parviendrons à créer ce vaste espace de stabilité et de prospérité que j'appelle de mes vœux. »*

Le Président Dimitry MEDVEDEV et le Premier Ministre Vladimir POUTINE se sont exprimés à de nombreuses reprises en faveur de cette idée.

La mission qui m'a donc été confiée a été de prendre tous les contacts nécessaires et de recueillir les avis en particulier dans les milieux économiques afin de rédiger le présent rapport sur la création d'un espace économique Euro-russe.

Sur la METHODE, je dois dire que la mission sur le renforcement de la Coopération économique entre la France et la Russie qui m'a été confiée par le Président de la République m'a permis d'avoir de nombreux contacts avec les entreprises russes, françaises et européennes, ainsi que la connaissance de nombreux dossiers en cours, mais aussi que la demande du Ministre de l'Économie et des Finances de participer au CEFIC et de suivre les investissements croisés et le programme de privatisation mis en oeuvre par la Russie, m'ont permis de renforcer mon jugement et de mieux percevoir les difficultés. Ma mission a été facilitée par un contact permanent et de confiance avec l'Ambassadeur de France à Moscou ainsi que l'Ambassadeur de Russie à Paris et leurs services. J'ai aussi pris des contacts en Europe. J'ai consulté les organismes officiels et les services de l'Etat afin d'étayer mon propos avec des chiffres clairs, opposables, un raisonnement économique réaliste et objectif.

Sur le fond, ce rapport essaie d'expliquer avec modestie mais avec conviction, en restant dans le domaine de l'économie, que la Russie a beaucoup changé. La Russie entre à l'OMC, elle va entrer à l'OCDE, elle en accepte les règles. Elle est redevenue un pays puissant dans l'économie mondiale. Elle est le premier producteur au monde de gaz, de pétrole. La société russe change. Une nouvelle classe moyenne émerge, issue des changements de l'économie. Cela démontre que le plan de modernisation est en cours. Cette classe moyenne aspire à une accélération du changement. Elle veut participer davantage, elle souhaite plus de progrès économiques, plus de démocratie.

Mon sentiment c'est que notre rôle n'est pas de porter des jugements ou encore moins de donner des leçons, mais d'accompagner et de permettre les profonds changements de l'économie russe par le renforcement de la coopération économique. C'est l'intérêt de nos économies respectives et des populations tant en Russie qu'en Europe.

L'Union Européenne doit sortir d'une panne de croissance, de la spirale de l'endettement. La Fédération de Russie doit réussir sa transition vers une économie moderne et compétitive.

Pour diminuer l'endettement en Europe, la maîtrise des dépenses est nécessaire mais pas suffisante. Il faut aussi retrouver une croissance durable. Pour cela, nous devons adopter de nouvelles stratégies, de nouvelles alliances économiques.

Pour moderniser l'économie russe, il faut accélérer les transferts de technologies, développer la recherche, créer des entreprises communes. Il convient de privatiser une partie importante des grandes et petites entreprises.

Ces stratégies connaissent déjà des avancées et des succès.

D'un côté l'espace russe, les matières premières, un savoir-faire, un haut niveau d'éducation, des réserves de change et une forte capacité d'investissement, des besoins considérables par exemple dans le domaine des infrastructures, des moyens de transport, de la santé, du logement, de l'efficacité énergétique.



De l'autre, l'Europe, avec une avance technologique dans des domaines clés, un haut niveau de formation, une forte capacité de recherche et d'innovation, des entreprises de taille mondiale leaders dans leur domaine, mais la nécessité de relancer la croissance, de diminuer l'endettement, d'investir et d'ouvrir de nouveaux marchés.

J'analyse d'abord les fondements d'un espace économique commun en essayant de démontrer que l'économie russe est plus proche de nous que nous ne l'imaginons. En pleine mutation, il lui reste, malgré des progrès indéniables, beaucoup à faire face au défi de la modernisation.

J'expose ensuite les complémentarités entre la Russie et l'Union Européenne et regarde comment les valoriser.

Enfin le rapport souligne l'opportunité d'exploiter cette complémentarité dans un contexte porteur : l'Europe a besoin d'un nouvel élan, la Russie doit réussir son plan de modernisation. Je suis convaincu qu'il est indispensable de réfléchir sur de nouvelles stratégies, de sortir des idées reçues et de faire preuve d'ouverture d'esprit. Il convient de s'inscrire dans des schémas qui apportent des solutions concrètes pour la croissance et l'emploi. Donnons de nouveaux horizons aux acteurs économiques et aux jeunes. C'est pourquoi j'avance 10 propositions pour la mise en œuvre d'un espace économique euro-russe.



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 17 JAN. 2011

Cher Monsieur, *Jean-Pierre,*

Depuis le début de mon mandat, je me suis employé à bâtir et à développer avec la Fédération de Russie des relations fondées sur la confiance et la coopération. J'ai en effet la conviction que l'Europe et la Russie ont vocation à être l'une pour l'autre des partenaires privilégiés, dans tous les domaines.

Pour la Russie, qui a déjà opéré un redressement spectaculaire au cours de la dernière décennie, le partenariat avec l'Europe est une condition essentielle de la réussite de la grande entreprise de modernisation de l'économie et de la société russes que le Président Medvedev et le Premier ministre Poutine ont engagée.

L'Europe aussi a un intérêt stratégique à ce succès, puisque de lui dépendent la stabilité et le développement de son grand voisin, et ainsi la sécurité et la prospérité de tout le continent européen que nous avons en partage.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé à Evian, en octobre 2008, aux côtés du Président Medvedev, la vision d'un « espace économique et humain commun ».

Derrière cette formule, c'est l'objectif d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et la Russie assortie d'un haut degré de convergence réglementaire que j'ai voulu proposer. C'est aussi la perspective d'une zone où les personnes pourraient circuler et s'installer librement que j'ai voulu dessiner, car c'est aussi en favorisant les échanges humains que nous parviendrons à créer ce vaste espace de stabilité et de prospérité que j'appelle de mes vœux.

*Monsieur Jean-Pierre THOMAS  
Ancien Député*

Pour progresser vers la réalisation de cette vision, je veux que la France soit aux avant-postes. D'abord parce que l'ancienneté de nos liens et la confiance qui préside actuellement à nos relations avec la Russie destinent la France à jouer ce rôle-moteur. Ensuite, parce je souhaite que la France et ses entreprises puissent bénéficier pleinement de ce mouvement de rapprochement entre l'Union européenne et la Russie et des multiples opportunités économiques qui vont en résulter.

A cet égard, je garde le meilleur souvenir de la table ronde que j'avais co-présidée aux côtés du Président Medvedev en juin dernier, dans le cadre du Forum économique mondial de Saint-Pétersbourg. Les échanges que nous avons eus à cette occasion avec les hautes personnalités des milieux économiques russes et français invitées avaient confirmé l'exceptionnel potentiel de développement des échanges et des investissements entre nos deux pays, dans cinq secteurs d'importance stratégique : l'innovation, les infrastructures, l'énergie, les énergies propres et la finance. Des orientations avaient été fixées par le Président Medvedev et moi-même, pour encourager nos entreprises à s'engager plus résolument encore dans la voie de la coopération.

Je sais la part active que vous aviez prise à l'organisation et au succès de cet événement, en mettant à disposition votre connaissance intime des milieux économiques russes et de leurs principaux acteurs. Je vous en remercie.

Votre expérience de la Russie et de ses principaux décideurs économiques constitue un atout précieux, que je souhaite aujourd'hui mobiliser à nouveau, pour veiller à la mise en œuvre des orientations que nous avons alors fixées avec le Président Medvedev, et plus généralement pour favoriser l'essor des relations économiques entre la France et la Russie.

Je souhaite également que vous puissiez tirer profit des contacts que vous aurez avec les milieux économiques français et russes dans le cadre de cette mission pour recueillir leurs réactions, leurs idées et leurs propositions concernant la vision à terme d'un « espace économique et humain commun ». Après la première impulsion politique que le Président Medvedev et moi-même avons donnée, il me paraît en effet utile de consulter les acteurs du monde des affaires, puisqu'ils seront les principaux artisans de la réalisation de cet espace commun dans sa dimension économique.

Je compte informer le Président Medvedev de mon intention de vous confier cette mission à titre personnel, et lui demander de veiller à faciliter les contacts et démarches que celle-ci vous conduira à mener en direction des autorités et des milieux économiques russes. Vous voudrez bien travailler en liaison avec mon cabinet et les autorités françaises compétentes, qui vous aideront dans l'accomplissement de votre tâche. Vous m'adresserez votre premier rapport dans les six mois.

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

*cc amir curie*

Nicolas Sarkozy





## **Partie 1**

# **Les fondements d'un espace économique commun**

*Ce qui nous rapproche est plus fort que ce qui nous éloigne.  
La Russie, une nouvelle puissance économique au cœur de l'Europe,  
une opportunité pour une coopération et pour la création d'un  
espace euro-russe*





## **1. L'économie russe est plus proche de nous que nous ne l'imaginons**

Dans son discours d'Evian, en 2008, le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, a appelé de ses vœux la création d'un « Espace économique et humain commun » entre l'Union européenne (UE) et la Fédération de Russie. A l'issue du Forum économique de Saint-Petersbourg en 2010, il avait fixé en accord avec le Président Medvedev cinq secteurs stratégiques dans lesquels le développement des échanges et des investissements entre la France et la Fédération de Russie était prioritaire : l'innovation, les infrastructures, l'énergie, les énergies propres et la finance. Au-delà de la France, notre réflexion va porter sur l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne qui doivent être impliqués dans ce rapprochement économique avec la Fédération de Russie.

Le vœu d'un « espace économique et humain commun » et l'initiative qu'il sous-tend n'ont pas, à ce jour, porté tous leurs fruits. Au-delà des discours et de l'affichage des bonnes intentions, l'espace de libre circulation des personnes reste encore à réaliser. La Fédération de Russie et la France font le maximum pour faciliter l'obtention des visas par les ressortissants des deux pays, en pratiquant notamment la délivrance des visas de circulation avec entrées multiples pour un délai allant jusqu'à 5 ans. Mais au niveau de la Commission de Bruxelles les négociations ont tendance à s'éterniser.

La politique économique actuelle de la Fédération de Russie rend cependant cette initiative cruciale et urgente. L'ouverture internationale rapide de l'économie de la Fédération de Russie rend nécessaire l'organisation de relations institutionnalisées avec l'Union européenne afin de permettre une croissance ordonnée dans un cadre libéralisé.

*La Russie s'est totalement convertie à l'économie libérale  
comme le prouvent son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce  
et sa candidature à l'OCDE*

Les déclarations du Président Dmitri Medvedev, lors du Forum économique de Saint-Petersbourg de juin 2011 ont été sans équivoque sur ce plan : fin programmée du capitalisme d'Etat (« Je voudrais annoncer ici le plus clairement possible que nous ne bâtissons pas un capitalisme d'Etat ») ; révision à la hausse du programme de privatisations, dont l'annonce initiale en 2010 portait sur un montant de 300 milliards de roubles (7,5 milliards d'€), et qui maintenant, avoisine les 450 milliards (un peu plus de 11 milliards d'€, et près de 1% du PIB annuel russe<sup>1</sup>) ; baisse de la pression fiscale (portant sur les taux de cotisation retraite, passant de 34 à 30% dès 2012). Ces propos illustraient les grands principes énoncés lors du Forum de Davos sur la modernisation de l'économie russe concernant la poursuite des privatisations, la création d'un fonds souverain spécial destiné au financement en lien avec les investisseurs étrangers, le développement du secteur financier, la volonté de la Fédération de Russie d'être membre de l'OMC, le projet d'adhésion à l'OCDE, toujours en discussion, le développement du capital-risque, l'efficacité et la sécurité énergétiques et le développement des infrastructures.

La logique libérale de ces déclarations est sans équivoque. L'adhésion de la Fédération de Russie à l'OMC confirme son acceptation pleine et entière des règles du commerce international.

Si la mondialisation de l'économie russe n'est plus à discuter – le commerce extérieur que réalise la Russie avec le reste du monde représentait 26,5 % de son PIB en 2008 (source : OCDE), la Russie est le premier producteur mondial de pétrole brut et de minerai de fer et le deuxième de gaz et de platine -, il y a urgence pour cette nation à s'intégrer dans une zone géographique plus vaste, différemment dotée, avec laquelle des synergies engendreraient des gains dans les échanges pour toutes les parties en cause. C'est à cette question que nous allons notamment tenter d'apporter une réponse dans ce rapport.

*La proximité entre l'UE et la Russie justifie d'aller au-delà de l'accord global UE/Russie en cours de négociation*

---

<sup>1</sup> Le FMI estime le PIB de la Russie en valeur nominale en 2011 à 50 000 milliards de roubles, soit 1 260 milliards d'euros (au taux de change mi-2011), soit encore les 2/3 du PIB nominal français. En 2008, selon l'OCDE, le PIB nominal de la Fédération de Russie, exprimé en parités de pouvoir d'achat, équivalait à celui de la France, aux alentours de 2 100 milliards de dollars. D'après le FMI, le PIB russe exprimé en parité de pouvoir d'achat était légèrement supérieur à celui de la France de 2010 (cf. partie 2).

La Fédération de Russie est désormais prête à signer à l'horizon 2013 -2014 un accord étoffé de libre-échange et de projets d'investissements avec l'Union européenne comportant une élimination des barrières non tarifaires – objectif rappelé lors du Forum économique de Saint-Pétersbourg, par de nombreux responsables économiques dont M. Anatoly Chubais, Président Directeur-Général de l'entreprise électronique Rusnano, spécialisée dans les nanotechnologies. Cet objectif traduit bien le désir de rapprochement jusqu'à l'intégration manifestée du côté russe, ce qui n'est pas sans risque pour les Européens. L'objet de ce rapport est d'offrir une vision réaliste, raisonnée et sans complaisance des avantages et des inconvénients d'une zone économique plus étroite entre la Fédération russe et l'UE, en présentant les arguments des deux parties et pas seulement le point de vue de l'Union européenne.

Il convient d'abord de définir les contours économiques et juridiques de ce que pourrait être une zone économique. Nous allons démontrer qu'il faut poursuivre *in fine l'idée* d'un espace de libre échange pour les biens, les services, les capitaux et les personnes entre l'UE et la Fédération de Russie et ne pas en rester à un accord préférentiel entre les deux zones géographiques. L'histoire et la géographie des deux zones soulignent en partie la réponse. Une candidature de la Fédération de Russie à l'UE n'est pas d'actualité, en raison des obstacles qu'elle rencontrerait du côté de l'UE à propos de l'approfondissement de ses institutions et du côté russe sur les conséquences qu'entraînerait pour sa souveraineté l'obligation d'être soumise à l'autorité de la Commission et de la banque centrale européennes.

Autre question, fondamentale : la Fédération de Russie est-elle un pays européen ? La réponse est positive comme nous l'analysons en détail, en annexe, dans la fiche sur les liens historiques. Nous avons démontré, pensons-nous, que la réponse est positive sur le plan historique et culturel. Examinons maintenant si nous pouvons y ajouter le domaine économique.

La proximité géographique entre l'Union européenne et la Fédération de Russie fait de cette dernière une zone voisine de l'UE, facilement accessible par voie terrestre et qui se trouve à cheval entre le continent européen et le continent asiatique. En ce sens, la Fédération de Russie est ainsi une passerelle idéale entre ces deux grands territoires. L'universitaire

Myriam Désert ne dit pas autre chose lorsqu'elle énonce : « *Dans un pays déçu, voire ulcéré, par un Occident donneur de leçons, le thème stalinien de la « forteresse assiégée » a cédé la place à celui d'une Russie marginalisée, « empire périphérique ». Soucieux d'avoir un poids, politique et économique, à la mesure de son immensité territoriale, l'État russe enracine aujourd'hui sa suprématie nationale dans la géographie (voir également la fiche sur la géographie de la Russie), se réappropriant le thème de la Russie eurasienne, pont entre deux continents, pivot de l'histoire mondiale. La Russie, interface entre les puissants d'hier (l'Europe) et ceux de demain (les pays asiatiques), affirme devoir jouer un rôle central, notamment en termes de communication... et de distribution d'hydrocarbures.* » (Encyclopédie Universalis, article « Russie »).

*Le mouvement d'élargissement de l'Europe  
vers sa partie orientale doit favoriser  
l'établissement d'un pont solide entre la  
Fédération de Russie et l'UE*

De toute évidence, la question des limites du territoire européen et partant, celles du territoire russe, ne permet pas une conclusion univoque. La Russie est perçue comme partie prenante du territoire européen. Il convient de rappeler les extensions du territoire européen aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles : « *au 18<sup>ème</sup> siècle, on a repoussé les limites de l'Europe jusqu'à l'Oural lorsqu'on a souhaité y faire entrer la Russie puis, au 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la Caspienne, pour justifier les extensions caucasiennes de Moscou.* » (Encyclopédie Universalis, article « Europe : géographie » par Jacqueline Beaujeu-Garnier, Catherine Lefort et Pierre-Jean Thumerelle). Dans le même article, les auteurs décrivent brièvement les extensions asiatiques du continent européen, englobant dès lors l'actuelle Fédération de Russie dans ce processus : « *Modeste péninsule de l'immense masse continentale eurasiatique, l'Europe n'a pas de limites claires à l'est. Pour les géographes de la Grèce antique et leurs successeurs, elle ne s'étendait pas au-delà du Bosphore et des rives occidentales de la mer Noire et, plus au nord, se perdait dans l'espace flou des steppes et des peuples nomades. Au 18<sup>ème</sup> siècle, les cartographes en ont reporté les limites aux monts Oural et à la mer Caspienne pour y faire entrer la Russie, devenue puissance européenne par la volonté de Pierre le Grand.*

*L'expansion coloniale russe sur l'Asie centrale et l'Asie septentrionale au 19<sup>ème</sup> siècle n'a pas remis en cause cette délimitation. D'autant moins qu'il a été d'usage, par la suite, de traiter l'immense U.R.S.S. comme une entité continentale à part entière. L'éclatement de celle-ci en 1991 est venu reposer la question des limites de l'Europe. Doit-on inclure la Russie et l'étirer ainsi de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, de Reykjavik à Vladivostok, comme le font les Nations unies dans le nouveau découpage régional du monde ? Ou doit-on l'exclure, compte tenu de l'immensité de sa partie sibérienne ? On a choisi une position respectueuse de l'acception classique (incluant la partie européenne de la Russie) pour les questions générales (..). » Russie, passerelle entre deux continents ? L'enjeu d'un rapprochement entre l'UE et la Fédération de Russie va au-delà : il s'agit de créer un pont solide entre l'UE, d'un côté, et cet Etat, de l'autre. Les questions économiques doivent aider à en construire des fondations solides.*

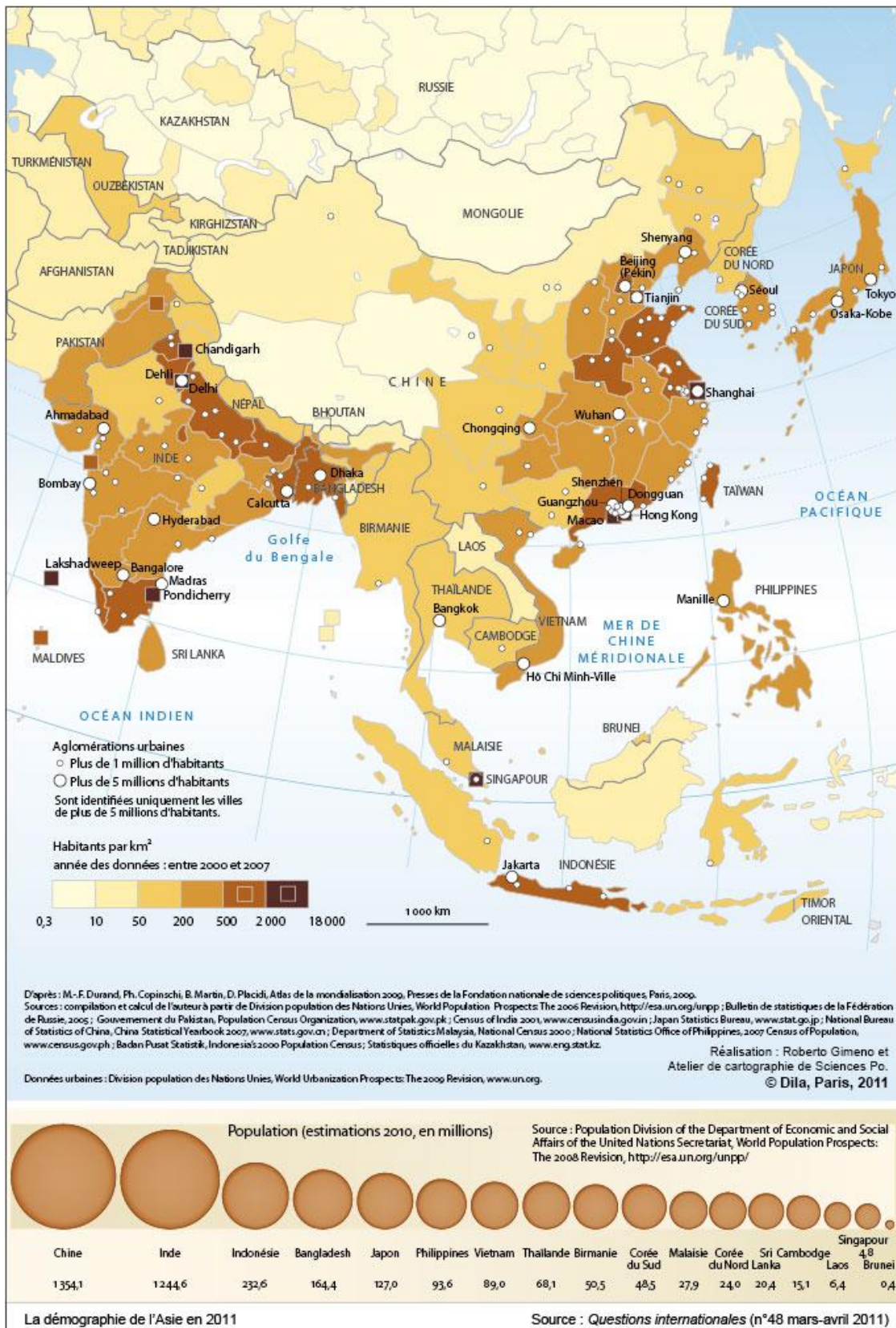
Au cours de l'histoire récente, le mouvement d'élargissement de l'UE vers sa partie orientale, avec l'accession de huit pays d'Europe centrale et orientale dès le mois de mai 2004 (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, et les trois pays baltes), auxquels se sont ajoutées la Bulgarie et la Roumanie le 1<sup>er</sup> janvier 2007, a clairement démontré au reste du monde que le projet d'intégration européenne n'était plus réservé à un club fermé d'Etats européens riches et occidentaux. C'est une grande leçon qui démontre la possibilité d'une unification de la majeure partie du territoire européen.

#### *La démographie, un autre motif de rapprochement entre l'Union européenne et la Russie*

Il est un autre motif de rapprochement géographique entre la Fédération de Russie et l'UE, qui a trait au puissant voisin chinois. Les évolutions démographiques divergentes entre la Chine et la Fédération de Russie, notamment en termes de densité de population aux frontières communes, ne cessent pas d'impressionner. Ainsi qu'en atteste la figure 1, cette densité de population est, au mieux, de 5 à 20 fois plus faible en Fédération de Russie qu'en Chine le long de leurs frontières communes, à l'exception de la Primorié et de sa capitale administrative Vladivostok dont les activités portuaires ont depuis longtemps attiré une forte population.

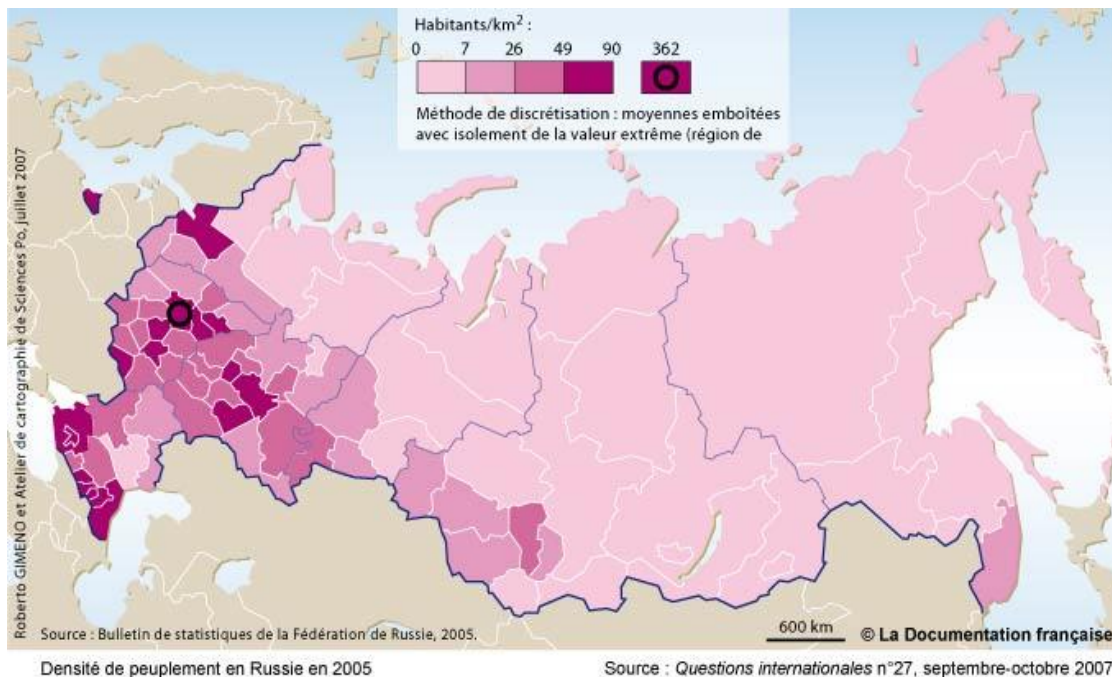
Le peuplement russe est, sans conteste, résolument tourné vers le continent européen (figure 2), seule la Primorié faisant exception dans l'immense territoire de l'Est de la Fédération de Russie. Parmi les 10 plus grandes villes de la Fédération de Russie, une seule est située très nettement à l'Est de l'Oural, tandis que deux autres, les villes d'Iekaterinbourg et de Tcheliabinsk, se situent légèrement à l'Est de cette barrière rocheuse avec laquelle elles partagent peu ou prou la même latitude.

**Figure 1.** Densité de population en Asie, 2011



Source : la Documentation française

**Figure 2.** Densité de peuplement en Russie, 2005



Source : La Documentation française

Outre la question de la densité de population, l'opposition et, partant, la concurrence entre les territoires russe et chinois est manifeste en termes de perspectives démographiques : du fait du ralentissement ancien de sa démographie, la Fédération de Russie ne pourra pas en effet concurrencer la poursuite du développement chinois sur ce même terrain. Selon les projections de population mondiale à l'horizon 2100 révisées en 2010 par les Nations-Unies, le déclin de la population chinoise n'interviendrait en effet qu'au-delà de 2030, alors même qu'il est continu dans la Fédération de Russie depuis au moins 2000, amenant la population totale de la Fédération de Russie en deçà de 10% de la population chinoise dès 2030. Conscientes de la situation, les autorités russes ont mis en œuvre une politique active en matière familiale avec des résultats tangibles sur la natalité.

Aussi, l'orientation de la Fédération de Russie, dans ses perspectives de développement, vers l'UE semble naturelle. La diversification de ses productions et son implication dans une zone vaste et diversifiée, nous semble être une condition cruciale à son succès économique. La forte proportion de sa population dans la partie occidentale de la Fédération atteste d'ores et déjà de cet ancrage à l'Europe.



*L'extension de la zone économique européenne jusqu'au Pacifique est une formidable opportunité pour relancer le dynamisme du continent*

Il n'est sans doute pas inutile de noter que cette diversité du peuplement russe, qui va de pair avec une grande variété de la culture russe (*cf.* fiche histoire/culture) peut être rapprochée de celle du peuplement de l'UE, avec ses pays de petite taille en terme de population et ceux de plus grande dimension, situation associée à la diversité culturelle.

La volonté politique d'un rapprochement économique, humain et financier entre l'UE et la Fédération de Russie a été exprimée par le Président Nicolas Sarkozy et le Président Dmitri Medvedev et repris par le Premier Ministre Poutine dans le cadre de différentes interviews dans la presse internationale. Les forces et les faiblesses de l'Union européenne et la Russie militent pour un rapprochement fort et rapide. La gestion des ressources naturelles et l'industrialisation représentent des succès récents de la politique russe, mais la place toujours centrale de l'Etat dans la gestion spécifique du secteur du gaz ne permet pas d'aboutir au même degré de succès que dans le secteur du pétrole, plus concurrentiel.

Du côté de l'Union européenne, la mise en œuvre de politiques communes (zone de libre échange, politique agricole, Euratom, monnaie unique) lui a permis de remporter des succès indéniables. L'Europe a besoin d'un nouveau souffle. Les difficultés actuelles le démontrent. L'élargissement de la zone économique européenne à l'Est constitue une formidable opportunité de relancer le dynamisme de l'ensemble du continent européen, Fédération de Russie comprise.

## **2. L'économie russe en pleine mutation**

*De la nécessité de la consolidation des PIB de l'Union européenne et de la Fédération de Russie*

L'immensité du territoire russe et sa diversité, qu'elle soit culturelle comme on l'a vu ou liée à la richesse de ses ressources naturelles, montre que cette économie est en pleine transition. Il faut souligner que des efforts importants ont été entrepris sur une période de

temps assez courte depuis la disparition de l'Union soviétique et a permis, depuis une dizaine d'années une forte croissance du PIB. Au classement mondial du PIB, exprimé dans une monnaie commune via la méthode de la parité des pouvoirs d'achat, la Fédération de Russie est 6<sup>ème</sup>, devant le Royaume-Uni, le Brésil et la France, mais loin derrière l'Allemagne, 5<sup>ème</sup>, la Chine, 2<sup>ème</sup> et les Etats-Unis, 1<sup>er</sup> (cf. tableau 1). Le PIB total de la Fédération de Russie représente 15% de celui des Etats-Unis (ou de celui de l'UE-27) mais il faut prendre en compte les tailles différentes des populations, rapport de 1 à 4. Le PIB de la Russie représente 22% de celui de la Chine et les trois quarts de celui de l'Allemagne. La Fédération de Russie reste donc une économie en transition, avec ses forces et ses faiblesses.

**Tableau 1.** PIB en 2010 en parités de pouvoir d'achat, milliards de dollars

E-U	Chine	Japon	Inde	All.	<b>Russie</b>	R-U	Brésil	France	Italie
1	2	3	4	5	<b>6</b>	7	8	9	10
14658	10086	4310	4060	2940	<b>2223</b>	2173	2172	2146	1774

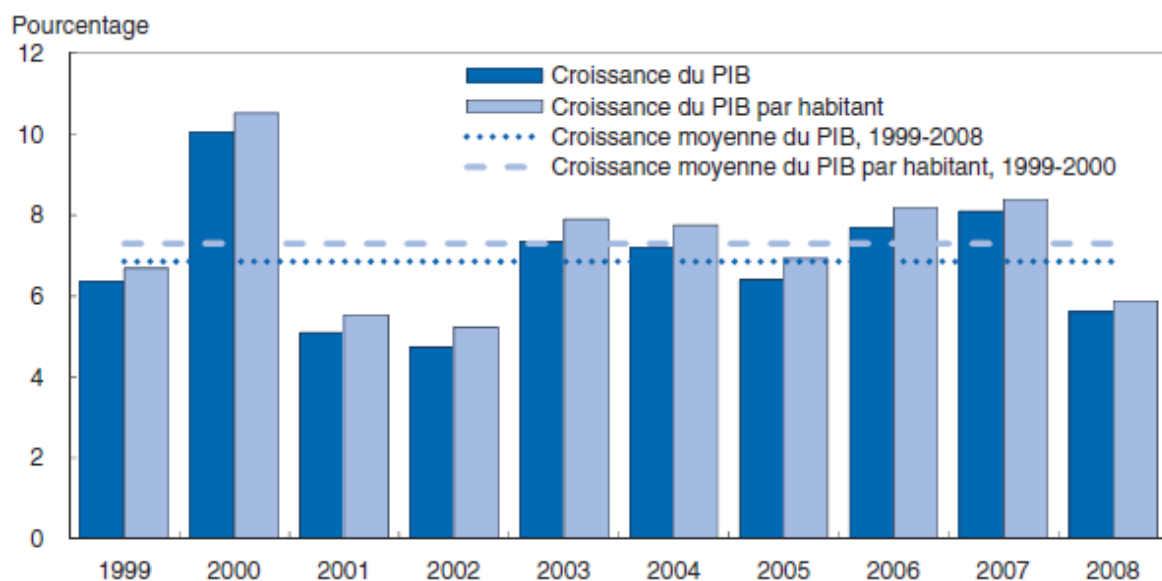
Source : FMI.

### *2.1. Le passage complexe mais finalement réussi de l'économie administrée à l'économie de marché*

La principale réussite de la Fédération de Russie a sans aucun doute consisté dans sa transition accélérée vers l'économie de marché et, partant, sa participation à un processus de convergence vers les économies industrialisées au travers de l'accélération de la croissance de son PIB. Il faut rappeler que la Fédération de Russie a réalisé seule cette performance, alors que les rares conseils que l'Occident avait su lui prodiguer avaient plutôt contribué à aggraver la crise économique et financière qu'elle a traversée en 1998.

La croissance forte à partir des années 2000, s'est traduite par une augmentation de près de 8% par an entre 2003 et 2007 du PIB par habitant (cf. graphique 1). L'appellation d'économie en transition associée à la Russie n'est donc pas le fruit du hasard, mais se révèle très justifiée.

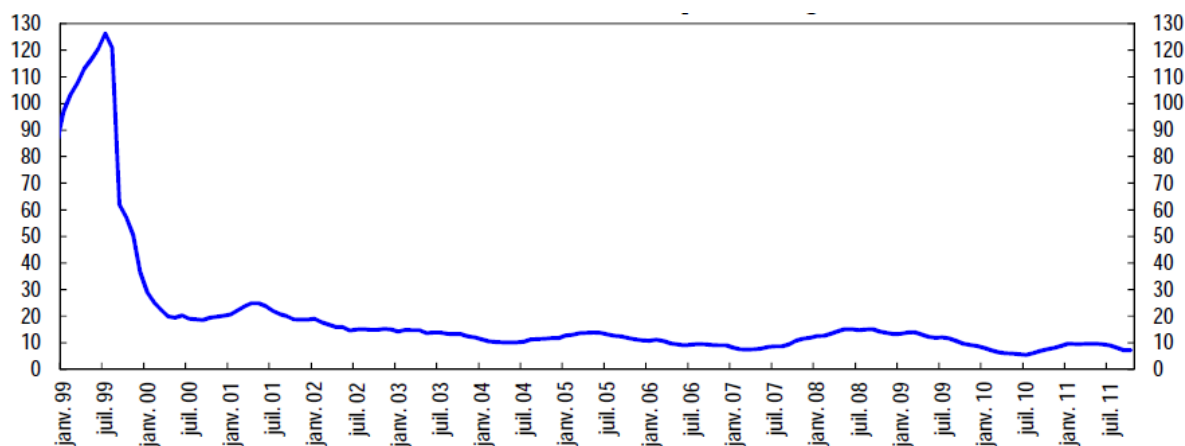
**Graphique 1.** Taux de croissance du PIB réel et par habitant, en %



Source : OCDE, 2009.

Si l'économie russe fut particulièrement chahutée par la crise financière de 1998, elle a su redécoller énergiquement jusqu'en 2001 grâce à une politique d'assouplissement du taux de change qui a renforcé sa compétitivité. Elle a engendré une forte baisse du taux d'inflation depuis le début des années 2000 (cf. graphique 2).

**Graphique 2.** Taux d'inflation, en % annuel, Fédération de Russie



Source : OCDE ;

La baisse du prix des biens produits en Russie, grâce à la dévaluation du rouble, a eu un effet expansionniste en donnant un coup de fouet aux exportations. Le fait que cette

dévaluation ait eu pour toile de fond des politiques économiques prudentes et vigilantes, ainsi que des réformes structurelles, sous la forme de libéralisation de marchés et d'un démarrage des privatisations d'entreprises, a été un élément indiscutable de son succès (cf. Ahrend, 2009) : même si la libéralisation et les privatisations ne sont pas pleinement achevées, elles ont permis aux entreprises privées de profiter de la baisse de valeur du rouble dans la mesure où, plutôt que de gagner en termes de marges sur leurs prix, elles ont choisi de la répercuter sur leurs prix d'exportation pour gagner des parts de marché.

**Tableau 2.** Principaux indicateurs macroéconomiques de la Fédération de Russie

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(a)	2012(a)
PIB (%)	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4	7,7	8,1	5,2	-7,8	4,0	4,9	4,5
Inflation (%)	21,5	15,8	13,7	10,9	12,7	9,7	9,0	14,1	11,7	6,9	9,4	6,4
Solde public (% du PIB)	nd	-0,7	1,7	6,0	6,0	8,3	5,6	7,2	-6,8	-4,3	0,2	0,3
Comptes courants (% du PIB)	11,1	8,5	8,2	10,1	11,1	9,6	5,9	6,1	3,9	4,8	6,8	5,8

(a) : prévisions

Source : OCDE

### *L'opportunité économique liée au pétrole et au gaz,*

L'envolée du prix du gaz et du pétrole depuis une dizaine d'années a renforcé la croissance russe amorcée par une combinaison associant dévaluation et réformes structurelles. La croissance du PIB a été de l'ordre de 6% par an en moyenne et s'est accompagnée d'une réduction du taux d'inflation. (cf. tableau 2). Malgré la dépendance de l'économie russe aux importations, l'augmentation des prix internes a été compensée par celle des prix des exportations sur les marchés mondiaux. Les secteurs de l'énergie ont représenté jusqu'à 70% de la croissance industrielle entre 2001 et 2004, grâce à la découverte de nouveaux gisements pétroliers. La balance des comptes courants a été très largement excédentaire, de l'ordre de 10% du PIB chaque année. Cette phase de croissance économique importante a

permis d'améliorer sensiblement l'état des finances publiques, passées d'un déficit de 0,7% du PIB en 2002 à un excédent de 6% en 2004. Une partie de ces recettes sert à accumuler des réserves en cas de chute du pétrole en-deçà de 70 dollars le baril, en vue de financer des réformes structurelles, telles que les retraites.

La hausse du prix du pétrole et du gaz a financé un boom de la consommation qui a rapproché l'économie russe de celle des pays industrialisés : le secteur de la construction a été un des grands bénéficiaires de cet essor, alors que les investissements avaient tendance à diminuer dans l'industrie du pétrole.

*La transition à l'économie de marché de la Fédération de Russie a été spectaculaire par sa rapidité et sa durée.*

Entre 2005 et 2008, le taux de croissance moyen du PIB a été de l'ordre de 7%. La balance des comptes courants et le solde public sont restés largement excédentaires. Mais le regain d'inflation depuis 2008, témoigne, dès 2008, de la difficulté d'améliorer le rapport compétitivité-prix.

L'évolution vers l'économie de marché s'est accompagnée d'un volet important de réformes dans le secteur bancaire. De nouvelles lois ont permis de simplifier le régime des faillites et de favoriser le redressement des établissements défaillants, tout en durcissant la réglementation. Des progrès très nets ont déjà été réalisés en matière de transparence financière. En 2002, la création d'un organisme de lutte contre le blanchiment de capitaux a permis à la Russie d'être retirée de la liste noire du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. La banque centrale de Russie a annoncé une stratégie sur l'évolution du secteur bancaire jusqu'en 2008, qui visait à imposer aux banques de soumettre des états financiers conformes aux normes IFRS, à introduire un régime de garantie des dépôts et améliorer l'efficacité du contrôle prudentiel. Ces réformes, soutenues par une croissance économique plus vigoureuse, ont permis aux banques russes de sortir rapidement de la crise financière de 1998, leurs pertes équivalant à cette époque à un point de PIB s'étant transformées en profits de près d'un point et demi en 2007. L'amélioration du fonctionnement est accompagnée d'un mouvement de concentration, permettant aux plus grands établissements de commencer à rivaliser avec certaines banques internationales.

*Malgré des réformes importantes,  
le système bancaire garde certains  
défauts de jeunesse*

Le secteur bancaire russe dispose d'au moins deux atouts importants dans la phase de turbulences financières actuelle. Elles sont suffisamment capitalisées et aux mains des pouvoirs publics, ce qui leur confère une plus grande stabilité et les écarte des risques encourus sur les marchés.

Le système n'a pu encore se défaire de certains défauts de jeunesse. Ainsi, la supervision prudentielle est insuffisante, de nombreux prêts sont accordés avec légèreté. L'OCDE préconise un renforcement des pouvoirs de contrôle de la banque centrale.

Au-delà des questions bancaires, la question de la politique monétaire, de son organisation et de ses objectifs pourrait engendrer de fructueux échanges entre la zone euro et la Fédération de Russie. En effet, ainsi que le souligne le rapport de l'OCDE, publié en 2011, les autorités monétaires russes sont en train d'élaborer un nouveau cadre de politique monétaire destiné à privilégier la lutte contre l'inflation ou plutôt que de se focaliser sur le maintien de la valeur de la monnaie, ce qui devrait avoir des conséquences en matière de politique du crédit. La Fédération de la Russie pourrait s'inspirer des pratiques françaises et allemandes. A ce titre, j'ai organisé des contacts et réunions de travail entre Moscou Place Financière Internationale, présidée par Alexander Volochine et l'AMF ainsi qu'avec l'ACP.

## *2.2. La Russie, des ressources naturelles potentiellement à la disposition de l'Europe*

La diversité exceptionnelle des ressources naturelles de cette nation est un élément à porter à l'actif d'un tel succès. Forte de ces ressources, et parce qu'elle a su les exploiter *via* des entreprises privées dans l'absolue nécessité d'être performantes, la Fédération de Russie a vu ses performances macroéconomiques s'améliorer jusqu'à connaître un taux de croissance du PIB de 8% en termes réels en 2007. Entre 2001 et 2004, il est sans doute important de rappeler que la part prise par les entreprises privées dans le regain de production et d'exportations pétrolières a été proche de 100%, les entreprises contrôlées par l'Etat marquant le pas dans le processus de développement engagé à cette époque.

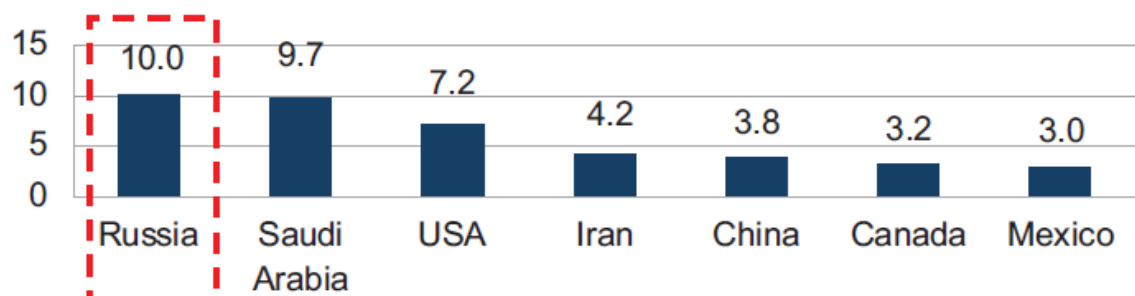
Quelle est cette diversité de ressources et en quoi est-elle impressionnante ? Qu'on en juge par la succession de graphiques qui suivent (source : Forum économique international de Saint Pétersbourg). La Fédération de Russie est le 1<sup>er</sup> producteur de **pétrole** au monde, talonné par l'Arabie saoudite, mais loin devant les Etats-Unis ou l'Iran. Elle est aussi le 1<sup>er</sup> producteur mondial de **minerai de fer**, avec 18% des réserves mondiales connues. La Fédération de Russie est le 2<sup>ème</sup> producteur mondial de **gaz naturel**, talonnant les Etats-Unis. Elle est aussi 2<sup>ème</sup> producteur mondial de **platine**, avec 9% des réserves mondiales connues. Elle est 3<sup>ème</sup> producteur mondial d'**or** et de **nickel**, et 5<sup>ème</sup> producteur mondial de **charbon**.

**Graphique 3.** Répartition de la production mondiale de pétrole

### Crude Oil Production

2009

mbpd



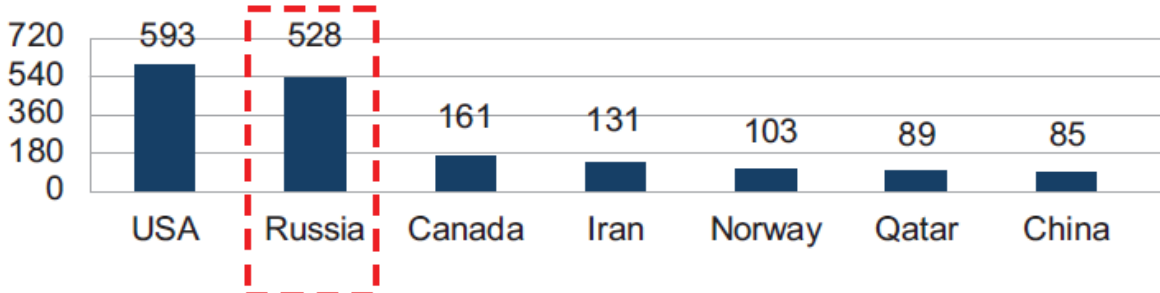
Source: BP

Graphique 4. Répartition de la production mondiale de gaz naturel

### Gas Production

2009

bcm



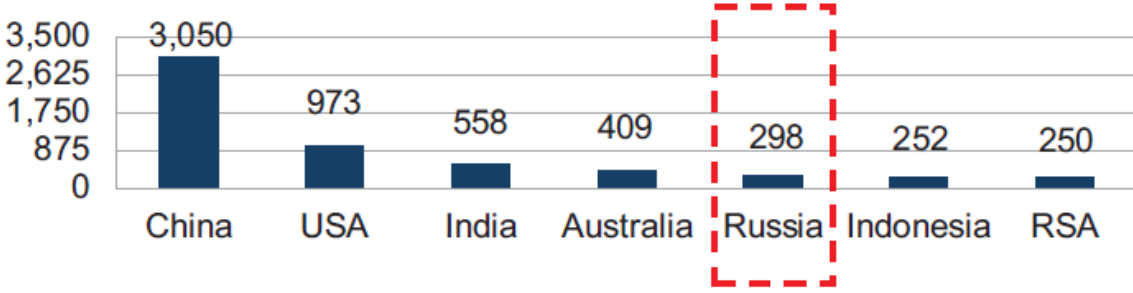
Source: BP

Graphique 5. Répartition de la production mondiale de charbon

### Coal Production

2009

MM tonnes



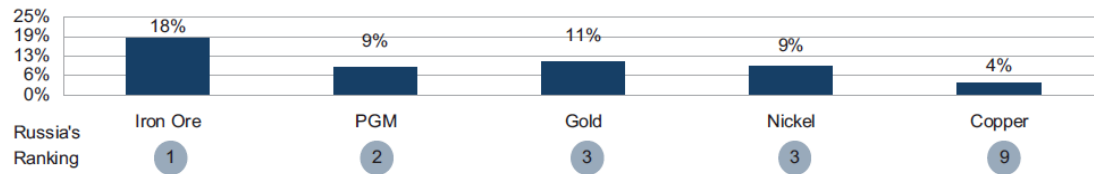
Source: BP



**Graphique 6.** Part de la Fédération de Russie dans l'extraction de métaux (en % des réserves totales par métal)

**Global Leader in Metal Reserves**

% of total global reserves



**Source:** US Geological Survey, 2010

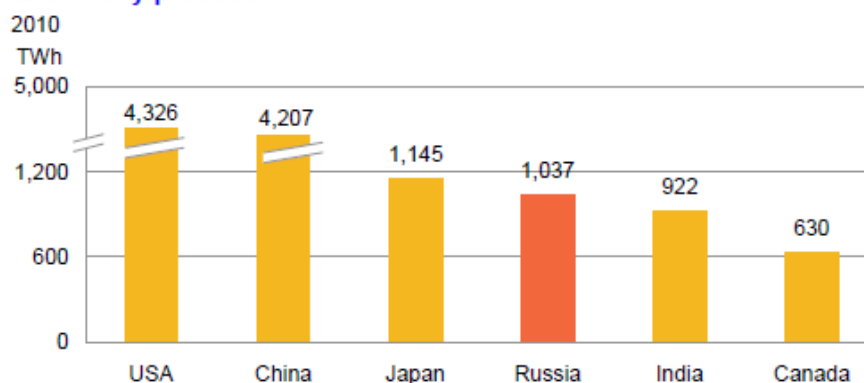
Iron ore : minerai de fer ; PGM : platine ; Gold : or ; Copper : cuivre.

Concernant le groupe du platine, la Fédération de Russie produit près de la moitié de la production mondiale de **palladium**, métal rare rentrant dans les productions chimiques et automobiles grâce à ses propriétés de catalyseur, le **rhodium**, qui partage ces propriétés avec le palladium et qui est quasi-exclusivement utilisé dans le secteur automobile étant produit pour sa part à 40 % en Russie.

En outre, la Fédération de Russie est un producteur majeur en matière d'**énergie électrique, hydraulique** et **nucléaire**, atteignant le 4<sup>ème</sup> rang mondial et talonnant le Japon, 3<sup>ème</sup>, en 2010, soit avant la catastrophe de Fukushima et la décélération de la production d'électricité dans cet archipel.

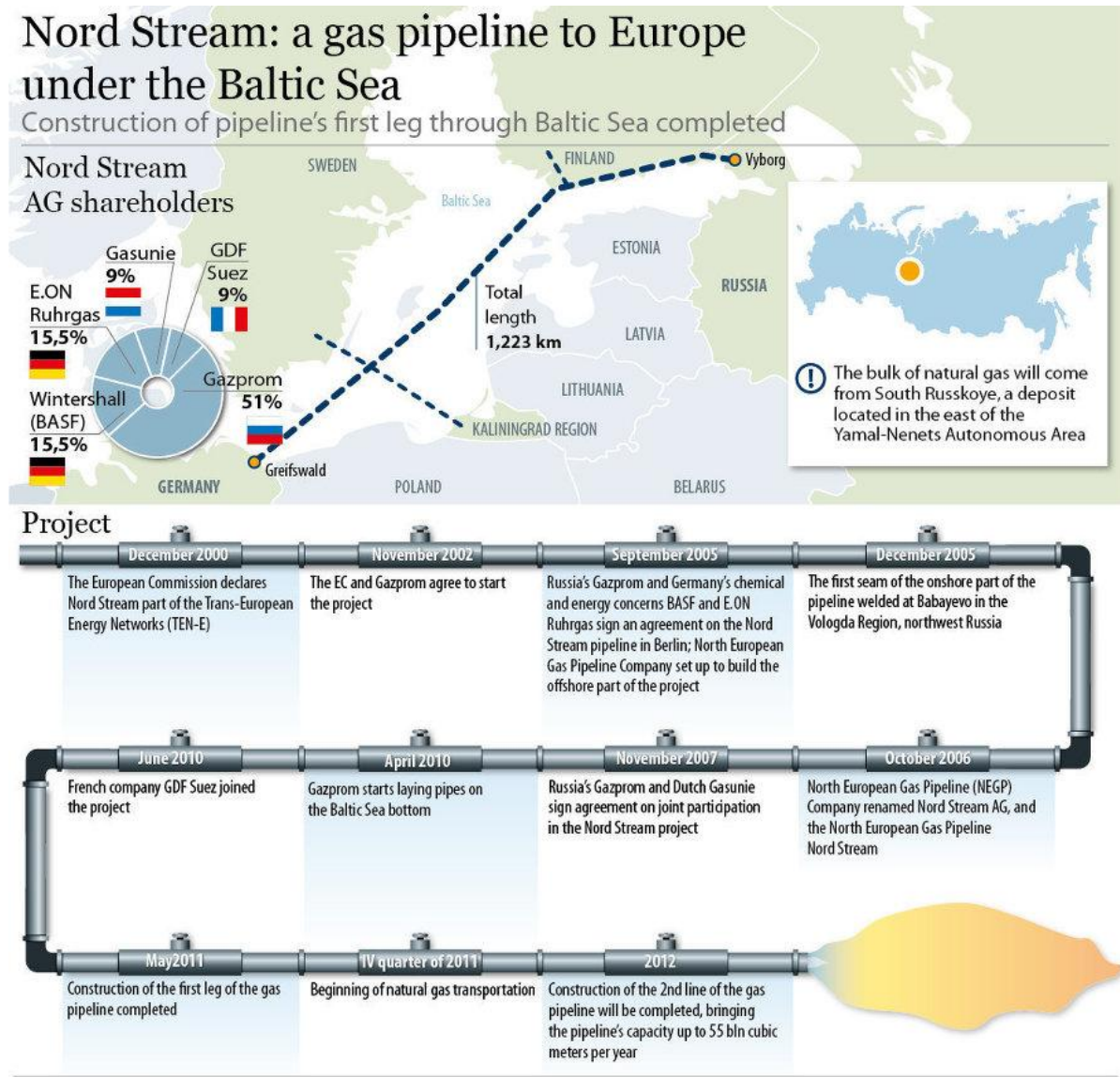
**Graphique 7.** Répartition de la production mondiale d'électricité

**Electricity production**



Source: BP Statistical Review of World Energy 2011

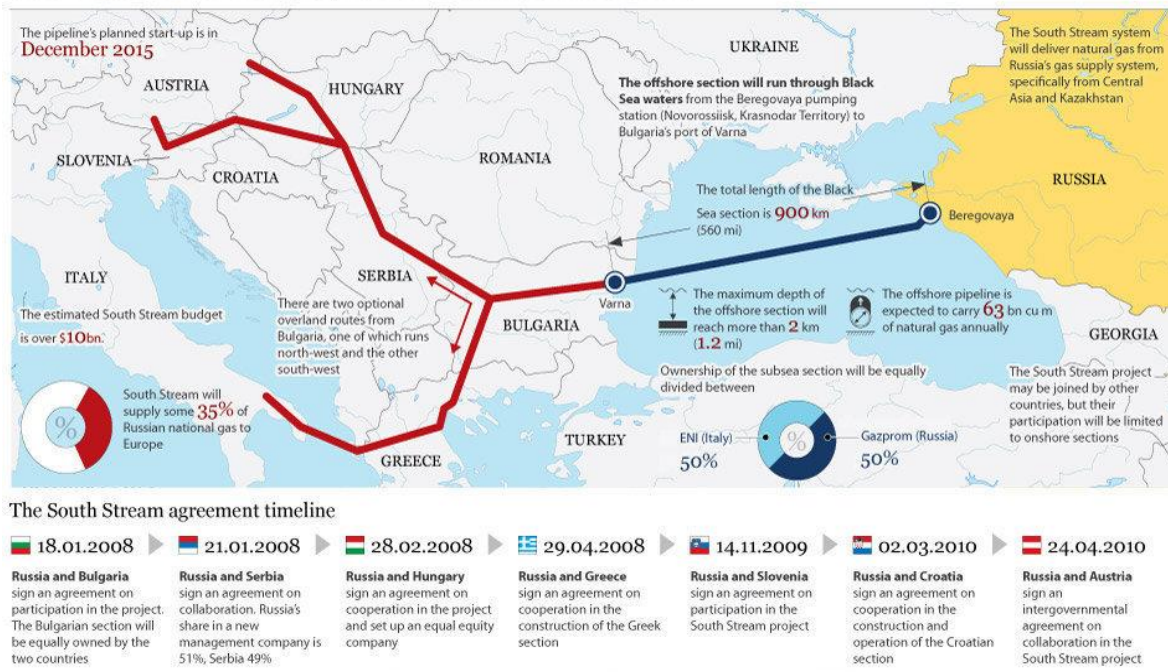
Figure 1. North Stream – Horizon 2011-2012



**Figure 2.** South Stream – horizon 2015

## South Stream gas pipeline project

The South Stream project is a new natural gas pipeline network that will connect Russia and the European Union via the waters of the Black Sea



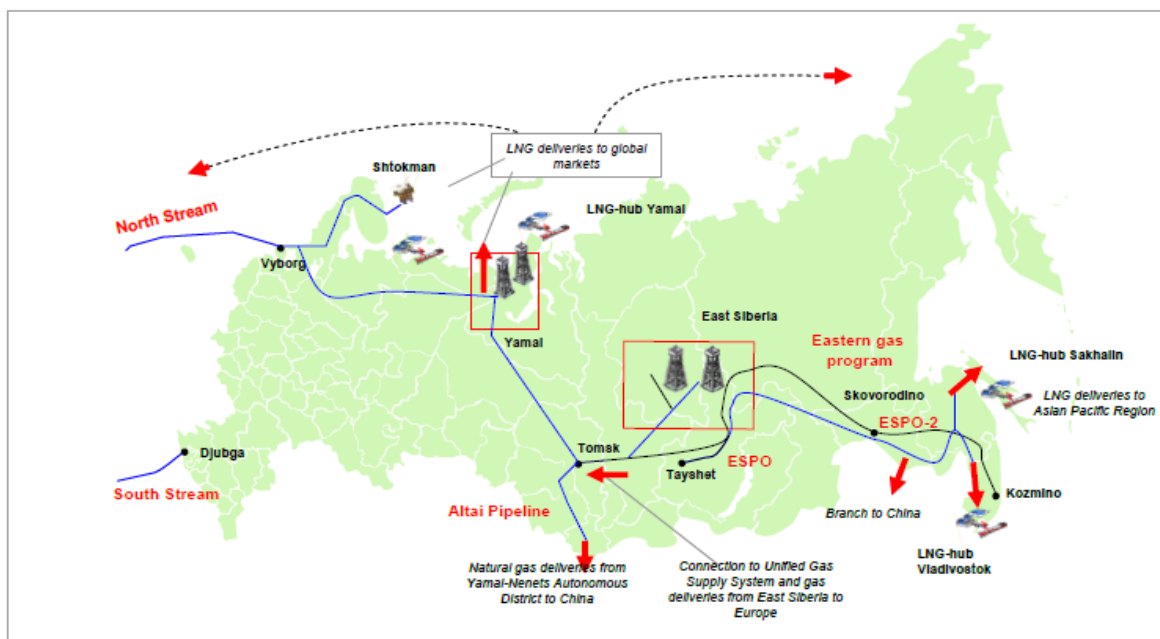
*La position stratégique de la Sibérie lui confère un rôle primordial dans la fourniture des principaux marchés de consommation et en particulier de l'Europe*

Au-delà de ces quelques réflexions sur l'avenir du gaz parmi les énergies importantes pour l'UE et la Russie, les projets South Stream et Nord Stream ne doivent pas masquer les potentialités qu'offre la Sibérie. Le complexe ESPO (cf. figure 3) doit permettre de connecter les pays européens au gaz en provenance de la Sibérie orientale. La Fédération de Russie dispose ainsi d'une position géographique stratégique pour tout ce qui concerne le secteur énergétique. La Fédération de Russie est en effet au centre des deux principales zones d'importation énergétique : l'Asie (Chine, Japon, Inde, Corée, etc.) et l'Europe. La Fédération de Russie est le fournisseur du premier marché de consommation du monde qu'est l'Europe et est idéalement placée pour fournir la première zone de production de biens du monde et demain le principal lieu de consommation, l'Asie. Ses grandes ressources en gaz permettent à la Fédération de Russie de distribuer du gaz vers la Chine, au Sud, et vers la région de

l'Asie-Pacifique à l'Est, faisant de la Russie le maillon indispensable des importations énergétiques de ses principaux voisins. Ainsi, la Fédération de Russie n'est pas dépendante d'une seule région du monde, d'un seul client.

Pour asseoir cette indépendance, il lui faut disposer de multiples outils pour acheminer pétrole et gaz. Cela exige la création de vastes réseaux d'infrastructures et, notamment, le développement de ports, ce qui passe par la privatisation d'ores et déjà prévue dans le plan de modernisation. Il faut aussi, pour des pays européens à l'instar de la France, développer de nouveaux ports méthaniers afin de pouvoir être également une porte d'accès du gaz russe par la mer.

**Figure 3.** Projets d'extraction de pétrole et de gaz et d'infrastructures de transport



Source : « New Paths to Energy Security », 17 juin 2011, Forum économique de Saint-Petersbourg

*Le plan de modernisation de la Russie nécessite des investissements et des transferts de technologie*

La Fédération de Russie est un acteur incontournable dans le secteur manufacturier, *via* ses réserves en minerais, et dans le secteur énergétique. Les nombreuses transformations de

l'économie russe s'accompagnent de projets de privatisation et de modernisation de l'économie qui appellent, outre une coopération étroite avec des entreprises étrangères disposant des compétences requises, des flux d'investissement colossaux. Les synergies entre les entreprises russes, d'un côté, et les entreprises européennes, de l'autre, dans le secteur énergétique et, plus généralement, dans le secteur industriel, sont évidentes. Il est donc urgent de développer ces synergies et que la Russie se tourne vers l'Ouest plutôt que vers l'Est.

Qu'on en juge par le développement et l'extension du réseau ferroviaire haute et très haute vitesse à l'horizon 2018 (des entreprises françaises concourent actuellement sur la ligne grande vitesse, Moscou Saint-Pétersbourg). Le rail est en effet crucial pour la Russie. L'organisation des Jeux Olympiques de Sotchi en 2014, de la Coupe du Monde de football en 2018, le développement touristique du Nord-Caucase (voir fiche Tourisme), et surtout la nécessité de transporter les matières premières et les métaux, sont les causes principales des projets d'amélioration des infrastructures de transport. Le schéma ci-dessous témoigne du nombre important de projets de lignes ferroviaires. La société des chemins de fer russes, RZD, qui a été placée sur la liste des entreprises privatisables (cf. fiche programme de privatisation) emploie 950 000 salariés, soit plus d'1% de la population active russe, et elle représente près de 2% du PIB russe. Gérant le 3<sup>ème</sup> réseau ferroviaire mondial, après les Etats-Unis et la Chine, cette société publique à 100% est vouée à s'ouvrir à des partenariats étrangers pour améliorer et étendre le réseau. D'ici 2018, le coût des investissements prévus est de l'ordre de 50 milliards d'euros ; en 2011, RZD a réalisé un investissement de 9 milliards d'euros. Sont impliqués dans des partenariats Siemens, pour la fourniture de locomotives pour le transport de marchandises, Alstom pour la fourniture de locomotives pour le transport de passagers, et les sociétés Deutsche Bahn et SNCF pour le développement du transport de fret entre l'Asie et l'Europe. D'ici 2015, RJD prévoit la création d'au moins 8 000 km de lignes nouvelles et l'acquisition d'au moins 10 000 locomotives, de 13 000 wagons de passagers, de 450 000 wagons de fret et de 8700 rames automotrices ! RZD est aussi vouée à vendre ou à réduire sa participation dans plus de 30 de ses filiales, ce qui permettra à un acteur privé majeur d'apparaître sur le marché russe du fret. On l'aura compris : les enjeux sont colossaux et la modernisation est effectivement en marche.

Figure 4. Extension du réseau haute et très haute vitesse en Russie qui modifiera la cartographie russe



Source : La Russie d'aujourd'hui, 15 décembre 2011.

Outre ces bonnes performances industrielles, la Fédération de Russie est aussi un acteur important dans le secteur agricole (voir fiche sur l'agriculture).

En effet, la Fédération de Russie est le 2<sup>ème</sup> producteur mondial de **betterave à sucre**, le 4<sup>ème</sup> producteur mondial de **blé** et de **lait**, et le 5<sup>ème</sup> producteur mondial de **viande**.

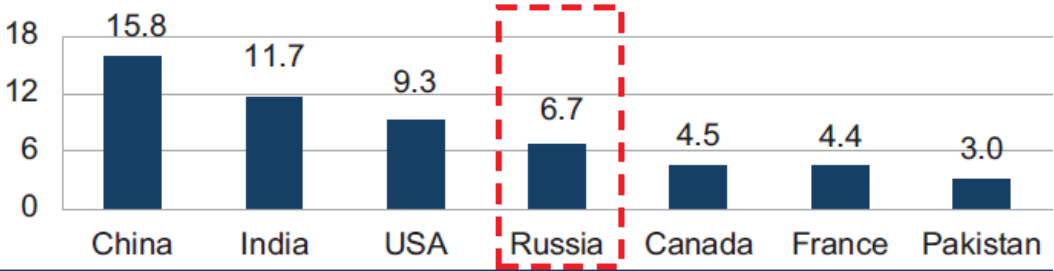
**Graphique 8.** Répartition de la production mondiale de blé

La Russie, numéro quatre mondial

**Wheat**

2008

USD Bn



Source: FAO

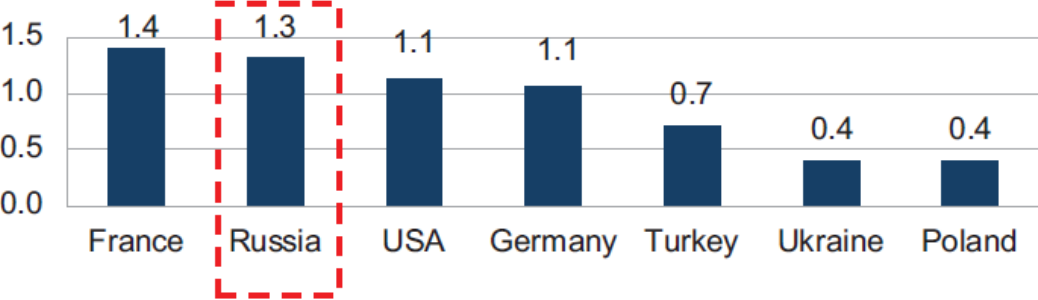
**Graphique 9.** Répartition de la production mondiale de betterave à sucre

La Russie numéro 2 mondial

**Sugar Beet**

2008

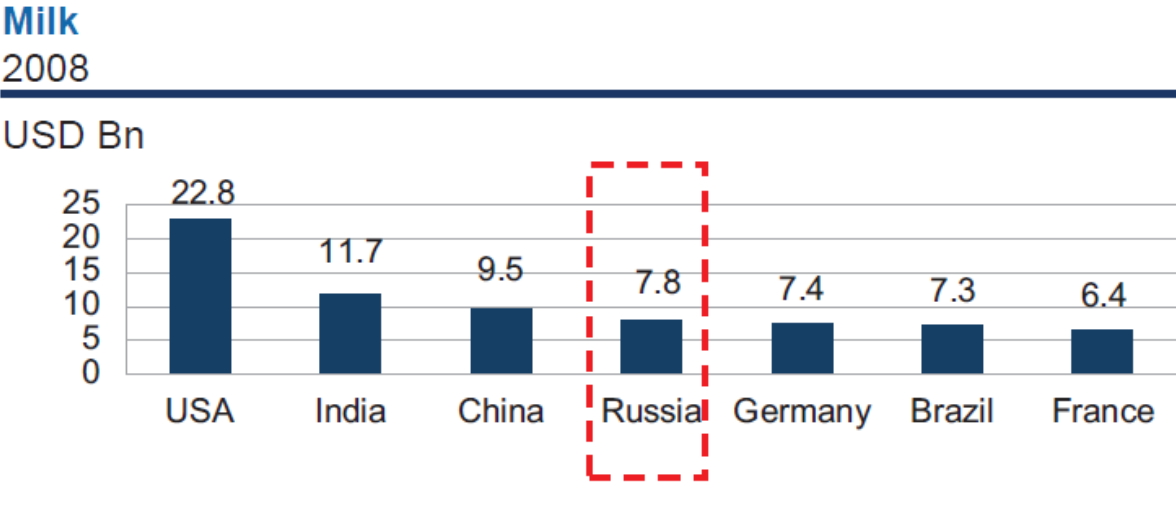
USD Bn



Source: FAO

**Graphique 10.** Répartition de la production mondiale de lait

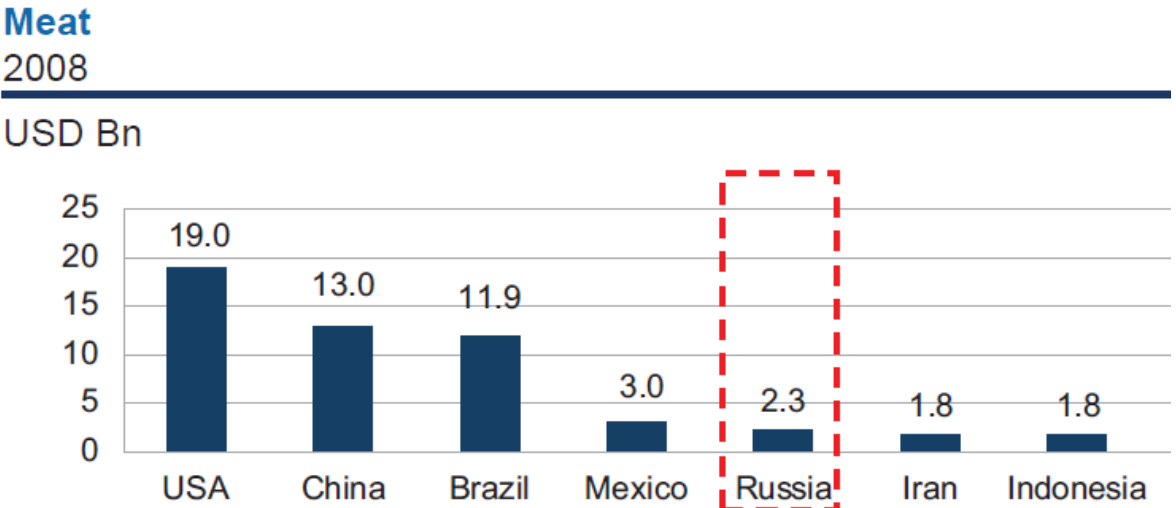
Russie, numéro 4 mondial



**Source:** FAO

**Graphique 11.** Répartition de la production mondiale de viande

Russie, numéro 5 mondial



**Source:** FAO



### *2.3. Un niveau de formation comparable à celui des pays de l'Union européenne*

*La Russie se caractérise par un haut niveau de formation*

*Et l'existence de pôles de recherche de niveau mondial*

Avec une population de 140 millions d'habitants, 21 Républiques et 46 Régions, la question de la formation est cruciale pour la stabilité de la Fédération. Les enseignements primaire, secondaire et supérieur sont le ciment de la Nation, un enjeu extraordinaire, devenu l'une des «orientations prioritaires» du gouvernement russe. Cette priorité fut longtemps partagée par le pouvoir politique de l'Union soviétique – la qualité de l'éducation russe est un héritage indéniable du système soviétique.

En 2004/2005, la Fédération de Russie comptait 1071 établissements d'enseignement supérieur, dont 662 étaient publics, et près de 7 millions d'étudiants, soit une hausse de presque 50% entre 2000 et 2004. Ces établissements, de statuts différents, se divisent en universités, académies et instituts. Le statut le plus recherché est celui des universités car c'est le seul à offrir une reconnaissance internationale des diplômes.

D'après T.L. Klyatchko, directrice du Centre de Formation Permanente de l'Académie de l'Economie Nationale de Moscou, en 2009, la Fédération de Russie est au 4<sup>ème</sup> rang mondial, derrière la Norvège, les Etats-Unis et les Pays-Bas en terme de pourcentage de la population active formée dans les filières supérieure et professionnelle confondues, avec 55,3%, tandis qu'elle est au deuxième rang mondial, derrière les Etats-Unis, en terme de nombre d'étudiants pour 10 000 habitants, avec 523 étudiants. Ce nombre passant à 673 étudiants pour 10 000 habitants après avoir inclus les étudiants des filières professionnelles du secondaire, la Fédération de Russie était leader mondial selon ce critère élargi. L'attractivité du système de formation russe demeure forte : le nombre d'élèves admis en 1<sup>ère</sup> année d'université par rapport au nombre de bacheliers reste en constante augmentation.

Si l'on compare les efforts consentis par les différents pays de l'OCDE en ce qui concerne leur politique d'éducation, il apparaît, toujours d'après T.L. Klyatchko, que la Fédération de

Russie se situe à niveau comparable à la moyenne de l'OCDE pour la part, en proportion du PIB, des recettes publiques et privées destinées à l'enseignement, soit, pour la Russie, 5,2%, contre 5,7% en moyenne pour l'UE et 7,4% aux Etats-Unis. L'enseignement général et professionnel est légèrement inférieur à celui de l'OCDE, 2% du PIB en 2010 contre 3,4%. A l'inverse, la part des dépenses de l'Etat pour l'enseignement professionnel secondaire et supérieur dans le PIB est, en Russie, égale à la moyenne de l'OCDE, soit 1% du PIB.

Il y a deux enjeux majeurs aujourd'hui pour le système d'enseignement supérieur russe : d'une part, la réussite du passage à la maîtrise, en conformité avec le processus de Bologne d'homogénéisation des parcours, de la Licence au Doctorat en passant par le Master ; d'autre part, la confirmation d'une recherche de niveau international qui permettra aux universités russes d'augmenter leurs budgets indépendamment du nombre d'étudiants.

Sur le premier point, si le passage en cycles d'enseignement a été décrété récemment (en octobre 2007), il n'y a pas lieu de s'inquiéter plus qu'ailleurs sur les opportunités qu'un tel choix offrira aux étudiants du monde entier : la globalisation de l'enseignement est en marche et la Fédération de Russie bénéficie d'un regain d'attractivité grâce à un système éducatif désormais plus lisible, même si subsiste un autre type de cursus en 5 ans délivrant un « diplôme de spécialiste », donc s'interrompant en master 1. Sur le deuxième point, une étude récente de Thomson Reuters intitulée « *Russia struggles to retain last-century prominence in scientific research* » examine les opportunités qui s'offrent aux chercheurs issus des universités russes. Le développement d'un système d'enseignement supérieur spécifique, avec ses universités fédérales, ses universités nationales de recherches scientifiques et ses établissements supérieurs pour l'innovation, doit permettre d'améliorer la qualité et les performances de l'enseignement supérieur grâce à des moyens budgétaires ciblés et significatifs. Ce n'est pas sans rappeler la politique de l'enseignement supérieur français, avec ses investissements d'avenir et la promotion de pôles de recherche compétitifs au plan international, comme le Pôle de Saclay au sud de Paris. Cette politique de concentration des efforts, financiers mais aussi en infrastructures, doit permettre aux établissements d'enseignement supérieur russe de retrouver une taille critique susceptible

de générer des recherches appliquées et fondamentales de renommée internationale et, d'attirer, par un maillage serré avec les entreprises privées, locales et internationales, de futurs flux d'investissements (voir sur ce sujet fiche sur l'enseignement supérieur).

### **3. Une économie face au défi de la modernisation**

*Les autorités russes sont engagées dans un processus de modernisation indispensable du fait des contraintes extérieures*

L'économie russe doit résoudre une série de défis : l'amélioration de sa compétitivité et la forte dépendance aux matières premières corollaire de sa grande richesse, l'aménagement de son territoire, la modernisation de certaines de ses infrastructures et l'amélioration de la transparence dans le droit des sociétés. A ceux-ci s'ajoute l'efficacité énergétique comme dans les pays les plus avancés. Ces défis sont au cœur du plan de modernisation de la Russie qui doit justement apporter les solutions.

#### *3.1. L'impact de la crise mondiale sur l'économie russe*

Comme en témoigne le tableau 2, l'économie russe a dû faire face comme les autres pays de l'Union européenne, en 2009, à une récession avec un recul de près de 8% du PIB soit un coup d'arrêt à sa croissance des années antérieures. Le déficit public a augmenté, tandis que la balance des comptes courants est demeurée excédentaire, malgré la récession à hauteur de 4% du PIB. La Russie est ancrée dans le monde européen ; l'évolution de son PIB est liée à celle des autres pays de l'Europe.

*La crise de 2008 a incité la Russie à repenser son mode de croissance*

Compte tenu de l'intensité de la crise mondiale amorcée en 2007 – le PIB allemand a diminué de 5% en 2009, et face à la dépendance aux exportations de l'économie russe, la Fédération de Russie s'est trouvée confrontée à une obligation de repenser son mode de

développement. Le taux de croissance moyen du PIB demeure nettement supérieur à celui des pays de l'OCDE mais est en-deçà de celui des pays dits émergents comme la Chine ou le Brésil. Le rebond des prix du pétrole en 2011 devrait permettre une amélioration substantielle de la situation mais ne saurait exonérer d'une réflexion sur les moyens d'accroître le potentiel de croissance.

Il est crucial pour les autorités russes d'accroître l'indépendance de la Russie par rapport à la rente énergétique afin de disposer de marges de manœuvre budgétaire et de construire une croissance durable.

A cette fin, les autorités russes qui ont, comme la Norvège, créé un fonds « pétrole » pour faire face aux chocs macro-économiques exogènes ont décidé d'augmenter (avec à terme un doublement) les montants qui y sont affectés. Cet accroissement vise à faciliter l'encaissement de nouveaux chocs macroéconomiques éventuels.

### *3.2. L'enjeu de la compétitivité pour la modernisation de l'économie russe*

#### *La bataille de la compétitivité passe par la poursuite de la Diversification et la poursuite de la lutte contre l'inflation*

Les autorités russes doivent, afin de gagner la bataille de la compétitivité, poursuivre la diversification et la lutte contre l'inflation.

Dans une étude approfondie, l'OCDE décrit la structure du produit intérieur brut. Le taux de croissance de la valeur ajoutée s'est élevé à 8% dans le secteur primaire, 7,5% dans le secteur des services et seulement 3,7% pour les produits manufacturés. La dépendance relative rend plus difficile son positionnement sur les marchés internationaux des biens manufacturés.

La Russie mène une bataille constante afin de régler les dérapages inflationnistes. Si en 2009, le taux d'inflation dépassait 10 % sous l'effet de la hausse de près de 20% du prix des biens alimentaires, des mesures ont été prises afin d'éviter la disparition des efforts de

désinflation entrepris au début des années 2000. Les autorités russes agissent à la fois sur la gestion de la masse monétaire en circulation et sur la valeur du rouble.

Mais, en premier lieu, au-delà de ces outils traditionnels, les pouvoirs publics veulent de manière structurelle améliorer l'offre russe ce qui permettra de réduire les facteurs inflationnistes exogènes (cours de l'énergie).

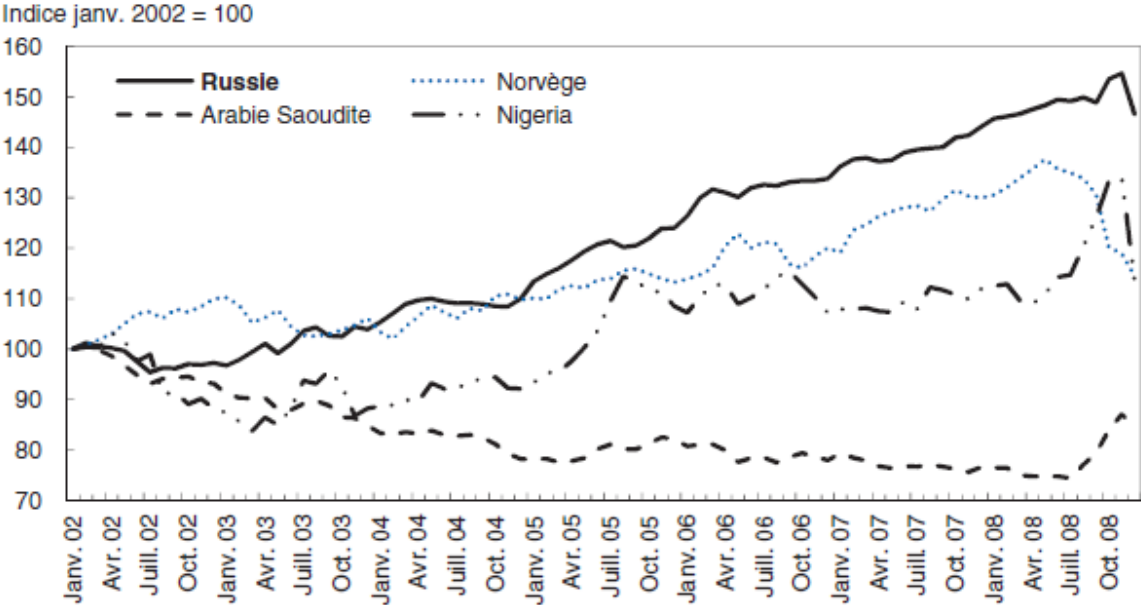
L'obtention de gains de productivité à travers une intégration dans les échanges commerciaux mondiaux est une obligation, d'où l'adhésion à l'OMC. Ce sont les secteurs à forte intensité technologique qui procurent les gains de productivité les plus importants. De ce fait, les autorités russes, dans le cadre du plan de modernisation de la Russie, ont pris plusieurs initiatives afin de favoriser l'émergence de pôles de compétitivité. Ainsi, le développement de Skolkovo, sorte de Silicon Valley russe, (cf. annexe) marque la volonté des autorités de promouvoir la création de nouvelles technologies et leur utilisation à des fins industrielles et de recherche. Moins d'un quart des ménages russes a accès à internet en 2008, il reste donc des marges de progression indéniables dans l'utilisation des TIC en Russie.

Du côté de la politique monétaire, la lutte contre l'inflation s'est heurtée à la tentative de freiner l'appréciation du rouble, en raison de l'ampleur des excédents commerciaux. La Banque centrale russe est intervenue périodiquement sur le marché des changes, en faisant de la Fédération de Russie la 3<sup>ème</sup> économie au monde, derrière la Chine et le Japon, en termes de réserves de change : 490 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> mars 2011, selon l'ambassade de France à Moscou.

Comme on le voit sur le graphique 12, l'appréciation réelle du rouble est importante depuis 2002. Proportionnellement, la Russie a accumulé davantage d'excédents que d'autres pays producteurs et exportateurs de pétrole, tels que l'Arabie Saoudite, le Nigéria et la Norvège. Elle est cependant assez comparable, en tendance, à l'appréciation réelle d'autres économies en transition (à l'exception de la Hongrie, voir graphique 13), plus petites certes, mais d'ores et déjà intégrées dans une vaste zone, l'UE, avec sa communauté de politiques, de droits et de normes qui favorisent le commerce intra-européen.

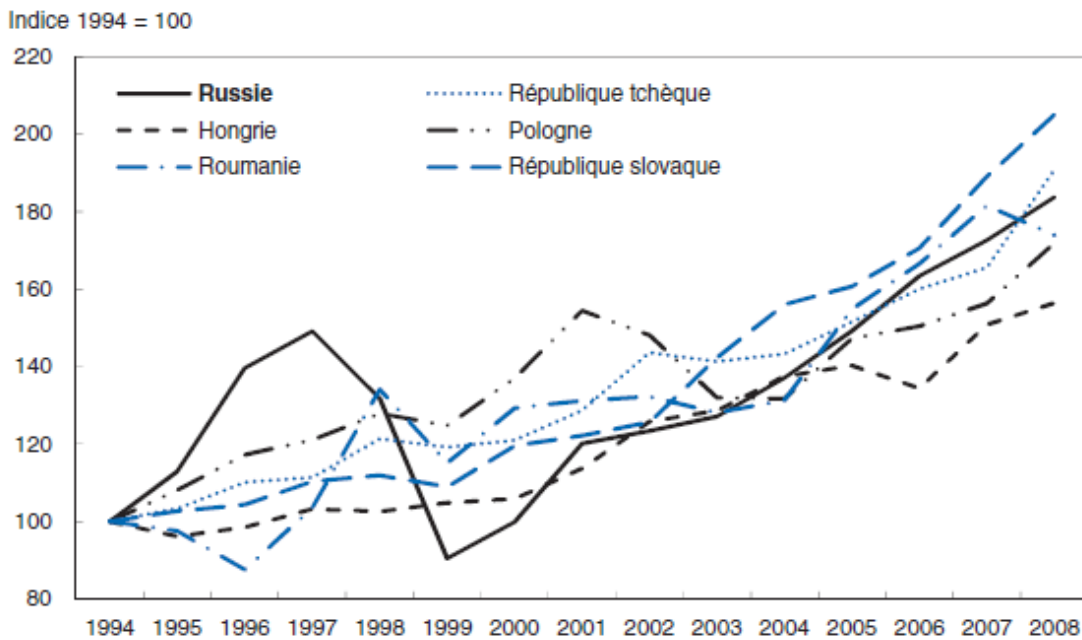
Le problème du réglage du taux de change se pose depuis des années, de manière à trouver un équilibre entre le souci de lutter efficacement contre l'inflation et de maintenir une situation favorable aux entreprises. Le développement encore trop récent d'un système financier russe concurrentiel (*cf.* sous-section suivante) a poussé les entreprises à se financer en crédits exprimés en devises, principalement en Dollars et en Euros. L'appréciation du Rouble permet de soulager le coût des emprunts contractés en Dollars, au grand bénéfice des entreprises russes. A l'inverse, la dévaluation du Rouble fait peser un poids plus lourd sur les emprunteurs russes qui se sont tournés vers des contrats en Dollars.

**Graphique 12.** Taux de change effectif réel, Russie vs. pays exportateurs de pétrole



Source : OCDE d'après JP Morgan

**Graphique 13.** Taux de change effectif réel, Russie vs. pays en transition



Source : OCDE d'après FMI.

L'action des pouvoirs publics russes en matière d'inflation porte ses fruits. En effet, l'OCDE a prévu une baisse sensible du taux d'inflation en Russie, de 8,4% en 2011 à 6,5 puis 5,7% en 2012 puis 2013.

#### *Les perspectives de consommation d'énergie à l'horizon 2030*

*Doivent permettre à la Russie d'engranger de Substantielles quantités de devises d'où l'intérêt d'un partenariat avec l'Europe de l'Ouest*

La Russie, du fait de ses richesses naturelles et nonobstant les problèmes générés par cette dépendance, dispose pour de nombreuses années d'un atout indéniable qui doit lui permettre de moderniser ses structures. Le contexte énergétique est très porteur compte tenu des besoins des pays émergents et de la remise en cause par certains Etats du nucléaire ce qui va accroître leurs importations de gaz, de pétrole et de charbon (Japon, Allemagne). A propos des recettes tirées des exportations de pétrole et de gaz, les cours devraient continuer d'être orientés à la hausse. Selon les prévisions de BP, dans son rapport Energy Outlook 2030, les importations de pétrole et de gaz (importations nettes de la production)

rapportées à la consommation ne devraient pas cesser d'augmenter de la part des pays européens jusqu'à l'orée de 2030 ; les importations chinoises de gaz marqueraient le pas à partir de 2020, baissant quelque peu vers 2030 ; les importations chinoises de pétrole seraient croissantes au-delà de 2030, et seuls les Etats-Unis connaîtraient une poursuite de la baisse, légère mais régulière, de leurs importations nettes de pétrole et de gaz jusqu'en 2030. En 2010, l'Union européenne et la Chine représentent 34,5% de la consommation mondiale d'énergie, contre 19% pour les Etats-Unis. En 2030, ses parts passeront respectivement selon BP à 37,1% et 13,7%, et il est prévu que 64% de la consommation d'énergie des pays d'Europe et d'Asie sera satisfaite par le pétrole et le gaz. Les perspectives d'évolution à la hausse des cours de ces deux produits sont donc bonnes et devraient permettre à l'Etat russe de continuer d'engranger des recettes fiscales importantes et, surtout, régulières, compte tenu de sa capacité prévue de produire en 2030 13% de la production mondiale d'énergie, toutes sources d'énergie confondues. \*

Le marché de l'énergie est en constante évolution comme en témoigne l'impact des gaz de schistes pour la production américaine. Néanmoins, d'ici 2030, il est indéniable que la Russie renforcera ses positions de leader en matière d'exportation, d'autant plus que le Moyen-Orient est entré dans une phase de tensions qui pèse sur les prix.

Selon l'OCDE, la Fédération de Russie est plus diversifiée et moins dépendante que de nombreux autres pays à rente pétrolière et gazière. Le lien énergétique avec l'Europe de l'Ouest s'impose compte tenu des routes de transports, de l'accès aux mers et des besoins technologiques de la Russie. L'Europe a un besoin réel de capitaux et d'énergie pour retrouver des marges de manœuvre en termes de croissance. Ainsi apparaît clairement la complémentarité à travers les réserves de change de l'économie russe et les économies endettées de l'Union européenne.



*En matière énergétique, la Russie a choisi de recourir à l'intégration verticale qui lui permet de réaliser des gains de productivité importants contrairement aux dogmes contestables de la séparation transporteur/producteur*

La Fédération de Russie peut avoir avec les autorités européennes, la Commission européenne en tête, une pomme de discorde du fait de la notion de *unbundling*. Sous couvert de promotion perpétuelle de la concurrence, la Commission européenne défend le principe d'une séparation claire, pour tous les secteurs d'activité, entre tous les segments d'activité, en amont et en aval, en distinguant ce qui relève du monopole naturel de ce qui relève de la concurrence. Dans le cas du secteur énergétique - pétrole, gaz, électricité -, il convient donc de distinguer la production/extraction, du transport et de la distribution. La séparation entre monopole naturel et concurrence, et la déconstruction et reconstruction des chaînes de valeur au sein d'une même filière qu'elles impliquent, reposent sur l'analyse de R. Coase sur les coûts de transaction. Pour chaque segment, on doit comparer en permanence le coût de ce que l'on peut faire soi-même avec le coût induit par l'acquisition de ce bien sur un marché, si le marché existe et s'il est efficient. Pour le secteur énergétique, il semblerait que seul le transport soit un monopole naturel, tandis que les phases amont et aval de ce secteur seraient compatibles avec un recours au marché concurrentiel.

La Fédération de Russie a choisi un autre mode de développement compte tenu de l'immensité de son territoire, 31 fois la France, en gardant la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeurs du secteur énergétique. Il y a néanmoins des partages de propriété avec d'autres partenaires, comme on le constate avec le développement des gazoducs. La France a développé son modèle énergétique sur ce même principe. Cette intégration verticale permet des gains de productivité.

### *3.3. L'indéniable amélioration de l'environnement législatif et réglementaire*

La Russie a vingt ans et a dû reconstruire l'ensemble de son système législatif et réglementaire. Il demeure fort naturellement quelques faiblesses. Notre système juridique repose sur deux siècles de révolution économique. La Russie a dû passer d'un système administré à un système d'économie de marché qui repose sur des mécanismes complexes de régulation et de contre-pouvoirs. Leur développement ne peut que s'opérer progressivement.

L'économie russe du fait de son passé est confrontée à une forte concentration avec un poids de l'Etat relativement élevé. D'indéniables progrès ont été réalisés afin de rendre plus transparentes les relations commerciales et financières. Deux axes sont prioritaires, la définition d'un cadre législatif et réglementaire pour l'exercice du droit commercial et l'engagement d'un vaste programme de privatisations déjà amorcé (voir fiche sur le sujet) afin de réduire le poids de l'Etat.

La part de PIB relevant des petites et moyennes entreprises dans la Fédération de Russie est estimée entre 13 et 17%, et devrait s'accroître du fait de l'important programme de privatisation, sans précédent, de 60 milliards de Dollars. Le nombre des entreprises privées a augmenté.

L'Etat contrôle avant privatisation 65% des banques cotées, 55% des entreprises de produits manufacturés et 50% des sociétés dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Parmi les 10 premières banques en Russie, 6 sont directement sous le contrôle de l'Etat, 3 sont détenues par des capitaux étrangers (Unicredit Bank, Raiffeisenbank et Rosbank) et une seule est privée et nationale (Alfa-bank).

L'adhésion de la Russie à l'OMC est un catalyseur de changement pour les autorités russes. Elle modifiera également la perception d'un pays à l'étranger et attirera des investissements en provenance de l'Union européenne.

Des efforts importants sont en cours de réalisation afin d'améliorer le système bancaire qui possède de grandes banques qui ont plutôt très bien résisté à la crise financière. Une rationalisation des petites banques est néanmoins nécessaire. En 2005, la Fédération de Russie disposait de plus de 1 200 banques, soit cinquante pour cent du total des banques françaises et allemandes réunies. Depuis le début de la crise financière, une centaine d'établissements ont été remembrés. Afin de fortifier le système financier, le renforcement des règles prudentielles est au cœur du grand projet « Moscou : place financière internationale ». (voir fiche sur Moscou Place Financière

*La transformation de l'économie russe  
s'effectue de manière rapide et la modernisation  
des techniques se rapproche des normes  
occidentales*

Les rapports et les commentaires masquent trop souvent la transformation de l'économie russe depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Près de 100 000 entreprises ont été privatisées entre 1993 et 2004, dans tous les secteurs de l'économie, dont 200 dans le secteur de l'électricité et 400 pour le secteur pétrolier, ainsi que 5 400 entreprises dans l'industrie légère (voir également fiche sur les privatisations).

Du point de vue bancaire, les banques sont depuis longtemps accoutumées aux normes IFRS, que certaines d'entre elles appliquaient dès les années 1990 lorsqu'elles émettaient des euro-obligations et qui sont obligatoires une fois par an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Au total, les autorités russes ont beaucoup progressé, en homogénéisant certaines de leurs législations avec celles de l'UE. Cela a indéniablement amélioré le « climat des affaires », en favorisant l'essor de l'esprit d'entreprise à tous les niveaux, grâce à une plus grande transparence et une plus grande prévisibilité dans les relations contractuelles dans les secteurs sensibles entre les entreprises et les autorités russes, d'un côté, les firmes et les autorités étrangères, de l'autre. La compatibilité économique avec l'Union européenne progresse.

**Encadré 1** : Politique à l'égard des PME et loi de 2008 sur les industries stratégiques (source : OCDE)

Le cadre de la politique à l'égard des PME a été modifié par la loi sur le développement des PME adoptée en 2007. Aux termes de cette loi, une PME est une entité répondant aux critères suivants : 1) les participations de l'État et étrangères prises ensemble ne dépassent pas 25 %; 2) la participation totale d'entités autres que les PME ne dépasse pas 25 %; 3) l'effectif ne dépasse pas 250 salariés pour les entreprises moyennes, 100 pour les petites entreprises et 15 pour les micro-entreprises; 4) le chiffre d'affaires annuel ne doit pas dépasser un seuil fixé par le gouvernement tous les cinq ans. La ventilation selon les trois types de PME, auparavant absente de la législation, est identique aux normes adoptées dans l'UE. Les seuils d'emploi sont similaires à ceux appliqués dans l'UE, et les seuils de chiffre d'affaires sont également conformes aux pratiques de l'UE. Indépendamment de ces définitions, la loi stipule un certain nombre de mesures qui devraient être prises pour accélérer le développement des PME, notamment une simplification de la comptabilité et de la fiscalité, un traitement spécial pour les fournisseurs sur les marchés publics, une protection contre les contrôles abusifs, une aide au titre des biens immobiliers, ainsi qu'un soutien financier et consultatif. La loi elle-même ne définit pas de modalités hormis la définition des PME, et il fallait donc des textes législatifs supplémentaires décrivant les mesures spécifiques à prendre.

*Un nouveau dispositif législatif en faveur des PME*

*Afin de renforcer le tissu économique russe : la coopération avec l'UE en est facilitée*

Peu après son entrée en fonction en mai 2008, le président Medvedev a signé un décret sur des mesures urgentes en vue d'éliminer les obstacles administratifs à l'entrepreneuriat qui nécessitaient un développement rapide de ce type de législation. Plusieurs initiatives législatives ont été mises en œuvre depuis lors. En juillet 2008 a été adoptée une loi conférant aux PME des droits préférentiels pour l'achat de biens d'État qu'elles ont en location depuis au moins trois ans. Une nouvelle loi entrée en vigueur le 1er mai 2009 limite les inspections des PME à une fois tous les trois ans, tandis qu'une inspection non programmée exige désormais une autorisation du Procureur général. La même loi instaure un mécanisme

de notification pour 13 types d'activités marchandes, y compris le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration et l'édition. Parmi les autres mesures appliquées, on peut citer la réduction des tarifs d'accès au réseau électrique et l'extension aux achats municipaux du quota obligatoire de 10-2 % réservé aux petites entreprises.

Depuis que la crise a éclaté, le gouvernement a redoublé d'efforts pour soutenir les petites entreprises, l'objectif étant d'intégrer, dans le cadre du développement à moyen terme des PME, des mesures immédiates pour amortir les conséquences de la crise : crédits budgétaires à l'appui des PME, notamment les subventions aux nouveaux entrepreneurs, le développement du microfinancement et les bonifications d'intérêt, injection de 30 milliards de roubles dans le capital de la *Vnesheconombank*, cette somme devant être utilisée pour financer les banques commerciales et toute une série d'entités financières non bancaires opérant avec les PME. D'autres mesures sont engagées, notamment la réduction de la liste de produits exigeant une certification, un soutien aux PME innovantes, un accès non-discriminatoire aux infrastructures gazières, etc. Le gouvernement s'emploiera en outre à améliorer la législation déjà adoptée, par exemple, en ce qui concerne les droits préférentiels des PME pour le rachat des locaux publics qu'ils occupent.

La loi fédérale longtemps attendue sur les « procédures auxquelles sont soumis les investissements étrangers dans les entreprises d'importance stratégique pour la défense nationale et la sécurité de l'État » est entrée en vigueur en mai 2008. Elle prévoit l'autorisation préalable du gouvernement pour les acquisitions étrangères qui se traduiraient par une participation étrangère égale ou supérieure à 50 % au capital d'une société opérant dans l'un des 42 secteurs considérés comme stratégiques. Le seuil de participation étrangère est abaissé à 25 % si l'investisseur étranger est une société à capitaux publics, et à 10 % dans le cas d'un investissement étranger dans une société de prospection et d'extraction de produits minéraux (5 % si l'investisseur étranger est une entreprise à capitaux publics). Les 42 secteurs stratégiques comprennent les activités se rattachant à la défense, les secteurs de haute technologie et à double vocation, civile et militaire (technologies liées à l'espace, aéronautique et activités faisant intervenir l'énergie nucléaire et les substances radioactives) ainsi que les services de communication avec le public (radio, télévision et impression). En outre, la loi s'applique aux monopoles naturels tels que définis par la réglementation russe, sauf l'électricité, le chauffage urbain et les services postaux. La commission de 16 membres qui conduit la procédure d'autorisation est présidée par le

Premier ministre et compte parmi ses membres plusieurs ministres et dirigeants d'organismes publics, en particulier le Service fédéral de sécurité et le Service fédéral anti-monopole, lequel est également chargé de l'application des décisions de la commission. Après dépôt de la demande et examen par le Service fédéral de sécurité, la commission a trois mois pour se prononcer, ce délai pouvant être prorogé de trois mois supplémentaires. En faisant adopter la loi sur les secteurs stratégiques, le gouvernement russe s'est efforcé de remédier à une préoccupation commune à de nombreux autres pays : protéger les intérêts essentiels en matière de sécurité. Il a aussi répondu à une attente des investisseurs étrangers, qui souhaitaient que le régime antérieur d'autorisation au cas par cas soit remplacé par des règles claires. En définissant les secteurs et le volume des opérations étrangères visées et en codifiant les conditions d'autorisation, la législation russe est conforme à l'impératif de transparence et de prévisibilité, l'un des trois grands principes de bonne politique recensés lors des discussions en cours avec l'OCDE au sujet des mesures répondant aux objectifs essentiels en matière de sécurité.

#### *3.4. Le combat de l'efficacité énergétique, un défi pour la Russie et pour toute l'Europe*

Au préalable, il convient de considérer que le troisième paquet énergétique, entré en vigueur en mars 2011 est un élément permanent de friction entre la Russie et l'Union Européenne. La Russie estime à juste titre que le découpage patrimonial (séparation des activités de production et de transport, et la garantie de l'accès des tiers aux réseaux existants de transport d'énergie, ainsi que la nécessité de certification des opérateurs de transport) constitue une atteinte à la sécurité des investissements et aux contrats à long terme sans compter que cela réduit globalement l'attractivité des investissements dans le secteur gazier et pétrolier de la zone. La Russie se plaint avec raison de devoir appliquer rétroactivement cette directive en ouvrant ses réseaux à des tiers qui n'ont pas investi en changeant le statut juridique de leurs infrastructures. Il convient de considérer que cette situation n'est pas acceptable et de faire évoluer la position de l'Union Européenne en vue d'un espace énergétique commun.

L'efficacité énergétique est un sujet majeur tant dans l'amélioration de la compétitivité des économies que dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. La Russie comme

tous les pays producteurs (Etats-Unis par exemple) se caractérise par une efficacité moyenne même si la consommation d'énergie a nettement baissé en termes absolus depuis l'époque soviétique. Du fait d'une consommation d'énergie à forte intensité en carbone, la part de la Russie dans les émissions mondiales de CO2 est encore élevée (sixième économie de la planète en parités de pouvoir d'achat, le pays est le quatrième plus gros émetteur de gaz à effet de serre). La mauvaise qualité de l'air est un sujet de préoccupation pour les pouvoirs publics. Un objectif ambitieux de réduction de 40% entre 2011 et 2020 a été retenu. Les investissements dans l'efficacité énergétique sont jugés considérables selon l'OCDE et constituent un des points clef du partenariat stratégique entre la France et la Russie (participation des entreprises françaises au programme d'amélioration au chauffage urbain). L'efficacité énergétique est également au cœur du plan de modernisation de la Russie. Une réflexion sur la politique de tarification pour les consommateurs russes est, par ailleurs engagée même si elle n'est pas facile à mettre en œuvre du fait des conséquences sur le pouvoir d'achat. Il faut souligner qu'un prix trop bas peut limiter les investissements. Cette question se pose aussi pour l'Union européenne et pour les Etats-Unis.

*La mutation de l'économie russe est une réalité.*

*Nécessités et opportunités, cette première partie pose les bases de l'espace économique euro-russe.*





## **Partie 2**

### **LES COMPLEMENTARITES EURO-RUSSES**

**Une force à exploiter**



L'ouverture de l'économie russe n'en est qu'à ses débuts. Economie en mutation aujourd'hui, économie développée demain.

Il y a, à ce stade, quelques leçons à tirer des succès économiques indéniables de la Fédération de Russie. Le développement d'une filière puissante dans le secteur de l'énergie (hydrocarbures, gaz) et l'industrialisation qu'elle produit ont certainement permis à cette économie de prospérer et d'émerger.

(cf. annexe sur l'Energie)

Il est intéressant à ce titre de remarquer la très grande hétérogénéité des fameux BRICs, regroupant les pays émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine incluant aussi l'Afrique du Sud.

*La définition des BRICs répond davantage à une facilité de langage qu'à une réalité, car la Russie se distingue sensiblement des autres pays de cette catégorie*

Parmi ces cinq pays, la Russie fait doublement exception : tout d'abord, le niveau d'éducation de sa population est le plus élevé des BRICs, notamment dans le supérieur, d'après l'UNESCO, ce qui est un facteur clé pour promouvoir une croissance centrée sur les innovations mais aussi pour tirer le maximum de bénéfices des investissements directs étrangers, grâce aux échanges de technologies et de savoir-faire qu'ils incluent. Ensuite, la Fédération de Russie dispose de matières premières clés pour la croissance mondiale, mais aussi de nombreux minerais ce qui lui permet d'être le premier producteur mondial d'aluminium, par exemple, un bien intermédiaire crucial dans la production d'équipements aéronautiques, de construction et de transport, mais aussi comme catalyseur dans l'industrie chimique. Si la Fédération de Russie partage le privilège d'être productrice de minerais avec le Brésil, l'Inde et la Chine (à eux quatre, ces pays produisent plus de 60% du minerai de fer mondial), elle est la seule à disposer de telles capacités pétrolières et gazières. Cette situation exceptionnelle est un atout et un risque.

Un atout, car l'évolution haussière des prix du pétrole et la demande forte de pétrole et de gaz assurent à l'économie russe de confortables rentrées de devises ; un risque, cependant, parce qu'au-delà de la « maladie hollandaise » dont on a dit qu'elle n'était pas l'apanage de la Russie, les rentrées de devises peuvent réduire les incitations des autorités russes à procéder à une plus grande diversification de l'économie. C'est d'ailleurs là que réside l'autre exception russe par rapport aux BICs : la forte dépendance énergétique du PIB russe et sa moindre diversification, notamment par rapport à la Chine, lui ont fait subir de plein fouet la crise financière internationale. Désormais, ses taux de croissance du PIB reflètent une perte de terrain par rapport aux BICs, donc une convergence ralentie vers les pays avancés.

Ces deux exceptions russes vis-à-vis des BICs sont de puissantes motivations à s'intégrer à une zone économique complémentaire. En effet, même si la croissance a pu ralentir au cours des derniers mois au Brésil, par exemple, dont le taux de croissance au troisième trimestre 2011 a été nul par rapport au trimestre précédent, la Banque centrale brésilienne détient un puissant levier de relance avec le taux d'intérêt : celui-ci est encore égal à 11%, soit 4,5% au-dessus de l'inflation anticipée. Cela laisse des marges de manœuvre aux autorités brésiennes. La Fédération de Russie ne dispose pas des mêmes marges de manœuvre. L'intégration régionale est donc un défi crucial pour recouvrer une croissance forte permettant de reprendre le sentier de la convergence vers les économies avancées. Deux exemples d'intégration peuvent être immédiatement portés à notre réflexion.

Dans le secteur de l'énergie, les capacités extractives de la Fédération de Russie sont reconnues, mais qu'est le pétrole sans la transformation ? Qu'est le gaz sans un réseau de transport et de distribution ? Dans ces domaines, les complémentarités existent entre les grandes entreprises russes et les grandes entreprises allemandes, françaises et néerlandaises. Il y a là une opportunité de rapprochement gagnant-gagnant pour toutes les parties.

Dans le secteur des transports, l'étendue de la Fédération de Russie et sa convergence vers les économies avancées, la demande de liaisons aériennes, de routes et de voies de navigation, aboutissent à une croissance des demandes d'avions, de camions, d'automobiles

et de bateaux. La satisfaction de ces besoins va auto-entretenir la production mondiale d'hydrocarbures, donc favoriser à son tour l'économie russe. Elle nécessitera des importations de véhicules et la création de nouveaux sites de production en Russie. Les afflux d'investissements directs étrangers (IDE) qu'une telle stratégie implique vont engendrer de l'emploi local, des échanges de techniques de production et de management, la diffusion du savoir-faire, des échanges technologiques, etc.

Les effets de débordement attendus doivent aller au-delà des seules entreprises concernées, pour essaimer auprès des PME locales, sous-traitantes idéales d'entreprises de plus grande taille. Ces PME auront accès à un nouveau marché et si le développement financier est mené au plus près des intérêts de l'économie réelle, elles auront accès à des financements bancaires pour se moderniser.

*Les complémentarités sont évidentes,  
mais les derniers développements de la  
crise font naître de nouveaux défis  
et imposent une intégration nouvelle*

La réussite d'un espace intégré repose sur la réciprocité et un partenariat équilibré. Cet espace doit être gagnant/gagnant pour les partenaires. L'union européenne a tout autant besoin d'un partenariat institutionnel fort et ambitieux avec la Russie que cette dernière. Il y a des leçons à tirer des succès de ces deux zones géographiques, pour la Russie sa gestion des ressources naturelles et l'industrialisation afférente, pour l'Union européenne la mise en œuvre de politiques communes (zone de libre échange, politique agricole, monnaie unique).

La période actuelle témoigne cependant de la fragilité de ces succès : concurrence plus poussée pour une économie russe en train d'adhérer à l'OMC et gouvernance européenne à réformer. Il faut que la Russie et l'UE trouvent une nouvelle voie pour dépasser ces nouveaux défis : un espace économique entre des économies d'ores et déjà commercialement et financièrement intégrées.

Par la suite, nous dressons un tableau des relations commerciales entre l'UE et la Fédération de Russie, puis un état des lieux des complémentarités entre l'UE et la Russie, terreau fertile

pour démontrer qu'un rapprochement institutionnel entre les deux zones produira des gains mutuels.

## 1. La Russie et l'Union Européenne, des partenaires économiques aux liens forts

La part de la Russie dans le commerce mondial augmente régulièrement depuis de nombreuses années, malgré le trou d'air rencontré au paroxysme de la crise financière internationale en 2008-2009 (figure 1). La Russie exporte principalement des matières premières énergétiques, et importe principalement des biens d'équipements (tableau 1). L'UE est d'ores et déjà le premier partenaire commercial de la Fédération de Russie. En effet, plus de 50% des exportations russes sont à destination de l'UE, tandis que plus de 40% des importations russes sont en provenance de l'UE (tableau 2).

**Figure 1.** Part de la Russie dans le commerce mondial



Source : FMI

**Tableau 1.** Principaux biens échangés par la Russie, 2011

	Part dans les importations (%)	Part dans les exportations (%)
Matières premières énergétiques	2.1	70.5
Biens d'équipement et véhicules	45.6	5.7
Produits alimentaires	15.7	1.6
Métaux	7.9	9.5
Produits chimiques	15.5	6.2

Source : Banque de Russie

**Tableau 2.** Principaux partenaires commerciaux de la Russie, 2011

	Part dans les importations (%)	Part dans les exportations (%)
UE	41.5	53.2
CEI	15.0	15.4
Chine	15.3	6.5

Source : Banque de Russie

Selon les données disponibles en 2010, la Russie est le troisième partenaire international de l'UE comme fournisseur de biens et services à l'Union européenne.

*Le commerce extérieur de la Russie*

*est beaucoup moins déséquilibré avec*

*l'Europe qu'avec la Chine, ce qui montre*

*bien les convergences existantes*

En 2010, selon la DG Commerce de la Commission européenne, l'UE a importé plus de 1 500 milliards d'euros de biens et services en provenance des pays non membres de l'UE, dont 10,5 % en provenance de la Fédération de Russie. L'UE a exporté 1 350 milliards d'euros vers le reste du monde, dont 6,4 % vers la Fédération de Russie. Les échanges de l'UE avec la Fédération de Russie ont pratiquement retrouvé leurs niveaux d'avant la crise : en 2008, l'UE avait exporté pour 105 milliards d'euros vers la Russie, contre 86,5 en 2010, et importé de Russie pour 178 milliards d'euros, contre 158 deux ans plus tard. Tous échanges confondus (importations + exportations), la Fédération de Russie assure 8,6 % du commerce extra-européen de l'UE en 2010. A titre de comparaison, les Etats-Unis et la Chine en représentent chacun près de 14 %.

Deux éléments méritent d'être soulignés. D'une part, du fait de l'accélération du processus de multinationalisation des entreprises, les échanges commerciaux comportent désormais une part très importante d'échanges intra-firmes : aussi le commerce est-il captif des firmes multinationales. Dans cette perspective, l'échange international donne lieu à des gains mutuels qui dépassent le cadre de l'échange de marchandises pour donner lieu à des effets

de débordement technologiques. L'intensité du commerce entre l'UE et la Fédération de Russie est donc une sorte de gage que de tels échanges technologiques se produisent : l'UE est en effet très bien représentée dans le classement mondial des firmes multinationales (FMN) non-financières dressé chaque année par la CNUCED dans son rapport mondial sur l'investissement. En 2010, sept des dix premières FMN mondiales (par la valeur de leurs actifs) étaient européennes : dans l'ordre, Royal Dutch/Shell, BP, Vodafone, Total, Volkswagen, EDF et GDF Suez. Dans ce classement figurent deux entreprises chinoises, mais aucune russe. L'intensification du commerce entre l'UE et la Fédération de Russie, outre qu'elle offre des débouchés aux FMN européennes, doit améliorer la compétitivité des entreprises russes et les aider à entrer dans ce « club » et à en gravir les marches.

D'autre part, le déséquilibre de la balance commerciale de l'UE avec la Russie est bien moins marqué qu'avec la Chine, reflétant un partage plus équitable des échanges. En 2010, l'UE avait un déficit commercial de 170 milliards d'euros vis-à-vis de la Chine, contre un déficit de 70 milliards d'euros vis-à-vis de la Fédération de Russie. Cela témoigne d'une convergence plus grande entre l'UE et la Russie qu'entre l'UE et la Chine.

Le rapprochement économique entre l'UE et la Russie est manifeste dans la structure des types de biens échangés et dans les déséquilibres partagés. L'UE a connu un déficit de 124 milliards d'euros en 2010 dans les échanges d'hydrocarbures et de produits miniers, mais des excédents, respectivement, de 37 et 11 milliards d'euros dans les échanges de machines et équipements de transport et de produits chimiques. Ces deux secteurs, à relativement forte valeur ajoutée, ont offert des débouchés aux entreprises européennes en Russie et une montée en gamme des productions russes. En dix ans, les excédents réalisés dans ces deux secteurs ont augmenté de plus de 10 milliards d'euros pour les produits chimiques et de 30 milliards d'euros pour les machines et équipements de transport.

A titre de comparaison, l'UE n'a subi que des déficits dans ses échanges substantiels avec la Chine, dans les secteurs des « machines et équipements de transport » et textile pour des montants de 75 et 35 milliards d'euros en 2010, respectivement.

Dans les échanges de services marchands, l'UE a réalisé en 2010 un excédent de 8 milliards d'euros avec la Russie, et moitié moindre avec la Chine. Il y a là un élément supplémentaire



pour affirmer que les échanges de l'UE avec la Russie sont bien plus équilibrés qu'avec la Chine : les échanges de produits, de services et de compétences mènent à des profits partagés.

*La France est le troisième partenaire commercial de la Russie au sein et de l'Union européenne et l'Allemagne le premier*

Quelle a été spécifiquement la place de la France dans les échanges de l'UE avec la Russie en 2010 ? La France est le troisième partenaire commercial de la Fédération de Russie parmi les pays de l'UE en termes d'exportations, derrière l'Allemagne et l'Italie, devant les Pays-Bas, et elle est le cinquième partenaire en termes d'importations derrière l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et l'Italie (voir sur ce sujet la fiche « relations commerciales entre la France et la Russie).

Toujours en 2010, le commerce total entre la Fédération de Russie et la France s'élevait à 18.6 milliards d'Euros, la France a importé pour 12,2 milliards d'Euros de biens et services russes, et exporté pour la moitié de cette valeur. La Russie est le deuxième fournisseur de pétrole brut de la France, derrière la Norvège, et son quatrième fournisseur de gaz naturel. La diversité des sources d'approvisionnement de la France dans ce secteur est donc une réalité et elle ne doit pas empêcher un rapprochement avec le partenaire russe. Hydrocarbures et produits pétroliers raffinés représentent 85% des importations françaises en provenance de Russie. Les principaux postes d'exportation sont, dans l'ordre : les matériels de transport (1,4 milliard d'€), les produits chimiques, parfums et cosmétiques (1 milliard d'€), les produits pharmaceutiques (800 millions d'€), les produits agroalimentaires (640 millions d'€), les machines industrielles et agricoles (530 millions d'€) et les équipements électriques et ménagers (410 millions d'€). Pour finir, 659 entreprises françaises sont implantées en Russie.

A titre de comparaison avec la France, l'Allemagne, premier partenaire commercial de la Fédération de Russie parmi les pays de l'UE, a réalisé un commerce total avec la Fédération

de Russie de 58 milliards d'Euros en 2010, soit 3,3% de son commerce international total. Les entreprises allemandes ont exporté près de 26 milliards d'Euros de biens et services vers la Russie, et importé près de 32 milliards d'Euros en provenance de Russie.

Le commerce réalisé par l'Allemagne avec la Russie est inférieur de moitié à celui qui est réalisé avec la Chine, mais le déficit allemand vis-à-vis de la Russie n'est que de 5 milliards d'Euros, à comparer avec un déficit de 23 milliards d'Euros avec la Chine. Pour la France, le déficit avec la Russie de l'ordre de 6 milliards d'Euros doit être comparé à un déficit avec la Chine de 23 milliards d'Euros.

On retrouve donc bien, au niveau de l'Allemagne et de la France, la relative convergence avec la Russie dont témoignent les déséquilibres bilatéraux plus faibles que ceux enregistrés dans les échanges réalisés avec la Chine.

Les relations étroites entre l'Allemagne et la Russie sont liées à la proximité géographique, et aux capacités remarquables d'exportation des firmes allemandes. Il n'en demeure pas moins qu'il y a la place pour d'autres pays et en premier lieu pour la France qui dispose d'avantages comparatifs élevés dans le nucléaire et dans le secteur des transports.

*Les liens commerciaux actuels  
avec la Russie offrent un socle  
pour un espace économique euro-russe.  
Ils doivent être consolidés  
par une intégration plus poussée.*

Les liens commerciaux avec la Russie que nous venons de décrire sont des faits incontestables. Ils ne sont pas la preuve définitive de l'imbrication des économies russes et de l'Europe occidentale. En effet, si ces relations tangibles offrent un socle à partir duquel intensifier cette imbrication, la concurrence internationale ne doit pas faire oublier qu'aucune position n'est à jamais acquise. Le monde bouge, ses relations économiques et commerciales aussi.

La Fédération de Russie est le premier partenaire commercial de l'UE parmi les pays n'étant pas encore membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'entrée prochaine de la Fédération de Russie dans l'OMC va profondément modifier l'ouverture au commerce international de l'économie russe. Son taux d'ouverture, de l'ordre de 27% côté exportations et, seulement pourrait-on dire, 17% côté importations, pourrait augmenter sous l'effet d'une baisse des droits de douane (ils étaient en 2010 de l'ordre de 10% en moyenne pondérée du commerce international réalisé) et des limites quantitatives au commerce, incompatibles désormais avec les règles de libéralisation de l'OMC. L'intensification de la concurrence internationale à la suite de la libéralisation du commerce russe peut faire perdre leur place privilégiée aux Européens sur le territoire russe. Il est donc urgent que les Européens intensifient leurs relations commerciales et financières avec la Russie, par la voie d'une plus grande institutionnalisation de ces relations dans le cadre d'un projet d'espace économique commun, afin que les entreprises européennes ne perdent pas pied dans une économie complémentaire à celles dont elles sont issues.

**Encadré 2 : La Russie dans l'OMC**

La Fédération de Russie va devenir le 154<sup>ème</sup> Etat membre de l'OMC, et celui dont les négociations d'adhésion ont été les plus longues de l'histoire. Depuis la mi-décembre 2011, la Fédération de Russie dispose de 220 jours pour ratifier les documents d'adhésion et elle sera effectivement membre de l'OMC 30 jours après la ratification.

Suite aux négociations, la Russie s'engage à abaisser le seuil de ses droits de douane sur les marchandises de 10% (en moyenne) à 7,8%, étant entendu que des périodes de transition de 2 à 3 ans, voire 5 à 7 ans pour les produits « vulnérables » ont été accordées. Les droits de douane de 5% sur le ciment, le granit, le sable, le basalte, et le grès seront abaissés à 3% en 2013 ; les droits de douane sur le cuivre pourraient aussi être abaissés à 3% d'ici 2013. En revanche, le taux de 5% sur le nickel, le cobalt, l'aluminium, le manganèse, le chrome, et le minerai de vanadium serait maintenu. Enfin, la Russie envisage d'introduire un nouveau droit de douane de 5% sur le minerai de fer, le zinc, le tungstène et l'étain, se réservant le droit de l'abaisser d'ici 3 ans à 3%, ainsi que sur le zirconium et le titane, mais sans en prévoir la baisse ultérieure.

Dans les autres secteurs, les réductions tarifaires sur lesquelles la Russie s'est engagée concernent les produits laitiers, de 19,8 à 14,9%, les céréales, de 15,1 à 10%, les graines

oléagineuses, de 9 à 7,1%, les produits chimiques, de 6,5 à 5,2%, les automobiles, de 15,5 à 12%, les équipements électriques, de 8,4 à 6,2% et le bois et papier, de 13,4 à 8%.

La Russie s'engage à interdire les aides directes à l'exportation et à arrêter les subventions liées à l'utilisation exclusive de produits russes, à limiter puis à réduire progressivement les subventions agricoles, et à appliquer les tarifs commerciaux « normaux » à la fourniture de gaz naturel (sauf pour les ménages et autres consommateurs non commerciaux).

La Russie s'engage sur 116 secteurs de services parmi les 155 prévus par la classification de l'OMC. Dans le secteur de l'assurance, la Russie augmentera le quota de participation étrangère de 25 à 50% et abaissera de 51 à 49% la limite de la participation étrangère au capital des sociétés opérant sur le marché de l'assurance-vie. Ce seuil de 49% devra être supprimé dans les 5 années après l'accession. Il devrait l'être aussi dans le secteur des télécommunications. Toujours au registre « accessibilité des marchés », les banques étrangères vont être autorisées à installer des filiales en Russie et les entreprises 100% étrangères vont être autorisées à installer leur activité de négoce de gros, de détail et franchisé en Russie.

Une période transitoire de réalisation des accords d'investissement sera appliquée aux zones franches des régions de Kaliningrad et de Magadan.

Pour le régime d'assemblage industriel automobile, une période transitoire sera en vigueur jusqu'en juillet 2018.

## **2. Comment valoriser la complémentarité entre l'Union Européenne et la Russie**

En 2009, le Président Medvedev avait résumé les principaux défauts de l'économie de la Fédération de Russie dans un article intitulé : « Go Russia ! » (cf. annexe). Qu'y apprend-on ? La Russie est une « économie des matières premières primitive », rencontrant des difficultés à faire face à la concurrence internationale ; les productions russes ne sont pas en adéquation avec les besoins de consommateurs ; la productivité du travail est encore trop faible, la corruption insuffisamment endiguée, les institutions insuffisamment démocratiques et un certain nombre d'indicateurs sont préoccupants : forte mortalité, système de santé encore insuffisant et problèmes environnementaux. Face à ces problèmes, les autorités russes ont vigoureusement réagi avec l'adoption de nombreux textes législatifs et la mise en place du plan de modernisation de la Russie. Des mesures concrètes ont été

prises en vue de lutter contre la corruption et renforcer la sécurité juridique. Il y a en Russie un esprit de réformes que nous devons comprendre et accompagner par la coopération économique.

*Des projets ambitieux ont été lancés comme  
le technopole Skolkovo, pierre angulaire  
de la politique de modernisation ;  
vingt-quatre zones économiques spéciales  
accueillent des entreprises russes ou  
étrangères*

La modernisation et la diversification de la Fédération de Russie ont d'ores et déjà été entamées. Des mesures concrètes, visant notamment à favoriser les investissements étrangers ont déjà été prises (facilité d'obtention de visas pour le personnel hautement qualifié, consolidation des plates-formes boursières et avancées dans le domaine de la réglementation des marchés financiers...) et des projets ambitieux ont été lancés.

Le projet de technopôle Skolkovo, lancé par le Président D. Medvedev en mars 2010, constitue la pierre angulaire de la politique de modernisation de l'économie russe. Le projet consiste en la création d'un technopôle destiné à favoriser le développement et la commercialisation des nouvelles technologies dans 5 domaines prioritaires : l'efficacité énergétique, les technologies médicales et pharmaceutiques, les technologies de l'information, l'espace et télécommunications, et enfin le nucléaire. La construction des premiers bâtiments de cette « ville du futur » d'environ 30 000 habitants, entièrement dédiée à l'innovation et construite selon des normes sociales et environnementales avancées devrait être achevée d'ici 3 ans. Si Cisco, Intel, Microsoft et Sony-Ericsson y ont déjà prévu des centres de recherche, les Européens ne sont pas en reste. L'allemand Siemens et le finlandais Nokia y sont aussi présents, le premier dans le cadre de coopération scientifique dans le cadre de la médecine nucléaire et de la détection radio-isotopique, et le second dans le cadre de la création et de la commercialisation de nouvelles applications pour téléphones portables, impliquant l'utilisation des nanotechnologies. Une unité de

recherche d'EADS y sera aussi installée, afin de promouvoir une collaboration sur les systèmes de communication, les drones, les moteurs de pointe et le traitement de l'énergie. Les zones économiques spéciales, au nombre de 24 en Russie, proposent des services de location de locaux, plutôt que la construction de ceux-ci, à tous les investisseurs, russes et non russes, qui souhaitent développer une activité industrielle dans 4 zones : Tomsk, Saint-Pétersbourg, Alabuga dans le Tatarstan et Zelenograd, un district de Moscou. La grande majorité des entreprises impliquées sont russes, et participent dès lors de la modernisation de l'économie russe par la création de bassins industriels et d'emplois de type « clusters » qui ont fait la force de l'économie britannique au 19<sup>ème</sup> siècle et de l'économie américaine au 20<sup>ème</sup> siècle. Ces zones économiques accueillent aussi des entreprises étrangères, telles Nokia Siemens Network qui produit dans la zone de Tomsk des équipements de télécommunication, mais aussi le français Air Liquide, le danois Rockwood (producteur de matériaux de construction), le japonais Yokohama Rubber ou l'américain Plastic Logic. L'accès à ces zones permet de bénéficier de ristournes fiscales (sur les budgets régionaux et locaux, la fiscalité due à la Fédération n'étant pas modifiée), et d'exemptions de droits de douane et de TVA sur les produits importés, ce qui limite les coûts locaux de production. Au-delà de la fiscalité et de la politique immobilière avantageuses, Air Liquide, qui vend son oxygène gazeux à une entreprise voisine germano-russe produisant de la fibre de verre, ce qui justifie évidemment son implantation à Alabuga, bénéficie en outre d'une connexion gratuite au réseau local d'électricité. (cf. annexe : Point de vue sur Skolkovo dans La Tribune du 5 octobre 2011)

La modernisation de l'économie russe implique celle du secteur financier. Elle trouve sa traduction dans le développement du projet « Moscou Place Financière Internationale » (cf. la fiche en annexe), qui a déjà permis le renforcement des infrastructures des marchés financiers – fusion des bourses de Moscou, création d'un dépositaire central – et des avancées législatives majeures comme la loi sur les délits d'initiés, la loi sur la compensation.

La création récente du Fonds Russe des Investissements Directs répond également à l'objectif de modernisation. Le Premier ministre V. Poutine a souhaité la mise en place de ce fonds stratégique d'investissement de 10 milliards de Dollars (prélevés sur les recettes supplémentaires générées par le cours élevé des hydrocarbures), afin de co-investir avec des fonds étrangers dans des entreprises russes de taille intermédiaire.

Enfin, un programme de privatisation sans précédent lancé fin 2010 par le Président D. Medvedev doit améliorer l'efficacité des entreprises privatisées (voir fiche sur les privatisations en annexe). Un plan de cession partielle ou totale des actifs de l'Etat russe dans plusieurs centaines d'entreprises, d'une valeur de 60 milliards de Dollars d'ici 2015, concerne notamment 17 grandes entreprises des secteurs de la finance, des transports, des services urbains, de l'énergie et de l'agroalimentaire. Cet ambitieux programme, renforcé durant l'été par le Président Medvedev a commencé à se concrétiser.

*La Russie s'oriente vers la création  
d'une agence de crédit à l'exportation  
qui serait proche de la Coface française*

Au titre de ses efforts en faveur de la modernisation, la Russie s'oriente vers la création d'une agence de crédit export – pour laquelle la France s'est fortement mobilisée notamment dans le cadre du CEFIC – et dont le fonctionnement serait proche de celui de la Coface. Cependant, le principe de l'octroi de la garantie de l'Etat ne semble pas encore acquis et force est de constater que ce projet, lancé depuis plusieurs années, n'a pas progressé à la vitesse escomptée. Toutefois, les dernières évolutions sont positives : la loi adoptée le 18 juillet 2011 prévoit la création d'une agence russe d'assurance-crédit, filiale de Vnesheconobank (VEB) à 100%, capitalisée à hauteur d'1 milliard de Dollars et qui a vocation à fonctionner avec ses propres fonds. Le démarrage de l'activité est dorénavant prévu pour 2012.

La Russie a cependant encore besoin de temps pour se moderniser, ce qui n'est pas surprenant pour un pays aussi jeune, car la Russie n'a que 20 ans. Les difficultés de l'économie russe évoquées par son Président dans « Go Russia ! » requièrent qu'une impulsion supplémentaire soit apportée, dans les domaines économique, juridique et social en particulier.

*Les turbulences financières depuis 2007  
obligent l'Union européenne à se fixer de nouveaux challenges*

C'est peu de dire que les turbulences financières depuis 2007 et leurs conséquences en termes de dette publique et de crise de la dette ont impacté l'UE et la zone Euro.

Quels sont les objectifs de l'Union européenne. Jusqu'à maintenant, l'Union a opté pour l'intégration et l'élargissement. Il faut admettre que nous avons atteint les limites du modèle du fait des forces centrifuges et des complexités croissantes générées par l'élargissement. Une Europe à 27 ne se gère plus de la même façon que l'Europe des 9 ou des 15. Les diversités et les oppositions freinent l'intégration au point de menacer l'ensemble de paralysie.

L'Europe se doit de trouver de nouveaux projets porteur de sens pour retrouver ses marges de manœuvre et pour relégitimer la démarche entreprise il y a plus de 60 ans par les pères fondateurs.

Les outils anciens de l'Union européenne sont usés. La montée des déficits et des dettes publics, à la suite de la crise financière amorcée en 2007, obligent désormais les gouvernements européens à mener des politiques restrictives. Les Etats peuvent modifier les clés de répartition des revenus ou affecter différemment leurs ressources, mais leurs capacités de relance sont annihilées.

Il faut cesser de vouloir élargir à tout prix l'Union européenne ; en revanche, la question des liens entre l'Union et ses voisins doit être repensée d'autant plus lorsque ce voisin est une puissance de premier plan comme la Russie. Il faut définir la notion de partenaire privilégié intégré dans une zone économique spécifique. Ce n'est pas l'Union élargie, ni un simple accord que nous souhaitons préconiser mais une nouvelle forme de partenariat resserré : une union économique dans l'esprit du Traité de Rome.

*Pour éviter de s'enfoncer dans une croissance molle, l'Union européenne a besoin de trouver de nouveaux débouchés extérieurs que lui offriront le renforcement des liens avec la Russie*



L'Union européenne avec un marché saturé et en faible expansion est confrontée pour plusieurs années au problème de l'assainissement des comptes publics. Cet assainissement pèsera sur l'activité. Il est admis que le développement des exportations constitue une priorité pour améliorer la croissance potentielle de la zone. .

La seule voie de sortie par le haut de la crise se situe donc bel et bien dans les débouchés extérieurs. Il faut qu'un cercle vertueux se mette en place, par le biais duquel le dynamisme des pays extérieurs à l'UE permet aux Etats membres de celle-ci de bénéficier d'un regain de croissance. Cela limitera les déficits publics et donc limitera la nécessité d'un recours exclusif à la rigueur, ce qui permettra d'atténuer l'impact restrictif de cette rigueur sur les partenaires commerciaux de l'UE. Les liens commerciaux créeront des effets d'entraînement sur les filières, sur l'emploi, et sur l'activité, donc *in fine* sur les recettes fiscales des Etats.

Pour qu'une telle dynamique se mette en place, une impulsion politique est nécessaire. Elle doit passer par un nouveau grand projet porté par l'Union européenne ou à défaut par certains Etats membres dont la France et l'Allemagne. Cette impulsion doit donner un nouveau souffle à une intégration européenne et un nouveau cap pour que l'UE puisse mettre en œuvre la stratégie qu'elle s'est elle-même fixée : la croissance par l'innovation.

*Ce grand projet de relance de l'idéal européen, l'espace économique euro-russe, sera un accélérateur de sa cohésion.*

La voie de l'intensification de l'ouverture extérieure doit être choisie par l'UE : dans un mouvement de mondialisation inéluctable, l'internationalisation régionalisée de l'UE est la seule manière pour celle-ci de recouvrer une place plus forte dans l'économie mondiale. L'innovation et la productivité qui l'accompagne découleront naturellement d'entreprises compétitives, c'est-à-dire d'entreprises capables de prospérer dans une économie ouverte aux échanges de biens, de services, de capitaux et d'idées.

*Parmi les stratégies d'ouverture  
géographique envisageables,  
la Russie occupe une place de choix*

En dépit des turbulences de la construction européenne, l'UE a l'expérience d'une intégration poussée des échanges, des lois, des normes, et même une expérience, plus récente celle-là, de délégation de souveraineté et d'intégration politique. Pour la première, nous pensons à la Banque centrale européenne ; pour la seconde, au travail important du Parlement européen et à la méthode intergouvernementale, deux facettes parfois opposées mais complémentaires du processus de construction européenne. Cette expérience de l'intégration fait de l'UE un acteur forcément ambitieux dans ses relations commerciales et financières à venir. Les synergies d'un nouveau partenariat, même s'il ne va pas aussi loin que l'actuel dispositif économique, social et politique que l'UE a fondé en son sein, ne sauraient rester cantonnées aux seuls échanges de marchandises, comme un simple et commun accord de libre-échange, mais induire aussi des échanges de services, de connaissances et de capitaux.

*Les scénarios alternatifs pour l'Europe :*

*Avec quelle autre partie du monde l'UE pourrait-elle donc intensifier son intégration commerciale, au sens large, et financière ? Nous pensons bien entendu à la Fédération de Russie, par choix, et aussi par défaut.*

En septembre 2010, l'UE a consacré un Conseil européen extraordinaire aux relations avec ses partenaires stratégiques. Ceux-ci sont principalement la Russie, les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil et le Japon. A l'occasion de ce Conseil, il est apparu qu'il était peu efficace de mettre tous ces partenariats sur un même plan d'égalité. La proximité géographique, historique et culturelle entre l'Europe et la Russie, que nous avons rappelée, fait de la Fédération de Russie un partenaire stratégique prioritaire, car ce partenariat est spécifique. Il va implicitement bien au-delà des seules questions économiques et financières, car il peut renforcer la stabilité de l'ensemble du continent européen, jusqu'à l'Eurasie, dans une période troublée, géopolitiquement (*e.g.* les révolutions arabes, les troubles récurrents avec l'Iran), écologiquement (*e.g.* accident de Fukushima) et économiquement (*e.g.* crise du capitalisme financier et crise de l'euro).

Le renforcement de l'intégration européenne passe donc par la Russie, dans un partenariat éclairé gagnant-gagnant. La liste est longue des enjeux et des atouts communs de l'UE et de la Russie : ils doivent fonder des réflexions communes pour que les deux zones d'Europe voient leurs revenus et la distribution de ceux-ci s'améliorer au cours du temps.

### *La démographie*

#### *Comment gérer en commun cette réalité*

La Russie connaît depuis 2006 une croissance démographique significative : l'indice de fécondité est de 1.41 enfant par femme en 2009 contre 1.19 en 2000, le nombre de naissances est en augmentation de 28% en 2009 par rapport à 2000 et le taux de natalité en 2009 est de 12.4% contre 8.2% en Allemagne.

Un problème reste à résoudre : la mortalité. L'espérance de vie moyenne des russes vient enfin en 2008 – 2009 de retrouver le niveau qu'elle avait à la fin de l'ère soviétique et elle continue à croître grâce à la lutte engagée contre la surmortalité (alcoolisme, sécurité routière...).

Les autorités affichent pour 2025 un objectif de 145 millions d'habitants, avec un indice de fécondité de 1.9 enfant par femme. Les démographes (ROSSTAT) envisagent 3 scénarios, l'estimation basse étant à 127.9 millions et l'estimation haute à 147.6 millions en 2030. Contrairement aux prévisions allemandes, la population de la Russie resterait autour de 140 millions d'habitants.

L'enjeu démographique appelle des réponses nouvelles qui passent par une complémentarité entre les deux zones d'Europe : les compétences de pays de l'UE dans la gestion hospitalière et dans le secteur de la santé sont reconnues ; les excédents que l'économie russe tire du pétrole peuvent être prêtés aux Etats européens en mal de financement. Les primes de risque des Etats européens se réduiraient et les difficultés rencontrées pour assainir les finances publiques seraient atténuées. L'assurance pour la Russie de récupérer intérêts et capital serait entière.

L'enjeu de la croissance n'est pas moins important. Les perspectives démographiques pèsent inmanquablement sur les perspectives de croissance de l'économie allemande, tandis que

la Fédération de Russie doit accroître la productivité du travail, selon son Président. L'intensification des échanges entre l'Allemagne et la Russie doit engendrer des gains mutuels : la spécialisation qui découle de l'échange permet à chaque pays d'améliorer ses capacités de production dans le secteur dans lequel il est relativement le plus productif, selon le principe de l'avantage comparatif. La hausse des revenus distribués est alors vouée à augmenter. Leur répartition est *in fine* le résultat d'un choix politique à l'intérieur de chaque pays qui n'a rien à voir avec le commerce international réalisé. Cette répartition éventuellement inéquitable ne saurait être attribuée au commerce, source d'amélioration indéniable des niveaux de vie.

*Les échanges de marchandises,  
de capitaux et de savoir-faire  
devraient permettre d'assurer  
des gains réciproques sans délocalisation*

Compte tenu du niveau assez proche de développement, la multiplication des échanges générera peu de délocalisations. L'augmentation programmée des échanges amènera les groupes industriels de l'Union Européenne et russes à s'implanter dans l'ensemble de la zone et créer des emplois. Du fait des besoins des économies et de leurs spécificités, il ne faut pas craindre un processus de délocalisation. Il ne faut pas oublier que les échanges les plus créateurs de richesses et d'emplois interviennent quand les économies sont proches et complémentaires. Quand il y a un marché de consommation au sein des pays de production, le risque de délocalisations est à relativiser comme en témoigne l'exemple de l'expérience de Volkswagen en Chine. Compte tenu des normes chinoises et des empâtements particuliers des voitures réclamées par les Chinois – elles doivent être plus larges qu'en Europe pour résister à des routes en mauvais état -, Volkswagen, dans le cadre de sa joint-venture, a décidé de produire tous ses modèles chinois intégralement en Chine. A notre connaissance, aucun composant de ces automobiles ne donne lieu à des exportations vers l'Allemagne. Les salariés allemands de Volkswagen ne sont donc pas lésés.

Les échanges de marchandises, puis de capitaux et de savoir-faire entre l'UE et la Russie engendreront des gains mutuels avec l'amélioration des niveaux de vie de la population

russe, grâce à l'augmentation des emplois et des revenus distribués. Pour que cette condition se réalise, il faut imaginer que l'UE dispose de productions diversifiées – c'est effectivement le cas, voyez Auchan qui a réussi son implantation en Russie

Dans le cadre de ce nouvel espace économique euro-russe, il faut que la réciprocité soit le maître mot. Ainsi les entreprises de l'Union obtiennent un accès privilégié au marché russe et inversement.

Dans une Russie membre de l'OMC, cet accès privilégié ne peut passer que par un accord politique entre l'UE et la Russie pour un espace d'échanges commun. Ce type d'accord ne nuit pas aux règles du commerce international selon l'OMC, puisque cet organisme les tolère en les encadrant. Cet accord n'est pas exclusif des autres accords que l'UE et la Russie ont développés séparément au cours du temps.

Cet accord est d'autant plus légitime que les complémentarités sont grandes entre les deux zones. Le système judiciaire européen, avec ses différentes formes, est reconnu dans le monde et une aide à l'amélioration du système russe par des experts est possible, comme cela est devenu courant dans les procédures d'adhésion à l'UE. La réflexion sur la gestion des territoires, sur les divergences territoriales et sur les questions migratoires peut être menée à grande échelle, l'UE et la Russie ayant été d'ores et déjà amenées séparément à mener une telle réflexion. Une confrontation de ces réflexions pourrait créer des synergies utiles pour gérer efficacement l'espace, par des politiques de transport mettant aussi l'accent sur les questions environnementales.

Au-delà des analyses théoriques, les relations entre l'UE et la Russie démontrent déjà les effets positifs des synergies. Nous dressons plus loin une liste des projets aboutis ou en voie d'aboutissement. Ils confirment tous que l'intégration plus poussée entre des partenaires respectueux les uns des autres génère des gains mutuellement et équitablement partagés.

Ces partenariats existants sont fondés sur les atouts communs aux deux zones : compétences techniques, haut niveau de formation, et taille importante des marchés. Les complémentarités à l'œuvre impliquent les compétences financières reconnues des banques européennes et la nécessaire attraction de capitaux étrangers d'une économie en phase de convergence ; les capacités d'extraction de matières premières de la Russie et les capacités

de raffinage et de distribution de l'UE ; les besoins d'amélioration du système de soins russe et l'offre abondante et de qualité de produits pharmaceutiques par l'UE ; les besoins d'équipements de transport de la Russie et la production d'avions, de camions, de trains et d'automobiles de l'UE. Ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres, mais ils font sens.

*De l'histoire à l'économie en passant par la culture, la Russie ne peut pas ignorer la façade occidentale de l'Europe*

Au-delà des relations historiques et culturelles fortes que la Russie et l'Europe occidentale ont connues (cf. fiche sur l'histoire), l'Union Européenne dispose des qualités qui permettraient à la Russie d'aller de l'avant. « Go Russia ! », proclame D. Medvedev. Emboîtons le pas : les biens de consommation en adéquation avec ce que réclament les consommateurs russes ? L'UE produit ou distribue via sa filière agro-alimentaire une gamme diversifiée de produits certifiés répondant aux attentes des consommateurs. Economie primitive ? L'UE dispose de technologies de pointe dans un nombre important de secteurs qu'elle est prête à partager avec un partenaire privilégié. Plusieurs complémentarités sectorielles entre les entreprises russes et européennes ont déjà été évoquées. Ajoutons que les entreprises françaises, par exemple, ont d'ores et déjà fait la preuve de leur capacité à avancer résolument sur la question des échanges technologiques, et sur la conformité des biens produits avec les besoins manifestés par leurs clients. L'EPR nucléaire français est jugé trop puissant, surdimensionné pour des pays émergents ? EDF dessine avec Areva un nouveau réacteur nucléaire moins puissant de 1000 MW. L'obtention de contrats de lignes à grande vitesse est en jeu avec les autorités russes et les échanges technologiques induits seront un puissant déterminant du choix entre les candidats ? Alstom signe un accord avec le constructeur russe Transmashholding, dont il a pris 25% du capital en mai 2011 pour exprimer sa volonté de partager ses compétences avec un constructeur local. L'ouest européen est l'avenir de la Russie ; l'est européen est l'avenir de l'Union Européenne !

*Les scénarios alternatifs pour la Russie :*

*Il existe d'autres types d'alliances possibles pour la Russie, mais elles*

*n'ont pas le même potentiel  
que l'union européenne*

Quelles sont les autres options de développement pour la Russie : le statu quo, la CEI ou l'Est ? Le statu quo n'est pas l'option la plus facile dans un monde plus globalisé, certes, mais qui produit des unions régionales de plus en plus nombreuses et de plus en plus intégrées. Au premier rang de ces unions régionales figure bien entendu l'UE, mais il ne faut pas mésestimer les mérites de l'intégration engendrée par le Mercosur en Amérique du Sud, l'ALENA en Amérique du Nord, et même l'ASEAN en Asie. Dans ce monde globalisé, l'intégration et la taille sont des facteurs clés du développement économique. Ne pas participer à une union régionale est certainement une erreur économique et stratégique majeure. Les autorités russes l'ont bien compris. Restent donc la CEI ou l'Est, si le développement par l'Ouest n'est pas retenu par les autorités russes.

Le début d'union douanière entre la Fédération de Russie, la Biélorussie et la Kazakhstan est une première tentative d'intégration renforcée dans la CEI. Elle pourrait rapidement s'étendre au Kirghizstan. Depuis 1991, les pays de la CEI ont signé plusieurs accords de libre échange, créant *de facto* une zone de libre échange à géométrie variable. Cependant, l'accord de libre échange d'avril 1994 n'a jamais été ratifié par la Russie et ne s'applique donc qu'entre les 11 autres pays signataires.

Dans la Déclaration de l'intégration économique eurasienne, la Fédération de Russie, la Biélorussie et la Kazakhstan ont confirmé fin novembre 2011 la création d'un Espace économique commun, avec une période de transition démarrant au 1<sup>er</sup> janvier 2012 menant à une libre circulation des capitaux, des services et des travailleurs. L'objectif ultime pourrait être la création d'une monnaie unique. Ce projet s'inspire du projet d'intégration ouest-européen. Son potentiel n'est pas à sous-estimer mais il demeure inférieur au marché de l'Union européenne. La principale raison provient de l'étroitesse du marché – la population kazakhe est de 16 millions de personnes, celle de la Biélorussie de 10 millions – et que leur PIB nominal représente respectivement 10% pour le Kazakhstan et 3,5% pour la Biélorussie du PIB russe (*cf.* tableau 3).

**Tableau 3.** Russie et Eurasie, 2010

	Russie	Chine	Kazakhstan	Biélorussie
Population (millions)	142	1 323	16	10
Territoire (km <sup>2</sup> )	17 075	9 561	2 717	207
PIB	1 479	5 878	147	55
PIB par tête (\$)	10 441	4 479	9 187	5 500

Sources : The Economist Intelligence Unit et Global Insight.

Au-delà de l'Union douanière, déjà mise en place avec la Biélorussie et le Kazakhstan, la Russie poursuit son objectif d'intégration économique de la CEI. Le 18 octobre 2011, huit des onze membres de la CEI ont signé un accord de libre-échange, qui reste à ratifier par les pays signataires, en vertu duquel ils s'engagent à geler les tarifs douaniers à leur niveau actuel, sur la base d'une liste des biens soumis aux prélèvements douaniers et taxes à l'exportation, à ne pas ajouter de nouveaux biens à cette liste et à ouvrir la négociation en vue de la suppression progressive de toutes les exemptions au régime de libre échange. Si le modèle d'intégration constamment mis en avant par les autorités russes est celui de l'Union européenne, il est important de noter que l'intégration économique au sein de la CEI se fait progressivement. Sont en effet laissées de côté les marchandises représentant un réel intérêt stratégique pour les pays, comme, par exemple, les hydrocarbures, qui font l'objet d'accords spécifiques, ou encore les matières premières, et notamment les métaux, auxquels sont appliquées des taxes à l'exportation. Des avantages dans ces domaines sont réservés uniquement aux actuels trois participants de l'Union douanière..

Une union douanière étendue à l'ensemble de la CEI compléterait l'actuel Espace économique commun eurasiatique. Néanmoins, une union avec l'Europe aurait un effet catalyseur pour la compétitivité des acteurs. Il ne faut pas oublier la règle en vertu de laquelle plus les partenaires sont proches, plus les échanges sont enrichissants.

*Il existe encore deux formes d'unions possibles,  
Avec l'Eurasie ou les Etats –Unis, mais elles  
n'ont plus le même potentiel.*



*Sur ce développement, en annexe, figurent les complémentarités croisées des différentes zones économiques mondiales*

Au-delà de cette union douanière au sein de la CEI, une union eurasienne plus vaste englobant la Chine est une dernière option de développement de la Fédération de Russie. L'amélioration des relations entre la Chine et la Russie depuis 20 ans est un fait incontestable. Les deux capitales sont méfiantes à l'égard des Etats-Unis et sont parfois dubitatives face à la politique pas toujours lisible de l'Union européenne. La coopération sino-russe, au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai, comprenant aussi des Etats de l'ex-URSS (Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et Kirghizstan), a profité au commerce, mais elle n'a pas levé les ambiguïtés de la relation entre ces deux Etats. La Chine considère la Russie comme un fournisseur, d'énergie et de matières premières, plutôt que comme un partenaire. La Russie, pour sa part, est consciente de la montée en puissance économique et stratégique de la Chine et pourrait craindre d'être marginalisée dans un monde dominé par la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine. L'ancrage européen de la Russie apparaît dès lors comme une nécessité, mais c'est aussi un choix dans la mesure où, malgré la taille de son économie – sa superficie et son PIB, par exemple -, la Chine n'a pas atteint le stade de développement russe. Le PIB par habitant russe en 2010 restait deux fois plus élevé que celui d'un chinois. Dans le cas chinois, cela masque une très grande hétérogénéité, donc une probable instabilité sociale et économique qui émanera –elle émane déjà – des revendications d'améliorations salariales et des conditions de travail des ouvriers chinois. L'économie russe, avec la proportion plus grande prise par le secteur des services, n'est pas soumise aux mêmes incertitudes. La menace démographique dans les régions du lointain Orient est suivie avec attention par les autorités russes. Il n'en demeure pas moins que la Russie ne peut pas pour des raisons économiques et géostratégiques ignorer l'Asie. A ce titre, c'est un atout pour l'Union européenne d'avoir un partenaire qui est au contact de la Chine et à proximité de l'Inde.

Les relations avec les Etats-Unis sont complexes. En effet, après la chute de l'URSS, les Etats-Unis ont pris des parts de marché. De nombreux consultants ont conseillé les autorités et essayé de plaquer des solutions qui ne correspondaient pas à la réalité russe, d'où de nombreuses désillusions. Il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis sont présents en Russie. Pepsi a récemment racheté le russe Wimm-Bill-Damm, numéro 1 de

l'agroalimentaire en Russie ; Exxon détient 30% du projet d'exploitation du gisement pétrolier et gazier Sakhalin I (en partenariat avec Rosneft et l'indien ONGC Videsh) ; Hewlett-Packard a ouvert en 2008 une usine de construction de PC près de Saint-Pétersbourg ; Boeing dispose d'une position forte sur le marché aéronautique russe ; enfin, les banques américaines sont *leaders* sur les segments de la banque d'affaire (émission, fusions-acquisitions, privatisations).

Le développement des échanges vers l'ouest pour la Russie est donc un choix raisonné ; il se heurte pour l'UE à une concurrence avec les Etats-Unis. Or nous écrivions plus haut que le développement des échanges vers l'Est européen pour l'UE était un choix et, en même temps, n'en était pas un. En effet, par défaut aussi, l'UE n'a d'autre choix que d'intensifier son intégration avec la Russie. L'UE et la Russie se retrouvent dans la même crainte d'être marginalisées par la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis et doivent donc chercher à nouer un partenariat large, un espace économique et humain dont les deux zones tireront des bénéfices comparables. Elles se retrouvent donc dans la volonté de créer un véritable partenariat, un échange respectueux et harmonieux impossible à obtenir avec des pays aux visées hégémoniques, la Chine et les Etats-Unis. Quant à un renforcement d'un partenariat stratégique avec le Brésil ou l'Inde, il bute aussi pour l'UE sur la distance géographique, pour le Brésil, géographique et culturelle, pour l'Inde, et sur la relative fermeture économique de ces deux nations émergentes membres pourtant depuis presque 20 ans de l'OMC. Le Brésil et l'Inde continuent d'imposer des droits de douane de l'ordre de 13% en moyenne, tous produits confondus, et de plus de 14% en moyenne sur les produits non agricoles importés par le Brésil et de plus de 30% en moyenne sur les produits agricoles importés par l'Inde. Les droits de douane russes sont déjà inférieurs à ceux de ces deux pays, avant l'entrée dans l'OMC.

L'entrée prochaine de la Russie dans l'OMC est donc une formidable opportunité ! La Fédération de Russie et l'UE sont bel et bien liées par une communauté de destin !

### **3. La somme de deux PIB donne plus que leur addition**

#### *Synergie des PIB de l'Union Européenne et de la Russie*

L'Europe a besoin d'un nouvel élan pour faire face aux bouleversements écologiques et économiques mondiaux. L'Europe a besoin de certitudes, de partenariats forts lui apportant une dynamique de développement propre. L'Europe doit revenir aux idéaux de la construction de l'UE : liberté et solidarité. Cela passe par une extension géographique de son projet pour englober l'ensemble du continent, voire au-delà : aller de l'Atlantique au Pacifique.

#### *Construire un espace de croissance*

Le projet d'espace économique et humain commun entre l'UE et la Fédération de Russie répondra aux deux idéaux susmentionnés. Liberté renforcée, avec une mobilité des personnes, des capitaux et des biens au-delà des frontières de l'UE. L'extension des marchés de l'UE à la Russie, de celui de la Russie à l'UE, permettra de renforcer la solidarité : la communauté d'intérêts produit la convergence de vues, et inversement. L'existence d'un projet commun scelle les liens historiques entre la Fédération de Russie et l'UE.

#### *La synergie des PIB de la Fédération de Russie et de l'Union européenne*

Le marché européen qui en découlera sera certainement le plus grand et le plus important du monde, avec 650 millions de personnes disposant d'un niveau de vie moyen parmi les plus élevés du monde. Avec un PIB par tête estimé en 2010 à plus de 10 000 dollars US (en parité des pouvoirs d'achat), la Fédération de Russie est certes loin derrière la moyenne de l'UE (32 000 dollars US en PPA), mais elle est située au-dessus de la moyenne mondiale (9 200 dollars US en PPA) et déjà proche de la Pologne et de la Hongrie. Ces deux économies, moins peuplées que la Russie, ont déjà profité de leur appartenance à l'UE pour dynamiser leurs économies. On peut démontrer que la Russie, dans un espace économique et humain avec l'UE, fera fructifier son économie, dans la voie d'une modernisation renforcée et donc

augmenter fortement son PIB. On en percevra les bénéfices en termes de niveau de vie de la population. La taille de son territoire, de son marché et de ses richesses sauront aussi dynamiser en retour les économies de l'UE. L'impulsion attendue des croissances des PIB de l'UE et de la Russie pourrait y inverser les tendances démographiques : l'amélioration du niveau de vie russe, via celle du secteur de la santé et du dynamisme économique, pourrait y relancer la natalité et freiner l'émigration, notamment celle provenant des classes moyennes supérieures russes. Le nouvel élan européen favoriserait la stabilité de l'UE et de la zone euro : la résorption de l'incertitude engendrée par le financement des économies européennes, dans une phase de recrudescence des projets de développement vers la Fédération de Russie, serait un puissant moteur de croissance des PIB respectifs.

L'UE et la Russie, la Russie et l'UE, doivent aboutir à un accord d'espace commun dont les termes, une fois appliqués, leur permettront d'engendrer des synergies suffisamment fortes pour faire du continent européen une zone innovante, et dynamique, un continent soucieux de léguer aux générations futures un environnement sain et stable. L'espace économique et humain commun est le projet qui doit permettre à l'Europe toute entière de redevenir une grande puissance économique, une zone moins sensible aux turbulences économiques et financières internationales. L'intégration de l'ensemble du continent avec cette ouverture sur l'Est est une voie à étudier avec beaucoup d'attention.

L'Europe doit sur un tel dossier dépasser ses divergences de vues sur l'approche à adopter. L'Union européenne semble toujours vouloir aboutir à un accord global, incluant un paquet énergétique, et une reprise de l'acquis communautaire par la Russie.

Le bilan mitigé de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie milite pour une approche consensuelle et graduelle, respectueuse de toutes les parties en présence. Signé en 1994, cet accord a révélé des attentes divergentes de la part des deux protagonistes. L'UE souhaitait favoriser la stabilité du continent et la transition de la Russie vers l'économie de marché, alors que la Russie, alors en transition, espérait une véritable intégration économique. Il faut savoir admettre les différences d'approche et prendre en compte les spécificités historiques, géographiques et économiques.

*Il faut sortir d'un dialogue standardisé,*

*ce qui implique une initiative intergouvernementale*

Il convient de sortir d'un dialogue standardisé, souvent stéréotypé et de faire un effort de compréhension mutuelle. Une initiative intergouvernementale est nécessaire. La Fédération de Russie, dont l'économie reste très dépendante de l'Etat et des corporations, est forcément plus à l'aise pour discuter d'initiatives économiques avec des Etats souverains, plutôt qu'avec des institutions plus technocratiques dont l'étendue du pouvoir est mal cernée à l'étranger. Le récent « partenariat pour la modernisation », lancé lors d'un sommet UE-Russie en juin 2010, a laissé des traces. Les actions prioritaires de ce partenariat étaient de multiplier les possibilités d'investissement dans les secteurs innovants, de renforcer le commerce bilatéral, de promouvoir l'alignement des réglementations et des normes techniques, d'engendrer la coopération en matière d'innovation, de recherche et développement, etc. Malheureusement, comme le rappelle M. le Sénateur Pozzo di Borgo dans son Rapport, et comme je l'ai moi-même constaté, lorsque la Fédération de Russie souhaite parler avec l'UE de sujets comme l'énergie, le commerce ou l'innovation, l'UE focalise la discussion sur : démocratie, droits de l'homme, qui sont d'autres thèmes et qui doivent être abordés différemment.

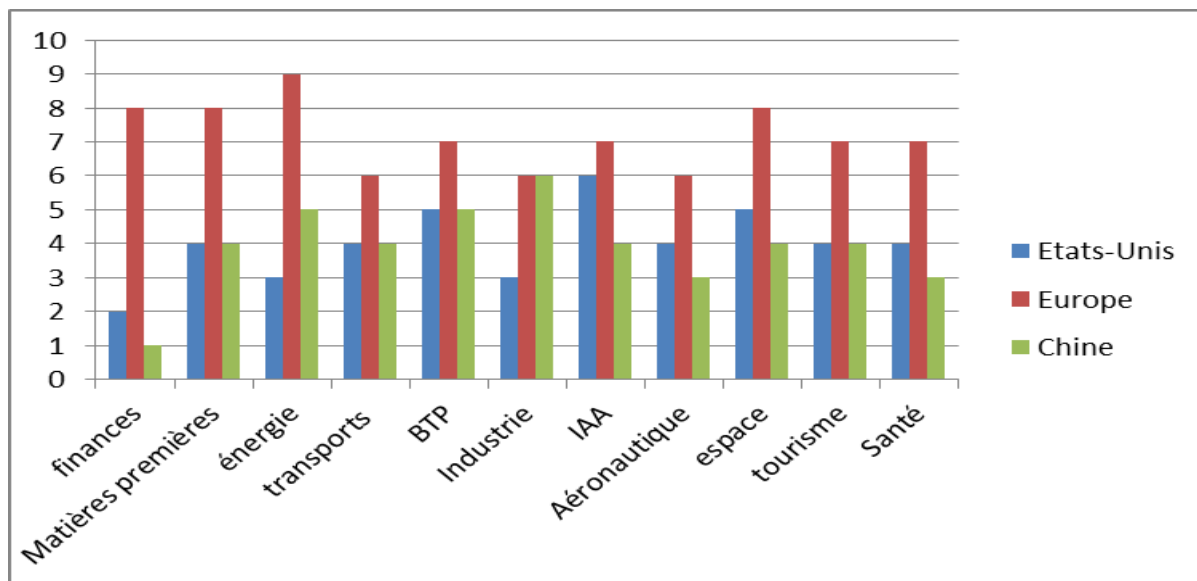
Il ne convient pas de donner des leçons mais d'accompagner une évolution vers la démocratie par plus de croissance, mieux répartie et plus durable. Notre responsabilité est de coopérer économiquement et de participer à la mutation de l'économie russe .

La Fédération de Russie est engagée dans un réel processus de modernisation . En créant un réel espace avec l'Union européenne, la modernisation sera plus rapide. A deux, la Russie et l'Europe seront plus forts. Il ne faut pas sous-estimer le fait que l'Europe occidentale a elle aussi besoin d'un partenaire solide pour remplir ses objectifs à l'horizon 2020 et, parmi ceux-là, plus d'emplois, plus d'innovation et plus d'efficacité énergétique.

L'espace économique euro-russe n'est pas une idée théorique, il est devant nous. Il n'y a rien de plus exaltant que de sortir des chemins battus et de s'engager dans une nouvelle aventure. Aujourd'hui, nous devons élaborer les solutions économiques de prochaines décennies.

L'analyse des complémentarités (cf. fiche sur le sujet) et des stratégies possibles démontre que l'espace économique euro-russe est devant nous. Ayons comme ambition commune de le construire.

Complémentarités  
de la Russie par rapport aux Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine



La complémentarité est d'autant plus élevée que le score est important (pour plus détails cf. fiche sur les complémentarités)

## **Partie 3**

**Comment bâtir l'espace économique euro-russe ?**





L'Union européenne et la Fédération de Russie ont intérêt à nouer une nouvelle forme de partenariat afin de créer un environnement économique et social porteur de croissance. L'Union européenne et la Fédération de Russie doivent associer leurs forces, leurs atouts pour construire un espace économique euro-russe mettant définitivement un terme à la division du continent européen et tournant ainsi le dos au douloureux 20<sup>ème</sup> siècle.

## **1. La Russie et l'Europe, une complémentarité à exploiter**

### *1.1. Des complémentarités établies*

#### Une évidente complémentarité géographique

Le présent rapport a démontré que les deux parties du continent européen sont moins éloignées que certains ne le prétendent. Paris et Moscou sont plus proches que New-York et Los Angeles.

Le continent européen, c'est un esprit commun, une culture largement partagée aux influences multiples qui se croisent et se décroisent. Si nous sommes plus intransigeants à l'égard de la Russie que vis-à-vis de la Chine en matière de droits de l'Homme, c'est justement au nom de cette proximité géographique et culturelle.

Les séparations sont le fruit des vicissitudes de l'histoire. Beaucoup ont oublié que sans la guerre de 14-18, la Russie aurait été sans nul doute un des principaux pôles de l'Europe. La Russie était à la veille d'un important décollage économique en 1914.

Durant plus de soixante dix ans, l'Europe a été coupée en deux. Deux systèmes se sont fait front militairement, économiquement et culturellement de manière plus ou moins stérile. L'Europe a payé très cher ce combat idéologique au point de risquer de disparaître.

Le génie des pères de l'Europe a été de réconcilier les ennemis d'hier pour en faire plus que des alliés, des partenaires.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier puis la Communauté Economique Européenne ainsi qu'EURATOM ont réussi à redonner corps à l'esprit européen. Il faut s'inscrire dans les pas des pères fondateurs de l'Europe et poursuivre leur œuvre en

établissant de nouveaux ponts avec la Russie. L'économie s'est mondialisée, les murs sont tombés en Europe. Il faut mettre en phase l'Europe avec les réalités géographiques et économiques du moment en créant un véritable espace de libre échange économique et humain.

Les complémentarités économiques exigent un saut qualitatif dans les relations euro-russes

Les relations économiques sont d'autant plus légitimes que le niveau de développement est relativement proche et qu'elles ne reposent pas exclusivement sur une relation client/fournisseur mais sur des partenariats avec prise de risques par les différentes parties. Ce présent rapport vise justement à faire évoluer la relation avec la Russie en dépassant la vision client/fournisseur pour progresser en qualité et en intensité.

La Russie n'est pas pour l'Europe un concurrent mais un allié économique. A la différence de la Chine qui a, du fait de sa taille, de l'importance de sa population et de ses faibles coûts de production, entraîné un mouvement rapide de délocalisation industrielle, la Russie ne constitue pas une menace. Le niveau des salaires, le niveau de formation des actifs rapprochent plus ce pays de ses voisins d'Europe centrale. Sa population est de 140 millions d'habitants soit moins que la France et l'Allemagne réunies.

La Russie a un évident besoin de se moderniser, d'améliorer ses infrastructures, ses équipements. Elle doit diversifier ses activités économiques et valoriser le plus efficacement possible la rente énergétique à travers un accroissement de l'effort d'investissement sur le territoire national. La Russie dispose d'un potentiel lui permettant de développer une économie moderne reposant sur les technologies.

Un partenariat croisé devrait favoriser la convergence des deux économies et donc contribuer à alimenter une croissance qui nous fait défaut actuellement.

## *1.2. De la dépendance à la complémentarité*

L'Europe éprouve de la méfiance à l'égard de la Russie en raison de sa crainte de dépendance énergétique. Cette dépendance est mal vécue d'autant plus que les cours des matières premières seront certainement et durablement à la hausse durant les prochaines années.

Nul ne peut imaginer que l'Europe puisse surmonter cette dépendance. Les pays européens auront besoin de gaz, de pétrole pour leur économie avant leur éventuelle substitution par de nouvelles énergies. Il faut donc organiser cette dépendance en la surmontant. A cette fin, il faut renforcer les liens avec nos fournisseurs. En passant d'une relation commerciale, à une relation de partenariat, par définition, la notion de dépendance évolue. Si la Russie et l'Europe appartiennent au même espace, la question de la dépendance relative tombe et fait place à la complémentarité.

Si les intérêts sont croisés entre l'Union européenne et la Russie, les risques de remise en cause des relations énergétiques diminueront. Il ne faut pas sous-estimer que le fournisseur éprouve le même sentiment de dépendance quand ses exportations sont concentrées sur un nombre réduit d'Etats.

Cette complémentarité s'illustre comme il l'a été souligné dans ce rapport par le savoir-faire reconnu de l'Europe dans le BTP, la gestion des partenariats publics-privés, dans la réalisation d'infrastructures.

## **2. Un contexte porteur pour avancer vers un espace commun euro-russe**

D'un côté, l'Union européenne est confrontée à une crise sans précédent depuis sa création avec un véritable risque d'implosion ou de stagnation prolongée.

De l'autre, vingt ans après la fin de l'URSS, la Russie est en pleine mutation. Après des années 90 difficiles du fait de la transition de l'économie planifiée à une économie de marché, la Russie est engagée dans un large processus de modernisation rendu possible par les ressources issues du pétrole et du gaz. La Russie entend jouer son rôle légitime de

puissance économique et financière face à une Chine en plein développement. La Russie est une société en pleine évolution avec une jeunesse bien formée qui aspire à plus de libertés et avec l'émergence d'une classe moyenne qui appuie ses aspirations sur celle de l'Europe.

### *2.1. L'Europe a besoin d'un nouvel élan*

L'Union européenne ne peut pas se contenter de la superposition des plans d'assainissement. L'Union européenne a besoin d'un nouvel élan, d'un nouveau souffle.

Une des insuffisances du traité de l'Union européenne est l'inexistence d'outils pour contrecarrer une crise dans tout ou partie de la zone monétaire.

Il faut redonner des perspectives à l'Europe et trouver des relais de croissance faute de quoi il y a un risque important de cercle vicieux déflation/récession.

### *2.2. Changeons de braquet non pas par l'élargissement de l'Union européenne mais en créant un espace économique plus grand*

Un nouvel élan possible serait de poursuivre l'élargissement de l'Union européenne d'autant plus que nous sommes pour le moment incapables de réellement refondre les institutions. La zone euro et son imbrication dans l'Union européenne ont démontré depuis deux ans leurs limites.

### *2.3. De nouveaux concepts, de nouveaux outils pour l'Europe*

Comme nous l'avons évoqué dans ce rapport, l'UE souffre d'un manque d'investissements, d'un manque de capitaux productifs et de débouchés pour nos équipements. L'UE doit faire tout son possible pour réduire le taux de chômage.

Dans les années 80, il y a eu de grands projets porteurs en termes d'investissement : le plan Eureka qui a été lancé en 1985 par le Président François Mitterrand et le Chancelier allemand, Helmut Kohl. Ce plan était destiné à renforcer la compétitivité de l'économie européenne par un financement public de projets innovants. Ce plan a été la réponse européenne au projet de « Guerre des Etoiles » lancé par le président Ronald Reagan.

Il faut s'inspirer du plan Eureka pour ouvrir de nouveaux champs de coopération, de partenariat. Nous ne sommes plus en 1985, la guerre froide est terminée. En revanche, l'Europe est confrontée à une crise économique de grande ampleur avec une augmentation de son chômage qu'il faut réussir à endiguer.

#### *2.4. Le partenariat de l'Union européenne et de la Russie est une impérieuse nécessité*

Le présent rapport souligne qu'il y a un réel danger d'ignorer la Russie. *L'Europe sans la Russie n'est pas l'Europe.*

L'Europe s'affaiblira à refuser de reconnaître qu'à l'Est, il y a un grand pays doté de ressources et d'un potentiel économique important. L'Europe inciterait ainsi la Russie à développer ses alliances avec l'Orient, avec la Chine voire avec les Etats-Unis dans le cadre d'une coalition antichinoise. La Russie pourrait être tentée de refonder son glacieux en étendant sa sphère d'influence. La tentation de l'isolement nationaliste existe en Russie.

L'Europe conformément à son idéal de paix peut à travers l'union du continent éviter des dérives dangereuses.

#### *2.5. La notion de BRIC est une source de confusion*

Nous avons montré que la notion de BRIC est artificielle. La Russie est, en effet, à tort considérée comme un pays émergent. La Russie du fait de son histoire, de son rôle militaire, de son passé industriel, du niveau de formation de sa population n'est pas dans la situation de la Chine, du Brésil ou de l'Inde.

#### *2.6. La Russie et l'Europe, le sens de l'histoire*

Les autorités russes veulent réellement et sincèrement s'intégrer à l'espace européen. Par culture, les dirigeants sont des Européens.

La modernisation de la Russie est une nouvelle frontière pour le pays mais elle pourrait l'être pour tous les Etats de l'Union si nous le voulons.

Le contexte est porteur car la Russie est en train d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette adhésion démontre que la Russie entend jouer pleinement le jeu de l'économie de marché et répond aux normes internationales en matière d'échanges.

Par ailleurs, la Russie devrait intégrer l'OCDE dont l'un des principaux chevaux de bataille est la lutte contre la corruption.

### **3. Comment réaliser l'espace euro-russe**

L'Europe a besoin d'élargir son horizon, de repousser ses frontières. Il faut pour cela construire un espace commun qui dépasse les frontières de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'élargir l'Union en intégrant la Russie ou d'autres Etats mais de créer un espace économique commun allant de Brest à Vladivostok. Il ne s'agit pas de faire un système intégré avec la mise en place de politiques communes mais de faciliter les échanges commerciaux, de capitaux, d'hommes. Il s'agit de permettre une plus grande circulation économique mais aussi culturelle entre les deux parties de l'Europe.

#### *3.1. Aller au-delà des accords UE/Russie par la signature d'un traité*

Les relations entre la Russie et l'Union européenne sont régies par des accords révisés régulièrement. Un cycle de négociation est en cours afin de réviser l'accord de 2005. Les négociations avancent lentement et ne permettent pas de créer un élan suffisant pour la mise en place d'un réel espace de partenariat croisé.

Il faudrait lever de part et d'autre les limitations à la circulation des personnes et des capitaux et lever les brimades qui peuvent exister pour l'implantation au sein de l'Union d'entreprises russes.

Pour donner du souffle et montrer que l'Union s'engage dans un véritable partenariat, un traité de création d'un Espace commun Euro-Russe devrait être établi.

Cet espace commun euro-russe prendrait la forme d'un espace économique associant l'Union européenne et la Russie, qui pourrait s'inspirer du modèle de la CEE issu du traité de Rome. L'idée ne serait pas de créer de nouvelles structures mais de mettre en place un espace de libre-échange.

#### Une initiative franco-allemande

Bien évidemment, au sein de l'Union européenne, des Etats du fait de leur histoire récente peuvent avoir quelques réticences à s'engouffrer dans une telle démarche. C'est pourquoi il est important que les Français et les Allemands unissent leurs efforts afin d'être les catalyseurs de ce processus. Le sommet de Deauville de 2010 réunissant les dirigeants allemands, français et russes avait justement souligné l'importance pour l'Europe d'une coopération de ces trois Etats.

Le traité pourrait prévoir un calendrier de levée des freins aux échanges. Il pourrait aussi comporter un volet économique de première importance.

#### *3.2. Un nouveau pacte de croissance sur un espace économique commun*

Ce traité devrait comprendre un pacte de croissance et de développement avec la Russie et les autres pays européens non membres de l'UE.

La Russie est une puissance européenne qui doit avoir toute sa place au sein de notre continent. La Russie doit relever des défis de modernisation tout comme nous devons relever par le haut le défi de la dette et de la mondialisation. Ce n'est pas par le protectionnisme mais par la croissance que nous pourrions résoudre nos problèmes.

Le pacte de croissance avec la Russie devrait reposer sur :

- Un espace économique commun avec libre circulation des capitaux, des biens et des hommes.
- Un lancement de projets structurant pouvant intéresser l'Union européenne et la Russie dans les domaines des infrastructures et de la recherche

- La création d'un fonds d'investissement commun à l'UE et à la Russie avec possibilité de financement croisé
- La création de centres de recherche communs : biotechnologies, nanotechnologies, aéronautique, énergies renouvelables...

Au niveau de chaque pays, cet accord pourrait être enrichi par des actions spécifiques.

#### Un traité laissant des marges de manœuvre à chacun des Etats

Compte tenu des compétences de l'Union européenne en matière commerciale, la création de ce pacte de croissance que pourraient porter les pays les plus concernés (France, Allemagne, Italie, Pologne, Autriche...) devrait faire l'objet d'un accord UE/Russie spécifique. Cet accord devrait laisser la possibilité aux Etats membres de décliner cet accord en fonction de leur appétence.

La France pourrait initier des projets en commun plus poussés dans le domaine nucléaire avec la création d'un centre de recherche sur la sûreté nucléaire et sur le démantèlement des centrales.

C'est par la formation que nous pourrions construire ce nouvel espace d'échanges que j'appelle de mes vœux. Je regrette qu'aujourd'hui il y ait si peu d'étudiants français en Russie et d'étudiants russes en France. Je regrette que le Russe soit de moins en moins enseigné en France et de même pour le Français en Russie. Le niveau de formation des deux pays est élevé avec des besoins identiques. Nous avons besoin de former des ingénieurs, des scientifiques. Je pense que nous devons aller au-delà des coopérations universitaires qui ont été développées ces dernières années. Il faut créer de véritables instituts communs avec des échanges de professeurs et d'élèves.



## LES DIX PROPOSITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN ESPACE ECONOMIQUE EURO-RUSSE

---

Je souhaite avancer 10 propositions qui permettraient d'accélérer les négociations en cours avec l'Union Européenne et poser les bases d'un espace économique commun.

### 1. **Traité pour la création d'un espace économique euro-russe**

Pour accroître le potentiel de croissance et la compétitivité du continent européen en valorisant les complémentarités économiques et humaines de la Russie et des Etats de l'Union européenne, **il est proposé d'établir un nouveau traité**. Ce traité précisera les champs couverts par ce nouvel espace et les modalités de sa mise en œuvre. Pour cela, il convient d'exercer une action politique convergente et conjointe avec l'Allemagne ainsi que nos partenaires intéressés à la signature rapide de l'APC qui doit servir de base de départ à la signature du nouveau traité.

Sans attendre, l'Union européenne devrait déjà proposer à la Russie l'adoption au plus haut niveau, **lors d'un prochain Sommet UE-Russie, d'une déclaration politique consacrant la vision, à terme, d'un « espace économique et humain »** commun entre l'UE et la Russie. Cette déclaration devrait, sans entrer dans le détail, définir le contenu de cet espace, au minimum : une zone de libre-échange, voire une union douanière ; des programmes sectoriels de coopération dans les domaines d'avenir et dans l'agriculture ; la libre circulation des personnes et des capitaux ; la liberté d'installation pour la plupart des professions du secteur marchand ; la convergence réglementaire et le rapprochement / l'harmonisation des normes.

Nous pensons que la fixation d'une vision partagée, en offrant un horizon commun, est non seulement nécessaire en soi, mais **favorisera l'aboutissement des négociations de l'APC et le franchissement des étapes intermédiaires**.

### 2. **Libre circulation des hommes entre la Russie et l'Union européenne : suppression des visas**

**Il est proposé d'aller au-delà des mesures de simplification bilatérales déjà réalisées pour les visas de courtes périodes et les visas professionnels. Il est aussi proposé d'établir de même un comité de suivi du processus des étapes conjointes enclenché par l'Union Européenne afin d'assurer l'aboutissement des négociations. L'objectif est de supprimer totalement tous les visas entre la Russie et l'Union européenne.**

### **3. Libre circulation des capitaux**

**Afin de favoriser les investissements croisés au sein de l'Union européenne et de la Russie,** il est proposé de lever toutes les entraves aux investissements de la Russie au sein des Etats de l'Union européenne avec réciprocité de la part de la Russie.

### **4. Pacte de croissance euro-russe**

Il est proposé d'instituer **un pacte de croissance avec un financement croisé Union Européenne/Russie** afin de réaliser des investissements structurants en Russie comme en Europe dans les domaines de l'efficacité énergétique, des transports, de l'enseignement supérieur ou de la recherche. La Russie a besoin de réussir son plan de modernisation et l'Europe de sortir de la crise économique.

**Un centre d'études économiques euro-russe sera créé** afin de suivre et d'épauler le développement des relations économiques entre les parties prenantes de l'accord.

### **5. Création de pôles d'enseignement supérieur et de recherche communs ainsi que renforcement de la coopération scolaire**

Il est proposé d'aller au-delà des initiatives engagées ces dernières années par les universités françaises et par certaines grandes écoles **en créant de véritables pôles universitaires communs** avec des échanges d'enseignants, d'étudiants et de chercheurs. Les pôles communs devront concerner **également les grandes écoles, les écoles d'ingénieurs et de recherche.**

**Il est également proposé, au-delà des réalisations actuelles, de renforcer la coopération de l'enseignement** du Russe au sein de l'Union et des langues de l'Union en Russie.

### **6. Création d'une place financière Paris/Francfort/Moscou**

La zone euro manque d'une grande place financière continentale. **Moscou, entre New York et Hong Kong reliée à Paris et à Francfort a vocation à jouer le rôle d'une place financière internationale.** La création de cette place financière nécessite une coopération en matière de régulation avec notamment l'incitation à la mise en place d'agences de notation indépendantes sur le continent européen.

## **7. Création d'un espace énergétique commun**

**Complémentaires et non plus dépendants**, la Russie et les pays de l'Union européenne seront des alliés en matière énergétique. Les principes qui concourent à cet espace sont la sécurisation du fournisseur et du client ainsi qu'une valorisation optimale de la rente pétrolière et gazière pour la Fédération de Russie et l'Union européenne.

L'espace énergétique sera consacré par un traité ou du moins par un accord substantiel intégré dans l'Accord de Partenariat et de Coopération actuellement négocié.

## **8. Création d'une filière nucléaire euro-russe**

Compte tenu de la complémentarité des deux industries nucléaires française et russe, il est proposé d'intensifier la coopération en matière de sécurité, de traitement des déchets et de conception de nouveaux réacteurs avec pour objectif de créer une filière commune fondée sur les réacteurs à neutrons rapides et les réacteurs de puissance intermédiaire.

## **9. Création d'une filière aéronautique euro-russe**

En raison des besoins de la Fédération de Russie et de l'arrivée de nouveaux concurrents, il convient d'organiser une filière aéronautique commune. Il est proposé de renforcer et de multiplier les participations croisées, avec participation aux conseils d'administration, entre les entreprises aéronautiques russes et européennes.

## **10. Création d'une instance de dialogue permanent euro-russe**

**L'espace économique doit s'appuyer sur une relation de confiance et de dialogue permanent** dans les domaines de la politique étrangère et de la sécurité ainsi que dans les domaines des politiques économiques, migratoires et de l'environnement. Aux mécanismes et enceintes actuels, suffisants en l'état du partenariat euro-russe, devraient succéder le moment venu un véritable « Conseil des ministres euro-russe », sur le modèle du Conseil des ministres franco-allemand.



## CONCLUSION

---

A la fin de mon rapport, je souhaite souligner un élément qu'on a peu abordé, qui est pourtant essentiel à la réussite de ce grand projet : une meilleure connaissance entre les peuples et une nécessaire correction du déficit d'image de la Russie en Europe de l'Ouest. La communication par les échanges culturels et la formation est une condition indispensable à la réussite de ce grand projet.

En Europe et en France, la Russie est souvent peu ou mal connue. Beaucoup d'intellectuels et de commentateurs jugent et montrent trop souvent la Russie sous un jour simplifié et déformé.

Trop peu de responsables connaissent, bien que cela évolue vite, cet immense pays longtemps coupé de nous. Nous ne pouvons réussir en commun que si nous acceptons la culture et les valeurs de l'autre. L'effort de compréhension doit être mutuel, les raisonnements et les approches standardisés doivent être proscrits. La population russe respecte beaucoup et apprécie les pays d'Europe de l'Ouest où elle vient de plus en plus nombreuse. Les européens, qui connaissent la Russie, aiment ce grand pays et sont souvent passionnés, mais ils sont encore trop peu nombreux.

Il existe des décalages, des systèmes de valeurs différents, mais ce sera là toute la richesse de création de ce grand espace économique.

**Confirmer l'Europe avec la Russie comme première puissance économique et commerciale du monde, tel est le défi qui s'impose à nous maintenant.**



## **Annexes**

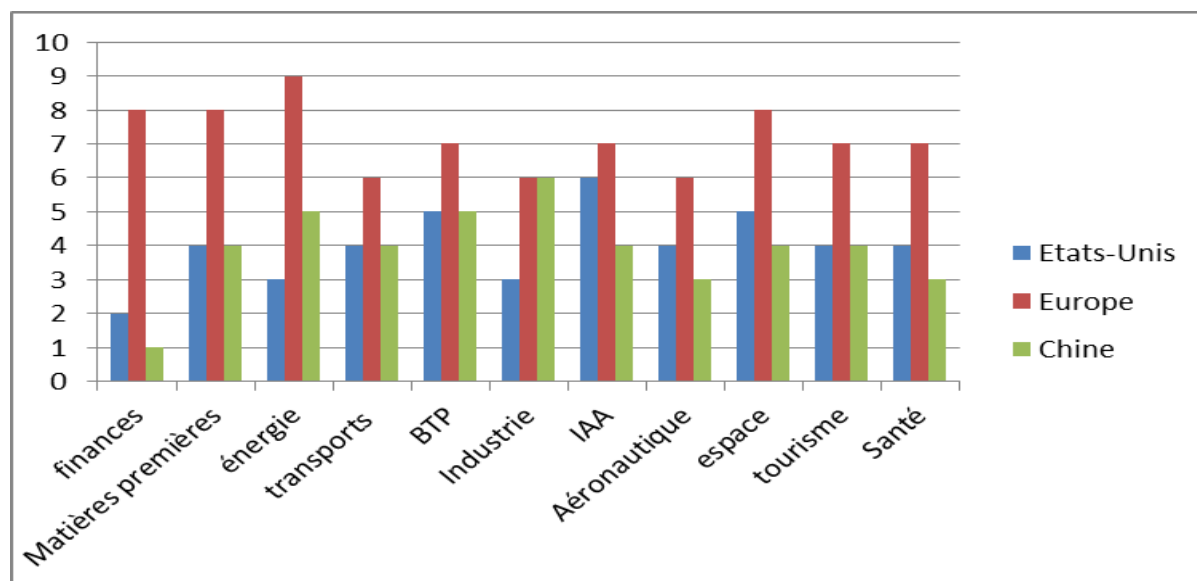




## FICHE : POINT SUR LES COMPLEMENTARITES ENTRE LES DIFFERENTES ZONES ECONOMIQUES

### BILAN DES COMPLEMENTARITES ET DES CONCURRENCES

Graphe sur les complémentarités ente la Russie et les autres grandes puissances économiques



Commentaire : la complémentarité est d'autant plus forte que le score est élevé.

Les complémentarités Russie/Etats-Unis/Europe/Chine

**Tableau 1 : Russie/Europe (voir commentaire tableau)**

	Complémentarité	Concurrence
Energie	+++	-
Matières premières	+++	-
Agriculture	++	+
Tourisme	++	+
Aéronautique	+++	+
Transports	+++	+

Industrie	++	+
Finances	+++	+

**Tableau 2 : Russie/Etats-Unis**

	<b>Complémentarité</b>	<b>Concurrence</b>
Energie	+	++
Matières premières	+	+
Agriculture	++	+
Tourisme	+	+
Aéronautique	++	+
Transports	+	
Industrie	+	+
Finances	++	+

**Tableau 3 : Russie/Chine**

	<b>Complémentarité</b>	<b>Concurrence</b>
Energie	++	+
Matières premières	+	++
Agriculture	-	-
Tourisme	+	+
Aéronautique	+	+
Transports	+	+
Industrie	+	++
Finances	-	-

**Tableau 4 : Europe/Etats-Unis**

	<b>Complémentarité</b>	<b>Concurrence</b>
Energie	-	++
Matières premières	-	++
Agriculture	+	++
Tourisme	+	++
Aéronautique	+	+++
Transports	+	+
Industrie	++	+++
Finances	+	+++

**Tableau 5 : Chine/Etats-Unis**

	<b>Complémentarité</b>	<b>Concurrence</b>
Energie		+++
Matières premières		+++
Agriculture	+	-
Tourisme	-	+
Aéronautique	+	++
Transports	+	+
Industrie	++	+++
Finances	++	+

**Tableau 6 : Europe/Chine**

	<b>Complémentarité</b>	<b>Concurrence</b>
Energie		+++
Matières premières		++
Agriculture	++	+
Tourisme	++	+
Aéronautique	++	+
Transports	++	
Industrie	+	+++
Finances	+++	+

**Tableau 7 : commentaire au tableau 1 sur les relations Union Européenne et Russie**

		<b>Commentaires sur le tableau 1</b>
Energie	Énergies fossiles	<p>Forte complémentarité</p> <p>Russie principal exportateur mondial</p> <p>Europe principal importateur d'énergie et de matières premières</p> <p>La Russie doit moderniser ses infrastructures dans le secteur énergétique (développent des gisements, recherche de nouveaux, de nouvelles sources énergétiques...)</p> <p>Les entreprises européennes dans le secteur énergétique comptent parmi les plus importantes au niveau mondial (Total Shell, Areva, Edf...)</p> <p>Secteur stratégique avec concurrence forte entre</p>

		entreprises de taille mondiale
	Énergie nucléaire	<p>Complémentarité forte qui devrait permettre de dépasser les contraintes stratégiques</p> <p>Compte tenu des coûts et des contraintes technologiques et de sécurité, la recherche de partenariat s'impose de plus en plus</p> <p>Ce secteur est soumis à un aléa politique ce qui suppose une entente entre Etats et l'élaboration d'une stratégie de moyen terme</p>
	Energies renouvelables	<p>Complémentarité forte sur un secteur en phase d'expansion, consommateur d'investissement et avec un retour sur investissement incertain.</p> <p>Nécessité pour la zone euro</p> <p>Besoin de diversification pour la Russie</p>
Matières premières		<p>Forte</p> <p>La Russie est un des principaux producteurs. L'Europe doit sécuriser ses approvisionnements</p> <p>L'instauration d'un espace commun devrait lever les réticences liées au sentiment de dépendance</p>
Agriculture et industrie agroalimentaire		<p>Besoin de lissage des aléas météorologiques</p> <p>L'Europe s'est construite sur le charbon, l'acier et l'agriculture.</p> <p>La Russie a une politique de recherche de l'indépendance alimentaire</p> <p>La Russie et l'Union européenne partage la même philosophie pour ce secteur ce qui est une source d'opposition mais qui permettrait de déboucher sur un partenariat</p>
Tourisme		<p>Potentiel en Russie très important avec d'importants besoins d'infrastructures</p> <p>Marché en voie de saturation en Europe</p>

Aéronautique et espace	Aéronautique	<p>Besoin de modernisation de la Russie avec maintien d'un secteur aéronautique national ouvert à la coopération et aux partenariats</p> <p>Tradition dans les deux zones avec un leadership pour l'Europe</p> <p>Caractère stratégique de ce secteur</p> <p>Possibilité de concurrence à terme. La concurrence est une source de maintien de la compétitivité et le développement d'un partenariat devrait faciliter l'accès au marché russe pour les entreprises européennes</p> <p>Transport aérien : marché concurrentiel en Europe avec des marges en baisse, fort potentiel en Russie compte tenu de l'immensité du territoire et du climat. Aeroflot est déjà membre de Skyteam</p>
	Espace	<p>La Russie est leader sur le sujet avec coopération ancienne avec l'Europe</p> <p>Le caractère stratégique de ce secteur fait que les partenariats passent par des accords institutionnels</p>
Transports hors aéronautique		<p>Secteur à fort avantages comparatifs pour l'Union européenne mais qui est soumis à une concurrence croissante (ferroviaire, autoroute)</p> <p>Besoin de modernisation en Russie</p>
Industrie	Automobile	<p>Les entreprises européennes de ce secteur comptent parmi les meilleurs</p> <p>Ce secteur est fortement concurrentiel en Europe de l'ouest</p> <p>Marché en développement en Russie Industrie à forte portée symbolique</p> <p>Des coopérations avec des participations au profit d'entreprises de la zone euro existent déjà</p>
	Armement	<p>Coûts de recherche croissant</p> <p>Nécessité d'augmenter les volumes de production et</p>

		<p>le nombre d'acheteurs</p> <p>Les entreprises européennes et russes sont concurrentes mais les complémentarités sont fortes.</p>
	<p>Chime</p> <p>Laboratoires pharmaceutique</p>	<p>Compétitivité forte des entreprises européennes</p> <p>Besoin de partenariat en matière de recherche</p>
<p>Bâtiment travaux publics</p>		<p>Compétitivité reconnue des entreprises de la zone euro</p> <p>Forts besoins de modernisation de la Russie</p> <p>Sécurité juridique pour l'attribution, en Russie, des marchés avec des progrès importants</p>
<p>Finances</p>	<p>Services financiers</p>	<p>Entreprises de la zone euro fragilisées par la crise euro avec un besoin de recapitalisation</p> <p>Savoir-faire reconnu</p> <p>La Russie a besoin de créer une grande place financière. La coopération est indispensable afin d'élargir la base de la sphère financière européenne et éviter le monopole anglo-saxon</p>





## **FICHE : GO RUSSIA ! – ARTICLE DU PRESIDENT MEDVEDEV PUBLIE DANS PLUSIEURS QUOTIDIENS INTERNATIONAUX**

**ARTICLE DE DIMITRI MEDVEDEV DU 10 SEPTEMBRE 2009**

---

In a few months Russia will enter a new decade of the twenty-first century. Of course, important junctures and significant dates are more symbolic than practical. But they give us a reason to reflect on the past, evaluate the present, and think about the future. Think about what awaits each of us, our children, our country.

First, let's answer a simple but very serious question. Should a primitive economy based on raw materials and endemic corruption accompany us into the future? And should the inveterate habit of relying on the government, foreign countries, on some kind of comprehensive doctrine, on anything or anyone – as long as it's not ourselves – to solve our problems do so as well? And if Russia can not relieve itself from these burdens, can it really find its own path for the future?

Next year we will celebrate the sixty-fifth anniversary of Victory in the Great Patriotic War. This anniversary reminds us that our present day is the future of the heroes who won our freedom. And that the people who vanquished a cruel and very strong enemy back in those days must today overcome corruption and backwardness. To make our country both modern and viable.

As the contemporary generation of Russian people, we have received a huge inheritance. Gains that were well-deserved, hard-fought and hard-earned by the persistent efforts of our predecessors. Sometimes the cost of hardships really was terrible casualties. We have a huge territory, large amounts of natural resources, solid industrial potential, an impressive list of outstanding achievements in science, technology, education and art, a glorious history regarding our army, navy, and nuclear weapons. By using its authority Russian power has played a significant -- and in some periods determinate -- role in events of historic proportions.

How should we manage that legacy? How to magnify it? What will the future of Russia be for my son, for the children and grandchildren of my fellow citizens? What will be Russia's place, and hence the place of our descendants, heirs, and future generations, among other nations in the global labour market, in the system of international relations, in global culture? What must we do to steadily improve the quality of life of Russian citizens today and in the future? To allow our society to become richer, freer, more humane and more attractive? So that Russian society can give to those who desire it a better education, an interesting job, a good income, and comfortable environment for both personal life and creative activity?

I have answers to these questions. And before I turn to them, I would like to assess the current situation.

The global economic crisis has shown that our affairs are far from being in the best state. Twenty years of tumultuous change has not spared our country from its humiliating dependence on raw materials. Our current economy still reflects the major flaw of the Soviet system: it largely ignores individual needs. With a few exceptions domestic business does not invent nor create the necessary things and technology that people need. We sell things that we have not produced, raw materials or imported goods. Finished products produced in Russia are largely plagued by their extremely low competitiveness.

This is why production declined such much, more than in other economies, during the current crisis. This also explains excessive stock market volatility. All this proves that we did not do all we should have done in previous years. And far from all things were done correctly.

The energy efficiency and productivity of most of our businesses remains shamefully low, but that is not the worst part. The trouble is that it seems that owners, directors, chief engineers and officials are not very worried about this.

As a result Russia's influence in global economic processes is, quite frankly, not as great as we would like. Of course, in the era of globalisation the influence of any country cannot be unlimited. That would even be harmful. But our country must have substantial opportunities, as befits Russia's historic role.

As a whole democratic institutions have been established and stabilised, but their quality remains far from ideal. Civil society is weak, the levels of self-organisation and self-government are low.

Every year there are fewer and fewer Russians. Alcoholism, smoking, traffic accidents, the lack of availability of many medical technologies, and environmental problems take millions of lives. And the emerging rise in births has not compensated for our declining population.

We managed to gather the country together to stop centrifugal tendencies. But many problems still remain, including the most acute ones. Terrorist attacks on Russia are continuing. Residents of the republics in the North Caucasus simply do not know peace. Military and law enforcement personnel are dying, as are government and municipal employees, and civilians. Of course these crimes are committed with the support of international criminal groups. But let's face up to it, the situation would not be so critical if the socio-economic development of southern Russia were more viable.

To sum up, an inefficient economy, semi-Soviet social sphere, fragile democracy, negative demographic trends, and unstable Caucasus represent very big problems, even for a country such as Russia.

Of course we do not need to exaggerate. Much is being done, Russia is working. It is not a half-paralyzed, half-functioning country as it was ten years ago. All social systems are operating. But this is still not enough. After all, such systems only propagate the current model, and do not develop it. They cannot change current ways of life and therefore bad habits remain.

Achieving leadership by relying on oil and gas markets is impossible. We must understand and appreciate the complexity of our problems. We must frankly discuss them in order to act. In the end, commodity exchanges must not determine Russia's fate; our own ideas about ourselves, our history and future must do so. Our intellect, honest self-assessment, strength, dignity and enterprise must be the decisive factors.

My starting point while setting out five priorities for technological development, offering specific measures for the modernisation of the political system, as well as measures to strengthen the judiciary and fight corruption, is my views on Russia's future. And for the sake of our future it is necessary to liberate our country from persistent social ills that inhibit its creative energy and restrict our common progress. These ills include:

1. Centuries of economic backwardness and the habit of relying on the export of raw materials, actually exchanging them for finished products. Peter the Great, the last tsars and the Bolsheviks all created – and not unsuccessfully – elements of an innovative system. But the price of their successes was too high. As a rule, it was done by making extreme efforts, by using all the levers of a totalitarian state machine.

2. Centuries of corruption have debilitated Russia from time immemorial. Until today this corrosion has been due to the excessive government presence in many significant aspects of economic and other social activities. But it is not limited to governmental excess -- business is also not without fault. Many entrepreneurs are not worried about finding talented inventors, introducing unique technologies, creating and marketing new products, but rather with bribing officials for the sake of 'controlling the flows' of property redistribution.

3. Paternalistic attitudes are widespread in our society, such as the conviction that all problems should be resolved by the government. Or by someone else, but never by the person who is actually there. The desire to make a career from scratch, to achieve personal success step by step is not one of our national habits. This is reflected in a lack of initiative, lack of new ideas, outstanding unresolved issues, the poor quality of public debate, including criticism. Public acceptance and support is usually expressed in silence. Objections are very often emotional, scathing, but superficial and irresponsible. Well, this is not the first century that Russia has had to confront these phenomena.

People tell us that we cannot completely cure chronic social diseases. Those traditions are steadfast, and history tends to repeat itself. But at one point serfdom and rampant illiteracy seemed insurmountable. However, we overcame them all the same.

Of course traditions have a considerable influence. But they nevertheless fit in with each new era and undergo changes. Some simply disappear, and not all of them are useful. For me, only unquestionable values which must be preserved may be regarded as traditions. They include interethnic and interfaith peace, military valour, faithfulness to one's duty, hospitality and the kindness inherent in our people. Bribery, theft, intellectual and spiritual laziness, and drunkenness, on the other hand, are vices that offend our traditions. We should get rid of them by using the strongest terms.

Of course today's Russia will not repeat its past. Our time is truly new. And not just because it is moving forward, as time does, but also because it opens up before our country and each one of us tremendous opportunities. Opportunities of which there was no trace twenty, thirty, or much less a hundred or three hundred years ago.

The impressive legacy of the two greatest modernisations in our country's history -- that of Peter the Great (imperial) and the Soviet one -- unleashed ruin, humiliation and resulted in the deaths of millions of our countrymen. It is not for us to judge our predecessors. But we must recognize that the preservation of human life was not, euphemistically speaking, a government priority in those years. Unfortunately, this is a fact. Today is the first time in our history that we have a chance to prove to ourselves and the world that Russia can develop in a democratic way. That a transition to the next, higher stage of civilization is possible. And this will be accomplished through non-violent methods. Not by coercion, but by persuasion. Not through suppression, but rather the development of the creative potential of every individual. Not through intimidation, but through interest. Not through confrontation, but by harmonising the interests of the individual, society and government.

We really live in a unique time. We have a chance to build a new, free, prosperous and strong Russia. As President I am obliged to do everything in my power to make sure that we fully take advantage of this opportunity.

In the coming decades Russia should become a country whose prosperity is ensured not so much thanks to commodities but by intellectual resources: the so-called intelligent economy, creating unique knowledge, exporting new technologies and innovative products.

I recently identified five strategic vectors for the economic modernisation of our country. First, we will become a leading country measured by the efficiency of production,

transportation and use of energy. We will develop new fuels for use on domestic and international markets. Secondly, we need to maintain and raise our nuclear technology to a qualitatively new level. Third, Russia's experts will improve information technology and strongly influence the development of global public data networks, using supercomputers and other necessary equipment. Fourth, we will develop our own ground and space infrastructure for transferring all types of information; our satellites will thus be able to observe the whole world, help our citizens and people of all countries to communicate, travel, engage in research, agricultural and industrial production. Fifth, Russia will take a leading position in the production of certain types of medical equipment, sophisticated diagnostic tools, medicines for the treatment of viral, cardiovascular, and neurological diseases and cancer.

As we follow these five strategies for success in high-tech spheres, we will also pay constant attention to the development of our most important traditional industries and, first of all, the agro-industrial complex. One in three of us live in rural areas. The availability of modern social services for rural residents, increasing their incomes, improving their working conditions and daily life will always remain our priority.

Of course Russia will be well-armed. Well enough so that it does not occur to anyone to threaten us or our allies.

These goals are realistic. The targets we have set for achieving them are difficult but attainable. We have already developed detailed, step-by-step plans to move forward in these areas. We will encourage and promote scientific and technological creativity. First and foremost, we will support young scientists and inventors. Secondary and higher education will prepare a sufficient number of specialists for promising industries. Academic institutions will concentrate major efforts on the implementation of breakthrough projects. Legislators will take all decisions to ensure comprehensive support for the spirit of innovation in all spheres of public life, creating a market place for ideas, inventions, discoveries, and new technologies. Public and private companies will receive full support in all endeavours that create a demand for innovative products. Foreign companies and research organisations will be offered the most favourable conditions for establishing research and design centres in Russia. We will hire the best scientists and engineers from around the world. Most importantly, we will explain to our young people that the most important competitive advantage is knowledge that others do not have, intellectual superiority, the ability to create things that people need. As Pushkin wrote: "There is a higher courage: the courage of invention, creation, where an extensive plan is overwhelmed by the creative idea." Inventors, innovators, researchers, teachers, entrepreneurs who introduce new technologies, will become the most respected people in society. In turn, society will give them everything they need to be productive.

Of course an innovative economy cannot be established immediately. It is part of a culture based on humanistic values. It is grounded in our efforts to transform the world and guarantee a better quality of life, liberate individuals from poverty, disease, fear and injustice. Talented people who want reform, people who can create new and better things will not come here from another planet. They are already here among us. And that is clearly proven by the results of international intellectual competitions, the fact that inventions made in Russia are patented abroad, and the fact that our best specialists are headhunted by the world's largest companies and universities. We -- the government, society and the family unit -- must learn to find, nurture, educate and take care of such people.

I also think that technological development is a priority public and political task because scientific and technological progress is inextricably linked with the progress of political systems. Experts believe that democracy originated in ancient Greece, but in those days there was no extensive democracy. Freedom was the privilege of a select minority. Full-fledged democracy that established universal suffrage and legal guarantees for the equality of all citizens before the law, so-called democracy for everyone emerged relatively recently, some eighty to one hundred years ago. Democracy occurred on a mass scale, not earlier than the mass production of the most necessary goods and services began. When the level of technological development of Western civilization made it possible to gain universal access to basic amenities: to education, health care and information. Every new invention which improves our quality of life provides us with an additional degree of freedom. It makes our existential conditions more comfortable and social relations more equitable. The more intelligent, smarter and efficient our economy is, the higher the level of our citizens' welfare, and our political system and society as a whole will also be freer, fairer and more humane. The growth of modern information technologies, something we will do our best to facilitate, gives us unprecedented opportunities for the realisation of fundamental political freedoms, such as freedom of speech and assembly. It allows us to identify and eliminate hotbeds of corruption. It gives us direct access to the site of almost any event. It facilitates the direct exchange of views and knowledge between people all around the world. Society is becoming more open and transparent than ever – even if the ruling class does not necessarily like this. Russia's political system will also be extremely open, flexible and internally complex. It will be adequate for a dynamic, active, transparent and multi-dimensional social structure. It will correspond to the political culture of free, secure, critical thinking, self-confident people. As in most democratic states, the leaders of the political struggle will be the parliamentary parties, which will periodically replace each other in power. The parties and the coalitions they make will choose the federal and regional executive authorities (and not vice versa). They will be responsible for nominating candidates for the post of president, regional governors and local authorities. They will have a long experience of civilized political competition: responsible and meaningful interaction with voters, inter-party cooperation and the search for compromises to resolve acute social problems. They will bring together in one political entity every element of society, citizens of all nationalities, the most diverse groups of people and territories of Russia endowed with ample powers. The political system will be renewed and improved via the free competition of open political associations. There will be a cross-party consensus on strategic foreign policy issues, social stability, national security, the foundations of the constitutional order, the protection of the nation's sovereignty, the rights and freedoms of citizens, the protection of property rights, the rejection of extremism, support for civil society, all forms of self-organisation and self-government. A similar consensus exists in all modern democracies. This year we started moving towards the creation of such a political system. Political parties were given additional opportunities to choose those occupying leadership positions in the federal regions and municipalities. We relaxed the formal requirements for the creation of new parties. We simplified the conditions in place for the nomination of candidates for election to the State Duma. We passed legislation guaranteeing equal access to public media for parliamentary parties. A number of other measures were adopted as well. Not everyone is satisfied with the pace at which we are moving in this direction. They talk about the need to accelerate changes in the political system. And sometimes about going back to the 'democratic' nineties. But it is inexcusable to return to a paralyzed country. So I

want to disappoint the supporters of permanent revolution. We will not rush. Hasty and ill-considered political reforms have led to tragic consequences more than once in our history. They have pushed Russia to the brink of collapse. We cannot risk our social stability and endanger the safety of our citizens for the sake of abstract theories. We are not entitled to sacrifice stable life, even for the highest goals. In his time Confucius remarked: "Impatience in small matters destroys a great idea". We have all too often experienced this in the past. Reforms for the people, not the people for reform. At the same time this will displease those who are completely satisfied with the status quo. Those who are afraid and do not want change. Changes will take place, but they will be gradual, thought-through, and step-by-step. But they will nevertheless be steady and consistent.

Russian democracy will not merely copy foreign models. Civil society cannot be bought by foreign grants. Political culture will not be reconfigured as a simple imitation of the political traditions of advanced societies. An effective judicial system cannot be imported. Freedom is impossible to simply copy out of a book, even a very clever one. Of course we'll learn from other nations – from their experiences, their successes and failures in developing democratic institutions. But no one will live our lives for us. Nobody is going to make us free, successful and responsible. Only our own experience of democratic endeavour will give us the right to say: we are free, we are responsible, we are successful.

Democracy needs to be protected. The fundamental rights and freedoms of our citizens must be as well. They need to be protected primarily from the sort of corruption that breeds tyranny, lack of freedom and injustice. We have just begun to develop such protective mechanisms. Our judicial system must be a central component here. We have to create a modern efficient judiciary, acting in accordance with new legislation on the judicial system and based on contemporary legal principles. We also have to rid ourselves of the contempt for law and justice, which, as I've said repeatedly, has lamentably become a tradition in this country. But the formation of a new judicial system cannot be achieved by competitions or campaigns, or idle talk about how the system itself is rotten and that it would be easier to create new judicial and law enforcement systems than to change them. There are no entirely new judges, just as there are no new public prosecutors, police, intelligence personnel, civil servants, businessmen and so on. We need to create normal working conditions for the law enforcement agencies and get rid of the imposters once and for all. We have to teach law enforcement officers to protect and defend rights and freedoms, to justly, clearly and effectively resolve conflicts in the legal field. We need to eliminate attempts to influence judicial decisions for whatever reasons. Ultimately, the judicial system itself has to understand the difference between what it means to act in the public interest or in the selfish interests of a corrupt bureaucrat or businessman. We need to cultivate a taste for the rule of law, for abiding by the law, respect for the rights of others, including such important rights as that of property ownership. It is the job of the courts with broad public support to cleanse the country of corruption. This is a difficult task but it is doable. Other countries have succeeded in doing this.

We will do everything possible to allow the people in Russia's Caucasus to lead normal lives. Economic and humanitarian programmes for the south of the country will soon be reviewed and fleshed out. We will set up some very clear criteria to assess the performance of heads of governmental structures dealing with the Caucasus. This applies primarily to federal and regional ministries and departments responsible for policy in industrial production, finance, social development, education and culture. At the same time, law enforcement authorities

will continue to stamp out the bandits who seek to intimidate and terrorise the population of some Caucasian republics with their crazy ideas and barbaric customs.

Negative demographic trends must be slowed and stopped. We need to improve the quality of medical care, promote fertility, ensure safety on the road and in the workplace, combat the pandemic of alcoholism and develop physical culture and mass sport. This requires both a strategic approach and making such things the everyday tasks of the government.

Whatever the scope or effects of these transformations, their goal is ultimately the same, improving the quality of life in Russia. Creating better conditions by providing citizens with housing, employment, medical care, care of pensioners, protection of children, and support for people with disabilities – these are the duties of the authorities at all levels.

Russian politicians often remind us that, under our Constitution, Russia is a welfare state. This is true, but we must not forget that the modern welfare state is not some kind of bloated Soviet social security system, and benefits are not distributed from the sky. A welfare state is a complex, balanced system of economic incentives and social benefits, legal, ethical and behavioural standards, a system whose productivity crucially depends on the quality of work and level of training of every one of us.

Whatever is distributed to society by government should only be what it has earned. Living beyond our means is immoral, unwise and dangerous. We need to make the economic system more productive so that we can earn more. Not just wait for the oil price rising at a given moment – we've got to earn our way.

We will improve the efficiency of social services in all spheres, paying special attention to problems of material and medical support for veterans and pensioners.

The modernisation of Russian democracy and establishment of a new economy will, in my opinion, only be possible if we use the intellectual resources of post-industrial societies. And we should do so without any complexes, openly and pragmatically. The issue of harmonising our relations with western democracies is not a question of taste, personal preferences or the prerogatives of given political groups. Our current domestic financial and technological capabilities are not sufficient for a qualitative improvement in the quality of life. We need money and technology from Europe, America and Asia. In turn, these countries need the opportunities Russia offers. We are very interested in the rapprochement and interpenetration of our cultures and economies.

Of course no relationship is free from contradictions. There will always be controversial topics, reasons for disagreement. But resentment, arrogance, various complexes, mistrust and especially hostility should be excluded from the relations between Russia and the leading democratic countries.

We have many common goals, including absolute priorities which affect every inhabitant on Earth such as the non-proliferation of nuclear weapons and reducing the risk of adverse effects from man-made climate change.

We must have interested partners and involve them in joint activities. And if we need to change something ourselves in order to do so, abandon previous prejudices and illusions, then we should do so. I am of course not referring to a policy of unilateral concessions. Lack of will and incompetence will not gain us any respect, gratitude, or gains. This has already happened in our recent history. Naive notions of the infallible and happy West and the eternally underdeveloped Russia are unacceptable, offensive and dangerous. But no less dangerous is the path of confrontation, self-isolation, mutual insults and recrimination.

Nostalgia should not guide our foreign policy and our strategic long-term goal is Russia's modernisation. Along with this Russia is one of the world's leading economies, a nuclear

power and a permanent member of the UN Security Council. It should openly and explicitly explain its position and defend it in all venues, without weaselling or giving in to pressure to conform. And in the case of a threat to our own interests we must strongly defend them. I talked about these principles of our foreign policy in August last year.

In addition to this active work on the western front, we must increase our cooperation with the countries of the EurAsEC [Eurasian Economic Community], CSTO [Collective Security Treaty Organisation] and CIS [Commonwealth of Independent States]. These are our closest, strategic partners. We share the common goal of modernising our economies, regional security, and a more equitable world order. We must also develop worldwide cooperation with our partners in the SCO [Shanghai Cooperation Organisation] and BRIC [Brazil-Russia-India-China].

Like every great people, the Russian people are brilliant and heroic, they command the world's respect and admiration, and at the same time our history has been a controversial, complex, ambiguous one. It means different things to different people in different countries. And much remains to be done to protect our historical heritage from distortion and political speculations. We must look clearly at our past and see our great victories, our tragic mistakes, our role models, and the manifestations of the best features of our national character.

In any case, we will be attentive to our history and we will respect it. First and foremost we must respect our country's role in maintaining a balanced world order for centuries. Russia has always, at all stages of its development, sought to achieve a more equitable world order. Russia has often sought to protect small nations, those confronted with the threat of enslavement or even destruction. This was the case only recently, when Saakashvili's regime launched its criminal attack on South Ossetia. Russia has often put an end to the plans of those bent on world domination. Russia has twice appeared in the vanguard of the great coalitions: in the 19th century to stop Napoleon and in the 20<sup>th</sup> by defeating the Nazis. In war and peace, when a just cause has demanded decisive action, our people have been there to help. Russia has always been a staunch ally in war and an honest partner in economic and diplomatic affairs.

In the future, Russia will be an active and respected member of the international community of free nations. It will be strong enough to exert a significant influence on the formulation of decisions that have global implications. It will be able to prevent anyone's unilateral actions from harming our national interests or adversely affecting our internal affairs, from reducing Russians' level of income or damaging their security.

For these reasons, along with other countries we are trying to reform the world's supranational political and economic institutions. The aim of this modernisation is the development of international relations in the interests of as many peoples and countries as possible. We want to establish rules of cooperation and dispute settlement, in which priority is given to modern ideas of equality and fairness.

These are my views on the historical role of our country and its future. These are my answers to some of the questions that affect us all.

I would invite all those who share my convictions to get involved. I would also invite those who do not agree with my ideas but sincerely desire change for the better to be involved as well. People will attempt to interfere with our work. Influential groups of corrupt officials and do-nothing 'entrepreneurs' are well ensconced. They have everything and are satisfied. They're going to squeeze the profits from the remnants of Soviet industry and squander the natural resources that belong to all of us until the end. They are not creating anything new,



do not want development, and fear it. But the future does not belong to them – it belongs to us. And we are an absolute majority. We will act patiently, pragmatically, consistently and in a balanced manner. And act now: act today and tomorrow. We will overcome the crisis, backwardness and corruption. We will create a new Russia. Go Russia!

September 10, 2009, 12:00



**FICHE : POINT SUR LES LIENS HISTORIQUES ET CULTURELS ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE**  
**(sources Wikipedia, Ministères des affaires étrangères français et russe)**

---

*L'Europe doit refonder une communauté de destin pour être un acteur de la mondialisation et éviter aux peuples qui la composent d'être marginalisés par l'essor des pays émergents. Elle n'est jamais aussi rayonnante que lorsqu'elle s'ouvre à l'extérieur*

L'Europe cherche sa voie en renouant les fils de l'histoire. Elle a souffert sous les coups des idéologies, de deux conflits mondiaux et de la guerre froide. Depuis la disparition du rideau de fer, elle est en quête d'un destin. Elle est menacée de marginalisation avec l'essor des pays émergents et le face à face annoncé entre la Chine et les Etats-Unis. Refonder une communauté de destin est indispensable pour être un acteur de la mondialisation et offrir de nouvelles perspectives aux peuples qui composent cet espace unique qui s'étend du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne à la Russie, de la Suède, de la Norvège, de la Pologne, de l'Estonie à la Grèce et à l'Italie... L'Europe est plurielle et cela a toujours été son problème. La reconnaissance des diversités n'a jamais été une constante mais ce sont bien ses différences qui ont fait l'épanouissement de l'Europe. Elle n'est jamais aussi rayonnante que lorsqu'elle s'ouvre sur l'extérieur, quand elle favorise les échanges, quand elle prône la liberté. La Renaissance, le siècle des Lumières, la Révolution industrielle ont été ses marques de noblesse, aussi bien dans le domaine des arts que des sciences et des techniques. Par son bouillonnement créatif, l'Europe ne peut se résumer à Londres, Paris, Berlin, Milan ou Saint-Petersbourg. Elle doit sa richesse à ses penseurs, ses chercheurs dont l'influence dépassait les frontières.

*La Russie est à la fois proche et lointaine, tout en ayant joué constamment un rôle essentiel dans la vie du continent, avec des alliés de raison plus que de réels partenaires*

L'URSS a disparu le 8 décembre 1991 en mettant un terme au régime communiste en place depuis 1917. Cette rupture n'avait pas été anticipée par les occidentaux. La réouverture au monde de la Russie n'a pas permis de lever tous les préjugés ; bien au contraire, elle en a créé d'autres. La Russie est tout à la fois proche et lointaine, proche, à quatre heures d'avion de Paris, lointaine car elle n'est pas encore une destination touristique ou commerciale classique pour les Français. Il y a tout à la fois un phénomène d'attraction et de distanciation face à la Russie.

Notre grand voisin a toujours joué un rôle clef au sein du continent européen. Des guerres napoléoniennes à la seconde guerre mondiale, la Russie a été au cœur des conflits qui ont marqué notre histoire contemporaine.

Si le Royaume-Uni a toujours la réputation du splendide isolement ou du partenariat privilégié avec les Etats-Unis, les autres grands pays du Continent, l'Allemagne, l'Italie, la France et la Russie ont construit par influences successives une culture qui leur est propre. Pourtant, ces deux derniers se connaissent mal. Fortement marqués par leur culture nationale, par l'importance donnée à la souveraineté et à l'indépendance, la Russie et la France ont été plus des alliés de raison que de réels partenaires. Après l'apparition au cœur de l'Europe de l'Allemagne, après son unification en 1871, la Russie devient un partenaire privilégié de la France dans le cadre d'une alliance de revers. Après 1958, le Général de Gaulle développe les relations avec l'URSS afin de contrebalancer l'hégémonie américaine. Aujourd'hui, la raison tout comme l'amitié qui lie les deux nations, doivent nous conduire à développer un réel partenariat gagnant-gagnant pour les deux parties.

## **1. La Russie a toujours été une puissance européenne proche de la France**

Placés de part et d'autre de l'Europe, la Russie et la France entretiennent des relations anciennes et fortes. L'attraction entre les deux pays se manifeste à de nombreux niveaux, diplomatique, commercial et culturel. Plus largement, la Russie a été un des principaux acteurs du continent européen à travers les siècles. Elle est partie prenante des alliances et des contre alliances. La vie européenne a tourné autour de la France, de la Russie, du Royaume-Uni et à partir de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle autour de l'Allemagne et de l'Italie qui ont supplanté l'Autriche. La Russie s'est éloignée de la partie occidentale après la révolution de

1917 même si de fait, elle était au cœur du clivage qui en a résulté. Les Européens restent marqués par la confrontation Est/Ouest qui a entraîné une extra-territorialisation de la Russie devenue puissance mondiale. La fin de l'URSS, il y a déjà 20 ans, n'a pas permis une réintégration de la Russie dans le jeu européen. La Russie est un territoire de mystères, de légendes. De la présence des cosaques en 1814 sur les Champs Elysées à la peur de l'invasion des chars russes après 1945, il y a toute une mythologie sur la Russie. Les différends passés ne doivent pas masquer l'interdépendance des cultures et le rang que la Russie occupe en Europe.

*Une histoire mouvementée du nomadisme  
des grandes invasions à la naissance  
d'un premier Etat russe*

L'Europe d'après la chute de l'Empire romain est marquée par les migrations de peuples provenant de l'est, de l'Asie. Les territoires de la Russie furent les premiers concernés par ses invasions qui ont atteint toutes les rives européennes. Dans cet immense territoire aux frontières longtemps incertaines, la steppe méridionale, zone de passage entre l'Asie et l'Europe qui ouvre sur la mer Noire, apparaît la première dans l'histoire. De grands empires s'y développent, sur une longue période, tels que les Cimmériens, les Scythes, les Goths, les Huns et les Khazars entre 1200 avant Jésus-Christ et 970 de notre ère. Il s'agit de populations nomades qui ajoutent aux techniques venues d'Asie centrale la culture des Etats méditerranéens. Ainsi, la civilisation de l'antiquité classique s'est transmise par les villes grecques du Pont fondées aux VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles avant J-C. et par le royaume hellénistique du Bosphore Cimmérien. Les apports culturels ne cessent de se multiplier. Les Slaves, longtemps en butte à la tyrannie des Goths et des Huns, vont s'émanciper de cette tutelle et coloniser peu à peu toute la plaine qui s'étend de la Baltique à l'Oural, de l'océan arctique à la mer Noire. Ils vont assimiler des peuples sans culture originale tels que les Baltes ou les Finnois. Ils progressent le long des fleuves et des rivières, fondent des centres commerciaux. Pacifiques, ils entretiennent de bonnes relations avec les tribus qu'ils rencontrent. Vers 780, des aventuriers scandinaves que l'on appelle « Varèges » ou « Russes » déferlent par la Volga et le Dniepr et s'emparent des principales cités. Ils attaquent Constantinople et conquièrent Kiev, avec une figure légendaire, Askold. Un « état russe » de fait prend

naissance sous l'hégémonie de Kiev avec l'assimilation des slaves, d'abord considérés comme des vassaux, mais que leur sens du commerce a très vite émancipés. Les échanges entre la Scandinavie et Byzance sont en plein essor. Vladimir 1<sup>er</sup> le Grand, prince de Novgorod, apparaît comme le vrai fondateur de l'Etat russe ; après avoir pacifié le pays, il s'assure une place dans la chrétienté en se faisant baptiser afin de pouvoir épouser une princesse byzantine.

L'épanouissement de la Russie connaît alors une double menace : les invasions mongoles avec Gengis Khan, se traduisent en 1240 par la destruction de Kiev qui mettra des siècles à se relever. Auparavant la chute de Constantinople et la création d'un empire latin en 1204 a donné l'impression que l'église romaine (qui commence l'évangélisation de la Baltique par les Allemands) pourrait déboucher sur une véritable conquête de la Russie par les Occidentaux. Il n'en sera rien, car la Russie est entrée dans une période de déclin. En dehors de Novgorod qui colonise le nord du pays, les villes restent peu actives. La civilisation en pâtit. Les propriétés sont de plus en plus morcelées à chaque succession et se réduisent souvent à la taille d'un domaine.

*Une effervescence artistique et culturelle  
dès le quinzième siècle, avec l'afflux des  
artistes italiens qui embellissent Moscou.  
Ivan IV prend le titre de « tsar de toute  
La Russie »*

Ses deux successeurs vont placer la Moscovie au premier plan. Ivan III se voit reconnaître comme le souverain de toute la Russie, après avoir annexé la plupart des principautés voisines. Certains princes abandonnent la Lituanie pour se rallier au nouvel homme fort. Il se considère comme l'héritier des empereurs byzantins et développe une forte tendance à l'absolutisme. Il est à l'origine des premières structures politiques de la Russie unifiée avec des bureaux et une assemblée, la douma, où se réunissent les boyards et les hommes de l'entourage. Cette évolution se poursuit avec son successeur qui accentue encore le caractère absolutiste. Mais la sécurité qui règne alors que les pillards d'autrefois ont totalement disparu favorise une effervescence intellectuelle et artistique, parfois qualifiée de « renaissance russe ». Moscou, embellie dès le 15<sup>e</sup> siècle par les architectes et les peintres

voit les artistes italiens affluer pour reconstruire les églises et le Kremlin en s'inspirant des traditions russes.

Avec l'accession d'Ivan IV, on atteint une situation extrême. Son surnom de « le terrible » n'est pas un vain mot. A son couronnement, il prend le titre de « tsar de toute la Russie ». Il distribue à sa garde personnelle les terres qu'il enlève aux princes et qui représentent la moitié de la superficie du pays. Sa morgue et ses méthodes indisposent l'Occident qui entretenait de bonnes relations avec Ivan III. Un blocus de la Moscovie est organisé pour priver le pays des armes et des ingénieurs de l'Europe. Ivan le Terrible se rapproche des Anglais qui viennent de d'atteindre la mer Blanche en 1553 et les Hollandais qui fondent Arkhangelsk. Mais il n'est pas de taille à lutter contre une coalition qui unit le Danemark, la Suède, la Lituanie et la Pologne. Il doit même céder des terres à la Suède après une guerre interminable. Mais il prend sa revanche en Asie et ouvre aux colons russes les terres noires de la Volga et du Don. La Pologne empêche la percée sur la Baltique. Elle profite de la disparition d'Ivan IV et de son remplacement par des personnages falots pour réaliser à son profit l'union avec la Russie et le ralliement des Russes à l'église romaine par l'union de Brest qui consacre la conversion au catholicisme de la hiérarchie orthodoxe et de la majorité des princes russes de Lituanie. Face à la dégradation de la situation en raison des querelles pour s'emparer du trône, les Polonais interviennent, occupent Moscou et font proclamer tsar Ladislas, fils du roi de Pologne par les boyards.

### *1.1. La France et la Russie, un couple de mille ans*

A travers les relations entre la France et la Russie, c'est l'histoire de l'Europe qui se déroule. Il n'y a pas de relations franco-russe sans que puisse être prises en compte les relations avec la Prusse, puis l'Allemagne, avec l'Autriche, la Pologne ou avec le Royaume-Uni. Ce rapport entend rendre compte de l'importance de la Russie dans le concert européen tout en se focalisant sur les relations franco-russes.

*Les relations diplomatiques anciennes ont toujours été maintenues quels que soient les régimes en place, même dans les période les plus délicates.*

A l'époque des rois, les liens commencent avec les mariages. C'est ainsi qu'en 1051, Anne Laroslavna, fille du prince de Kiev Laroslav le Sage, épouse le Roi de France, Henri 1<sup>er</sup>. De ce mariage est issue une lignée de rois de France dont Philippe 1<sup>er</sup> couronné en 1059. Le Tsar, lors de son accession au trône, envoyait des coursiers au Roi de France pour lui annoncer la nouvelle. Les relations commerciales entre les deux nations ont pris forme autour de traités d'amitié et de commerce. Le premier fut signé sous Louis XIII. Un second traité de commerce fut négocié par Louis XIV.

En 1717, Pierre 1<sup>er</sup> effectue une visite officielle en France et en 1721, Jacques de Campredon après avoir négocié la paix entre la Russie et la Suède devient le premier ministre plénipotentiaire de la France en Russie. En dehors des périodes de conflit, les visites des chefs d'Etat dans chacun des pays sont nombreuses. La Russie a participé activement à toutes les grandes expositions universelles organisées par la France notamment celles de 1867, de 1878 et de 1900.

*Au 19<sup>ème</sup> siècle, l'histoire a été agitée entre les deux pays en raison de la présence de deux hommes d'exception, Alexandre 1<sup>er</sup> et Napoléon 1<sup>er</sup> qui vont rythmer des Relations complexes faites d'attirance, de méfiance, d'admiration et de rejet*

La France et la Russie ont été souvent alliées même si elles se sont parfois opposées. Il n'en demeure pas moins que même en période de conflit, une admiration respective demeure la règle. L'histoire est agitée, en particulier, au début du 19<sup>ème</sup> siècle avec les confrontations entre deux hommes d'exception, Alexandre 1<sup>er</sup> et Napoléon 1<sup>er</sup>.

Par définition, hors situation exceptionnelle durant le 1<sup>er</sup> Empire, les deux pays n'ont pas de conflits territoriaux à la différence de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie ou de l'Empire Ottoman. Ce sont les alliances et les intérêts croisés qui sont à la base des conflits qui ont émaillé les deux pays.

La première coalition à laquelle la France et la Russie avec l'Autriche participent date de 1757 au temps de l'Impératrice Elisabeth Petrovna avec comme adversaire, la Prusse. La France et la Russie s'engagent ainsi dans la « Guerre de Sept ans ». La première grande rupture intervient en 1793 avec dénonciation du traité de 1787. Les navires français sont



interdits de pénétrer dans les ports russes. Le climat révolutionnaire en France, avec la Terreur, explique cette rupture.

De 1799 à 1815, la vie des deux pays est rythmée par les relations complexes des deux empereurs, Alexandre 1<sup>er</sup> et Napoléon 1<sup>er</sup>. Attirance, méfiance, admiration, détestation, ils ont partagé tous les sentiments. Il y avait sans nul doute du respect entre ces deux grands stratèges. De part et d'autres, de grandes victoires : en avril 1799, le maréchal Souvorov l'emporte en Italie à Adda tout comme à Novi ou à Trébie. A cela répondent les succès de Masséna à Zurich et de Brune à Bergen.

*Une rivalité accrue entre la France et la Russie  
se développe pour dominer le continent  
tandis que la mer est abandonnée aux Anglais*

L'opposition entre la France et la Russie s'explique par le fait que les deux puissances dominant l'Europe continentale laissant les mers aux Anglais. L'affaiblissement de l'empire autrichien et les divisions allemandes rendent la concurrence entre les deux Etats difficilement gérable. La Russie est devenue alors par la croissance de ses territoires et son essor démographique la première puissance d'Europe. Alexandre 1<sup>er</sup> emploie ses immenses ressources à tenter de devenir l'arbitre du continent. Il fait des avances à Bonaparte pour partager avec lui ce rôle, les deux hommes ont des rapports complexes, faits d'attirance mutuelle, de méfiance derrière une admiration réelle. Un traité d'amitié est signé à Paris en 1801, mais la politique hégémonique de la France finit par inquiéter Alexandre qui se sent dépassé. Il rompt les relations diplomatiques en 1804 et participe aux troisième et quatrième coalitions. Le 2 décembre 1805, les armées russes et autrichiennes sont battues à Austerlitz. Un armistice est signé, mais les hostilités reprennent rapidement et se traduisent par les défaites d'Eylau et de Friedland pour les armées de la coalition. Un traité de paix et d'amitié est signé cette fois à Tilsitt. Napoléon et Alexandre 1<sup>er</sup> se rencontrent à Erfurt en 1808 pour fortifier la paix, par le traité de Vienne en 1809. Cette paix sera fragile. L'alliance franco-russe va voler en éclat, lorsqu'Alexandre, qui venait de détacher la Suède du camp français, somme Napoléon de retirer toutes ses troupes d'Allemagne. Pour toute réponse, l'empereur part le 9 mai pour l'Allemagne et prend le 20 mai la tête de la Grande Armée. La guerre est déclarée le 22 juin 1812. Les troupes françaises entrent dans Moscou le 18

septembre. L'incendie de la ville aux trois quarts, le harcèlement d'une armée russe qui avait pratiqué la tactique de la terre brûlée, des températures exceptionnellement basses à partir de novembre entraînent la retraite de Russie et le début de la chute de l'empire. Alexandre se sent assez fort pour libérer toute l'Europe avec l'appui de la Prusse, puis de l'Autriche, ainsi que les Etats allemands. L'armée russe entre ainsi à Paris en avril 1814. L'intermède des 100 jours débouche sur la défaite de Waterloo le 18 juin 1815 et l'occupation d'une partie de la France par 250 000 militaires russes. L'évacuation définitive du territoire est effective le 30 novembre 1818. Les traités de Vienne de 1815 consacrent l'avance russe vers l'ouest. Alexandre se proclame roi de Pologne. Il se pose en garant de la paix en Europe.

Il est à noter que sous Napoléon 1<sup>er</sup>, un autre corse joue le rôle de conseiller auprès d'Alexandre 1<sup>er</sup>, Charles André, comte Pozzo di Borgo. Son rôle fut important dans la campagne de Russie et dans la négociation de la paix après la chute de l'Empereur des Français.

*Les relations se normalisent dans la deuxième partie du siècle tandis que le premier emprunt russe est lancé en France en 1888.*

Les relations se normaliseront après la Guerre de Crimée qui voit les deux anciens rivaux, le Royaume-Uni et la France s'allier contre la Russie en 1854. Napoléon III et Alexandre II se rencontrent à Stuttgart en 1857. C'est le début d'un rapprochement entre les deux Etats qui se manifeste par la visite du Tsar en France en 1867 pour l'Exposition Universelle. La défaite de la France face à la Prusse en 1871 et l'avènement de la 3<sup>ème</sup> République ne modifie pas ce processus d'alliance. En 1888, le premier grand emprunt russe est lancé afin d'accélérer le développement industriel de la Russie. En 1891, l'alliance franco-russe est signée avec comme symbole la visite de la flotte française à Cronstadt. En 1893, c'est au tour de la flotte russe de se rendre à Toulon. De 1896 à 1914, les visites de chefs d'Etat sont régulières et aboutissent à un affermissement des relations diplomatiques, militaires et économiques des deux pays.

*Ponts devenus L'amitié retrouvée prend l'aspect de deux célèbres, sur la Seine et la Neva*

Un des symboles de l'amitié de cette fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du début du 20<sup>ème</sup> siècle prend la forme de deux ponts, l'un enjambant la Seine, le Pont Alexandre III, inauguré pour l'Exposition universelle de Paris en 1900, la première pierre fut posée par le tsar Nicolas II de Russie en 1896. A ce pont, répond celui de « la Trinité » à Saint-Pétersbourg. Le Pont de la Trinité fut construit en 1897 sur la Neva par l'entreprise française des Batignolles. La première pierre fut posée le 24 août 1897 en présence du président de la république française Félix Faure et de l'empereur Nicolas II dans le cadre de festivités marquant l'Alliance franco-russe et fut inauguré en 1903

*Les deux pays partagent les grandes souffrances du vingtième siècle avec les deux grands conflits mondiaux qui ont ravagé l'Europe, mas qui vont ensuite souder une véritable amitié entre eux*

Les deux pays ont été confrontés de manière terrible aux deux conflits mondiaux du 20<sup>ème</sup> siècle qui ont ravagé l'Europe et ont profondément touché les âmes des deux peuples. Les sacrifices humains, les destructions et l'horreur des combats ont marqué durant des décennies la vie politique, sociale et culturelle des deux nations.

Fidèle à l'amitié franco-russe édiée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la France a été un des premiers pays à reconnaître dès 1924 l'URSS et un pacte franco-soviétique de non-agression et de non-ingérence a été conclu en 1932. En 1935, un traité d'assistance mutuelle est signé par le Président du Conseil, Pierre Laval et l'ambassadeur russe, Vladimir Potemkine.

L'URSS reconnaît en 1941 l'autorité du général de Gaulle et le Comité national de la France combattante, puis en 1943, le Comité français de libération nationale.

En 1944, c'est au tour du gouvernement provisoire de la République Française. Le Général de Gaulle effectue un voyage de 15 jours en Russie du 27 octobre au 13 novembre 1944. Le 10 décembre 1944, un traité franco-soviétique d'alliance et d'assistance mutuelle est signé

par les deux Etats. Il sera dénoncé en 1955 ce qui n'empêchera pas des visites d'Etat en Russie et en France en 1956 et 1960.

### *1.2. La France et la Russie, une relation toujours maintenue après 1917 et après 1947*

A partir de 1917 mais surtout après la seconde guerre mondiale avec la guerre froide, les relations entre l'Europe et l'URSS sont dépendantes des relations entre les deux super grands que sont les Etats-Unis et justement l'URSS. L'Europe est divisée en deux, l'Europe de l'Ouest qui opte pour une alliance avec les Etats-Unis et l'Europe de l'Est qui entre dans le giron de l'URSS. Deux systèmes idéologiques, deux systèmes politiques, deux systèmes économiques se font front avec comme symbole la construction du Mur de Berlin en 1961. Les échanges entre les deux blocs se réduisent au strict minimum.

Cette séparation de l'Europe est une négation de ce qu'elle a été, une zone d'échanges certes pas toujours pacifiques.

*En voulant s'affranchir de la tutelle américaine,*

*Le Général de Gaulle met l'accent sur le*

*Réchauffement des relations avec Moscou*

Pourtant, le retour du Général de Gaulle au pouvoir, en 1958, entraîne un renforcement sensible des relations entre les deux Etats. Le Général de Gaulle souhaite s'affranchir des Etats-Unis et jouer un rôle de médiateur entre les deux grands. Cette volonté se traduit par plusieurs déplacements et notamment celui de 1966 qui se conclut par une déclaration franco-soviétique du 30 juin qui crée la chambre de commerce franco-soviétique dont le siège est à Paris et une représentation à Moscou. Cet accord a été durant un quart de siècle à la base des échanges économiques entre les deux nations.

Les rencontres entre les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont maintenues malgré la guerre froide. Il y a toujours eu une volonté de maintenir des relations entre les deux nations.

*La fin de l'URSS et le passage des anciens Etats du pacte de Varsovie à l'économie de marché, modifie la donne et conduit à écrire un nouveau chapitre.*

La fin de l'URSS, le passage à l'économie de marché des Etats anciennement membres du pacte de Varsovie a modifié la donne du continent.

L'Europe terre de conflits a cessé d'être un enjeu pour les deux grandes puissances. Les Etats-Unis bénéficiant alors d'une forte croissance ont été les grands gagnants des années 90. Ils étaient l'unique superpuissance. Le modèle américain est devenu le modèle de référence choisi par les pays d'Europe centrale et de l'Est ainsi que par la Russie. Cette volonté d'imiter les Etats-Unis a débouché sur des déconvenues dans les années 2000. Après le tout américain, les tentations du rempli sur soi sont devenues fortes. Certes l'Union européenne a intégré un très grand nombre des anciens Etats du Pacte de Varsovie mais n'a pas su moderniser ses institutions. Ce qu'elle a gagné en surface, elle l'a perdu en efficacité.

*La France entre deux eaux  
après la chute de l'URSS, retrouve  
une nouvelle ambition depuis 2009*

La chute de l'URSS a modifié les rapports entre la France et la Russie. La France a perdu son rôle d'intermédiaire privilégié. Dans un premier temps, la Russie d'Eltsine a développé les liens avec les Etats-Unis. L'Allemagne qui avait été avec la France un des soutiens financiers majeurs durant les dernières décennies a retrouvé toute sa place en termes économiques. La France a négligé la relation avec la Russie. Il a fallu la visite de Nicolas Sarkozy en 2009 à Saint-Pétersbourg pour prendre conscience qu'une nouvelle ère s'ouvrait.

Le 29 octobre 1990, un nouveau traité franco-soviétique est signé et cela pour la première fois depuis 1944. Il sera remplacé en 1992 par un traité franco-russe qui crée notamment le Conseil économique financier, industriel et commercial, CEFIC, qui organise au niveau des

ministères de l'Economie la coopération en la matière. Ce traité prévoit des relations régulières entre les dirigeants des deux pays et une concertation sur les grands sujets.

La France a contribué à la participation de la Russie au G7 devenu G8 ainsi qu'au processus d'adhésion à l'OMC.

Entre une Europe tentée de se refermer sur elle-même et une Russie qui du fait de son positionnement a cherché sa voie entre les Etats-Unis et l'Asie, les relations entre les deux pays ont été moins fortes dans les années 2000 et tout particulièrement sur le plan économique.

Après les attentats du 11 septembre 2001, un Conseil de coopération sur les questions de sécurité entre les deux pays voit le jour afin de renforcer le dialogue stratégique.

La France et la Russie, en particulier en ce qui concerne la guerre en Irak, prennent de plus en plus de positions communes, positions également partagées avec l'Allemagne.

Cette communauté de vue s'est exprimée le 19 octobre 2010 à Deauville dans le cadre d'un sommet réunissant Angela Merkel, Dimitri Medvedev et Nicolas Sarkozy.

A cette occasion, les chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé leur engagement en faveur du renforcement du partenariat stratégique entre l'union européenne et la Russie. Ils ont également exprimé leur soutien aux négociations en cours sur le nouvel accord UE-Russie, à la mise en œuvre de l'initiative "Partenariat pour la modernisation", ainsi qu'à la coopération dans les domaines de la sécurité et de la politique étrangère.

Afin de donner du sens à ce partenariat, ils ont vivement souhaité que des progrès soient accomplis pour définir les étapes d'un régime de circulation sans visa lors du sommet UE-Russie.

L'Allemagne, la France et la Russie soutiennent la vision stratégique d'un espace commun fondé sur les valeurs de la démocratie et de l'Etat de droit et dans lequel les personnes, les biens, les services et les capitaux circuleraient librement.

Conformément au principe selon lequel la sécurité de tous les Etats de la communauté euro-atlantique est indivisible, le Président Nicolas Sarkozy, le Président Dimitri Medvedev et la

Chancelière Angela Merkel ont également réaffirmé leur engagement à travailler ensemble sur les questions de sécurité dans les zones euro-atlantique et eurasiennne.

Ils ont appelé au renforcement de la coopération institutionnelle et opérationnelle entre la Russie et l'union européenne, tout comme dans le cadre du Conseil OTAN-Russie, afin de lutter contre les menaces communes qui pèsent sur notre sécurité.

Ils ont convenu d'examiner la possibilité d'une coopération plus étroite, susceptible de contribuer de manière très concrète à la confiance mutuelle et de faciliter l'action collective dans le domaine de la prévention et de la gestion des crises.

*L'année croisée franco-russe en 2010*

*Laisse entrevoir de nouveaux progrès dans la coopération.*

Les relations entre la France et la Russie se sont affermies en 2010 avec l'année croisée franco-russe ponctuée par plusieurs rencontres au sommet entre les chefs d'Etat et chefs de gouvernement.

Nicolas Sarkozy à l'occasion de son déplacement à Saint-Pétersbourg en juin a déclaré « qu'entre nos deux pays, entre nos deux peuples, il existe une soif réciproque de l'autre, qui s'est nourrie de l'histoire et de la culture. Le succès de l'année croisée France-Russie en apporte une confirmation éclatante. Ces relations privilégiées entre nos deux pays s'appuient désormais également sur des relations économiques en plein essor ». Il a également affirmé qu' « il n'y a plus de nuage entre la France et la Russie ». Il a ajouté que « l'Europe et la Russie doivent travailler de façon stratégique, de façon très proche et dans un rapport de confiance ».

Le 25 août 2010, devant l'ensemble des ambassadeurs français réunis à Paris, le Président de la république a déclaré « avec la Russie, nos intérêts sont communs et doivent permettre de développer un partenariat sans précédent pour la sécurité de l'espace euro-atlantique ».

## **2. La culture européenne, ciment de l'espace euro-russe à travers l'exemple des relations franco-russes**

## *2.1. Des échanges culturels anciens et résistants aux vicissitudes de l'histoire*

« La Russie, c'est l'Europe et l'Europe sans la Russie, n'est pas l'Europe ». En matière culturelle, cette maxime est une évidence.

La culture russe est partie prenante de la culture européenne. Que ce soit en littérature, dans l'architecture, la peinture ou le cinéma, les artistes russes ont toujours exercé une influence de premier plan. Le rôle de l'Etat et de l'Eglise n'y sont pas étrangers.

*Le point commun entre les cultures européennes est la combinaison entre l'universalisme et le pluralisme*

La France et la Russie sont deux pays à forte densité culturelle. Ils ont en commun l'art du roman, de la peinture, le sens de l'histoire et une passion pour la politique. La culture européenne repose, depuis la Renaissance, sur l'imbrication tumultueuse d'influences diverses en provenance non seulement de tous les grands sous-ensembles du continent mais aussi de l'extérieur. La force de la culture européenne se trouve dans le pluralisme, dans la polyphonie des idées et des valeurs et dans le respect des différences. L'Europe a disparu quand elle a nié ce droit à la différence. Le point commun entre les cultures russe, allemande, anglaise, italienne, c'est la combinaison de l'universalisme et du pluralisme. Le doute, l'esprit critique caractérisent cette culture européenne symbolisée par Hegel, Kant, Descartes, Dostoïevski ou Kundera.

*La culture russe est un des piliers majeurs de la culture européenne, influencée par les Français qui avaient fui les persécutions religieuses*

La Russie a en commun avec la France la peur de la perte de souveraineté. Si les influences sont admises, elles ne doivent pas devenir envahissantes faute de quoi une réaction se produit. La Russie aime la polyphonie en matière culturelle afin de développer son propre esprit, la culture slave qui intègre et digère les éléments extérieurs. Ainsi, la Russie a su



puiser pour fonder sa culture parmi des éléments propres à l'esprit français et allemand mais ce qui fait sa richesse, c'est son enracinement dans le territoire, dans l'espace russe avec son climat, ses distances, ses villes. Les personnages de Dostoïevski ou de Tolstoï ne peuvent pas être rattachés à l'esprit français ou allemand ; ils sont avant tout russes mais aussi européens. La culture russe, à travers l'histoire, constitue un de piliers majeurs de la culture européenne.

De tout temps, les échanges culturels entre la France et la Russie ont été nombreux. Du fait de la présence de Français, protestants et normands en particulier, fuyant l'oppression dans leur pays, la culture française s'est diffusée largement dans de nombreuses régions russes. Les premières vagues migratoires commencent à la fin du 17<sup>ème</sup> et au début du 18<sup>ème</sup> siècles. Si les catholiques qui émigrent ne connaissent pas le Russe, il en est tout autrement pour les huguenots qui pratiquent plusieurs langues. Les huguenots occupèrent des postes importants dans la marine (Villebois, de Brigny) mais également dans le secteur médical (Lestocq), l'industrie (Montbrion). A partir du milieu du 17<sup>ème</sup> siècle, l'apprentissage du Français se développe au sein des établissements scolaires réservés à l'élite. Ainsi, au collège de l'Académie des Sciences, la moitié des jeunes cadets avaient choisi le Français. A la cour, le Français devient surtout à l'accession au trône d'Elisabeth, une langue fréquemment usitée. Les diplomates, les médecins l'utilisent fréquemment. En 1742, une troupe de la Comédie Française joue en Russie en français, car le public comprend la langue. A partir de 1730, de nombreux Français occupent des emplois dans les maisons de la grande noblesse russe. Toutes les professions y sont représentées, les cuisiniers, les perruquiers, les confiseurs, les précepteurs...

## *2.2. Les idées des philosophes des Lumières se diffusent dans l'élite russe*

Il est indéniable que Louis XIV et le grand siècle ont joué un rôle majeur dans la construction des relations de la France et de la Russie. Il y a une volonté manifeste de connaissances, de concurrence entre les deux pays qui perdura pendant deux siècles. Pierre le Grand décida d'ouvrir la Russie à l'Europe et de l'imposer dans le concert des nations européennes.

Ce souverain a tiré profit des découvertes techniques européennes pour les adapter à la Russie afin d'engager un puissant processus de modernisation. Il importa de la France l'Académie et le zoo.

L'attrait de la France se renforce après le décès de Pierre le Grand. La France qui est au sommet de sa puissance constitue pour de nombreux intellectuels russes un modèle. Lomonossov écrit : « La vraie puissance de la France, qui lui a assuré son rayonnement, elle la doit aux sciences, avant tout à celle de la langue, épurée et ornée toujours plus, grâce à l'œuvre d'habiles écrivains. » C'est en France que Trediakovski avait découvert, à la Sorbonne et au Collège de France, les vertus de la langue, son importance dans la formation de la culture nationale. L'Assemblée russe fondée par Trediakovski, en 1735, s'inspire de l'Académie française.

Les revues qui se créent, au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle ainsi que le théâtre d'État fondé en 1756 portent à la connaissance de la société russe la culture française. La première revue fondée en Russie l'a été par un Français et a été rédigée en français. En réaction à la progression de la langue française, plusieurs revues et courants de pensée tentent de limiter l'influence de cette langue.

### *Catherine II multiplie l'usage du français comme langue de la culture*

Catherine II développe la culture. Catherine II du fait de sa formation joua un rôle important dans le développement de la culture française en Russie. Enfant, elle a été confiée à une huguenote française qui lui apprit la langue et la culture française. Elle fut une grande lectrice de l'Encyclopédie, du Dictionnaire historique et critique de Pierre Bayle, de l'Esprit des lois de Montesquieu et de l'Essai sur les mœurs de Voltaire. Elle manifesta un vif intérêt pour l'histoire d'Henri IV, son monarque favori. Les Lettres de Madame de Sévigné, la Vie des Dames galantes firent partie de ses livres préférés.

Il n'est pas surprenant qu'elle ait confié l'éducation de son fils à d'Alembert.

Elle a aussi entretenu des relations avec Voltaire. Elle échangea pendant quinze ans une correspondance régulière avec le philosophe. De même, elle aida Diderot à payer ses dettes, en le pensionnant. Diderot rêva de mettre en œuvre ses idées sur l'organisation de la société

en Russie. Catherine, pragmatique, considérait que l'état de la Russie ne s'y prêtait pas, mais elle retint plusieurs suggestions. C'est également un sculpteur, Falconet, qui reçut commande d'exécuter le fameux Cavalier de bronze, statue de Pierre le Grand.

Catherine II écrivait en français et Elle traduisait de nombreuses œuvres et favorisait leur diffusion. Elle contribua à propager les idées qui agitaient la France : la liberté d'expression, la limitation de l'autorité du souverain, le doute religieux.

Elle paracheva l'œuvre de Pierre en dotant la Russie de l'Académie littéraire dont l'Assemblée russe avait été la préfiguration. En la créant, en 1783, elle eut pour cette institution la même ambition que le cardinal de Richelieu : « Situer l'existence et les débats d'une assemblée de lettrés dans l'organisation de la société, consacrer la place de l'écrivain dans la nation ».

La période révolutionnaire française fut propice à une diffusion des idées libérales mais aussi à l'arrivée des émigrés. Ce double phénomène favorisera l'usage du français. Le Tsar Paul Ier accueillit avec faveur de nombreux nobles français. Il faut souligner que le futur Roi, Louis XVIII, le prince de Condé, le duc de Châtillon, la princesse de Tarente, le duc de Richelieu firent un passage à Saint-Pétersbourg. L'abbé Nicolle ouvre dans la capitale un collège français où les plus grandes familles russes envoient leurs enfants.

Ce foisonnement de penseurs, d'intellectuels favorisa sans nul doute l'apparition de grands artistes russes au 19<sup>ème</sup> siècle comme Dostoïevski, Tourgueniev, Tolstoï ou Pouchkine>>.

*La culture russe a aussi opéré  
un rayonnement sur la vie  
intellectuelle en France*

Si de nombreux intellectuels français ont séjourné en Russie, il faut souligner également que la culture russe a également imprégné la culture française. De nombreux romanciers russes ou d'origine russe ont été célébrés en France comme le romancier Yvan Tourgueniev, le prix Nobel de littérature de 1933 Yvan Bounine ou l'écrivain Henry Troyat. Il faut également mentionner Diaghilev qui anima un vaste mouvement culturel russe à Paris de 1903 à 1909. En 1903, le salon d'automne rassemble plus de 750 œuvres russes. Rimski-Korsakov,

Rachmaninov et Glazounov se sont fait connaître au théâtre des Champs Élysées. A partir de 1909, les ballets russes rencontrent un important succès en France. Il faut également citer Victor Toujansky, Marina Grey, Gabriel Matzneff ou Andrei Makine dont les livres écrits en Français traduisent avec justesse l'âme russe. De nombreux révolutionnaires russes fréquentèrent également Paris comme Lénine ou Trotski.

Cette vitalité des relations entre la France et la Russie demeure forte comme en témoigne le succès de l'année de la Russie en France et de la France en Russie en 2010.

**FICHE : POINT SUR LES FONDEMENTS GEOGRAPHIQUES DE L'ESPACE EURO-RUSSE (source la Nouvelle Russie de Jean Radvanyi – éditions Armand Colin/Ministère des affaires étrangères)**

La Fédération de Russie après la déclaration de Minsk (8 décembre 1991) et d'Alma Ata (21 décembre 1991) qui fixent les règles de partage des territoires entre les anciennes républiques fédérées de l'ex-URSS, dispose d'un territoire de 17 millions de kilomètres carrés. La Russie, c'est aussi 60 900 kilomètres de frontières dont 20 000 continentales et 40 000 continentales. La Fédération de Russie, c'est dix mille kilomètres d'est en ouest, 5000 kilomètres du nord au sud dans le plus grand développement du territoire en latitude, le long du soixantième méridien de Greenwich. Avec deux prolongements, l'un vers le sud qui dessine les contours de l'Asie, l'autre vers l'ouest où se déploie l'Europe. Plus de soixante mille kilomètres de frontières, dont les deux tiers sont maritimes, en majeure partie dans la zone arctique, le long de mers prises par les glaces pendant la plus grande partie de l'année

La fin de l'URSS a réduit pour les Russes leur territoire de 24 % ce qui peut se comprendre a été mal vécu. Cette réduction a réduit la diversité géographique en privant la Russie de territoires subtropicaux et de plaines fertiles en Ukraine.

*1. La maîtrise des voies d'accès et des frontières*

Les autorités russes ont toujours été confrontées à cet immense territoire, source de fierté mais aussi d'angoisses avec le problème de l'encerclement et celui de l'accès aux mers libres de glace.

La fin de l'URSS a entraîné un éloignement de la Russie de l'Europe médiane avec l'indépendance de l'Ukraine, de la Biélorussie et des pays Baltes. La Russie s'est également éloignée de Moyen Orient avec l'indépendance de l'Azerbaïdjan ou du Kazakhstan.

Les frontières russes bordent désormais la Norvège, la Finlande, les Etats baltes, la Pologne par Kaliningrad, la Biélorussie et l'Ukraine. En partant du sud et en allant vers l'est, la Russie borde la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Kazakhstan, la Chine, la Mongolie et la Corée du Nord.

La Russie a accès à la mer Blanche, aux mers arctiques, à la mer Baltique, à la mer Noire, à la mer d'Azov à la mer Caspienne et à l'Océan pacifique.

La question des frontières et de l'accès aux mer et océan est une question sensible pour la Russie. Il faut souligner que les différends de frontières ont plutôt tendance à s'apaiser. Les vieux conflits avec la Chine, la Mongolie ou la Finlande sont moins d'actualité. La question des îles Kouriles revendiquées par le Japon enveniment encore les relations russo-japonaises. Concernant les litiges entre la Russie et les anciennes républiques fédérées de l'URSS, il demeure encore quelques points de crispations sur lesquelles l'Union européenne a joué un rôle de médiateur.

De même, les conflits sur les eaux territoriales sont en voie de règlement avec les Etats européens limitrophes comme la Suède, la Finlande, la Norvège ou les Etats-Unis. Ils demeurent encore vifs avec le Japon.

## *2. La Russie ou plutôt les Russies*

La Russie n'est comparable à aucun Etat. Ainsi, elle s'étend sur quelques 150°, du 19° de longitude au 169°. En latitude, elle s'étend du 41° au 81°. La Russie, c'est 11 % des terres émergées. Cette immensité est un atout pour la Russie en termes de richesses, de protection (cette immensité a contribué aux défaites de Napoléon et d'Hitler) mais bien évidemment un défi à travers le contrôle et la valorisation des territoires.

La Russie est un pays continent qui compose de quatre grands ensembles régionaux. La plaine russe entre les frontières occidentales, l'Oural et la mer Caspienne, les pays du Caucase, l'Asie moyenne entre la Caspienne et la haute Asie, la Sibérie, entre l'Oural et l'océan Pacifique.

La plaine russe, qu'on appelle encore la table, est l'achèvement oriental du continent européen. Sa structure géographique et son relief sont beaucoup plus simples que ceux du reste du pays. Le relief est modéré sauf aux extrémités. Le climat est continental : les écarts

de température peuvent atteindre trente degrés avec des hivers relativement rudes et des étés chauds, avec toute une gamme de climats régionaux qui ont leur influence sur la végétation et les sols.

La zone de la steppe ressemble à la prairie américaine, propice au développement de l'agriculture avec les fameuses « terres noires » (tchernozioms).

La plaine russe dispose d'importantes ressources minières, charbon, minerais, pétrole. La majeure partie de la population russe y vit. C'est là que l'on trouve la plus grande continuité avec l'Europe.

L'Oural marquait pour le général de Gaulle la limite du continent européen. Au-delà, c'était l'Asie. Cette limite est plus théorique que réelle, surtout aux latitudes moyennes. Sur le plan économique, l'Oural est directement rattaché à la partie européenne de la Russie.

Le Caucase représente la deuxième unité géographique, avec une grande arête montagneuse dominant une dépression complexe, abritant des populations qui ont gardé des particularités tenaces. Le climat est subtropical, les gisements de minerais abondants, notamment pour des métaux rares.

Troisième région, l'Asie moyenne, est délimitée à l'ouest par la mer Caspienne, au nord par le grand plateau du Kazakhstan, au sud par une chaîne de montagnes qui la sépare de l'Iran. C'est une grande dépression aride continentale, avec des hivers rigoureux et des étés chauds, parcourue par de longs fleuves. Elle est devenue la principale région productrice de coton et d'exploitation de minerais, mais la population reste limitée en nombre par rapport à l'étendue du territoire.

La Sibérie représente la quatrième région, la plus étendue, mais la rigueur du climat limite à la frange sud un peuplement continu. On distingue trois régions : la Sibérie occidentale entre l'Oural et l'Ienisseï, qui est une vaste plaine, la Sibérie centrale entre l'Ienisseï et la Léna, qui se compose surtout de plateaux, la Sibérie orientale, zone de chaînes plissées dépassant trois mille mètres d'altitude en moyenne. Ces régions disposent d'abondantes ressources

minières qui sont loin d'être totalement recensées. Elles constituent un fabuleux réservoir de richesses dont l'intérêt apparaîtra au fil du temps, en raison de l'élévation du niveau de vie dans le monde émergent notamment, qui accroît les besoins, alors que les ressources de la planète font déjà apparaître des risques de pénurie dans certains domaines. Le développement rapide des techniques va permettre à terme d'ouvrir de nouveaux chantiers dans des régions qui paraissaient inaccessibles en raison des rigueurs du climat. La Sibérie apparaît ainsi comme un des réservoirs de richesse les plus prometteurs que pourraient se disputer l'Europe et l'Asie. La première paraît pour l'instant plus favorisée par la continuité géographique que la seconde.

### *3. La Russie, des contraintes naturelles à la hauteur de l'immensité du territoire*

La Russie par son positionnement géographique, par la masse de son territoire est un pays du froid. L'éloignement de la mer, les barrières rocheuses en son sein ou celles qui l'entourent génèrent des conditions climatiques hostiles. Au mois de janvier, plus des deux tiers du territoire enregistrent des températures inférieures à -20 degrés et près de six mois de gel consécutifs. Au centre de l'Asie, la température peut descendre en dessous de 50 degrés. A Moscou, les minimas dépassent -40 degrés. La grande majorité des fleuves et des rivières sont gelés en hiver. La nuit polaire constitue une autre spécificité de la Russie. A Moscou, l'hiver, la nuit tombe à partir de 15 heures. Avec le développement des villes, les Russes ont pu atténuer les contraintes liées au froid et à l'hiver.

L'été est chaud avec des températures qui peuvent atteindre 40 degrés dans la partie européenne. Les pluies sont orageuses. Les risques d'incendies sont importants. L'Oural joue le rôle de barrière climatique ; au-delà la faiblesse des pluies rend la culture difficile.

Les marges de la Russie offrent des climats moins hostiles. Il en est ainsi au nord-ouest avec la région de Kaliningrad, celle de Saint Petersburg qui offre un climat froid tempéré ou celle du littoral pontique protégé par les montagnes du Caucase.

### *4. La Russie est une terre de contraste*



La Russie est un pays qui doit faire face au risque de pénurie d'eau du fait du climat sec ou froid mais c'est aussi le pays qui dispose des premières réserves d'eau douce au monde avec notamment le lac Baïkal. La Russie se caractérise également par ses fleuves qui sont orientés essentiellement sud-nord. Il faut citer la Iénisseï qui s'étire sur 5 940 kilomètres, la Léna avec 4 337 kilomètres, l'Ob, 5 410 kilomètres, l'Amour avec 4 440 kilomètres, la Volga avec 3 531 kilomètres ou l'Oural avec 2 428 kilomètres.

La Russie dispose d'une grande variété de types de sols ou de formations végétales. Les terres arables représentent 6,8 % du territoire et doivent être de plus en plus gérées avec une prise en compte de l'environnement. Les Terres noires offrent des terroirs d'une très grande richesse à la Russie. Ils représentent 24 millions d'hectares au sein de la partie européenne. Au sud de l'Oural, il y a également 8,5 millions d'hectares de terres noires et 8,6 millions en Sibérie méridionale.

La Russie, c'est aussi la taïga, la toundra, les paysages de moyennes montagnes, des forêts qui occupent 45 % de la surface totale. Les marécages représentent 225 millions d'hectares soit 13 % du territoire.

L'immensité géographique, la diversité des sols, des climats font de la Russie un pays unique qui de plus en plus prend en compte cette richesse et la nécessité de la préserver. Les Russes ont mis des siècles pour découvrir leur territoire et tenter de le maîtriser. Aujourd'hui, tout comme les Européens de l'Ouest, la notion de développement durable prend toute sa valeur car l'immensité est un des meilleurs atouts de la Russie.

La Russie est européenne de part la position de ses principaux centres de décision et en premier lieu de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Son théâtre d'action est également européen. L'histoire des derniers siècles montrent que la Russie est avant tout un acteur européen qui du fait de sa taille, de son poids et de son positionnement concourt tout comme d'autres Etats au concert mondial des nations. Son rôle de super-grand lui a conféré une place particulière après la seconde guerre mondiale. Il n'en demeure pas moins que la Russie a tout intérêt sur un point de vue politique de s'associer avec les Etats européens afin de peser face à la Chine, l'Inde ou les Etats-Unis. Le monde du 21<sup>ème</sup> siècle est celui des

empires démographiques. Il faut à la fois avoir une puissance économique, une puissance militaire mais aussi la taille démographique. La Chine, l'Inde, le Brésil ou les Etats-Unis en sont les preuves. L'Europe au sens large du terme doit faire face à un déclin démographique qui peut à terme la rayer de la carte géostratégique. C'est pourquoi associer la Russie et l'Union européenne permettrait de renforcer notre poids sur l'échiquier mondial. L'Europe a perdu du temps du fait de problèmes de logistique interne. L'élargissement, la monnaie unique et maintenant la question des dettes souveraines accaparent le temps et l'énergie des dirigeants au détriment des relations extérieures à l'Union. Elargir la vision de l'Europe comme le propose ce rapport permettrait de se dégager du quotidien en prenant de la hauteur et en ramenant à leur juste proportion les divisions internes à l'Union européenne.

## **FICHE : POINT SUR LES ORGANISMES ET LES POLITIQUES DE COOPERATION EN EUROPE**

SOURCES MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES/WIKIPEDIA

---

Après plus de 1000 ans de relations fructueuses mais parfois compliquées, nous devons dépasser nos préjugés respectifs et bâtir une nouvelle forme de coopération à la hauteur de nos ambitions.

L'Europe est parcourue de nombreuses institutions dont certaines sont issues de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide. Après 1945 et surtout 1947, à l'ouest, la coopération vise tout à la fois de faciliter la reconstruction, d'éviter la réédition d'un nouveau conflit et de lutter contre le communisme.

Soixante ans après, il est à noter que malgré la chute du communisme, les cicatrices du passé ont du mal à se fermer. Comme à l'ONU, nous vivons encore sur les schémas du passé avec comme conséquences des incompréhensions et une inadéquation des outils diplomatiques avec la réalité économique et social du terrain.

### **LA COOPERATION EN EUROPE**

#### **Le Conseil de l'Europe**

47 Etats sont membres du Conseil de l'Europe dont le siège est à Strasbourg. Il regroupe la quasi-totalité du continent européen dont la Fédération de Russie et de nombreux Etats issus de l'ex-URSS. Créé le 5 mai 1949 par le Traité de Londres par 10 Etats fondateurs, le Conseil de l'Europe est la doyenne des organisations de coopération sur le continent européen. Son objectif est de favoriser en Europe un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu. Le Conseil de l'Europe a créé la Cour européenne des droits de l'Homme. Elle est à l'origine de nombreux textes, conventions et accords dont la Convention européenne des droits et de l'homme et la charte sociale européenne. Le Conseil de l'Europe a décidé de s'ouvrir aux Etats d'Europe d l'Est dès le

mois de juin 1989. Le Conseil de l'Europe est une organisation de discussion et de négociation. <

## **L'OTAN**

L'OTAN compte 28 Etats membres.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été créée en 1949 avec un triple objectif :

- Instituer une coopération politique et militaire entre les pays occidentaux
- Organiser militairement l'Europe en intégrant l'Allemagne de l'Ouest
- Constituer une alliance face au bloc soviétique

Depuis la fin de l'URSS et les attentats du 11 septembre 2001, l'OTAN a redessiné ses missions en particulier contre le terrorisme (intervention en Afghanistan) et a intégré de nouveaux membres.

La Russie a toujours été vigilante face à l'OTAN par crainte de l'encerclement et s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine.

Sont membres de l'OTAN : L'Albanie, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, la République Tchèque, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Turquie et les Etats-Unis.

## **L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a remplacé en 1995 la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe qui est né en 1973 dans le cadre du lancement d'un dialogue multilatéral est-ouest en matière de coopération et de sécurité européennes appelé « processus d'Helsinki ».

Ce dialogue a abouti en 1975 à la signature de l'Acte Final d'Helsinki. En vertu de cet accord, la CSCE est compétente dans trois domaines de sécurité appelés à l'époque « corbeilles» et actuellement « dimensions » :

- la coopération dans le domaine politique et militaire ;
- la garantie de la sécurité des personnes avec en filigrane les droits de l'Homme
- la sécurité qui doit être "indivisible"

L'Acte final met en avant la coopération économique et écologique et la coopération dans le domaine des droits de l'Homme.

Dix principes d'actions sont mis en avant :

1. Égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté
2. Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force
3. Inviolabilité des frontières
4. Intégrité territoriale des États
5. Règlement pacifique des différends
6. Non-intervention dans les affaires intérieures
7. Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction
8. Égalité de droits des peuples et autodétermination
9. Coopération entre les États
10. Exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international public.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) compte 56 Etats situés en Europe, en Asie centrale et en Amérique. Même si son objectif est d'assurer la paix au sein du continent européen, elle a toujours joué un rôle plus large. Sa création par les accords d'Helsinki en 1973 n'est pas sans incidence sur sa perception par la Russie. La présence des Etats-Unis au sein de l'OSCE marque le caractère atlantique de cette organisation.

Elle assure la sécurité d'une région géographique s'étendant de Vancouver à Vladivostok. Son approche en la matière est à la fois globale et coopérative. L'OSCE offre à tous les Etats participants un forum pour les négociations politiques et la prise de décision dans les domaines de l'alerte précoce, de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement post-conflit.

L'OSCE est considérée comme la plus importante des organisations de sécurité régionale.

Elle remplit actuellement 19 missions et activités de terrain réparties en Europe de l'Est, du Sud-Est, dans le Caucase et en Asie centrale. Le personnel

### **L'OCDE : l'Organisation pour la coopération et le développement économique**

L'OCDE a remplacé l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui avait été créé dans le cadre du Plan Marshall et de la Conférence des Seize (Conférence de coopération économique européenne). L'OECE a existé de 1948 à 1960.

L'OECE avait comme missions la supervision du paiement et la répartition des aides du plan Marshall qui s'est terminé en 1952. Depuis, l'institution internationale s'est spécialisée dans les études et les analyses économiques.

Depuis 1960, l'OCDE est devenue un espace de dialogue et de recherche économique ainsi qu'un espace de négociation (lutte contre la corruption notamment). L'OCDE a également créé des agences comme le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD, 1961), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN, 1972), l'Agence internationale de l'énergie (AIE, en 1974, à la suite du premier choc pétrolier), le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI, 1989).

En 2010, l'OCDE compte 34 pays membres, la quasi-totalité des pays européens, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, le Chili, la Nouvelle Zélande, la Corée du Sud et Israël. La Russie n'en fait pas partie.

## **L'Union Européenne**

### **CECA**

L'Union européenne est la forme la plus achevée de coopération en Europe et sans nul doute une expérience unique à l'échelle internationale.

Elle puise son origine dans le plan Marshall de reconstruction et dans la volonté de des Européens mettre fin aux conflits franco-allemands. La création en 1951 de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) symbolise la volonté de coopération en matière de production énergétique et d'acier. En se plaçant sur le terrain de l'économie, les initiateurs veulent surmonter les blocages politiques.

### **EURATOM**

L'Euratom (CEEA, Communauté européenne de l'énergie atomique) a été créé en même temps que la Communauté Economique Européenne. Cette organisation est en charge de la coordination des programmes de recherche sur l'énergie nucléaire. Il a été institué pour une durée « illimitée » par le traité Euratom, signé le 25 mars 1957 par les six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et est entré en vigueur le 1er janvier 1958.

Euratom a été depuis été intégré à l'Union européenne.

Euratom a du fait du caractère sensible et des oppositions des pays membres du limiter ses ambitions. Elle eu comme mission la construction de quatre centres de recherche en Allemagne (Karlsruhe), en Belgique (Mol), aux Pays-Bas (Patten) et en Italie (Ispra) ainsi que de cinq centrales nucléaires en France, en Allemagne et en Italie et au financement de programmes internationaux.

## **CEE et Union Européenne**

Créée en 1957 avec le Traité de Rome, la Communauté Economique Européenne s'inscrit dans le prolongement de la CECA. Initialement six, l'Europe s'est élargie au fur et à mesure des progrès démocratiques au sein du Continent européen. Les champs de la CEE se sont progressivement élargis.

En 1993, la CEE est devenue l'Union européenne.

L'Union européenne est passée de 15 à 27 membres en s'ouvrant aux Etats de l'Europe de l'Est et d'Europe centrale dont un grand nombre appartenait à l'ancien Pacte de Varsovie. De même, l'alliance militaire occidentale, l'OTAN, a intégré de nouveaux Etats. Dans le même temps, l'URSS a été remplacé par une communauté d'Etats indépendants. De surcroit, la Russie a substitué une économie de marché à une économie administrée et centralisée. De tels changements ont bouleversé les relations. Le paysage est en 2011 complètement différent de celui de 1991 et même de celui de 2001.

L'Union représente 28 % du PIB mondial, 500 millions d'habitants. L'UE est la première puissance commerciale mondiale.

Entre l'Union européenne et la Russie, ces vingt dernières années, de nombreuses interrogations et incompréhensions ont marqué les relations.

Dans les années 90 et jusqu'en 2005, la question de la construction européenne a été au cœur des priorités des Etats membres de l'Union avec comme conséquence une relative absence sur la scène internationale. L'échec du Traité constitutionnelle en 2005 et la complexité du système européen ont incité les autorités russes à développer les relations Etat à Etat avec à la clef l'amélioration de ses relations avec certains de ses voisins comme la Pologne.

La zone euro comprend dix-sept Etats dont deux ont des frontières communes avec la Russie, la Finlande et l'Estonie.



Le poids de la zone euro au sein de l'économie mondiale est d'environ 20 %. D'ici 2025, son poids relatif devrait baisser d'un tiers. De 2025 à 2050, une nouvelle baisse d'un tiers devrait être enregistrée (sources IFRI). Cette diminution ne doit pas être vécue comme une fatalité, comme un déclin mais doit servir de base au positionnement de la zone euro par rapport à ses partenaires.

La monnaie unique a réussi malgré un contexte économique et financier chahuté a réussi à s'imposer comme la seconde grande monnaie internationale après le dollar. Il est fort probable que les prochaines années seront marquées par un système multi-monnaire autour du dollar, de l'euro et du renminbi. Actuellement, les réserves de change de la Chine s'élève à 3000 milliards de dollars soit 50 % du PNB détenue à 65 % en dollars et à 25 % en euros. Les Chinois souhaitent rééquilibrer leurs réserves de changes dans les prochaines années et tentent dès maintenant d'internationaliser leur monnaie en particulier dans le cadre des échanges avec les autres pays émergents.

La Russie grand pays exportateur de matières premières ne peut pas se désintéresser de la bataille monétaire. Aux côtés de Frankfurt, de Paris et de Londres, Moscou peut jouer un rôle important en termes de place financière se situant entre les places asiatiques et les places d'Europe de l'Ouest.

Le rouble est convertible depuis 2006 et d'importants progrès ont été réalisés pour lever les contraintes pesant sur les changes.

Partenariat entre l'Union européenne et la Russie : recentrer les relations sur le partage

\*\*\*

\*\*

La Russie est considéré comme un Etat européen mais compte tenu de son passé, de son poids militaire, n'a pas été intégré en tant que tel aux différents mécanismes de coopération.

L'Europe s'est construit par opposition au bloc soviétique, que ce soit l'OTAN par rapport au Pacte de Varsovie ou la Communauté européenne par rapport au bloc soviétique.

Le contexte international a profondément évolué depuis 1949 ou 1957. La fin de la guerre froide, l'ouverture de la Russie au capitalisme, le développement économique de la Chine ont modifié la donne.

Certes, la Russie a été intégrée au G8 et au G20 mais n'est toujours pas membre de l'OMC. En Europe, des accords ont été signés entre la Russie et l'Europe mais les avancées demeurent timides.

### **Les accords de coopération entre l'Union européenne et la Russie**

Les deux textes clefs du Partenariat entre la Russie et l'Union européenne sont l'Accord de Partenariat et de Coopération, conclu en 1994 et entré en vigueur en 1997 et l'Accord sur les Quatre « Espaces Communs », conclu en mai 2005.

Le premier Accord est avant tout économique.

L'accord souligne que les parties prenantes se réclament du « respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme » et qu'il a pour objectif « l'intégration progressive » des économies russe et européenne, avec pour but ultime « l'établissement d'une zone de libre-échange ».

Le texte prévoit que « la Russie bénéficiera d'une assistance financière de la part de la Communauté ».

L'accord prévoit une institutionnalisation des pour assurer la mise en œuvre de l'Accord ; il est ainsi prévu des sommets semestriels entre dirigeants russes et européens.

L'Accord de 2005 complète le premier et tire les conséquences de l'extension des compétences de l'Union européenne.

Le partenariat a désormais pour objectif la réalisation de 4 « espaces communs » : un espace économique, un espace de liberté, de sécurité et de justice, un espace de sécurité extérieure et un espace de recherche et d'éducation.

Un point de désaccord intervient concernant l'interprétation des textes. Les autorités européennes mettent en avant comme objectifs du Partenariat « une démocratie stable, ouverte et pluraliste en Russie, gouvernée par la loi et soutenant une économie de marché prospère » et « le maintien de la stabilité européenne, la promotion de la sécurité internationale et une résolution des défis communs du Continent grâce à une coopération accrue avec la Russie ».

Pour la Russie, le Partenariat vise à « promouvoir les intérêts nationaux, accroître le rôle et améliorer l'image de la Russie en Europe et dans le monde, grâce à l'établissement d'un système paneuropéen de sécurité collective » et à « mobiliser le potentiel économique et l'expérience managériale de l'Union pour promouvoir le développement d'une économie sociale de marché en Russie, basée sur les principes de concurrence équitable et de l'Etat de droit démocratique ».

Ce partenariat a été redéfini en 2008 à l'occasion du 21<sup>ème</sup> sommet entre l'Union européenne et la Fédération de Russie.

L'accord de 2005 est en cours de renégociation. Au mois de décembre 2011, dans le cadre du sommet Union européenne/Russie, une avancée est intervenue sur la suppression des visas pour les courts séjours.

Le sommet de Khanti-Mansiisk a réaffirmé que, dans la planification de leurs stratégies visant à relever efficacement les défis du 21<sup>ème</sup> siècle, les deux parties comptaient également sur le renforcement de leur partenariat. Le nouveau partenariat a été adopté en 2009.



## **FICHE : POINT SUR LES RELATIONS ECONOMIQUES FRANCO-RUSSES**

**(source : Ministère de l'Economie)**

---

Depuis 2000, les échanges entre la France et la Russie ont été multipliés par 3, dépassant le niveau record de 20 Mds€ en 2008. La France a vu sa part de marché augmenté de façon continue pour atteindre 5% en 2009. La balance commerciale de la France avec la Russie demeure toutefois structurellement déficitaire, compte tenu du poids des produits énergétiques qui constituent 85 % de nos importations en provenance de Russie. Les partenariats industriels franco-russes se sont fortement développés dans de nombreux domaines, mais les PME françaises restent relativement peu actives en Russie.

### **1. La présence française en Russie**

La relation franco-russe est un véritable partenariat industriel, « de même nature » que la relation germano-russe (propos de Vladimir Poutine à Rambouillet en novembre 2009).

La France est le premier investisseur dans le secteur financier (Société Générale ; Axa). Présence croissante dans le secteur automobile (Renault, en propre et à travers son partenariat avec AvtoVAZ ; PSA en greenfield depuis 2010).

Il faut souligner l'existence de partenariats importants dans le domaine des infrastructures de transport, routier ou ferroviaire : construction de l'autoroute Moscou - Saint-Pétersbourg par Vinci ; partenariat Alstom-TMH.

Le secteur de la distribution est bien implanté en Russie (avec plus de 40 hypermarchés, Auchan est le 2e distributeur en Russie et le 1er distributeur étranger).

Il faut noter également les bonnes positions françaises sur le marché des parfums et cosmétiques, qui s'appuient sur la réputation de luxe des produits français.

Le secteur pharmaceutique a réalisé plusieurs implantations (Servier et Sanofi) ; nos exportations dans ce secteur ont progressé.

Il y a quelques faiblesses dans la projection des entreprises françaises en Russie en particulier dans secteur énergétique. Mais, il faut noter une montée en puissance avec notamment Total qui est associé à Gazprom pour l'exploitation du champ gazier géant de Shtokman. Dynamisme des entreprises françaises dans le domaine de l'efficacité énergétique, priorité politique des autorités.

Les entreprises françaises liées aux nouvelles technologies malgré quelques progrès sont peu présentes laissant l'avantage aux investissements sont essentiellement américains.

Contrairement à une idée reçue, les PME françaises se sont bien implantées en Russie, surtout en comparaison avec l'Allemagne et l'Italie.

Dans le secteur agro-alimentaire, nos exportations sont près de deux fois inférieures à celles de l'Allemagne. Danone a fusionné en 2010 ses activités « produits laitiers frais CEI » avec celles du russe Unimilk, donnant naissance au leader des produits laitiers dans la CEI (chiffre d'affaire de 1,5 Mds €, 2e pour Danone après la France).

Dans le secteur de la défense, STX et DNCS ont conclu avec la marine russe un contrat de vente et de coproduction de 2 BPC de classe Mistral (environ 1 Md€).

Dans le domaine des transports, Alstom a signé en 2010 avec TMH un contrat de vente de systèmes de tractions, pour le contrat de fourniture de 200 locomotives de trains de passagers signé entre TMH et RJD (500-600 M€ pour Alstom). Alstom, en partenariat avec TMH, a remporté en 2010 un contrat pour l'assemblage et la fabrication commune de 260 locomotives de fret au Kazakhstan (450 M€ pour Alstom), au détriment de Siemens.

Thalès Alenia Space a conclu en 2010 un second contrat de fourniture à Russian Satellite (RSCC) de charges utiles (110 M€) et créé en novembre 2011 une JV avec ISS pour la fabrication de satellites.

## Difficultés et retraits

En juin 2010 Rostekhnologii a préféré Boeing à Airbus pour un contrat de 50 moyens-courriers évalué entre 2 et 2,7 Mds€. Airbus reste toutefois en contact avec Aéroflot pour de futures commandes.

Carrefour s'est retiré de Russie à l'automne 2009, 4 mois après avoir inauguré son premier hypermarché à Moscou et un mois après en avoir ouvert un second à Krasnodar. Cette décision est toutefois davantage imputable à la stratégie financière globale du groupe qu'au marché russe.

L'alliance entre Siemens et Rosatom (2009) a constitué dans un premier temps un revers pour Areva. Mais la décision allemande de retrait du nucléaire a ôté à Siemens toute crédibilité sur ce marché. Le groupe allemand a d'ailleurs revendu dernièrement les 25% qu'il détenait dans Powermachines, constructeur russe de turbines pour l'industrie nucléaire.

BNP-Paribas s'est retiré de la banque de détail fin 2011 mais avec Sberbank développe son activité de crédit à la consommation.

## **2. Les investissements directs français en Russie et russes en France**

*2.1. Flux d'investissements français en Russie : une progression remarquable durant les dernières années.*

**→ Avec 6,6 Mds€, la Russie est en 2010 le 9<sup>ème</sup> pays (hors UE) détenteur de stocks d'IDE français.**

- **Activités financières et d'assurance (2,8 Mds€)** : En 2008, Société Générale est devenue pour 1,16 Md€ actionnaire majoritaire de RosRank (10<sup>ème</sup> banque russe) et AXA a finalisé pour 810 M€ l'acquisition de l'assureur Reso-Garantia. En 2009, SCOR a créé une filiale en Russie.

- **Industrie manufacturière** (1,2 Mds€) : Automobile (Renault a acquis 25% d'AvtoVAZ, PSA a implanté une usine à Kaluga) ; industries chimiques ; transports (prise de participation d'Alstom dans TMH).
- **Distribution** (372 M€) : Auchan (2<sup>ème</sup> distributeur en Russie et le 1<sup>er</sup> distributeur étranger, 43 hypermarchés dans 15 villes russes) ; Danone ; Décathlon ; Leroy Merlin.
- **France : 9<sup>ème</sup> investisseur étranger en Russie en stock ; 5<sup>ème</sup> si l'on exclut les zones offshore.** La France, comme le rappellent fréquemment les autorités russes, est récemment passée devant les Etats-Unis.

→ **De nombreuses opportunités existent encore en Russie (énergie, infrastructures, télécommunications).**

- **Secteur énergétique** : la décision finale d'investissement dans le projet gazier géant de Shtokman, auquel participe **Total**, est attendue courant 2012. Total a en outre récemment conclu une alliance stratégique avec Novatek (Total est entré à hauteur de 12% dans Novatek).
- **Secteur technologique** : annonce d'une levée de fonds de 210 M€ par l'entreprise **Crocus Technology** (développement de mémoires magnétiques) et le fonds d'investissement russe RUSNANO pour la construction d'une usine en Russie.

*2.2. A l'inverse, la France n'est pas encore un pays prioritaire pour les investisseurs russes. Le stock des IDE russes en France s'est élevé à 0,44Md € fin 2009. En 2010, la Russie est, avec quatre projets d'investissement, le 27<sup>ème</sup> pays d'origine des investissements étrangers en France, malgré le poids de l'économie russe.*

→ **Les opérations menées en France sont encore, pour une grande part, des investissements « de jouissance »** : secteur du luxe ; résidences secondaires de prestige (immobilier concentre 48% du stock d'IDE russes en France).

→ **Les investissements productifs russes en France sont relativement modestes.** L'AFII n'a recensé en 2010 que 24 implantations russes en France, employant environ 3270 salariés. Les quatre investissements russes décidés en 2010 ont généré 180 emplois en France.



→ **Plusieurs projets récents et prometteurs.**

- Installation du siège social européen de **Dr Web** (spécialiste des logiciels de sécurité antivirus) à Strasbourg (12 embauches pourraient avoir lieu d'ici trois ans).
- Acquisition par **Uralvagonzavod** de 70% du capital de la fonderie Sambre et Meuse localisée à Maubeuge (20 M€) et investissement de 5 M€ : sauvegarde de 210 emplois et embauche de 140 nouveaux salariés d'ici 2013.
- Le projet de **construction à la Défense par le groupe Hermitage de 2 tours de 323 mètres** (total de 250 000 m<sup>2</sup> pour **2,2 Mds€** ; 3000 emplois potentiels) : deux problèmes demeurent à ce stade pour la réalisation de cet investissement : la hauteur des tours (pour des raisons de sécurité aérienne, les tours pourraient être rabaissées d'une quinzaine de mètres chacune) et la fourniture des parkings.
- **Un projet d'investissement russe dans le secteur du Champagne a été identifié par l'AFII en mars 2011**: il s'agit d'un projet d'extension qui fait suite à l'acquisition du château Avize (Marne) et de ses 2,5 ha de vignes dans la prestigieuse « côte des Blancs » par le magnat russe Boris Titov en décembre 2010. Au-delà de l'exploitation de ce champagne haut de gamme, cet investisseur, propriétaire du groupe Abrau-Durso (domaine viticole sur les bords de la Mer Noire), souhaite dans un second temps développer le tourisme œnologique et convertir ce château en hôtel de luxe. Le projet devrait créer une douzaine d'emplois dans sa première phase (développement de la production et de la vente de champagne). C'est le premier investissement russe dans la région Champagne-Ardenne depuis plusieurs années.
- A noter que les projets d'investissement suivants ne se sont pas concrétisés : **Uralchem** (report de la décision dans l'attente d'une introduction en bourse et difficulté d'acceptation locale du projet envisagé à Dieppe pour des raisons environnementales) et **AFK Sistema** (a renoncé à une prise de participation dans ALTIS mais a signé un accord pour l'achat de licences auprès de ST Microelectronics).

*2.3. L'Agence Française pour les Investissements Internationaux a fait de la Russie une de ses priorités*

- **Un déjeuner réunissant le Ministre de l'économie et une dizaine de chefs de grandes entreprises russes** a été organisé lors du Forum de St-Pétersbourg de juin 2010.

- **Un agent de l'AFII a été affecté à Moscou mi-2010**, aux côtés du chef des services économiques, qui est aussi le directeur de l'AFII sur place ;
- **Les difficultés rencontrées par les entrepreneurs russes pour l'ouverture de comptes bancaires** sont présentées comme faisant obstacle au développement des investissements russes en France. Pour y remédier, une solution (faisant intervenir l'AFII et des points de contact dans les principaux réseaux bancaires) a été mise en œuvre en juillet 2011, en liaison avec la Fédération Bancaire Française. Cette procédure n'a toutefois pas été encore actionnée par un investisseur étranger.

## **FICHE : POINT SUR LE PROCESSUS DE PRIVATISATION EN RUSSIE**

### **LISTE DES ENTREPRISES PRIVATISABLES (source : Ministère de l'Economie russe)**

---

Vingt ans après l'engagement de la transition, la présence de l'Etat dans l'économie demeure importante en comparaison des autres pays d'Europe orientale ou d'Europe centrale. La taille des entreprises et l'ancienneté des nationalisations expliquent cette situation. Le secteur public représente 35 % du PIB selon la BERD et 40 % selon le Ministère de l'Economie et des Finances.

L'Etat actionnaire russe joue un rôle majeur dans le secteur énergétique et en particulier gazier. Au cours de la décennie 2000, il y a eu un processus de renationalisation avec la reprise de certains actifs de Youkos. L'entreprise publique Rosneft est ainsi devenue le premier producteur pétrolier. Cette reprise en main a été jugée indispensable au nom de la souveraineté nationale et pour mettre un terme à certaines dérives financières dangereuses. En revanche, le monopole de production électrique RAO UES a été supprimé et privatisé en 2007/2008. Cette privatisation a été opérée afin de financer de nouvelles capacités de production.

### **UN ETAT ENCORE TRES PRESENT DANS L'ECONOMIE RUSSE**

L'Etat conserve la maîtrise de la filière d'électricité nucléaire et de l'aéronautique avec la formation du consortium public, OAK. La présence de l'Etat reste forte dans l'armement, dans la métallurgie et dans les nanotechnologies.

L'Etat est également présent :

- dans l'automobile (Avtovaz à 29 %, Kamaz à 49,9 %, UAZ à 13,2 %),
- dans les métaux, minerais précieux (titane avec VSMPO, Avisma, diamant avec Alrosa)
- dans les télécommunications (Svyazinvest, opérateurs régionaux ; Rostelecom pour les télécommunications à longues distances),
- dans les transports aériens (Aeroflot, S7),

- dans les transports ferroviaires (RJD), maritimes (Sovcomflot, dans les ports et les aéroports...

De même, l'Etat contrôle les cinq grandes banques dont la Sberbank et VTB. Il contrôle le MICEX qui est la grande plateforme boursière de la CEI et de l'Europe orientale.

En 1986, l'Etat en France contrôlait un peu près les mêmes secteurs d'activité et en même proportion : banques, assurance, finances, sidérurgie, la première firme d'automobile, l'électricité, le gaz, le pétrole avec Elf, l'armement, la construction avec Saint Gobain, les transports aériens, le transport ferroviaire, les principaux ports ainsi que les aéroports parisiens... Cette similitude doit permettre la mise en œuvre d'une utile coopération entre les deux pays.

Depuis l'adoption en 2008 sur les conditions d'accès de l'investissement étranger dans 42 secteurs dits stratégiques, une autorisation gouvernementale est nécessaire pour le passage à certains seuils de contrôle du capital ou des instances décisionnelles. Il faut souligner que les autorités russes ont validé les demandes qui leur étaient adressées.

Les gouvernements français ont réussi à mener privatisation et contrôle des intérêts vitaux de la France en particulier dans les secteurs de l'armement, de l'énergie, des transports et des banques.

La France possède 39 groupes dans les 500 premières entreprises mondiales, mieux que l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Nos anciennes entreprises publiques ont réussi à s'internationaliser comme le démontre Renault par son accord avec Nissan, EDF, BNPParisbas et bien d'autres. Cette expérience unique parmi les grands pays occidentaux peut être mise en avant et une source précieuse d'information pour les entreprises russes en voie de privatisation.

## **LE PROGRAMME DE PRIVATISATION**

A la fin de l'année 2010, les autorités russes ont annoncé un programme de cession partielle ou totale d'actifs détenus par l'Etat dans environ 1300 entreprises dont 90 % sont des PME. D'ici 2015, l'Etat russe devrait céder environ 50 à 75 milliards de dollars d'actifs.

Deux listes d'actifs ont été établies. La première porte sur 30 milliards de dollars et concerne 18 grandes entreprises des secteurs de la finance (les banques Sberbank, VTB et Rosselkhozbank), de l'énergie (société pétrolière Rosneft, la société de gestion du réseau électrique FSK EES), des transports (la compagnie ferroviaire RJD, les compagnies aériennes Aeroflot et maritime de Vostochny), de l'agroalimentaire (le courtier en céréales OZK, le producteur d'engrais Apatit...), des télécommunications (Svyazinvest) et de l'automobile (constructeur UAZ).

La seconde liste établie en 2011 prévoit de nouvelles ouvertures de capital de sociétés mentionnées ci-dessus ainsi que la privatisation de nouvelles compagnies comme le producteur de diamants, Alrosa, l'opérateur de centrales hydrauliques, RusHydro, l'opérateur téléphonique, Rostelecom. La seconde liste porte sur environ 45 milliards de dollars d'actifs.

L'Etat russe a prévu des ouvertures partielles dans les entreprises d'infrastructures et dans les entreprises ayant un lien avec la sécurité intérieure.

#### **LE PROGRAMME CONCERNE EGALEMENT LES PME**

Concernant les PME, 10 % d'entre elles pourraient intéresser des investisseurs étrangers selon Alexei Ouvarov, directeur des relations patrimoniales. Une grande partie de ces PME sont des entreprises de taille régionale exerçant leurs activités dans le domaine agricole. Compte tenu de la force du secteur agro-alimentaire français, il y a certainement des synergies, des rapprochements à organiser.

Il convient de souligner que les banques françaises disposent d'une réelle compétence en matière de privatisation ; BNPPARIBAS se situe au quatrième rang mondial en la matière et la Société Générale au 10<sup>ème</sup> rang. Il est donc nécessaire de maintenir une présence bancaire en Russie pour éviter un monopole américain dans le processus de privatisation russe.

## LISTE DES ENTREPRISES FAISANT L'OBJET D'UNE PRIVATISATION

	Secteur	Participation de l'Etat	Participation cédée	Date de cession prévue
<b>Chemins de fer (RJD)</b>	Transport	100%	25%	2013 - 15
<b>Rosneft</b>	Pétrole	75%	15%	2012 - 15
<b>VTB</b>	Finance	85%	30 - 35%	2010 - 12
<b>Sberbank</b>	Finance	60%	9%	2011 - 14
<b>Sovcomflot</b>	Transport	100%	50%	2011 - 13
<b>Svyazinvest</b>	Télécoms	60%	25%	n/a
<b>United Company Grain</b>	Agriculture	100%	100%	2011 - 13
<b>Aéroport Sheremetyevo</b>	Transport	100%	25%	n/a
<b>Federal Company Grid</b>	Utilities	79%	4%	2010 - 11
<b>Russian Agricultural Bank</b>	Finance	100%	25%	2011 - 15
<b>Rosagroleasing</b>	Finance	100%	50%	2013 - 15
<b>Rosspirtprom</b>	Biens de conso	100%	49%	n/a
<b>Apatit</b>	Chimie	20%	20%	n/a
<b>Eastern Port</b>	Transport	20%	20%	n/a
<b>Aeroflot</b>	Transport	58%	8%	n/a
<b>UAZ</b>	Biens manif.	13%	13%	n/a
<b>S7 Airlines</b>	Transport	26%	26%	n/a

<b>Société</b>	<b>Informations</b>
<p><b>SA Aéroport d'Astrakhan</b> 414021 Astrakhan, Aeroportovski proezd 1, bât. 2</p>	<p>Les actionnaires principaux de la SA sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) La Fédération de Russie - 51%;</li> <li>2) La SARL "Blue Sky" - 16,50%;</li> <li>3) La SARL "Cadéna" - 27,25%.</li> </ol> <p>Le nombre du personnel s'élève à 656 personnes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Service au trafic aérien;</li> <li>- Service aux passagers, transport des bagages et des frets, du courrier;</li> <li>- Maintenance technique des aéronefs;</li> <li>- Parc d'essence et d'ingrédients</li> </ul>
<p><b>SA Centre d'essais et de certification de produits pétrochimiques de Russie</b> 420095, Kazan, rue Vosstania,100, bât.2a</p>	<p>Le capital social est de 1 820 850 roubles divisé en 182 085 actions ordinaires nominatives d'une valeur de 10 roubles chacune, la Fédération de Russie en étant propriétaire à 100%. La SA embauche 28 personnes.</p> <p>La SA (qui a remplacé le 14 novembre 2003 l'<u>Entreprise fédérale unitaire d'Etat</u> portant le même nom) effectue la certification et des essais d'environ 270 références pétrochimiques : produits de raffinage, polymères, esprits, engrais, produits para chimiques, parfums, gaz, matériaux de construction, matériaux photographiques, produits en cellulose et en coton, peintures et vernis, ainsi que la certification et des essais de 135 références radioélectroniques et électroménagers : réfrigérateurs, ordinateurs, postes de transformation, équipement lumineux, outils électriques. Elle effectue également la certification des Systèmes de contrôle de qualités (ISO 9000) et la certification selon les standards STO 9001-2006 de Gazprom de 44 types des activités économiques, y compris la production alimentaire, chimique, la métallurgie, la défense, la production de meubles, d'ordinateurs, d'automobiles, de produits en matière plastique et en caoutchouc, la construction, les travaux de conception et d'autres. C'est le premier centre de certifications et d'essais sur le territoire de l'ex-URSS et dans la République de Tatarstan dont l'objectif principal est d'améliorer la qualité de certification et d'apporter concours aux producteurs.</p> <p>Suite aux procédures de privatisation (transformation de l'Entreprise Fédérale en une SA) la SA est devenu propriétaire de l'édifice d'une superficie de 1482,9 m<sup>2</sup> situé à 100 rue Vosstania, bât. 2a, Kazan, et du terrain en-dessous de 0,117 hectares.</p>

<p><b>SA Centre des technologies expérimentales</b> Vladivostok, 14 rue Borodinskaia</p>	<p>100% des actions appartiennent à l'Etat, la SA compte 110 employés. Elle produit : béton prémoulé, béton tout préparé, béton armé, éléments de l'aménagement du territoire en pierre artificielle, produits en métal, objets de la serrurerie d'art, carreaux de pavé, piliers, anneaux en béton etc. La société est également prestataire des services de transport (véhicules et machines spéciaux) et de services de construction (travaux de construction et de montage, finition). La société aura récemment des livraisons d'équipement moderne pour préparer des pâtes de béton (contrats de livraison sont déjà signés) et élabore les moyens d'augmenter l'efficacité énergétique du traitement de température des produits en béton armé.</p>
<p><b>SA Entreprise de construction des conduites de tuyaux N° 3</b> 628624, Région de Khanty-Mansiysk-Yougra, ville de Nijnevartovsk, rue Severnaia, 57a</p>	<p>Le capital social s'élève à 31 889 240,00 roubles, divisé en 31 889 240 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un rouble chacune, appartenant à 100% à la Fédération de Russie. Le nombre de salariés s'élève à 176 personnes.</p> <p>La société a construit dans la région de Khanty-Mansiysk-Yougra 2 500 km de conduites de pétrole, de gaz et d'aqueducs et a effectué des travaux de réparation de dizaines de réservoirs et de séparateurs de gaz.</p> <p>En cinq dernières années la société a effectué des travaux pour que les chaudières des villes de Nijnevartovsk, de Meguione, de Strejevoy et du gisement de Samotlor puissent fonctionner au gaz.</p> <p>La société possède son propre parc d'automobiles, une base technique de production, des outils et des machines de construction, ainsi qu'un laboratoire du contrôle-qualité lui permettant d'effectuer tout le cycle de travaux jusqu'au montage par ses propres moyens ce qui est fort apprécié par les clients. Il lui appartient un terrain d'une superficie de 7 704 m<sup>2</sup>, ainsi que des locaux, des constructions, du mobilier.</p>



<p><b>SA Entreprise de construction routière Tenkinskaya</b></p> <p>Région de Magadan, district Tenkinski, village de Madaoune</p>	<p>Le nombre total d'action est de 183430 d'un coût nominal de 100 roubles, la Fédération de Russie en étant propriétaire à 100%. La SA, créée en 2007 par réorganisation de l'<u>Entreprise fédérale unitaire d'Etat</u> № 251, embauche 69 personnes.</p> <p>La société dessert l'autoroute d'importance territoriale de la région de Magadane étendue sur une distance de 240 km « Patatka-Koulou-Neksikan » (construction, reconstruction, maintenance).</p>
<p><b>SA Vostokvit</b></p> <p>Région d'Altai, ville de Biissk, rue Socialistitcheskaia, 1</p>	<p>La SA Vostokvit est une entreprise pharmaceutique embauchant 59 personnes dont les actionnaires principaux sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) l'Etat à 55,54%;</li> <li>2) la région d'Altai à 17,21%</li> <li>3) La SA Concerne scientifique et industriel Altai à 23,42%</li> </ol> <p>Le complexe industriel de Vostokvit possède des locaux pour la synthèse et la purification des substances pharmaceutiques et des produits chimiques. Le fait d'avoir bénéficié de la conversion des technologies de défense et d'avoir introduit les standards de BPF, permet à la SA d'introduire sur le marché des produits de bonne qualité et bon marché. En ce moment la SA lance la production des produits pour l'hémodialyse et a déjà établi les contacts avec des centres d'hémodialyse.</p>
<p><b>SA Institut d'études et d'essais des emballages</b></p> <p>Ville de Kalouga, 73 Grabtsevskoe route</p>	<p>La SA dont 100% des actions appartiennent à l'Etat embauche 34 personnes. Les activités de la SA:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche et développement</li> <li>- Elaboration et fabrication d'emballages</li> </ul> <p>La SA est le plus grand producteur d'emballages et de matériaux d'emballages dans la région de Kalouga.</p>

<p><b>SA NPO Kompensator</b> 198096, Saint-Pétersbourg, 6 rue Korabelnaia</p>	<p>100% des actions appartiennent à l'Etat russe, pas d'information sur le Nombre de salariés.</p> <p>Secteur d'activités : production de compensateurs à soufflet avec des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ diamètre DN 50-1800 mm;</li> <li>▪ température de substances t от -250°C до +500°C;</li> <li>▪ pression PN jusqu'à 200 kg-forces.</li> </ul> <p>Substances qu'il peut conduire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ eau douce;</li> <li>▪ produits pétroliers;</li> <li>▪ vapeur, gaz;</li> <li>▪ produits cryogènes.</li> </ul>
<p><b>SA Institut de la chirurgie esthétique et de la cosmétologie</b> 105066, Moscou, 27 rue Olkhovskaia</p>	<p>La SA embauche 244 personnes, la Fédération Russe est actionnaire de 100% des actions.</p> <p>L'institut fournit des services médicaux de la chirurgie esthétique et de la cosmétologie.</p>
<p><b>SA Flotte de chalutage d'Arkhanguelsk</b> 1630030, Arkhanguelsk, 324 Leningradski prospekt</p>	<p>La SA, fondée en 1920, dont 100% des actions appartiennent à l'Etat russe, embauche 2036 personnes.</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pêche et ventes de poissons et de fruits de mer</li> <li>- Réparation de navires</li> <li>- Service portuaires aux navires et aux marchandises</li> <li>- Services de transport</li> <li>- Services de communication</li> <li>- Publications</li> <li>- Formations</li> </ul> <p>La SA est un des plus grands opérateurs du marché de pêche au nord-ouest de la Fédération de Russie. Les quotas étant limités, on ne peut en obtenir qu'en participant à la privatisation de la SA.</p> <p>La rentabilité moyenne de cette industrie est de 20-30%.</p>

<p><b>SA Port commercial fluvial de Khabarovsk</b> Khabarovsk, 45 rue Tikhookeanskaia</p>	<p>Actionnaires principaux :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) La Fédération de Russie – 25.5%</li> <li>2) La SARL Amsoungtrans – 10%</li> </ol> <p>Nombre de salariés : 432</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fret - 38,2 %;</li> <li>- Opérations de manutention -37,2 %;</li> <li>- Ventes de matériaux de construction non-métalliques - 24,6 %;</li> </ul> <p>La SA possède un hydro complexe permettant d'extraire les matériaux de construction non-métalliques dans le lit du fleuve Amour ; les quais du port sont en béton armé. L'infrastructure inclut 6 quais mécaniques qui s'étendent à 565 m linéaires, ils sont réunis en trois zones de manutention équipées de grues portiques, de voies d'accès ferroviaires, d'entrepôts, de machines de manutention. Depuis 1993 le port est ouvert aux navires étrangers.</p>
<p><b>SA Port commercial maritime de Taganrog</b> Oblast de Rostov, Taganrog, quai du port, gare maritime</p>	<p>Actionnaires principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SA Libra Capital – 62,22%</li> <li>- Fédération de Russie – 25,5%;</li> </ul> <p>Nombre de salariés : 509</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fret ;</li> <li>- Transports maritimes et internes par eau</li> <li>- Entreposage</li> </ul> <p>L'activité principale est celle de manutention (91 % de recettes).</p>

<p><b>SA Port d'Astrakhan</b> 414006, Astrakhan, 66 rue Pouchkine</p>	<p>Actionnaires principaux :</p> <p>1) Tamalaris Consolidates Limited - 49,58%. 2) Fédération de Russie – 25,5%;</p> <p>Nombre de salariés : 334. Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fret ;</li> <li>- Transport fluvial ;</li> <li>- Entreposage ;</li> </ul> <p>L'activité principale est celle de manutention.</p>
<p><b>Port de pêche de Mourmansk</b> 183001 Mourmansk, 12 rue Tralovaia</p>	<p>100% des actions appartiennent à l'Etat russe. Nombre de salariés : 870</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- manutention;</li> <li>- entreposage des marchandises;</li> <li>- services de transport maritime;</li> <li>- approvisionnement des navires en eau, en vapeur, en énergie électrique</li> <li>- services de communication;</li> <li>- services de caméra de navigation;</li> <li>- laboratoire sanitaire et écologique;</li> <li>- centre de formation Kurs-Nord;</li> <li>- services de réparation;</li> <li>- mise en location des fonds principaux.</li> </ul> <p>C'est un des plus grands ports du nord-ouest de Russie. Il a des avantages importants : - il se trouve sur le golfe de Kola qui ne gèle pas, ce qui permet au port d'accueillir les navires sans des frais supplémentaire de brise-glace</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sa situation géographique le protège bien des vents ce qui permet de se passer de pare-vagues</li> <li>- Des zones importantes économiques russes et des pays d'Europe sont à proximité.</li> </ul>

<p><b>SA Port fluvial d'Arkhanguelsk</b> 163016 Arkhanguelsk, 7/1, bât.6 , rue Starozharovikhinskaia</p>	<p>La SA, fondée le 11 février 1920, embauche 328 personnes. Les actionnaires principaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Fédération de Russie - 25,5%;</li> <li>- La région d'Arkhanguelsk - 19,9%;</li> <li>- La SARL Fondation du Nord - 16,0%;</li> <li>- Nekrassov Mikhail Viktorovitch - 11,4%</li> </ul> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fret</li> <li>- transport fluvial de passagers et de marchandises</li> <li>- manutention</li> <li>- remorquage</li> <li>- extraction et vente des matériaux non-métalliques</li> <li>- travaux d'approfondissement</li> </ul> <p>Atouts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité aux régions importantes du nord-ouest de la Russie, de l'Oural, de Sibérie, de Komi ;</li> <li>- Réseau de transports efficace avec d'autres régions de Russie par d'autres moyens de transport</li> </ul>
<p><b>SA Port fluvial de Novossibirsk</b> Novossibirsk, Pristanski pereoulok, 5</p>	<p>Actionnaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Riazantsev Serguei Nikolaevitch – 34,0404%;</li> <li>2) la Fédération de Russie – 25,5%;</li> <li>3) La SARL Flagman N - 17,6422%;</li> <li>4) Kouzmitch Mikhail Vladimirovitch – 10,6829%.</li> </ol> <p>Nombre de salariés : 495</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de manutention ;</li> <li>- Fret ;</li> <li>- Extraction de sable ;</li> <li>- Mise en location des locaux ;</li> <li>- Services aux bateaux ;</li> </ul> <p>Le port se trouve à l'intérieur de la ville de Novossibirsk</p>

<p><b>SA Port maritime commercial d'Arkhanguelsk</b></p> <p>163000 Arkhanguelsk, 52 Troitski prospekt</p>	<p>Actionnaires dont la part dépasse 10% :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La SA Norilski Nikel</li> <li>2. La SA Entreprise Minière de Norilsk Zaveniaguine;</li> <li>3. La Fédération de Russie</li> </ol> <p>Nombre de salariés : 1164</p> <p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manutention ;</li> <li>- Entreposage ;</li> <li>- Entreposage douanier ;</li> <li>- Fret ;</li> <li>- Service d'agents ;</li> <li>- Services d'expédition, y compris porte-à-porte ;</li> <li>- Transport de marchandises (la mer Blanche, la Mer de Barents et d'autres);</li> <li>- Opérations d'amarrage et de remorquage</li> <li>- Services aux navires ;</li> <li>- Fret ferroviaire et routier ;</li> </ul> <p>C'est le premier port maritime de Russie, il a accès direct à l'océan mondial.</p> <p>Il a des atouts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les zones économiques importantes à proximité (le nord-ouest de Russie, l'Oural, Komi, Sibérie) ;</li> <li>- Accès direct au Transsibérien ;</li> <li>- C'est le seul terminal à containers dans le nord de la Russie ;</li> <li>- Ce port est utilisé lors de l'exploration de gisements de l'Arctique</li> </ul>
---	--

<p><b>SA Port Vostotchny</b></p>	<p>La SA est fondée en 1974. Actionnaires dont la part dépasse 10% :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Eastern Stevedoring Holdings Corp.</li> <li>2) Fédération de Russie</li> </ol> <p>Nombre de salariés : 1776</p> <p>Activité principale : transbordement de marchandises (charbon, coke, klinker, marchandises – exportations, importations et transport côtier)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un des ports les plus profonds à l'Extrême Orient de Russie</li> <li>- Une des sociétés leaders d'arrimage à l'Extrême Orient de Russie</li> <li>- La SA a élaboré des chaînes logistiques efficaces et possède la plus grande station ferroviaire liée à un port de l'Extrême Orient russe ;</li> <li>- Il n'y a pas de transport de passagers ;</li> <li>- Il existe la gestion électronique de documents entre les chemins de fer, la douane, le port et les agents-expéditeurs</li> <li>- Traitement des navires d'un poids max de 150 mille tonnes</li> <li>- Situé loin de blocs d'immeubles ou zones industrielles ;</li> <li>- Possibilités d'expansion ;</li> <li>- Navigation durant toute l'année.</li> </ul>
<p><b>SA Rosdorleasing</b> 129110, Moscou, 3, bât.1, rue Samarskaia</p>	<p>Une société de leasing dont 100% des actions appartiennent à l'Etat russe. La SA embauche 62 personnes. Son capital social s'élève à 328 264 800 roubles, divisé en 3 282 648 actions ordinaires nominales d'une valeur de 100 roubles chacune.</p> <p>La SA propose en leasing (crédit-bail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plateformes (porte-containers);</li> <li>- machines et équipement de construction;</li> <li>- containers;</li> <li>- équipement minier;</li> <li>- aéronefs et équipement pour les aéroports;</li> <li>- machines industrielles et agricoles ;</li> </ul> <p>La part du marché russe de cette entreprise est de 2,2 %. En 2010 elle a été notée 19 dans la liste des sociétés russes de crédit-bail.</p>

<p><b>SA Usine pharmaceutique de Tioumen</b> 625005, Tioumen, 24 rue Beregovaia</p>	<p>Actionnaires : La Fédération de Russie – 100%</p> <p>Nombre de salariés : 206</p> <p>Le capital social est de 43 329 000 roubles divisé en 433290 actions d'une valeur de 100 roubles chacune. C'est une des 50 plus grandes entreprises pharmaceutiques de Russie. La SA a plus de 160 contrats avec ses clients réguliers en Russie et dans des pays de la CEI.</p> <p>L'usine produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chlorure de sodium – substance, comprimés de 0,9 gr;</li> <li>- médicaments en liquide: extrait de la persicaire âcre, esprits;</li> <li>- médicaments cardiovasculaires;</li> <li>- analgésiques, antipyrétiques, anti-inflammatoires;</li> <li>- vitamines;</li> <li>- neuroleptiques;</li> <li>- antibiotiques ;</li> </ul> <p>L'usine se situe sur un terrain de 3,0854 hectares où se trouvent: 4 bâtiments de l'usine, un poste de transformateur, 5 entrepôts, des parkings, ainsi que des objets d'infrastructure sociale. Il appartient également à l'usine un terrain d'une superficie de 0,2508 hectares avec des entrepôts. La superficie totale des locaux est de 9101 m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>SA Entreprise de transport fluvial d'Irtych</b> 644024 Omsk, avenue Karl Marx 3</p>	<p>Nombre de salariés : 1241 employés.</p> <p>Actionnaires principaux : Fédération de Russie – 25,5%; SA Zemlia – 14,47%.</p> <p>La SA Entreprise de transport fluvial d'Irtych est la plus grande entreprise de transport de passagers et de fret par eau en Sibérie.</p> <p>La capacité de sa flotte pour le transport de pétrole et de ses dérivés atteint 100 000 tonnes. Sa flotte comprend notamment des pétroliers capables de livrer sans transbordement des produits pétroliers de différents types aux districts côtiers inaccessibles aux grands navires.</p>



	<p>De plus, lors de la saison de navigation courte, les navires fluvio-maritimes de l'Entreprise peuvent transporter plusieurs dizaines de milliers de tonnes de pétrole brut et d'autres types de fuel à la côte occidentale de la péninsule de Yamal, aux ports d'Ienisseï, de Doudinka, d'Igarka, etc. sans utiliser la route maritime du nord et sans dépenser beaucoup pour les services de brise-glace.</p> <p>La flotte de la SA Entreprise de transport fluvial d'Irtych est équipée de systèmes de propulsion puissants et d'équipement de radionavigation moderne.</p> <p>Pour décharger les produits pétroliers aux quais non équipés en stations de pompage, la <u>flotte pétrolière</u> est équipée en pompes dont la capacité atteint 150 m<sup>3</sup>/heure.</p> <p>La flotte de navires à cargaison sèche est destinée à la transportation de toutes sortes de cargaisons : du sable aux aliments en passant par le bois, le charbon, etc.</p> <p>La base de production de l'Entreprise est l'usine de construction et de réparation navales d'Omsk. Elle assure l'entretien et la rénovation des bateaux et des engins et produit des pièces de remplacement, des biens de consommation, etc.</p>
<p><b>SA Entreprise de transport fluvial d'Amour</b></p> <p>680000 Khabarovsk, rue Mouraviova-Amourskogo 2</p>	<p>Nombre de salariés : 617 employés.</p> <p>Actionnaires principaux : Fédération de Russie – 25,50%; SARL Centre de l'équipement forestier d'Amour – 37,47% ; SARL Vostok-Kontrakt – 25,52%.</p> <p>La SA Entreprise de transport fluvial d'Amour a été créée en 1918.</p> <p>L'Entreprise effectue le transport fluvial de passagers et de fret par les voies navigables intérieures, les voies fluvio-maritimes et à l'étranger. Le transport fluvial et maritime est effectué sur le territoire de la Russie (oblast d'Amour, oblast autonome juif, kraï de Khabarovsk) et à l'étranger (Japon, Corée du Sud, Corée du Nord, Chine).</p> <p>La SA Entreprise de transport fluvial d'Amour participe aux</p>

	programmes socio-économiques du Gouvernement du kraï de Khabarovsk en effectuant notamment le transport d'importance sociale.
<b>SA Entreprise de transport fluvial de Kama</b> 614000 Perm, rue Ordjonikidze 11 B	<p>Nombre de salariés : 41 employés.</p> <p>Actionnaires principaux : ANTONOV GROUP - F.Z.E – 52,25%; Fédération de Russie (représentée par l'Agence fédérale de gestion des biens publics) – 32,13%;</p> <p>Activité principale : transport de passagers et de fret par la Volga et son affluent la Kama, transport fluvio-maritime dans les mers Noire, Méditerranée et d'Azov.</p>
<b>SA Entreprise de transport fluvial de Lena</b> 677980 Iakoutsk, rue Dzerjinskogo 2	<p>Nombre de salariés : 1445 employés.</p> <p>Actionnaires principaux : Fédération de Russie (représentée par l'Agence fédérale de gestion des biens publics) – 25,5%; Ministère des régimes de propriété de la république de Sakha (Iakoutie) – 25,5%.</p> <p>Activité principale : transport de passagers et de fret par les voies navigables intérieures, services de transport.</p> <p>La SA Entreprise de transport fluvial de Lena fait partie de la liste des entreprises stratégiques de la république de Sakha (Iakoutie) et de la liste des entreprises prioritaires de la Fédération de Russie et de la république de Sakha (Iakoutie).</p> <p>La SA Entreprise de transport fluvial de Lena est la plus grande entreprise de transport par eau dans la région nord-est de la Russie. C'est la seule société dont la flotte contient des navires fluvio-maritimes capables des transporter les passagers et le fret dans les eaux peu profondes des parties arctiques de la Iakoutie, entre le port maritime Pevek et l'embouchure du fleuve Khatanga, ce trajet constituant plus de la moitié de la route maritime du nord. Dans la république de Sakha (Iakoutie), la flotte de l'Entreprise transporte 66% de fret transportable par eau. La superficie desservie par l'Entreprise constitue un quart de la superficie de la Russie.</p>

<p><b>SA Entreprise de transport fluvial de Saratov</b></p> <p>410015 , Saratov, village Iourich</p>	<p>Nombre de salariés : 412 employés.</p> <p>Actionnaires principaux : Fédération de Russie (représentée par l'Agence fédérale de gestion des biens publics) – 25,5% ; Igor Alexandrovitch ZOUBATOV – 12,4% ; Sergueï Gueorguievitch KOURIKHINE – 17,2% ; Sergueï Sergueïevitch TEREKHOV – 26,6% ; Andreï CHOKINE – 10,5%.</p> <p>Activités principales : production de matériaux de construction non métalliques, chargement et déchargement de fret, transport de passagers et de fret, desserte complète de la flotte, organisation du repos et des loisirs de la population, services de transport.</p> <p>Le port fluvial de Saratov est l'entreprise leader dans le domaine du transport fluvial dans l'oblast de Saratov. Le port de Saratov se développe activement. Il a un potentiel important pour l'augmentation de la quantité et l'amélioration de la qualité de ses services. Pour l'instant, la quantité annuelle de fret traité s'élève à 2 ou 3 millions de tonnes, tandis qu'il est possible de traiter 10 millions de tonnes de fret par an. Le port est joignable par des routes d'accès et le réseau de voies ferrées. Il est situé à 12 kilomètres de l'aéroport. La longueur des embarcadères de fret atteint 1910 mètres, dont 850 mètres font partie de la base principale du port à Saratov.</p>
<p><b>SA « Entreprise agricole « Teplitchny »</b></p> <p>Région d'Ivanovsk, Ivanovski district, s. Novo-Talitsy</p>	<p>L'activité principale de l'entreprise est le maraichage. Hormis les avoirs liés au maraichage effectué dans les serres, l'entreprise possède ceux relatifs à l'apiculture, à l'élevage de bourdon, ainsi qu'un laboratoire chimique et agricole, un bio complexe, des communications (chaudière, chauffage, approvisionnement en eau), un hangar de production de légumes.</p> <p>Le capital social de l'entreprise selon la rédaction des Statuts en vigueur s'élève à 393 466 000 roubles, dont 3 934 660 actions simples (100 roubles par titre).</p> <p>Les investisseurs potentiels peuvent être intéressés par le fait que l'entreprise possède un potentiel de production</p>

	<p>considérable. L'entreprise est le producteur le plus grand dans la région d'Ivanovsk, elle est située dans l'environnement favorable de point de vue climatique et logistique pour remplir son activité principale en vertu des Statuts.</p> <p>Nombre de salariés : 696</p>
<p><b>SA « Entreprise d'élevage porcin de Perm »</b></p> <p>Kraï de Perm, ville Krasnokamsk, p. Maïski, rue Tsentralnaïa, 3</p>	<p>Le capital social de l'entreprise selon la rédaction des Statuts en vigueur s'élève à 465 656 900 roubles, dont 46 565 690 actions simples (100 roubles par titre).</p> <p>La participation de la Fédération de Russie s'élève à 46 565 690 actions simples de l'entreprise, ce qui correspond à 100% de toutes les actions placées de l'entreprise.</p> <p>Les investisseurs potentiels peuvent être intéressés par le fait que la SA « Entreprise d'élevage porcin de Perm » est l'un des plus gros producteurs de la viande porcine. L'entreprise produit annuellement à partir de 18 à 21 tonnes de viande porcine.</p> <p>Nombre de salariés : 1900</p>
<p><b>SA « Miassoprom-Korovino »</b></p> <p>125599, Moscou, 10/7 Krasnopolïanskaïa</p>	<p>L'entreprise travaille dans les secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Production et la vente de viande, des produits à base de viande et d'autres produits alimentaires;</li> <li>• Commerce ;</li> <li>• Marketing;</li> <li>• Ingénierie;</li> <li>• Conseil.</li> </ul> <p>La participation gouvernementale s'élève à 39,16 %</p> <p>Nombre de salariés : 382</p>

<p><b>SA « Institut d'études et de test des emballages »</b></p> <p>Région de Kalouga, 73 Grabtsevskoïe chaussé</p>	<p>L'entreprise possède un potentiel industriel suffisant, elle le producteur le plus grand de l'emballage de la région de Kalouga. L'entreprise jouit de potentiel scientifique et immobilier suffisant pour améliorer la recherche dans le domaine de l'emballage, de la réglementation dans le domaine, ainsi que les tests et la certification.</p> <p>L'entreprise appartient à 100% à l'État.</p> <p>Nombre de salariés : 34</p>
<p><b>SA « Kurskoye », élevage du bétail de race, Kursk</b></p> <p>305022, ville de Kursk, 8 rue Agregatnaïa</p>	<p>Élevage de bovins de race pour reproduction (sperme). La société s'occupe de demandes en provenance des éleveurs (particuliers et des personnes morales), qui souhaitent passer par l'insémination artificielle pour agrandir leur troupeau.</p> <p>L'entreprise appartient à 100% à l'État.</p> <p>Nombre de salariés : 50</p>



## FICHE : POINT SUR LA COOPERATION FRANCO-RUSSE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(SOURCE : Ministère des affaires étrangères France- Mission économique en russie/HEC)

La Russie a toujours été proche de la France en particulier au niveau intellectuel. Il est à regretter que ces dernières années les échanges universitaires se soient réduits. Néanmoins quelques exemples montrent que des partenariats ont débouché sur des actions concrètes qui permettent une meilleure coopération entre les deux Etats et à terme une croissance des échanges culturels et économiques.

L'apprentissage du français a fortement régressé en Russie. Si dans les années 60, 8 % des étudiants apprenaient le français, il serait moins de 5 % en 2010. La filière d'apprentissage du français est aujourd'hui entravée par le manque de professeurs.

Les échanges universitaires entre les deux pays se redéveloppent depuis une dizaine d'années grâce au travail de l'Ambassade de France et des établissements français ainsi que russes. Il n'en demeure pas moins que si la France attire toujours des étudiants russes, peu de Français se rendent dans les universités russes.

Il y a 3400 étudiants russes en France (source Unesco) soit 12 % des étudiants étrangers. En revanche, les statistiques sur les étudiants français en Russie ne sont pas disponibles.

### Choix des étudiants européens poursuivant leurs études à l'étranger

Chiffres 2009

Etudiants allemands		Etudiants italiens		Etudiants espagnols		Etudiants russes	
1- Autriche	17 464	1- Autriche	6 733	1- Royaume-Uni	5 739	1- Allemagne	9 795
2- Royaume-Uni	13 625	2- Royaume-Uni	5 607	2- France	3 905	2- Etats-Unis	4 911
3- Pays-Bas	12 313	3- France	5 009	3- Allemagne	3 676	3- Ukraine	4 734
4- Etats-Unis	8 917	4- Allemagne	4 086	4- Etats-Unis	3 664	4- France	3 347
5- Suisse	8 341	5- Etats-Unis	3 539	5- Portugal	648*	5- Royaume-Uni	2 646

Etudiants français (mobilité sortante)			
1- Royaume-Uni	12 685	4- Suisse	4 895
2- Etats-Unis	7 058	5- Belgique	2 091
3- Allemagne	5 102		

La Russie a rejoint l'espace européen unique d'enseignement en 2003. Les actions menées dans le cadre de cet espace visent à favoriser l'élaboration de cursus intégrés, au niveau licence, masters et thèses en co-tutelle. Certains de ces cursus mènent à l'obtention de doubles diplômes.

Saint-Petersbourg ainsi que Moscou proposent de nombreuses filières francophones avec à la clef des possibilités de formation en France.

L'Agence CampusFrance dispose de six bureaux d'information de Smolensk à Vladivostok. Ils sont ouverts aux étudiants qui souhaitent mieux connaître l'offre française de formation supérieure.

### **Le Collège universitaire Français de Moscou**

Le Collège Universitaire Français de Moscou est un établissement public et gratuit, soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et des universités partenaires françaises, délivrant une formation et un diplôme en deux ans dans le domaine des sciences humaines et sociales suivantes : droit, histoire, sociologie, littérature.

Le collège a été fondé en 1991, à l'initiative de l'académicien et prix Nobel russe Andrei Sakharov et de l'écrivain et homme public français Marek Halter.

Le Collège permet la coopération entre l'Université d'Etat de Moscou-Lomonossov (MGU) et sept établissements d'enseignement supérieur français, Paris I – Panthéon Sorbonne, Paris II – Panthéon Assas, Paris IV – Paris Sorbonne, Paris V – René Descartes, Paris VIII – Vincennes Saint-Denis, l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) et Aix-Marseille III – Paul Cézanne.

Le C.U.F. comprend deux sections : une section francophone : tous les cours magistraux et séminaires des enseignants y sont délivrés en français, par des Français, et les étudiants passent leurs examens et rédigent leur mémoire de recherche en langue française, une



section russophone : les cours magistraux des professeurs y sont les mêmes, mais sont suivis avec traduction simultanée. Les séminaires sont assurés dans cette section par des enseignants d'universités russes, en langue russe. Les examens et le diplôme de fin d'études sont rédigés en russe.

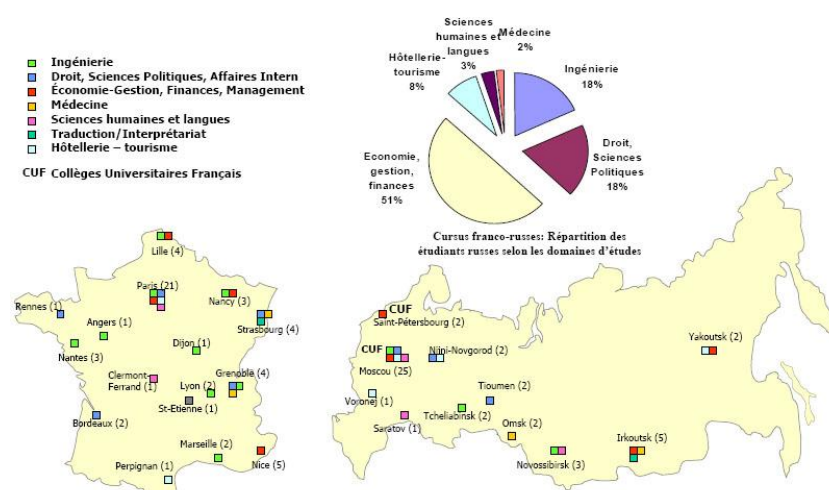
Le diplôme de deuxième année francophone est reconnu par les universités partenaires comme équivalent au diplôme de M1 (Master 1, ancienne "maîtrise"), et donne donc accès à leurs enseignements de M2 (Master 2) et à l'obtention, au terme d'une année d'études en France, du diplôme de Master.

Depuis sa création, plusieurs centaines de diplômés sont sortis du Collège. Le collège dispose d'une bibliothèque de plus de 15000 ouvrages en français, majoritairement consacrée à la littérature française et aux sciences humaines et sociales. Cette dernière offre également un accès illimité au contenu intégral de plus de 160 revues francophones en ligne (via le portail Cairn). Il existe également un Collège universitaire de France à Saint-Pétersbourg.

La coopération concerne également la recherche avec en particulier qui est à la fois un intermédiaire entre les communautés universitaires des deux pays et un lieu de travail et de rencontres scientifiques. Le Centre franco-russe de recherches en sciences humaines et sociales de Moscou. Le CFRM a pour vocation de stimuler les recherches en sciences humaines et sociales sur l'ensemble de la Fédération de Russie et il étend son action à trois autres Etats d'Europe orientale (Ukraine, Biélorussie, Moldavie). Sa vocation est d'être à la fois un centre de recherches pluridisciplinaire, un lieu de coopération entre chercheurs français et russes, un lieu de formation et d'accueil pour les jeunes chercheurs et enfin, un lieu de valorisation de la coopération scientifique.

L'Ambassade de France en Russie développe de nombreuses actions en faveur de l'accès aux filières françaises de formation.

## CURSUS UNIVERSITAIRES FRANCO-RUSSES



De nombreuses grandes écoles dont HEC, Sciences-Po, Polytechnique, Ecole centrale et bien d'autres ont développé des programmes de coopération entre la France et la Russie.

### 1. Situation du système universitaire russe

L'université russe a connu, depuis 2008, des changements majeurs que la coopération universitaire franco-russe doit prendre en compte :

- Passage au processus de Bologne: la Russie est entrée en 2003 dans l'espace de Bologne, avec l'appui de la France. Officiellement, les universités russes ne pourront plus à partir de l'été 2013 délivrer de diplômes traditionnels de "spécialistes" russes (diplôme en 5 ans). Elles ne devraient délivrer que des diplômes de "bakalavr" (niveau russe de la licence, obtenu en quatre ans, en raison du fait que le lycée se termine un an plus tôt en Russie que dans certains pays européens comme la France) et de "maguistr" (version russe du master, qui s'obtient en deux ans après le "bakalavr").
- Introduction de l'examen fédéral unique (appelé "Iégué") à l'entrée de l'université, dans l'esprit du baccalauréat français. Cet examen a eu pour but avoué de mettre fin à des années de corruption massive à l'entrée des universités - notamment par la pratique répandue de suivi de cours particuliers coûteux par les candidats auprès de

professeurs des universités membres de leurs jurys d'admission. L'examen fédéral unique a mis fin aux examens d'entrée dans la plupart des universités et instauré un système plus égalitaire, quoiqu'encore imparfait et très contesté, d'accès à l'université.

- Réorganisation du paysage universitaire : le ministère russe de l'Education et de la Recherche a mis en place un système hiérarchisé qui dégage un groupe de 39 universités majeures elles-mêmes groupées en trois catégories :
  - en haut de la pyramide les deux universités d'Etat figurant (mal) au classement de Shanghai, l'université Lomonossov de Moscou (MGU) et celle de St-Pétersbourg ;
  - puis huit universités dites "fédérales" dont les recteurs sont nommés par le premier ministre, et qui ont vocation à devenir des centres régionaux de première importance, assurant le relais entre formation, recherche-innovation et emploi dans leurs régions ;
  - enfin juste en-dessous 29 universités dites "nationales de recherche", plus spécialisées dans leur fonctionnement. Elles forment presque toutes des ingénieurs, techniciens et spécialistes de sciences dures, seule l'une d'entre elles, le Haut Collège d'Economie, étant spécialisée en sciences humaines et de gestion.

Cette réorganisation a impliqué, dans le cas des universités fédérales, des regroupements d'établissements selon une logique territoriale; et dans celui des universités nationales de recherche, des rapprochements entre établissements de formation et centres de recherche. Les 39 établissements mentionnés reçoivent des financements complémentaires importants en vue de mettre en œuvre leurs politiques.

- Efforts pour intégrer enseignement supérieur, recherche, et entreprises autour des problématiques liées à l'innovation technologique. Les budgets supplémentaires

reçus par les 39 universités mentionnées ci-dessus seront de plus en plus liés, dans la durée, à leur capacité à mobiliser des fonds régionaux et privés.

- Creux démographique (passage de 1385 000 jeunes russes terminant le lycée en 2006 à environ 800 000 en 2011, le creux de la vague étant attendu en 2013 avec près de 700 000 jeunes diplômés du lycée). Les universités russes sont ainsi dans leur obligation d'améliorer leurs performances afin d'attirer les meilleurs étudiants.
  
- Diffusion croissante de l'anglais, et début de montée en puissance du chinois qui se profile en particulier dans les régions comme deuxième langue la plus demandée. Un effort en faveur du français est une obligation

### **Axes prioritaires de la coopération universitaire franco-russe**

Les axes prioritaires sont actuellement les suivants :

- Soutien à la francophonie à l'école et à l'université: il importe de rendre le français plus accessible en-dehors des facultés linguistiques pour élargir sa pratique dans l'ensemble des disciplines dans lesquelles se développe la coopération universitaire structurée. Les autorités françaises réfléchissent à la mise en place d'un système incitatif pour encourager de bons étudiants à engager ou poursuivre, pour ceux qui l'ont appris en scolaire, un apprentissage du français à l'université, et pour inviter par la même occasion les meilleures universités à maintenir ou si possible développer l'enseignement du français dans leurs cursus. La fondation Oxford, pour les Britanniques, a déjà mis en place un système de bourse similaire en Russie. L'année croisée linguistique 2012 pourrait offrir l'occasion de proposer à d'autres partenaires - entreprises françaises, autorités locales - de s'associer à cette initiative. L'année 2012 doit conduire également à explorer toutes les voies possibles pour augmenter le réseau, qui a décliné radicalement au regard des années 90, des lecteurs de français dans les universités russes, en demandant à la partie russe une contribution financière à la mesure des efforts importants consentis par la France pour financer le séjour de lecteurs de russe chez elle.

Un troisième objectif de l'année croisée 2012 est le renforcement du maillage des bibliothèques / centres de ressources en langue française pour, selon les cas, les créer ou les renforcer dans les principales universités.

- Etablissement d'un cadre de coopération particulier avec les 39 "universités leaders de Russie" évoquées ci-dessus, qui en 2010 se sont constituées en association avec la bénédiction du gouvernement russe. S'il ne s'agit pas d'abandonner les coopérations de qualité avec de nombreux autres établissements russes, il faut cependant tenir compte des choix a priori durables du gouvernement russe qui veut clairement privilégier ce groupe d'universités d'excellence en leur donnant la reconnaissance, un accès privilégié à des crédits spéciaux et des encouragements particuliers à s'ouvrir à l'international. Ces établissements doivent faire l'objet d'une étude en 2012 qui les cartographiera et fera ressortir leurs domaines et équipements de pointe. Ils sont une cible prioritaire pour nos efforts en matière de diffusion de la langue française. Notre coopération peut être pluridisciplinaire en direction des universités fédérales; et plus ciblée sur un ou deux domaines d'excellence, généralement en sciences dures ou de l'ingénieur, en direction des universités nationales de recherche. Des rencontres annuelles, notamment centrées sur les problématiques de modernisation liée à l'innovation technologique, prioritaires en Russie comme en France, devraient être organisées à compter de 2012 entre l'association des universités russes d'excellence et une contrepartie française adéquate (à définir, sans doute sur une base ad hoc impliquant notamment les PRES, compte tenu de l'absence d'organisation comparable en France).
- Développement de la mobilité étudiante dans un cadre structuré. Celle-ci passe par la poursuite de la mise en place de filières de doubles diplômes: priorité du poste depuis près de 6 ans, ces doubles diplômes ont connu un essor important. Il en existait une quarantaine en 2007, il y en a près d'une centaine aujourd'hui, et la France est devenue de très loin le premier partenaire de la Russie dans ce domaine - à tel point que certaines universités prennent de ce fait conscience de la nécessité pour elles de renforcer un vivier d'étudiants francophones qui n'est plus suffisant. Les autres aspects à couvrir dans ce domaine sont la poursuite des efforts pour faciliter les thèses en cotutelle; et l'identification de mécanismes appropriés de reconnaissance mutuelle de diplômes, dont

la partie russe est demandeuse. Sur ce dernier plan, il apparaît que la solution ne proviendra probablement pas d'un système d'Etat à Etat mais de mécanismes plus déconcentrés entre universités ou groupes d'universités. Ce pourrait être l'un des thèmes principaux de la réunion prévue en 2012 entre les universités d'excellence russes et leurs homologues français.

- Consolidation et approfondissement de la présence de cursus français en Russie. L'existence de cursus implantés dans des universités russes - Institut des Relations Internationales, Faculté de Journalisme de Moscou, ... - est une spécificité de l'approche de coopération universitaire française et de son souci - très apprécié en Russie - de bâtir une relation "organique" à double sens avec des institutions partenaires russes. L'exemple le plus abouti en est le Collège Universitaire Français de Russie, à Moscou et à St-Petersbourg, qui vient de fêter ses vingt ans d'existence. Son essor - augmentation des effectifs, intégration de nouvelles disciplines, accueil de nouveaux partenaires - en fait, sinon un modèle à reproduire tel quel, du moins une expérience probante de la faisabilité et l'opportunité de ce type d'approches en Russie. En ce qui concerne les CUF, leur succès impose cependant de mener à terme la réflexion engagée avec le Département sur l'adaptation de leur mode de gestion face à une croissance imprévue. Au-delà des CUF, plusieurs facteurs militent pour considérer de nouvelles initiatives menées dans un esprit similaire d'implantation de cursus en Russie même : la fenêtre d'opportunité qu'ouvrent l'autonomisation des universités russes; la politique du gouvernement de les inciter à s'ouvrir à l'international; la démographie universitaire déclinante qui va les conduire en sens inverse à privilégier des modes d'ouverture "sur place" minimisant les risques de non-retour d'étudiants partis en mobilité; une concurrence internationale particulièrement sévère, notamment américaine et allemande (et sans doute bientôt chinoise), dans les cursus scientifiques où nous sommes moins bien positionnés. La priorité à ce dernier point de vue va à l'implantation de cursus pour les ingénieurs dans les universités scientifiques avec lesquelles existent déjà de solides relations (Tomsk, Novossibirsk, Ekaterinbourg...).

- Communication et mise en réseau. Dans un pays de la taille de la Russie, dont le potentiel universitaire est plus réparti sur l'ensemble du territoire qu'on ne pourrait le croire, les actions de communication et de mise en réseau sont à la fois très nécessaires et plus difficiles à mener qu'ailleurs. L'organisation de réunions d'information, indispensable dans un domaine qui reste essentiellement fondé sur le contact personnel et l'établissement de relations de confiance entre responsables des établissements, a ainsi un coût financier et en temps élevé qui contraint à cibler les efforts. La communication sur Internet et la mise en réseau des établissements et des anciens étudiants sont quant à elles des actions structurantes à long terme et sur lesquelles ce poste a donc investi des efforts importants ces dernières années : le site BGFRussie mis en place en 2010 a permis un quasi-doublement des dépôts de dossiers de bourses et une meilleure sélection des lauréats; le réseau social UNifr, lancé également en 2010 et déjà fort de 2500 membres, met en contact les établissements français et russes pour s'informer sur les programmes et domaines d'excellence respectifs et établir des relations, permet aux étudiants et anciens des programmes franco-russes d'échanger leurs expériences et de trouver des stages et emplois en ligne, offre l'occasion aux entreprises de proposer des postes et d'identifier des candidats parmi un vivier de jeunes gens bien formés et adaptables car ayant connu la mobilité et répartis sur l'ensemble du territoire de la Russie. Des actions d'animation (concours en ligne, newsletter, fêtes étudiantes...) et des événements particuliers fondés sur le réseau UNifr commencent à être organisés, comme le Forum premier emploi qui a tenu avec succès sa deuxième édition le mois dernier à Moscou et dont la formule devrait s'étendre à St-Petersbourg puis peut-être à d'autres villes.
- Développement de partenariats avec des entreprises françaises mais aussi russes : ces coopérations ont connu un essor important en 2010. Outre l'implication des entreprises dans diverses actions vers le réseau des anciens étudiants des cursus français, déjà évoquée au point précédent, celles-ci commencent à bâtir des projets de formation en partenariat avec l'ambassade, qui assure une large partie de leur conception et de leur ingénierie (formatage initial du programme, identification et mobilisation des partenaires universitaires français, ...). En contrepartie l'envoi en

France de participants de ces programmes est un moyen d'abonder les enveloppes de bourses du poste, nettement insuffisantes au regard de la demande; de nouer des relations de travail durables avec ces entreprises; de leur permettre de valoriser publiquement leurs efforts de formation; et de rehausser l'image des études en France en y associant des entreprises renommées. Les entreprises voient dans ces programmes l'intérêt de former mais aussi de motiver leurs cadres, tout en limitant - avantage paradoxal de la place moins favorable du français vis-à-vis de l'anglais... - le risque réel de les voir ne pas revenir en Russie à l'issue de la période de formation.

## **2. Coopération scientifique et innovation**

### *2.1. Cadrage*

La collaboration franco-russe en matière de recherche fondamentale remonte à l'époque soviétique pendant laquelle le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a établi les premiers liens sous forme de laboratoires mixtes ou associant d'autres partenaires. Les choses n'ont cessé d'évoluer en se développant, le CNRS venant de célébrer les vingt ans de son bureau à Moscou, bureau qui gère à ce jour une quarantaine de laboratoires internationaux associés (LIA) et de groupements de recherche internationaux (GDRI), sans compter les programmes internationaux de coopération scientifique (PICS) impliquant des équipes de nos deux pays (TD MOSCOU 2011 640). Le CNRS est le premier partenaire de la Russie pour ce qui est du nombre des co-publications avec un pays tiers. L'Académie des Sciences de Russie (RAN), le Fonds Russe pour la Recherche Fondamentale (RFFI) et plusieurs universités sont les principaux partenaires de ces coopérations avec le CNRS.

D'autres partenariats, tout aussi fructueux même si moins nombreux, ont été établis entre diverses institutions académiques ou universitaires russes et l'Ifremer, l'INRA, l'INSERM, l'INRIA, le BRGM, plusieurs universités françaises, etc. L'ensemble permet de couvrir pratiquement tous les domaines allant des mathématiques dites fondamentales aux sciences humaines et sociales, en passant par la paléontologie (TD MOSCOU 2011 571). De plus, plusieurs projets sont en phase de concrétisation dans les sciences du vivant et de la santé, en particulier entre l'Inserm et diverses institutions russes rattachées aux Académies des Sciences ou des Sciences Médicales de Russie, et le Fonds Skolkovo (TD MOSCOU 2011 575,



617). S'il fallait une preuve du dynamisme de ces collaborations, on pourrait mentionner la participation française au programme international du MER russe appelé "mega-grant" où sept scientifiques français ont été sélectionnés, sur 39 projets retenus en 2011, pour développer un laboratoire en partenariat avec une université russe avec une dotation significative d'environ 3,75 millions d'euros sur 3 ans. Le MER russe est aussi à la recherche d'experts français pour la structuration des six projets dits "mega-science" dont il a la charge (TD MOSCOU 2011 1064).

## *2.2. Perspectives*

### Coopération scientifique

La plupart des actions de coopération bénéficient du soutien de l'Ambassade de France en Russie, principalement sous forme de subventions, missions-invitations et bourses de thèse en cotutelle. Très appréciée par la partie russe (le diplôme ayant la même valeur dans les deux pays), cette formule est un excellent investissement d'avenir - les étudiants formés en France selon ce parcours auront tout au long de leur carrière un tropisme particulier vers notre pays. Chaque année, l'ambassade accorde environ 15 bourses de ce type (14 en 2010, 16 en 2011) qui concernent des domaines scientifiques très variés.

A signaler l'existence du laboratoire franco-russe Poncelet, implanté à Moscou depuis près de dix ans (à l'issue du séminaire intergouvernemental d'octobre 2001) et consacré à la recherche en mathématiques. C'est à l'initiative de ce laboratoire qu'un projet franco-russe de Centre international des sciences mathématiques (CIM) vient d'être proposé avec le soutien de nombreux médaillés Fields de nos deux pays, et dans la perspective d'une inscription dans le cadre du projet Skolkovo (TD MOSCOU 2011 1043). Ce projet peut être l'occasion d'un accord entre le MESR français et le MER russe lors du séminaire intergouvernemental. Au vu de l'excellence des écoles mathématique française et russe, il s'agit là d'un projet-phare par lequel la France peut valoriser l'avance certaine qu'elle possède dans ce domaine par rapport aux autres grandes nations scientifiques.

## Innovation

L'implication de la recherche universitaire dans les initiatives publiques de développement de l'innovation est un axe majeur de la politique du gouvernement russe. Sur ce plan la coopération franco-russe se développe actuellement à deux niveaux : l'émergence de projets technologiques conjoints, et la mise en place d'accords cadres plus institutionnels.

La coopération OSEO-FASIE (équivalent russe d'OSEO) est en plein essor : 10 projets ont déjà été financés lors des deux premiers appels et ce chiffre devrait être largement dépassé pour le troisième appel. De plus gros projets ont également vu le jour en 2011, comme la création d'une unité de production de composants électroniques (mémoires MRAM) par l'entreprise française Crocus Technology avec un financement de Rosnano (300 millions USD).

En ce qui concerne l'initiative Skolkovo, projet-phare du président Medvedev destiné à combler l'écart entre l'excellente recherche fondamentale russe et ses applications il faut relever la signature d'accords entre le Fonds Skolkovo et certaines de nos entreprises comme EADS et Alstom. Le projet Skolkovo devrait continuer à bénéficier de moyens considérables et constituer le vecteur privilégié des relations avec la recherche appliquée internationale, et justifie de ce point de vue la poursuite de nos efforts pour y inscrire une présence française forte. Un des axes de travail pourrait être de proposer au gouvernement russe de compléter les accords avec nos entreprises par une coopération structurée, dans le cadre d'un accord, avec l'initiative française menée dans un esprit similaire qu'est le projet du plateau de Saclay. Il convient enfin de ne pas négliger et même d'assurer une présence active dans les initiatives menées dans le même sens par un certain nombre de régions russes disposant d'un fort potentiel scientifique et technologique propre, et qui plus avancées dans leur réalisation que le projet Skolkovo réussissent également à lever des fonds fédéraux conséquents.

### **3. La coopération entre HEC et la Russie**

HEC Paris a depuis plusieurs décennies décidé d'intensifier ses relations avec la Russie.

Depuis 1989, HEC Paris a développé très significativement ses liens avec la Russie. Le premier accord de coopération a été signé à cette époque avec l'Institut d'Etat des Relations

Internationales de Moscou- MGIMO, et a permis des échanges réguliers d'étudiants jusqu'à ce jour.

Durant ces années, HEC a participé également à la formation de managers et de dirigeants en particulier de la région de l'Oural, ainsi qu'à la formation de responsables de collectivités territoriales avec l'Académie Polaire de St Petersburg.

**La Graduate School of Management (GSOM) de l'Université d'Etat de St Pétersbourg, école reconnue du management en Russie et HEC ont développé également et de manière étroite une coopération académique.** Cette coopération est née en 2002 avec l'échange d'étudiants.

Dans le cadre de ce partenariat, les activités suivantes ont été développées :

- Echanges d'étudiants (depuis 2002).
- Double Diplôme Executive MBA : 13 semaines de cours dont 8 à St Pétersbourg 2 à Paris, 3 dans des pays tiers (ouvert en 2007). Les étudiants reçoivent deux diplômes : le EMBA HEC (Grade de Master en France) et EMBA de GSOM de St Pétersbourg (Mater of Business Administration dans le Droit Russe).
- Coopération en matière de Doctorat et de Recherche: les participants sont accueillis par l'Ecole partenaire pendant un an (depuis 2007).
- Double Diplôme Grande Ecole (depuis 2009) : les étudiants passent un an à Paris et un à Saint-Pétersbourg, obtenant le Diplôme de l'Ecole HEC (diplôme de Grande Ecole) et le Master en Affaires Internationales de GSOM StPU.

Les travaux de recherche des deux écoles portent sur le management international des entreprises, les investissements croisés et l'internationalisation des entreprises russes.

**HEC est membre du « Advisory Board » de GSOM et a contribué à l'élaboration du projet présidentiel qui a conduit à la mise en place du projet de nouveau campus de Mikhailovskaya Dacha à Saint-Pétersbourg.** Le projet a été inauguré en 2006 par le Président V. Poutine avec la participation d' HEC.

Pendant l'année académique 2010-2011, 40 étudiants russes ont suivi un programme diplômant à HEC: programme Grande Ecole, MBA, et Executive MBA. En 2011-2012, 63 étudiants sont inscrits dans ces mêmes programmes.

Le russe est enseigné sur le campus d'HEC, où les étudiants, répartis sur deux niveaux de langue, sont en constante augmentation : 38 en 2010-2011, 50 en 2011-12.

Au-delà des activités existantes, de nouvelles formes de collaboration sont envisagées.

Début 2011, HEC travaille à l'élaboration d'une formation conjointe dans le domaine du "risk management" avec la National Research University Higher School of Economics (HSE) de Moscou. Les partenaires d'HEC sont la Faculté d'Economie et l'Institut bancaire.

**HEC est aussi en contact avec Moscow School of Management Skolkovo** qui offre des programmes de formation permanente pour dirigeants et chefs d'entreprise. C'est une institution récente et proche d'un certain nombre de grands groupes russes qui lui confient à la fois la formation de cadres dirigeants et celle d'équipes entières de direction. La stratégie de l'Ecole est résolument tournée vers les grands pays émergents et développe une pédagogie très pragmatique, proche du terrain. L'Ecole manque en revanche de professeurs et doit s'appuyer sur des experts étrangers venant sur une courte période. Une coopération est envisageable avec des établissements français en particulier au niveau des « business projects » menés par les participants dans les entreprises.

La Fondation Skolkovo et son Centre d'Innovation peuvent à terme également intéresser les établissements français d'enseignement et de recherche spécialisés en innovation et entrepreneuriat. En effet le projet comporte un volet enseignement-recherche confié sans exclusive au MIT – d'où la formulation de SIT «Skolkovo Institute of Technology ».

Du côté russe c'est l'Université Technique d'État de Moscou Bauman / BMSTU qui est le partenaire académique du projet, université avec laquelle travaillent déjà un petit nombre d'écoles françaises d'ingénieur.

**En dehors de Moscou HEC est également souvent sollicitée par de grandes universités leaders dans leur région comme Ekaterinbourg, Irkoutsk, Novossibirsk, ou Vladivostok.**

La possibilité de programmes conjoints franco-russes délivrés sur place constitue également une opportunité, à l'étude en ce moment en particulier dans le cadre du partenariat stratégique HEC-GSOM.

Une possibilité de coopération franco-russe-kazakhe dans le domaine de l'enseignement du management - tout particulièrement en finance intéresse HEC Paris du fait que l'école a déjà un accord de coopération avec le Centre de Formation du Regional Financial Centre d' Almaty.

Il faut souligner que les anciens élèves HEC sont déjà une centaine à travailler en Russie, à Moscou, Saint-Pétersbourg, et Ekaterinbourg.



## FICHE : POINT SUR LE SECTEUR ENERGETIQUE RUSSE, ROLE ET PLACE DES PARTENAIRES ETRANGERS

Source Ambassade de France en Russie/Mission économique française en Russie

---

### 1. La Russie accroît l'ouverture de son sous-sol aux énergéticiens étrangers

Le secteur russe des hydrocarbures a, depuis 1991, traversé deux étapes essentielles :

- **une étape de libéralisation du secteur pétrolier enclenchée au début des années 1990**, avec la constitution de 5 à 6 grands acteurs privés. Faisant face à la récession économique et à une situation budgétaire très tendue, les autorités ont alors mis en place un régime légal incitatif pour le développement des gisements (modèle du « Production Sharing Agreement » - PSA). Au cours des années 1990, le secteur pétrolier russe a donc été essentiellement développé par des sociétés privées russes (Loukoil, Youkos) et étrangères. La Russie donnait alors un net avantage aux partenariats avec les Anglo-Saxons : opération de l'important champ Sakhaline-1 confiée à l'Américain ExxonMobil ; entrée de l'Américain Conoco Philips au capital de Loukoil (à hauteur de 10%) ; fondation par BP, avec le consortium TNK, de la troisième compagnie pétrolière russe.
- **une étape de renationalisation partielle, dès 2004, dont le symbole le plus marquant a été la reprise en mains de Youkos**. De nouvelles règles du jeu pour les sociétés occidentales ont été établies afin de rendre les relations plus transparentes :
  - redéfinition des relations avec les opérateurs étrangers (cession par Shell du contrôle du projet Sakhaline-2 à Gazprom) et refus de recourir au régime PSA pour les nouveaux projets ;
  - loi sur les gisements stratégiques réservant aux entreprises contrôlées par l'Etat russe l'obtention de nouvelles licences de développement de champs importants. Cette loi oblige donc les opérateurs privés russes et étrangers à nouer, pour tout nouveau projet d'ampleur, des partenariats avec les grandes sociétés publiques.

**Nous assistons aujourd’hui au démarrage d’une troisième étape, sous l’impulsion des autorités: la constitution d’alliances stratégiques entre grands acteurs russes et étrangers du pétrole et du gaz** (alliance Rosneft-BP, projets Rosneft-Exxon et Rosneft-Chevron, alliance Novatek-Total). Sans remettre en cause le principe de leadership accordé aux compagnies publiques russes, cette nouvelle phase marque une volonté de plus grande ouverture du secteur aux investisseurs étrangers. Cette ouverture obéit à deux logiques :

- la Russie doit préparer le relai des champs d’hydrocarbures « historiques », développés principalement sous l’URSS, à la production aujourd’hui déclinante. L’exploitation des nouveaux champs prometteurs, essentiellement situés en mer ou en zone arctique, nécessite des technologies avancées et des apports considérables en capitaux, que les sociétés russes du secteur ne peuvent assurer seules ;
- la Russie utilise l’ouverture de son sous-sol comme levier géopolitique, en mettant en concurrence l’Europe (jusqu’alors client prédominant) et l’Asie dans l’approvisionnement futur en ressources, mais également en associant les compagnies américaines dans le cadre du « reset » avec les Etats Unis, et en cherchant à positionner les « majors » russes à l’international en échange de participations étrangères à leurs propres champs.

## **2. La France reste, malgré l’alliance Total-Novatek, distancée par BP dans le secteur russe des hydrocarbures**

La part des sociétés étrangères dans la production russe d’hydrocarbures serait comprise entre 15% et 25%, selon les sources. Le Service Economique Régional a dressé un état des lieux de la présence des entreprises étrangères dans le secteur russe des hydrocarbures (voir annexe). Le panorama dressé, par ordre décroissant, met en évidence les points suivants :

### *2.1. BP domine durablement la présence étrangère*

La production actuelle de BP en Russie atteint près de 1M de barils équivalent pétrole (bep) par jour, grâce à son co-contrôle de TNK-BP (troisième groupe pétrolier russe). Soit 100 fois



la part de production de Total dans le champ pétrolier de Khariaga (10 000 bep). **L'alliance stratégique annoncée début 2011 entre BP et Rosneft, premier producteur russe de pétrole, devrait permettre de renforcer encore les positions de BP dans l'amont russe :** entrée à hauteur de 9,5% au capital de Rosneft (équivalent, en part de production, à 205 000 bep/jour) et perspectives de développement des immenses réserves de la Mer de Kara, dans l'Arctique.

*2.2. Historiquement liées à leur place dans le développement des grands gisements de Sakhaline, les positions de Shell, des compagnies japonaises et des compagnies américaines continuent de se renforcer*

**Le potentiel de progression pour Shell, actuel deuxième producteur étranger (190 000 bep/jour), est encore particulièrement élevé.** Dans le cadre de son alliance stratégique avec Gazprom, il est probable que Shell ouvre plusieurs projets internationaux au géant gazier russe et obtienne en échange la montée en puissance de la production à Sakhaline (construction d'une troisième usine GNL à Sakhaline-2, probable association sur le projet Sakhaline-3).

**Le Japon conserve sa place de troisième investisseur dans l'amont russe (140 000 bep), devant la France.** Le poids du Japon est lié à la forte participation de ses entreprises dans le développement de Sakhaline, dont il est l'un des principaux marchés d'exportation. Alors que l'accident de Fukushima devrait conduire à un renforcement durable de la part du gaz dans la consommation énergétique japonaise, les autorités russes ont annoncé la mise en place d'un groupe de travail avec le Japon afin d'élaborer une stratégie de développement de projets conjoints dans les hydrocarbures. Le Premier-ministre russe Vladimir Poutine a d'ores et déjà invité les entreprises japonaises à participer à deux projets majeurs en Sibérie orientale et en Extrême-Orient : le développement du champ gazier de Kovytko et le champ pétrogazier de Chayandinskoye. Ce dernier pourrait devenir la principale source d'approvisionnement de l'usine GNL projetée à Vladivostok.

Les entreprises américaines (100 000 bep) ne sont pas oubliées, loin s'en faut, dans cette nouvelle étape d'ouverture du secteur énergétique russe aux investisseurs étrangers.

Rosneft a ainsi sélectionné Exxon Mobil et Chevron pour d'importants projets d'exploration en Mer Noire (respectivement dans les zones de Touapsé et de Val Shtasky) qui, s'ils se concrétisent, leur donneront accès à de très importantes réserves.

*2.3. L'alliance avec Novatek constitue la plus importante avancée pour Total depuis le démarrage de sa prospection du marché russe à la chute de l'URSS*

**Aujourd'hui présent uniquement** dans le champ de Khariaga, lancé en 1995, le groupe français est au 14<sup>ème</sup> rang des sociétés étrangères du secteur, derrière le hongrois MOL et Petrovietnam. Après l'entrée de Total à hauteur de 12,08% de Novatek, l'entreprise française affichera une production totale en Russie de 130 000 bep/jour (soit 13 fois sa production actuelle). **Elle deviendra ainsi la troisième société étrangère dans l'amont russe (après BP et Shell).**

Si tous les projets poursuivis par Total en Russie se réalisent (montée dans Novatek à 19,04% d'ici 2014, lancement des projets Yamal LNG et Termokarstovoye avec Novatek, lancement du projet Shtokman avec Gazprom), **la production du groupe français en Russie pourrait atteindre 410 000 bep/jour au début de la prochaine décennie. Soit moins de la moitié de la production == actuelle == de BP en Russie.**

*2.4. Les sociétés indiennes disposent de bonnes perspectives de développement*

Grâce à sa participation dans Sakhaline-1 et à sa filiale Imperial Energy, la société publique indienne ONGC bénéficie d'une part de production non négligeable en Russie (58 000 bep/jour). Les autorités russes semblent très favorables au renforcement des positions indiennes :

- ONGC serait en négociations très avancées en vue de l'achat de 20 à 25% de la société pétrolière Bashneft (filiale d'AFK-Systema), opération qui lui permettrait de doubler sa production en Russie et de devenir ainsi le quatrième investisseur du secteur. Bashneft bénéficie actuellement d'un fort soutien du Vice Premier-Ministre Igor Setchine, qui a notamment pesé dans la récente décision

d'attribution à Bashneft de la licence pour le développement des importants champs pétrolier de Trebs et Titov (district des Nenets) ;

- Rosneft, société dirigée par Igor Setchine, a en outre annoncé récemment qu'elle devrait faire appel à des entreprises indiennes pour le développement de l'Arctique.

*2.5. L'Italie et l'Allemagne (respectivement 74 000 et 50 000 bep/jour) se sont vu offrir, ces dernières années, des participations dans des champs réputés relativement faciles et fortement rémunérateurs*

Alors que la quasi-totalité des nouveaux projets auxquels sont associés les sociétés étrangères se situent dans des zones offshore ou d'exploitation très difficile, de nombreux analystes estiment que les autorités russes ont fait un véritable « cadeau » à BASF-Wintershall et E.ON en leur permettant d'entrer (25% chacun) dans l'important projet gazier onshore Youzhnoe-Rousskoye.

De même, certains experts qualifient de « remerciement pour services rendus » l'attribution à ENI et Enel d'un total de 40% dans la société Severenergia (prochain démarrage de la production de champs pétrogaziers onshore dans la région des Nenets) : ENI a en effet assuré le portage temporaire, pour Gazpromneft, d'un important actif issu de Youkos ; Enel a, pour sa part, contribué au succès de la privatisation du secteur électrique russe en acceptant d'acquérir l'importante société de production thermique OGC-5.

*2.6. Prudence de la Russie vis-à-vis de l'ouverture de son sous-sol à la Chine (64 000 bep/jour)*

Les autorités russes se sont efforcées, au cours de la décennie passée, de garder sous contrôle étroit les relations énergétiques avec la Chine. La compagnie chinoise CNPC avait échoué, en 2002, à prendre le contrôle de Slavneft. Les velléités, deux ans plus tard, de Mikhaïl Khodorkovsky, alors Président de Youkos, de négocier en direct avec la Chine la

construction d'un oléoduc Sibérie-Chine ne sont d'ailleurs pas étrangères à la confiscation de son entreprise.

Constatant le changement des rapports de force au sein du secteur pétrolier russe, la Chine a finalement réussi à s'imposer comme partenaire de la Russie en... finançant l'absorption de Youkos par Rosneft (via des prêts sur 20 ans d'un total de 25 Md USD accordés fin 2009 sur 20 ans à Rosneft, ainsi qu'à Transneft). La Russie, qui a pris conscience que la Chine constitue l'un des marchés d'avenir pour l'exportation de ses hydrocarbures (contrat pétrolier long terme signé, contrat gazier en négociation), évite cependant de positionner les Chinois sur des projets à proximité géographique de leur territoire. Rosneft s'est ainsi associé à Sinopec sur le développement de champs dans la région de la Volga. Dans l'avenir, les compagnies chinoises pourraient être associées au développement des ressources de Sakhaline (projet Sakhaline-3) et de l'Arctique (récente déclaration de Rosneft en ce sens).

### **3. Les perspectives pour les entreprises françaises**

#### *3.1. Confirmation des projets gaziers envisagés par Total (Shtokman avec Gazprom ; Termokarstovoye et Yamal LNG avec Novatek)*

Même avec l'acquisition de 12% de Novatek, la part de production de Total en Russie (6% de la production mondiale du groupe, contre 0,5% jusqu'alors) reste sans commune mesure avec celle de BP (environ 25% de la production 2010, part encore amenée à augmenter avec la vente de certains actifs de BP et l'acquisition d'une participation dans Rosneft). Total dispose donc de marges de manœuvre significatives pour augmenter son exposition à la Russie, notamment à travers la réalisation du projet Shtokman (décision finale d'investissement attendue au premier semestre 2011, requérant le soutien politique des autorités russes) et de Yamal LNG.

L'appui constant des autorités françaises continuera à être nécessaire pour conforter les chances de réalisation du projet Shtokman.

### *3.2. S'implanter plus fortement dans le secteur pétrolier*

Total est intéressé par le développement de projets avec Rosneft. Les négociations sur l'exploration conjointe de Val Chatsky (Mer Noire) pourraient être relancées si, comme la rumeur l'indique, l'américain Chevron renonce à ce projet. Le secteur pétrolier russe étant contrôlé aux 2/3 par des acteurs privés, d'intéressantes opportunités peuvent en outre exister pour Total en dehors de Rosneft : Gazpromneft (filiale pétrolière de Gazprom, option suggérée à Pierre Lellouche par le Vice-Ministre russe de l'énergie A. Yanovski), Loukoil (ancienne « chasse gardée » de l'américain Conoco), ou des acteurs de plus petite taille.

### *3.3. Augmenter le nombre d'acteurs français sur le marché russe :*

Parmi les trois grands énergéticiens français, seul Total est implanté industriellement en Russie. Les Etats-Unis (Chevron, Exxon, Conoco), le Japon (Mitsubishi, Mitsui, Jgmecc), l'Italie (ENI, Enel) et l'Allemagne (BASF, E.ON) ont en revanche diversifié leur présence.

**S'ils le souhaitent, GDF-SUEZ et EDF pourraient, à l'évidence, s'assurer une place dans l'amont russe ==.** Ainsi, les autorités russes seraient ouvertes à la participation d'une seconde société française, aux côtés de Total, dans le projet Yamal LNG.

L'exemple de la société électrique italienne Enel constitue une illustration intéressante d'une stratégie intégrée d'accès au marché russe : en même temps qu'elle devenait propriétaire de l'une des principales sociétés électriques russes (OGK-5), Enel a été invitée au capital de la société Severenergia (champs en démarrage devant apporter à Enel l'équivalent de 30 000 bep/jour, soit trois fois la production de Total sur le champ de Khariaga).

- Au cours de son récent entretien (1<sup>er</sup> février) avec Anatoli Yanovski, Vice-Ministre russe de l'Energie, le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pierre Lellouche, a tenu un discours sur la place de la France dans le secteur énergétique russe : la France était en droit d'espérer un traitement aussi favorable que les Anglo-Saxons ; le partenariat étroit entre la France et la Russie en matière politique et économique devrait aussi inclure l'énergie.

En admettant ne pas avoir pris conscience de l'ampleur de l'écart entre les positions actuelles de BP et celles de Total, A. Yanovski a proposé de mener une réflexion commune sur les moyens de réduire le différentiel, « y compris dans le pétrole, alors que les Français se sont jusqu'alors surtout concentrés sur le gaz ».

En vue du groupe de travail énergie du CEFIC, qui se tiendra d'ici le mois de juin sous coprésidence de Pierre-Franck Chevet, Directeur Général de l'Énergie et du Climat, et d'Anatoli Yanovski, **la France pourrait proposer de « missionner des experts français et russes pour établir des propositions conjointes sur le renforcement de la coopération franco-russe en matière de production d'hydrocarbures »**. Il conviendrait à cette occasion de vérifier l'intérêt de principe des entreprises françaises pour s'implanter ou renforcer leur présence dans l'amont russe.

- **Il est d'autant plus nécessaire de soutenir la poursuite du renforcement des positions françaises dans l'amont russe que BP, Shell, les entreprises américaines, japonaises et même indiennes devraient confirmer au cours des prochains mois leur participation à des projets majeurs en Russie.**

## FICHE : POINT SUR L'AGRICULTURE ET LA COOPERATION FRANCO-RUSSE DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

sources Ambassade de France en Russie

La Russie et la France sont deux pays qui ont une tradition et une vocation agricole. La Russie est confrontée à l'aléa climatique qui peut remettre en cause son indépendance en matière agricole. Le secteur agricole et surtout l'industrie agro-alimentaire russes ont du faire face à l'éclatement de l'URSS (indépendance de l'Ukraine et de la Biélorussie). La France a réussi à développer un important secteur agroalimentaire qui doit néanmoins faire face à une vive concurrence au sein de l'Union européenne mais aussi avec la montée de pays d'Amérique Latine voire d'Asie.

Principales données	Russie	France
Surface du territoire (km <sup>2</sup> )	17 100 000	551 500
Part agriculture dans PIB 2010	5,44 %	3,2 %
Surface agricole (milliers ha)	219 500	29 670
Balance commerciale agro-alimentaire 2010 (milliards euros)	Exportations : 6,04 Importations : 24,90 Solde : - 18,86	Exportations : 42 Importations : 33 Solde : + 9
Exportations agricoles 2010 vers l'autre pays RU vers FR et FR vers RU (millions d'euros)	60,5 (-8,3% par rapport à 2009)	974,4 (+39,6% par rapport à 2009)

Sources : Banque mondiale, OCDE, PNUD, Ubifrance, GTA (Global Trade Atlas) pour le commerce agroalimentaire.

L'agriculture russe marquée par l'immensité du territoire et la dureté du climat

Le climat continental, avec une période végétative courte et des sécheresses récurrentes, ne favorise pas l'agriculture, malgré des terres très fertiles (de type tchernoziom) au sud du pays.

La **surface agricole utile représente 12,8% du territoire**. Les forêts (comme la taïga) et autres terres boisées occupent 851 millions d'hectares - soit 50 % du territoire et **1/5ème de la superficie mondiale de forêts** - et sont une des richesses naturelles du pays.

### ***Un potentiel exceptionnel***

L'immensité du territoire russe (17 Mkm<sup>2</sup>), laisse disponible pour l'agriculture 200 Mha de terres, dont 60% de surface cultivée, parmi lesquelles la moitié « tchernoziom », les fameuses « terres noires », et 40% de pâturages. Plusieurs Mha sont en jachère. Le climat continental est très rigoureux avec une période végétative réduite et des risques de sécheresse, ce qui rend indispensable l'irrigation dans le sud du pays.

Des capacités de développement important

La production reste extensive au sein de trois types de structures :

les entreprises : 27000 grandes structures héritières des sovkhozes et des kolkhozes de plus de 5000 ha de moyenne sur 77% de la surface cultivée qui produisent 78% de la production de céréales, 88 % de betteraves à sucre et 70% de tournesol, 75% de la production d'œufs, un peu moins de 50% de la production de viande et 45% de la production de lait. Certaines sont structurées en agro-holding de plus de 100.000 ha.

Les fermes privées, 255.000 unités de 81 ha de moyenne, qui occupent 8% des terres, produisent 20% du volume total de production de céréales, 29% du tournesol et 12% de betteraves à sucre.

Les lopins de terres qui concernent 16 M de foyers de 0,44 ha de moyenne qui produisent plus de la moitié de la production agricole totale, 90% pour les pommes de terre, 88% des fruits, 78% des légumes, 51% du lait et un peu moins de 50% de la production de viande.



Les moyens de production se caractérisent par des matériels obsolètes et insuffisants, des semences non-sélectionnées et des intrants (engrais et pesticides) réduits, et des personnels peu qualifiés aux salaires très bas.

***Une agriculture orientée vers les grandes cultures, mais avec un cheptel en cours de reconstitution***

Après deux années exceptionnelles (108 Mt en 2008 et 97 Mt en 2009), la récolte de céréales s'est effondrée en 2010 du fait de la très forte sécheresse estivale. 60,9 Mt (-37,3%/2009) ont été récoltées dont 41,5Mt de blé, 8,3 Mt d'orge, 3,9 Mt d'avoine, 3,1 Mt de maïs et 1,06 Mt de riz (+16%/2009). Une mesure d'embargo sur les exportations a donc été prise jusqu'à fin juin 2011. Les rendements restent faibles, 18,2 qtx/ha pour le blé. La récolte de betterave à sucre s'est élevée à 22,2 Mt, ce qui a permis de produire 4,86 Mt de sucre, mais a nécessité d'importer 2,1 Mt de sucre roux. 5,3 Mt de tournesol ont été récoltés et 21,1 Mt de pommes de terre.

Alors que le cheptel a diminué de plus de moitié au début des années 1990, en 2010, l'augmentation du cheptel de volaille s'est poursuivie + 3,1% (449 M), alors que les porcs diminuent de 0,5% (17,2 Mt), et que la chute se poursuit pour les bovins – 2,% (20 M dont 8,8 M de vaches laitières). La production de viande (6,7 Mt), en progression, ne suffit pas à satisfaire la demande. Enfin, si le rendement laitier par vache augmente (4592 kg/an), le volume global stagne (-1,3%) du fait de la décroissance du cheptel.

Le **vignoble** russe est passé de 300.000 ha en 1985 à 70.000 ha suite aux arrachages de la période Gorbatchev. Chaque année, les Russes consomment 9 Mds de litres de bière, 2,2 Mds de litres de vodka, 850 M de litres de vin (dont 40 M de litres de vin français), et 60 M de litres de brandy (2,5 M de cognac).

## **Le déclin du secteur agricole**

### **La politique agricole en Russie : une priorité retrouvée**

La place de l'agriculture dans l'économie russe a considérablement diminué en 20 ans, de 15,4 % du PIB en 1990, **l'agriculture ne représente que 5,44 % du PIB en 2010**. Mais **10% de la population travaille dans le secteur agricole et forestier**.

La **fédération de Russie n'est pas auto-suffisante en produits agro-alimentaires**, notamment en viandes, fruits et légumes, poissons, et produits laitiers, mais exporte des céréales et de la farine, du poisson et des huiles. En 2010, son déficit pour les produits agroalimentaires s'est élevé à 18,86 Mds d'€. **La prise en compte du secteur dans les politiques publiques russes monte en puissance**.

Les installations de **l'industrie agro-alimentaire, qui étaient dans un état vétuste**, sont désormais l'objet de rachat par des sociétés occidentales. Des investissements en intégration verticale sont également réalisés par Bonduelle, Cecab, Danone, Lactalis, Lesaffre pour les entreprises françaises

L'agriculture a été déclarée **priorité nationale en 2005**, le gouvernement a adopté un **programme quinquennal** de développement de l'agriculture pour la période 2008-2012.

La structure du Gouvernement de M. Poutine de mai 2008 renforce le secteur agricole, avec la confirmation d'un ministère de l'agriculture de plein exercice aux compétences élargies (pêche et forêts), dirigé par Mme Elena Skrynnik.

La conception du modèle de développement du secteur, qui a relevé pendant longtemps de l'économie planifiée reposant sur des grandes structures, agro-holdings, est en cours d'infléchissement avec l'adoption d'un programme de développement de « mini-fermes », fondé sur une agriculture familiale multifonctionnelle.

Si en 2009, malgré la crise, l'augmentation des soutiens publics au secteur a permis à la production agricole de progresser de 1,2%, alors que le PIB global baissait de 7,9%, la très forte sécheresse de 2010 a au contraire entraîné une très forte diminution de la production agricole (-11,9%).

Aux objectifs premiers du programme quinquennal de développement de l'agriculture :

- contribuer au développement durable des territoires ruraux, développer la croissance du secteur agricole et agroalimentaire et assurer la compétitivité des exploitations agricoles - afin de garantir la disponibilité des produits agricoles et la stabilité de leurs prix, s'ajoutent désormais les objectifs fixés par la **doctrine de sécurité alimentaire**, adoptée début 2010 par le Président Medvedev, avec une politique commerciale adaptée.

Les objectifs de production interne (d'ici 2020) y sont fixés : 95% pour les céréales et les pommes de terre, 90% en lait, 85% en viande, 80% en sucre et en produits laitiers et en huile végétale.

Un nouveau texte, qui prendra la suite du plan quinquennal 2008-2012, est actuellement en préparation. Il s'agit d'un nouveau programme d'Etat pour le développement de l'agriculture pour les années 2013-2020.

### **La France dégage un important solde positif dans le domaine agricole avec la Russie**

Le solde des échanges agroalimentaires franco-russe est très **excédentaire en faveur de la France**, Toutefois, nos exportations agroalimentaires restent très en-deçà de celles de l'Allemagne ou des Pays Bas.

En 2010, les exportations agroalimentaires françaises vers la Russie représentaient 974 M€ sur un total de produits agroalimentaires importés de 24,9 Mds€ (+26 %). La France se place au 8<sup>ème</sup> rang des fournisseurs en agroalimentaire de la Russie soit 3,9% des importations agroalimentaires russes derrière le Brésil, l'Allemagne, l'Ukraine, les Pays-Bas, la Turquie, les Etats-Unis, et la Chine.

Les principales exportations françaises sont tout d'abord les boissons, vins et spiritueux : 348 M€, viandes et abats : 140 M€, lait et produits laitiers : 104 M€.

Les principaux clients de la Russie en 2010 pour les produits agroalimentaires sont en tête la Chine (716 M€), puis l'Egypte (688 M€), la Corée du Sud (622 M€), l'Ukraine (431 M€), le Kazakhstan (395 M€), et la Turquie (359 M€).

La France a importé en 2010 pour 60 M€ de produits agroalimentaires russes (23<sup>ème</sup> client). Ce sont principalement des huiles et corps gras (51,5 M€).

Le porc est la base de l'alimentation carnée russe. Les opérateurs français fournissent 3,1% du total exportés, essentiellement le lard et gras et la viande congelée, ce qui en fait un débouché très important pour la filière porcine française.

### **De nombreuses entreprises de l'industrie agroalimentaire française sont présentes en Russie**

Les principales entreprises agro-alimentaires françaises présentes en Russie sont SUCDEN, LOUIS DREYFUS, ROQUETTE, SOUFFLET dans le secteur des grandes cultures et de leur transformation, BONDUELLE et CECAB dans la conserverie de légumes, DANONE et LACTALIS dans les produits laitiers, LESAFFRE INTERNATIONAL (levure), sans compter HARRYS (pain de mie, biscuits) dans le secteur de la boulangerie, OLMIX (oligo-éléments, nano technologies) dans le secteur de l'alimentation animale, et bien sûr la grande distribution avec Auchan et les différents distributeurs de machines agricoles.

### **Le potentiel français pourrait sans nul doute mieux s'exprimer en Russie**

La place des entreprises françaises ne correspond pas à sa position de premier producteur européen et pourrait significativement augmenter dans plusieurs domaines.

- La viande : de nouvelles demandes émergent et l'aide à la reconstitution du cheptel pourrait être amplifiée

Compte-tenu de la difficulté à reconstituer le cheptel russe, notamment bovin, les importations de viande devrait continuer. Il existe donc une carte à jouer pour les entreprises françaises pour exporter, notamment de la viande de porc, sur des morceaux plus nobles (longes, carrés ...) dont la demande commence à augmenter en Russie, en complément des exportations traditionnelles d'abats et de graisses.

Par ailleurs, l'appui à la reconstitution du cheptel tant bovin que porcin pourrait être augmenté, la France étant notamment reconnue par les qualités génétiques de ses animaux.

Toutefois, cette démarche devra être si possible intégrée, comportant à la fois le cheptel, les bâtiments et les installations, accompagnés du suivi et de la formation, tant en conduite d'élevage, que de suivi sanitaire. Cependant, l'épizootie de fièvre catarrhale ovine en France a fortement limité les exportations de bovins vivants ces deux dernières années.

- Les fruits et légumes : un marché à développer tant à l'exportation qu'en termes d'équipements

Les exportations de pommes françaises pourraient être augmentées. Les équipements pour les serres sont aussi très demandés.

- Les vins : une image de qualité à conforter et des opportunités pour la reconstitution du vignoble russe

La France pourrait se positionner plus clairement sur le créneau des vins de qualité et faire découvrir aussi les autres terroirs en complément du Bordeaux et du Bourgogne. En effet, les vins des pays du nouveau monde et d'Espagne risquent de concurrencer très vite les vins français. En matière viticole, la volonté de reconstituer le vignoble russe dans le sud laisse des opportunités d'installation de vignerons français qui apportent leur expertise. Les pépinières viticoles et les équipementiers pourraient aussi se positionner utilement dans l'équipement des caves.

- Les produits laitiers : saisir les lacunes durables de l'approvisionnement local en lait

Compte-tenu de la difficulté de la Russie à reconstituer son cheptel laitier, la France pourrait significativement augmenter ses exportations en fromages fondus ou en poudre de lait.

- Le sucre : répondre à la volonté des autorités russes de conserver une production locale

Les droits prohibitifs qui pèsent sur l'importation de sucre blanc laissent peu de chance aux exportations françaises face au sucre roux de canne. La production locale de sucre étant considérée comme stratégique, des investisseurs français pourraient explorer le secteur en

répondant à la volonté politique de certaines régions, et les équipementiers prospecter plus systématiquement les opportunités de modernisation des unités de production existantes, très vétustes.

- Les grandes cultures : renforcer l'offre française de machinisme agricole

La très forte augmentation des cours mondiaux sur les céréales et la demande en bio-carburants conduisent à des investissements importants dans ce secteur. Face des rendements très faibles et à un parc en machines agricoles vétuste et limité, il existe donc des opportunités très importantes pour les entreprises françaises tant pour le machinisme dans le secteur des cultures que pour l'irrigation.

Des opportunités pour les sociétés françaises existent donc dans les secteurs agricole et agroalimentaire russes, tant en termes de développement de nos exportations que de d'appui au développement du secteur productif. Il conviendrait toutefois de mieux structurer l'offre française, notamment par son regroupement afin de correspondre à une demande russe souvent importante. Il serait en outre nécessaire de la rendre plus visible, à la fois en la renforçant en Russie par une participation accrue sur les salons russes et le développement de missions régionales et en incitant les Russes à venir davantage la connaître en France (participation aux salons du secteur – Salon de l'agriculture, salon de l'agroalimentaire, salon de l'élevage et organisation de missions d'acheteurs ou de décideurs en France).

**Les investissements des entreprises françaises dans le domaine de l'agroalimentaire**

En termes d'investissements français, les opérations les plus importantes concernent les sociétés françaises du secteur laitier, présentes en Russie depuis plusieurs années :

-La société DANONE, présente en Russie depuis 20 ans, a opéré en 2010 une fusion avec le n°2 des producteurs laitiers russes, UNIMILK. Elle possède désormais 57.5% de la nouvelle société et compte pas moins de 30 usines (28 en Russie, 1 en Biélorussie et 1 en Ukraine). La Russie est désormais le premier marché du groupe DANONE (avant même la France).

-La société LACTALIS, qui a ouvert sa première usine de production en Russie en 2003, vient de racheter, en 2011, une seconde usine proche de Moscou.

Les sociétés françaises présentes en Russie dans d'autres secteurs agroalimentaires comme la transformation de fruits et légumes (BONDUELLE qui a construit une conserverie dans la région de Krasnodar pour 55 M d'€ en 2004 et agrandie en 2007, envisage d'acquérir celle construite par la CECAB et inaugurée en 2007 dans la même région), ou le sucre (SUCDEN, présent depuis 20 ans en Russie, possède 3 sucreries et 80 000 hectares, ce qui représente un investissement total d'environ 180 M d'€) n'ont pas réalisé d'investissements importants très récemment, mais poursuivent et développent leurs activités en Russie avec succès. Dans le domaine des levures, le groupe LESAFFRE, qui possède déjà 3 sites de production à St Pétersbourg, Kourgan et Toula, vient d'acquérir une 4ème usine à Voronej en juillet 2011 et envisage d'y investir 22 M d'€ pour la rénover et la moderniser.

Dans les autres secteurs agricoles, il est à noter en 2010 l'acquisition d'un nouveau silo par le groupe SOUFFLET dans la région de Lipietzk pour un montant de 8,5 M d'€, et dans la même région, l'agrandissement d'un élevage de porcs reproducteurs détenu en partie par des français (société OTRADA GEN) pour un montant de 25 M d'€ sur 2011 et 2012. Le groupe LOUIS DREYFUS quant à lui détient 12 silos en Russie mais n'a pas réalisé d'investissement récent.

Dans le secteur de la distribution, le groupe AUCHAN, qui a monté son premier magasin en Russie en 2002, vient d'inaugurer, en octobre 2011, son 47ème magasin dans la région de Kazan, et poursuit son expansion.

Les exportations de produits agroalimentaires français vers la Russie s'élèvent à 950 M d'€ pour 2010. Les vins et spiritueux occupent la 1ère place (348 M d'€), suivis de près par les viandes et produits carnés (140 M d'€) puis les produits laitiers (103 M d'€) et les fruits et légumes (49 M d'€). La France est le 8ème pays fournisseur de la Russie en produits agroalimentaires et représente 3,9% des importations russes de produits agroalimentaires.

Mais la France exporte également vers la Russie d'autres produits du secteur agricole (non agroalimentaires), tels que de la génétique animale (porcs reproducteurs, bovins, volaille pour un montant de 9,5 M d'€ en 2010), du matériel d'élevage et des machines agricoles (pour un montant de 50 M d'€ en 2010).

### **Les exportations agricoles russes vers la France**

En sens inverse, la part des produits agroalimentaires dans les exportations russes vers la France reste faible : environ 93,8 M d'€. Il s'agit essentiellement de graisses et huiles (51 M d'€) et de produits de la pêche (33,5 M d'€). La France se situe à la 23<sup>ème</sup> place des pays clients de la Russie, représentant environ 1,5% des exportations russes, très concentrées sur les céréales.



## **FICHE : POINT SUR LA MODERNISATION DES TRANSPORTS EN RUSSIE**

**SOURCES : Ministère des affaires étrangères Russe/ambassade de France en Russie**

---

La question des transports a été de tout temps clef pour la Russie compte tenu de sa taille et de son positionnement géographique. La fin de l'URSS n'a pas été sans conséquences avec la modification des frontières. La Russie a du gérer la liaison avec Kaliningrad qui est enclavée. Plusieurs lignes ferroviaires desservant l'intérieur de la Russie passe par des territoires devenus étrangers. Il en est ainsi avec le Transsibérien et de la ligne ferroviaire Moscou/Rostov qui traverse l'Ukraine. Plusieurs gazoducs et oléoducs sont confrontés au même problème et s'achèvent dans des ports étrangers dans les pays baltes ou en Ukraine.

De nombreux accords de transit ont été négociés pour pallier à ces problèmes de continuité. Par ailleurs, les autorités russes ont du revoir l'ensemble des politiques de maintenance. La grande majorité des ateliers de maintenance pour le ferroviaire se situait en Ukraine (70 % des ateliers). Il a fallu négocier avec les autorités ukrainiennes et créé de nouveaux centres. Il en était de même avec les oléoducs et pour une partie du secteur aéronautique.

Depuis 1991, la Russie a du faire face à un réel problème de modernisation de ses réseaux. Le sous-investissement des dernières années de l'URSS rend coûteux la mise aux normes des infrastructures et du matériel. Les locomotives et les wagons étaient vétustes ; la flotte aéronautique ne répondait pas aux normes anti-pollution occidentale et aux normes de sécurité.

L'autre grand enjeu pour le secteur des transports russe est sa privatisation.

La fin de l'URSS a donné lieu à des situations conflictuelles entre les différents acteurs, retardant d'autant la modernisation des infrastructures. Sous la pression internationale, il avait été initié un processus de séparation entre gestionnaires des infrastructures et transporteurs. La libéralisation anarchique a entraîné de nombreux problèmes : incohérences dans les tarifs, mauvaise coordination des réseaux, défaillance des plates-

formes intermodales. L'arrivée de concurrents issus de Biélorussie, de Turquie, des Pays Baltes ou d'Allemagne a également désorganisé le secteur des transports internes.

Depuis 1997, un processus de rationalisation a été engagé avec une clarification des responsabilités et avec des regroupements de structures. L'Etat russe a décidé d'adopter des normes de niveau européen et de conduire un large programme de privatisation (ports, aéroports...).

### **Le rôle du secteur des transports en Russie**

Le trafic de marchandises en Russie est réalisé de la manière suivante : (chiffres 2005 source stat.ejeg)

- Chemins de fer : 55 % (en milliards de tonnes/km)
- Automobile : 5,8 %
- Maritime : 1,4 %
- Fluvial : 2,1
- Oléoduc, gazoducs : 34,7 %

Le secteur des transports représente 3,3 millions d'emplois et 162 000 entreprises dont 86 % sont actuellement privées.

## FICHE : POINT SUR L'EVOLUTION DU TRANSPORT AERIEN ET DE L'AERONAUTIQUE

SOURCES : Ministère des affaires étrangères Russe/Ministère des affaires Étrangères France

---

### 1. Présentation générale

La Russie figure aux côtés des Etats-Unis et de l'Union européenne parmi les grandes puissances aéronautiques. Du fait de la taille de son territoire et du climat qui ne facilite pas le transport terrestre une grande partie de l'année, le transport aérien est primordial pour la Russie.

Dans le cadre du plan de modernisation décidé par les autorités russes, l'aéronautique fait l'objet d'une attention toute particulière tant au niveau des liaisons aériennes, des infrastructures (aéroports) qu'au niveau de la fabrication d'avions fiables et modernes.

Le marché russe du transport aérien est en plein essor depuis le début du siècle. La diminution enregistrée en 2009 du fait de la crise a été en grande partie effacée en 2010.

Même si le nombre de voyageurs est inférieur au record de 1990 avec plus de 90 millions de passagers, la Russie se distingue des pays émergents par la taille et l'importance de son réseau aérien. 40% du territoire russe n'est accessible que par air.

Selon le ministre russe des transports, le volume de fret aérien a augmenté de 38% en 2010 par rapport à 2009.

Conscient du rôle économique de l'aviation, les autorités russes ont mis l'accent sur la modernisation des flottes, en particulier pour les principales compagnies (Aeroflot, S7, Transaero, UTAir). Elles ont eu recours à d'importants achats auprès d'Airbus et de Boeing.

Ces achats de nouveaux appareils nécessitent d'être accompagnés par un effort accru en matière de formation, tant pour les équipages, que pour la maintenance des appareils.

Seize aéroports russes ont accueilli plus d'un million de passagers en 2008. Les aéroports russes sont en pleine restructuration, sous l'autorité de l'Etat :

- L'Etat, propriétaire originel, a des projets de transfert des droits de propriété d'une vingtaine de plates formes vers les entités locales.
- Des grandes sociétés gestionnaires, auxquelles l'Etat a confié la gestion des plates formes (le groupe East Line gère ainsi par exemple le plus grand aéroport du pays, Moscou – Domodedovo), investissent dans les aéroports régionaux. L'aéroport de St Pétersbourg - Pulkovo a été confié, dans le cadre d'un partenariat public – privé, à un groupement dirigé par Fraport (aéroport de Francfort sur Main)

Le réseau aéroportuaire russe est à la dimension du pays avec plus de 200 aéroports dotés d'une piste artificielle. Néanmoins, un certain nombre d'entre eux ont besoin d'être modernisés afin d'accueillir en toute sécurité des avions. De nombreuses pistes ont plus de vingt ans.

Le ministère russe des transports qui a présenté en 2008 son plan de modernisation des aéroports du pays a engagé quatre programmes fédéraux (dont deux pour l'Extrême Orient russe). En 2009, le budget annoncé pour les opérations de modernisation était d'environ 650 millions d'euros.

La France et tout particulièrement Aéroports de Paris doivent participer aux côtés des Allemands à ce grand programme de modernisation. Notre savoir-faire en la matière et dans le domaine des partenariats public-privé doit permettre à la France de ne pas être absente dans ce domaine.

Les autorités russes dans le cadre de leur programme de modernisation entendent mettre en avant la construction aéronautique civile. A l'horizon 2025, la Russie espère fabriquer 25% du marché mondial des avions militaires et 15% du marché des avions civils.

Depuis la fin de la période soviétique, la construction aéronautique civile russe n'a livré qu'une dizaine d'avions civils par an. Son chiffre d'affaire est estimé aujourd'hui à 2 milliards d'USD. Elle emploie 530 000 personnes contre 1,5 million du temps de l'URSS. En février 2006 l'Etat russe a décidé la création d'OAK, « consortium aéronautique unifié », société

holding d'Etat qui regroupe les principaux constructeurs russes (Sukhoi, Irkut, Bériev, Iliouchine et Tupolev).

Les projets d'avions (civils et militaires) sont conçus et financés dans le cadre de cette nouvelle structure.

Le projet qui est prioritaire est le Superjet 100 qui est un avion régional de 95 places, dont 30% de la valeur est d'origine française. Il possède un rayon d'action extensible à 3800 kilomètres. Il est produit par l'avionneur Sukhoi sur le site de Komsomolsk sur Amour.

Le projet de moyen-courrier MS 21, développé par Irkut, est encore au stade de la conception. Airbus mène une coopération active avec OAK (projet de conversion des A320 en version cargo).

Dans le secteur des hélicoptères, la société Oboronprom, créée en 2002, dont les capitaux sont détenus par l'Etat russe à 51% et par Rosoboronexport (qui exerce un monopole sur l'import et l'export des matériels militaires en Russie) à 31%, a été choisie pour regrouper les actifs des hélicoptéristes et des motoristes russes

En 2010, 214 hélicoptères ont été produits en Russie en 2010, dont la moitié a été exportée.

Le marché de l'aéronautique sera profondément modifié d'ici 20 ans avec l'arrivée de nouveaux concurrents en provenance de Chine, du Brésil voire d'Inde. Il faut dès maintenant élaborer une stratégie afin de renforcer nos positions en la matière. L'aéronautique est aujourd'hui le principal pilier de la balance commerciale française. Le marché russe est un marché qui sera en expansion pour de nombreuses années. Nous avons le choix soit de jouer une association étroite avec les sociétés russes qui disposent ou soient de jouer la concurrence avec un risque évident d'éparpillement de nos forces sur le territoire européen. Le renforcement de la collaboration euro-russe est indispensable dans ce secteur stratégique.

Par ailleurs, les Russes ont décidé de consacrer deux milliards d'euros pour moderniser la navigation aérienne. Il est prévu de réduire le nombre de centres de contrôle et d'augmenter leur taille.

L'entreprise gérant les centres de contrôle aérien (Goskorporatia ATC) est sous la tutelle du ministère russe des transports.

Le plan de modernisation de la navigation aérienne russe vise à augmenter en améliorant la sécurité le volume de trafic traité dans l'espace aérien russe qui atteint plus de 25 millions de km<sup>2</sup>.

Des efforts de formation sont nécessaires. La Russie souffre d'une pénurie de main d'œuvre dans ce domaine d'autant plus que les centres de contrôle aérien sont souvent isolés au sein du territoire et attirent donc peu de candidats.

Les autorités souhaitent privilégier les systèmes automatiques de contrôle aérien. Il est indéniable que des programmes de recherche développement devraient être lancés dans ce domaine très sensible.

Le marché russe du transport aérien est en plein essor. En croissance continue entre 2000 et 2008, le nombre de passagers transportés par les compagnies aériennes russes a diminué en 2009 du fait de la crise, mais la tendance est repartie à la hausse en 2010. Ce chiffre reste cependant inférieur au nombre de passagers (plus de 90 millions) embarqués sur le territoire de la fédération russe en 1990, ce qui montre que le transport par air a connu un développement précoce en Russie par rapport aux autres pays émergents, du fait de la volonté initiale du gouvernement soviétique, et d'une réalité géographique : 40% du territoire russe n'est accessible que par air. Selon le ministre russe des transports, le volume de fret aérien a augmenté de 38% en 2010 par rapport à 2009. Ce développement du trafic s'accompagne d'une rénovation des flottes, en particulier pour les principales compagnies (Aeroflot, S7, Transaero, UTAir), qui s'équipent d'appareils occidentaux. Ces nouveaux équipements sont à l'origine d'un besoin croissant de formation, tant pour les équipages, que pour la maintenance des appareils.

Le réseau aéroportuaire russe est vaste (200 aéroports sont dotés d'une piste artificielle), mais vétuste (la quasi-totalité des pistes a plus de 20 ans). Le ministère russe des transports a présenté en 2008 son plan de modernisation des aéroports du pays. Pas moins de quatre programmes fédéraux sont engagés (dont deux pour l'Extrême Orient russe). En 2009, le budget annoncé pour les opérations de modernisation était d'environ 650 millions d'euros. Seize aéroports russes ont accueilli plus d'un million de passagers en 2008. Les aéroports russes sont en pleine restructuration, sous la houlette de l'Etat : - l'Etat, propriétaire originel, a des projets de transfert des droits de propriété d'une vingtaine de plates formes vers les entités locales. - des grandes sociétés gestionnaires, auxquelles l'Etat a confié la gestion des plates formes (le groupe East Line gère ainsi par exemple le plus grand aéroport du pays, Moscou – Domodedovo), investissent dans les aéroports régionaux. L'aéroport de St Pétersbourg - Pulkovo a été confié, dans le cadre d'un partenariat public – privé, à un groupement dirigé par Fraport (aéroport de Francfort sur Main).

Le chiffre d'affaire de l'industrie aéronautique russe est estimé aujourd'hui à 2 milliards d'USD, et elle emploie 530 000 personnes contre 1,5 million du temps de l'URSS. En février 2006 l'Etat russe a décidé la création d'OAK, « consortium aéronautique unifié », société holding d'Etat qui regroupe les principaux constructeurs russes (Sukhoi, Irkut, Bériev, Iliouchine et Tupolev). C'est maintenant au sein d'OAK que les projets d'avions (civils et militaires), sont conçus et financés. Le programme phare de l'aéronautique russe est actuellement le Superjet 100. Cet avion régional de 95 places, dont 30% de la valeur est d'origine française, et qui possède un rayon d'action extensible à 3800 kilomètres, est produit par l'avionneur Sukhoi, sur le site de Komsomolsk sur Amour. Le projet de moyen courrier MS 21, développé par Irkut, est encore au stade de la conception. Dans le secteur des hélicoptères, la société Oboronprom, créée en 2002, dont les capitaux sont détenus par l'Etat russe à 51% et par Rosoboronexport (qui exerce un monopole sur l'import et l'export des matériels militaires en Russie) à 31%, a été choisie pour regrouper les actifs des hélicoptéristes et des motoristes russes.

## **2 milliards d'euros pour moderniser la navigation aérienne**

La modernisation de la navigation aérienne a pour but de réduire le nombre de centres de contrôle, et d'augmenter leur taille.

L'entreprise gérant les centres de contrôle aérien (Goskorporatia ATC) est sous la tutelle du ministère russe des transports. Le plan de modernisation de la navigation aérienne russe, lancé fin 2007 et doté de 2 milliards d'euros, a pour objectif d'augmenter, en toute sécurité, le volume de trafic traité dans l'espace aérien russe, qui couvre une étendue de 25 millions de Km<sup>2</sup>. La modernisation des systèmes existants, dans un contexte de pénurie de ressources humaines disponibles (les centres de contrôle aérien sont souvent isolés au sein du territoire russe et attirent peu de candidats), et d'automatisation croissante des postes de travail, devient en effet une nécessité pour les autorités russes. Un décret non publié de février 2008 réserve à une société russe le monopole de la fourniture des équipements de navigation aérienne en Russie.

### **2. Les partenariats entre sociétés européennes et russes**

*2.1. En matière de construction aéronautique civile, le groupe SAFRAN collabore activement avec ses partenaires russes NPO Saturn (moteurs) et Kamov (hélicoptères)*

#### Programme d'avion régional Superjet 100 équipé du moteur franco-russe SaM146

La certification du réacteur a été obtenue le 23 juin 2010 par l'autorité de certification européenne. La certification de l'avion par les autorités russes a été obtenue le 28 janvier 2011 et sa validation par l'autorité européenne de certification devrait intervenir en 2012.

L'avion Superjet 100 a été commandé à 165 exemplaires. A février 2012, six Superjet 100 sont en exploitation, un par la compagnie Armavia et cinq par Aeroflot.



Les autorités russes ont toujours insisté pour que le gouvernement français obtienne des compagnies françaises une commande de cet appareil qui compte 30% d'équipements français (outre les moteurs, l'avionique est notamment fournie par Thales). A la suite de l'intervention du gouvernement français auprès des compagnies aériennes régionales, la compagnie CCM Airlines<sup>2</sup> a manifesté le souhait de mieux connaître les caractéristiques de l'avion. Ces informations ont été transmises à l'avionneur Soukhoi, sans que nous disposions d'informations sur la suite qui a été donnée par l'industriel russe.

Pour permettre au programme d'être concurrentiel sur le marché international, il faut s'assurer que l'ensemble de la réglementation russe en matière de taxes soit adaptée (exonérations, procédures rapides...). Des réunions spécifiques du groupe de travail aéronautique du Comité Economique Financier Industriel et Commercial franco russe (CEFIC)<sup>3</sup>, sont organisées sur ce sujet important pour la poursuite de la coopération franco-russe en matière aéronautique.

Enfin, les industriels français sont intéressés pour participer aux projets d'avions russes Superjet 130 et MS-21, successeurs du Superjet 100.

#### L'entreprise française Turbomeca participe à la motorisation des hélicoptères russes

La coopération entre Turbomeca, filiale du groupe SAFRAN, et le russe Kamov, peut être qualifiée d'exemplaire.

Turbomeca doit fournir le moteur Arrius 2G1 à l'hélicoptériste Kamov pour équiper l'hélicoptère Ka-226T.

La Russie devrait commander 18 exemplaires de l'appareil et la Chine, ainsi que le Kazakhstan et le Turkménistan, se sont montrés intéressés.

---

<sup>2</sup> Compagnie qui opère depuis sous le nom d'Air Corsica

<sup>3</sup> co-présidé par la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC)

Le contrat concernant la motorisation du Ka 62 avec le moteur Ardiden 3G a été signé en avril 2011. Les moteurs prototypes devraient être livrés mi-2012.

Cette coopération industrielle pourra être complétée par la création d'une entité support installée en Russie, adaptée aux besoins locaux des opérateurs civils et militaires.

De plus, Turbomeca a proposé dès 2009 à l'industriel russe, UMPO, d'assurer la production série de pièces du moteur Arrius. Mais cette opération suppose que les autorités russes apportent l'investissement nécessaire (évalué à 200 M\$).

*2.2. La Russie est un marché important pour EADS (Airbus, Eurocopter, ATR), même si les coopérations industrielles sont limitées.*

Les entités du groupe EADS réalisent des ventes importantes en Russie, mais la relation est marquée par la déception des deux parties, du fait de la différence subsistant depuis de nombreuses années entre les espérances et la réalité des relations et des coopérations concrètes.

Pour mémoire, la banque russe VEB possède officiellement 5% du capital d'EADS (mais sa participation russe réelle pourrait être supérieure).

## **Airbus**

Le nombre d'Airbus exploités en Russie est passé de 11 en 2003, à plus de 160 en 2011. En revanche le groupe européen a vu les compagnies russes, en 2010 et 2011, orienter principalement leurs commandes vers Boeing : Aéroflot a ainsi commandé 11 A330 à Airbus, mais 8 B777 (plus 8 options) à Boeing. Rostechology<sup>4</sup> a pour sa part commandé 50 Boeing 737 (plus 35 options).

Airbus a conclu des protocoles d'accord qui doivent encore être confirmés (avec Rostechology et la compagnie aérienne UTair).

---

<sup>4</sup> Holding publique qui développe ses activités notamment dans le domaine du leasing aéronautique.

Airbus est en négociations pour vendre des A380 à Aeroflot et Transaero.

La coopération industrielle du groupe EADS avec la Russie est articulée autour de :

- La fabrication de composants A320 (pour 10M€ par an), que la Russie juge insuffisante alors même que l'industrie russe n'est pas en mesure d'assurer une montée en cadence préservant une parfaite qualité des pièces,
- L'achat de 60% des besoins de titane d'Airbus en Russie, ce qui est cependant, en quantité, inférieur aux commandes de Boeing,
- L'aide à la certification et à la commercialisation de l'avion amphibie Bériev 200. Airbus a fourni l'assistance technique nécessaire pour permettre d'obtenir la validation européenne de la certification russe du Bériev 200, pour les opérations d'extinction des feux.

Le ministère français de l'Intérieur a testé l'appareil pendant l'été 2011 et réalisé trois interventions en conditions réelles. Celles-ci ont permis de faire le point des capacités techniques du Bériev 200. La Sécurité civile a détecté trois problèmes : l'absence d'aéro-freins qui contraint à opérer sur un volume d'espace aérien plus important, la très importante consommation de carburant qui rend l'exploitation très coûteuse, ainsi que des doutes sur la capacité de l'industriel russe Irkut à assurer une maintenance efficace.

### **Eurocopter**

L'hélicoptériste a récemment remporté des marchés importants : Gazprom a signé en 2009 un contrat pour l'acquisition de 8 hélicoptères EC135, et la compagnie aérienne russe UTAir a signé deux contrats avec Eurocopter : l'un pour l'acquisition de 20 machines de la famille Ecureuil, l'autre pour l'acquisition de 15 hélicoptères de type EC 175. UTAir est ainsi devenue la compagnie de lancement de l'EC 175.

En matière de coopération, le groupe EADS, pour tenter de renforcer sa crédibilité en Russie, avait proposé d'examiner les conditions d'une coopération dans le domaine des hélicoptères très lourds (MI 26), un projet de coopération porté par la partie russe. Mais l'actuel président d'Eurocopter a rejeté cette idée faute de ressources humaines et financières pour se lancer dans un nouveau programme de coopération, pour lequel les Russes eux-mêmes ne sont pas en mesure de donner une réelle évaluation du marché.

Par contre, il faut souligner qu'un protocole d'accord a été conclu avec un entrepreneur russe privé, pour créer une entreprise conjointe à majorité de capital russe pour créer, en Russie, une ligne d'assemblage de l'Ecureuil. Il reste notamment à définir le site d'installation de cette ligne.

## **ATR**

La compagnie UTAir a signé un contrat pour 20 avions de transport régionaux ATR 72.

La compagnie Nordstar (filiale de Norilsk Nickel) reçoit également 7 ATR 42 neufs, suite à un premier contrat signé en 2010. ATR a engagé des discussions avec la compagnie Aeroflot pour 15 avions mais fait face à la concurrence de Bombardier. Les perspectives d'ATR, qui profite notamment d'un environnement favorable créé par l'obsolescence des avions régionaux construits à l'époque soviétique, semblent donc bonnes en Russie.

## La coopération en matière de recherche

Le groupe EADS a une longue relation de coopération dans le domaine de la recherche avec la Russie : EADS intervient à travers son centre d'ingénierie ECAR, un centre de recherche (Russian Technology Office), et à travers son engagement pour le lancement du centre d'innovation russe de Skolkovo.

De plus, le 27 octobre 2011 un accord a été signé avec l'agence russe pour le développement des nanotechnologies « Rosnano », pour développer des partenariats dans les domaines de l'efficacité énergétique, des nouveaux matériaux, et de la sécurité.

### *2.3. Thales prépare l'ouverture du marché de la navigation aérienne russe*

Thales et Rostekhnology ont signé, lors du séminaire gouvernemental du 27 novembre 2009, en présence des deux Premiers Ministres, un memorandum d'entente, pour engager une coopération en Russie, pays qui a l'impérieuse nécessité de mettre tout son système de gestion du trafic aérien aux normes internationales. Ce programme est assuré d'un financement au titre du plan fédéral à hauteur de 1,7Mds€ sur la période 2009-2015.

Suite à la décision conjointe des ministres Kristienko et Bussereau de développer une coopération en matière de navigation aérienne, et après une mission conjointe de la DGAC et Thalès en Russie, un MoU entre Thales et des sociétés russes a été signé pendant le salon aéronautique MAKS, en août 2011, en présence de l'ambassadeur de France en Russie et du vice ministre russe des transports M. Okoulov.

L'une des trois sociétés russes, dont la signature était prévue lors du MAKS, a néanmoins décidé de se retirer. Il s'agit de la société Almaz-Antei, à laquelle un décret du Premier Ministre Poutine a accordé en 2008 le monopole de la fourniture des systèmes de gestion du trafic aérien.

Cette situation, défavorable à Thalès, suppose que la partie russe règle un problème intérieur, lié au rôle qui a été dévolu par le Premier Ministre russe à la société Almaz-Antei, alors même que les autorités russes, en charge de la gestion du trafic aérien, constatent, impuissantes, que cette société est incapable de répondre aux besoins de modernisation de l'espace aérien russe.

### *2.4. La coopération en matière d'infrastructures aéroportuaires pourrait être accentuée*

Le groupe Aéroports de Paris a signé le premier contrat significatif portant sur les études de conception du nouveau terminal d'Ekaterinbourg à la fin des années 1990.

Aéroports de Paris ingénierie (ADPi), filiale du Groupe ADP créée en 2000, a ensuite remporté un appel d'offres international organisé par Aéroflot mi-2001, pour la réalisation des études du futur Terminal 3 de Sheremetyevo, destiné à traiter les passagers des compagnies de l'alliance Skyteam. Ce bâtiment important (170,000 m<sup>2</sup>) est achevé et en exploitation.

Depuis ont été signés plusieurs contrats d'études, parmi lesquels la révision du plan masse de l'aéroport de Novossibirsk, puis la conception d'un nouveau terminal passagers d'une capacité annuelle de 5 millions de passagers, en mars 2008, sur le même aéroport, pour le compte du groupe privé Novaport. Ce dernier contrat est actuellement suspendu, en attente de financements bancaires pour le projet.

De nouvelles perspectives existent pour ADPi :

- Le rapprochement entre les aéroports de Moscou Sheremetyevo et de Moscou Vnukovo,
- La rénovation de certains aéroports régionaux (Irkoutsk, Rostov, Saratov...),
- Une mission d'audit et de supervision des travaux d'extension des infrastructures de l'aéroport de Kazan.

##### **5. Le transport aérien russe se modernise sous la pression européenne, alors que les attentes locales en matière de sécurité aérienne deviennent de plus en plus importantes.**

La forte croissance du trafic aérien russe, ainsi que l'abandon progressif des appareils de conception soviétique provoquent des besoins importants en matière de formation, et de maintenance aéronautique notamment. L'appareil réglementaire russe s'adapte néanmoins difficilement et lentement à ces nouvelles conditions (par exemple, la législation nécessaire pour réformer le contenu de la formation des pilotes n'a pas été produite, et il existe toujours une procédure de certification russe spécifique, non compatible avec la certification européenne pour les opérations de maintenance des avions).

L'imposition de royalties versées à Aeroflot<sup>5</sup> par les transporteurs européens désireux de survoler la Sibérie afin de raccourcir certaines routes vers l'Asie, qui freinait la coopération entre l'Union Européenne et la Russie dans le secteur aérien, devrait disparaître avec l'entrée de la Russie au sein de l'OMC.

A noter enfin que la Russie s'oppose, comme d'ailleurs la Chine, les Etats Unis et l'Inde, à l'intégration de l'aviation dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission (en anglais - UE ETS), mis en place par la Commission européenne, et entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Conclusions :

Les entreprises françaises sont bien placées pour profiter de la modernisation du secteur aéronautique civil en Russie, dans un contexte de croissance du trafic aérien.

En matière de construction aéronautique, les lourds investissements du groupe SAFRAN en Russie contrastent avec la politique du groupe EADS, dont les ventes, très bien orientées jusqu'à une période récente, souffrent de la forte concurrence de Boeing.

En matière de navigation aérienne, Thales attend l'ouverture du marché russe, mais la modernisation du ciel russe est ralentie par un décret gouvernemental dont beaucoup d'acteurs locaux attendent qu'il soit abrogé.

Enfin, les nouvelles annonces du gouvernement pour renforcer la sécurité du transport aérien font que le renouvellement des flottes aériennes russes, y compris régionales, crée de nouvelles opportunités pour les entreprises françaises.

---

<sup>5</sup> Rappel : Air France est partenaire de la première compagnie aérienne russe, Aeroflot, au sein de l'alliance Skyteam.





## **FICHE : POINT SUR « MOSCOU FUTURE GRANDE PLACE FINANCIERE INTERNATIONALE »**

**sources : Mission Economique, Ministère des Affaires étrangères, AMF)**

---

Le processus de privatisation en cours et le rôle croissant des fonds souverains russes constituent deux vecteurs importants pour le développement d'une industrie financière importante en Russie et pourrait être un pôle de croissance et de mobilisation des capitaux nécessaire à la modernisation de l'économie russe.

### **Moscou, Place financière, la fin d'un maillon manquant**

Toutes les grandes économies ou tous les cœurs économiques reposent sur une ou plusieurs grandes places financières. Paris, Francfort, Londres, New-York, Chicago, Singapour, Hong-Kong.

Aujourd'hui, si la planète financière est bien ronde et tourne 24 heures sur 24, si elle est de plus en plus virtuelle, elle n'en continue pas moins d'avoir besoin de lieux physiques où les investisseurs et tous les professionnels de la finance puissent se rencontrer, échanger des informations ou réaliser des opérations. Le monde de la finance, aussi virtuel soit-il, vit au rythme de places bien réelles.

Ces lieux d'échanges, de cotations, de rencontres ne sont pas si nombreux et leur création ainsi que leur développement reposent sur des facteurs, des conditions spécifiques.

Londres, la place historique, s'est construite à partir de la révolution industrielle et de l'Empire. L'industrie britannique a décliné ; l'Empire n'est plus mais la City demeure forte de son savoir-faire, du fait qu'elle concentre tous les métiers de la finance. Ces derniers bénéficient d'un cadre et d'une sécurité juridique reconnus. Elle est devenue la référence. Londres est un carrefour comme d'ailleurs les autres places. Bien desservie, la capitale britannique rayonne bien au-delà et cela depuis des décennies de la puissance britannique voire européenne.

Avec l'émergence d'un nouveau monde au 20<sup>ème</sup> siècle, Londres a partagé le pouvoir avec Wall Street dont la montée en puissance accompagne le développement des Etats-Unis.

Bénéficiant du rôle du dollar comme monnaie internationale de réserves et d'échanges, Wall Street s'appuie sur la force de l'économie américaine qui pèse plus de 20 % du PIB mondial mais irradie aussi sur l'ensemble de la planète du fait de la capacité des Etats-Unis à attirer les capitaux en quête de placements sûrs et rémunérateurs.

Avec le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale, d'autres places financières s'émancipent pour devenir internationales. Je pense bien évidemment à Shanghai et Hong-Kong qui sont peut-être les nouveaux Wall Street de demain. Avec le décollage de la Chine, premier exportateur mondial, second importateur mondial, ces deux places deviennent des voies de passage de plus en plus incontournables pour les investisseurs internationaux. En revanche, la relative insécurité juridique et les incertitudes sur l'évolution de la monnaie chinoise constituent des freins ou sont sources de doutes.

Autre place à vouloir s'affirmer comme place financière mondiale : Dubaï. Pas d'industrie, pas de matières premières mais un port, une zone d'échanges, des infrastructures et un point de rencontre entre l'Est et les pays producteurs de pétrole. Comme Hong-Kong avant la réunification, Dubaï est une place indépendante dans le sens où elle n'est pas liée à une puissance économique.

### **Les atouts de Moscou, place financière**

Ce rapide panorama des places financières mondiales me conforte dans l'idée que Moscou à un rôle à jouer. Certes, à la différence des autres villes, Moscou n'est pas un port, tout comme Paris ou Frankfort.

Moscou est idéalement située au niveau des fuseaux horaires entre Shanghai et Londres. Elle a vocation à devenir tout à la fois une grande place continentale au cœur de la plaque euro-asiatique et aussi une place de référence du fait des capacités de développement économique de la Russie.

Moscou avec le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale est sur la route qui nous mène vers l'Asie, l'Inde, la Chine et les autres pays émergents.

La Russie est et sera une plaque tournante clef pour les matières premières et l'énergie au 21<sup>ème</sup> siècle. L'accès aux matières et terres rares comme le palladium (65 % de la production en Russie), le rhodium (40 % de la production en Russie), or, platine, cobalt, gaz et pétrole évidemment en tant que premier producteur mondial sont et seront un enjeu majeur des prochaines années.

Comme Chicago est devenue la capitale mondiale des céréales du fait qu'elle était le centre de négoce pour les producteurs et les industries agroalimentaires des grandes plaines du Nord des Etats-Unis, Moscou peut devenir un centre financier mondial avec comme point d'appui les matières premières rares et l'énergie.

### **L'Europe et Paris ont tout à gagner d'une grande place financière à Moscou**

Il y a une complémentarité évidente entre les deux places. Je suis convaincu que pour donner encore plus de souffle au partenariat, il serait utile comme je l'ai écrit récemment dans le Figaro de nouer une véritable alliance économique entre l'Europe et la Russie, une alliance permettant une véritable circulation des capitaux et faisant de Moscou une place financière européenne au même titre que Londres, Francfort, Milan ou Paris. Il faut créer les conditions pour générer un cercle de confiance qui aille de Vladivostok à Brest.

### **Une coopération financière prend forme**

Une place financière ne se décrète pas, il faut la construire. La Russie a pour cela un avantage important, les ressources financières procurées par les matières premières et l'énergie. La Russie mais aussi et avant tout le reste de l'Europe ont intérêt à ce que ces capitaux restent sur le continent et n'aillent pas à 100 % en Chine, aux Etats-Unis, au Brésil. Nous avons tout à gagner d'un recyclage interne des capitaux. La Russie en a besoin pour préparer l'après pétrole, pour moderniser ses infrastructures et pour exploiter au mieux son

potentiel économique. L'Europe en a besoin pour éviter un étiolement généralisé sous fond de déclin démographique et économique.

Les Russes veulent créer un véritable partenariat avec Paris et Frankfort. Ce rapprochement leur apparaît naturel du fait de la proximité géographique, des fortes relations commerciales que les trois pays ont tissées, des visions convergentes sur l'évolution des places financières et de la réglementation.

Dans le cadre du développement de Moscou Place financière, les autorités russes ont donné la priorité à la coopération avec les places de l'Europe continentale. Dès le début, des terrains d'actions ont été identifiés : industrie de la gestion d'actifs, émissions obligataires, coopération avec l'Autorité des Marchés Financiers sur les aspects réglementaires, produits dérivés sur les matières premières. Le projet de Moscou place financière est piloté par M. Volochine, directeur du groupe de travail pour le développement du centre financier international.

Le Gouvernement de la Ville de Moscou et Paris EUROPLACE ont signé, le 18 juin 2010, à Saint-Pétersbourg un protocole d'accord en présence de Mme Christine LAGARDE, alors Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Ce protocole a posé les bases d'une coopération renforcée entre les Places financières de Paris et de Moscou dans le domaine des services financiers.

L'accord de coopération a permis l'établissement de relations concrètes en matière d'échanges d'informations et d'expériences sur les pratiques financières. Cet accord porte également sur le développement de services et de nouveaux produits, notamment pour la gestion de la dette, domaine dans lequel Paris comme Moscou jouent un rôle international de premier plan.

Il est également prévu la création et la gestion d'un Institut de Gestion du Risque.

Aux termes du protocole, Paris et Moscou ont lancé des actions conjointes permettant :

- l'échange d'expérience dans le domaine de la gestion de la dette ;
- l'échange d'informations sur la réforme du droit des titres ;
- le partage des nouvelles orientations sur les infrastructures de marché et notamment les questions relatives aux dépositaires et aux chambres de compensation et de règlement-livraison ;
- le développement des relations entre les universités et écoles françaises et russes.

Cet accord contribue au rayonnement de Paris EUROPLACE et permet à Paris de jouer un rôle de place internationale en établissant des relations fortes et structurées avec les places financières étrangères.

Cette initiative est pilotée notamment par Gérard Mestrallet, Président de Paris EUROPLACE, Président de GDF Suez, qui a souligné que « l'ambition forte de Moscou d'affirmer le rôle de sa place financière à l'échelle internationale et la puissance économique de la Russie, conjuguées à la volonté de Paris EUROPLACE de développer des coopérations avec des partenaires étrangers de premier plan et de partager son expertise nous ont naturellement conduits à la signature de cet accord. Il va permettre à nos deux pays d'établir les bases d'une coopération forte au bénéfice de la communauté des entreprises, des intermédiaires et des investisseurs que nous servons. ». Elle est également soutenue par l'Autorité des Marchés Financiers, présidée par Jean-Pierre Jouyet. Un accord entre l'AMF et l'autorité de contrôle russe des marchés financiers (FSFR) existe depuis 2009. Un échange d'informations existe déjà. Jean-Pierre Jouyet a encouragé ses collègues russes à adopter les normes comptables IFRS le plus rapidement possible. Le Président de l'AMF a sollicité son prédécesseur, Michel Prada, pour conseiller les autorités russes

Les banques françaises participent activement à ce projet avec la participation notamment de MM Oudea et Lemierre.

Il a été souvent avancé que les problèmes juridiques empêcheraient la création d'une véritable place financière internationale. Or, depuis l'engagement de ce projet, en 2008, de nombreux progrès ont été accomplis. Les premières actions et réformes ont concerné les

infrastructures de marché avec la fusion des deux principales bourses de Moscou, MICEX et RTS. Cette fusion est suivie d'une consolidation des infrastructures post-marché avec la création d'un dépositaire central.

Au niveau réglementaire, il faut souligner qu'en juillet 2010, une loi réprimant les délits d'initiés a été adoptée. Une loi sur la compensation introduisant le principe de résiliation-compensation simple a été également adoptée.

Les autorités françaises ont compris toute l'importance du développement d'une place financière à Moscou au regard du rôle de la Russie au niveau des matières premières mais aussi au regard du potentiel de développement économique. Avec plusieurs fonds souverains pesant environ 400 milliards d'euros, Moscou peut à moyen terme être une réelle place tournante dans certains compartiments. Nous avons tout intérêt à ce que la Russie choisisse un modèle continental et non un modèle anglo-saxon afin de renforcer notre présence à tous sur le plan financier.

## FICHE : POINT SUR LE POTENTIEL TOURISTIQUE RUSSE ET LES GRANDS CHANTIERS TOURISTIQUES

(sources Caisse des dépôts et consignations/Ministère des affaires étrangères France)

---

### 1. Le tourisme, un secteur clef dans le développement économique

Le tourisme est un marqueur du développement économique. Plus un pays est riche, plus sa population se déplace, voyage pour se détendre, se cultiver, pour faire du sport...

La capacité à attirer des touristes procure des ressources non négligeables.

Le tourisme a un effet structurant pour l'ensemble de l'économie. C'est une source de devises, d'emplois. Il permet de développer des régions qui ne sont pas sur les axes économiques traditionnels mais qui disposent d'atouts naturels et culturels spécifiques. Le tourisme est un vecteur d'aménagement du territoire.

Le tourisme, activité tertiaire par excellence, est un secteur complexe exigeant tout à la fois des infrastructures d'accueil mais bien évidemment aussi de transports, des infrastructures d'hébergement, de restauration, des infrastructures de loisirs (musées, sports, activités diverses), un professionnalisme dans les services (qualification et formation du personnel).

Cette activité repose aussi sur la logistique (coordination des structures et capacité de gérer des flux de touristes en provenance d'un nombre croissant de pays).

Au départ, il faut également des sites remarquables (naturels, historiques, culturels).

Il y a deux types de tourisme, le tourisme national et le tourisme international, le premier essentiel mais difficilement quantifiable, le second apporte des devises et contribue à la renommée du pays. Il est lié au tourisme d'affaires.

## **2. Le tourisme international résiste à la crise et est en plein essor**

Le tourisme international : 940 millions de touristes internationaux en 2010 avec une augmentation de plus de 6 %.

La France est le premier pays d'accueil pour les touristes étrangers avec 77 millions de personnes ; en second, les Etats-Unis avec 60 millions, en troisième, la Chine avec 56 millions devant l'Espagne (53 millions) et l'Italie (44 millions).

### Deux grandes zones pour le tourisme :

L'Europe de l'Ouest avec plus de 300 millions de touristes est la première zone d'accueil de touristes étrangers devant l'Asie-Pacifique. L'ensemble de l'Europe (y compris la Russie) attire plus de la moitié des touristes au niveau mondial.

Les recettes du tourisme international s'élèvent à près de 1000 milliards de dollars. Les recettes du tourisme international sont de 104 milliards de dollars aux Etats-Unis, de 52,5 milliards de dollars pour l'Espagne et de 47 milliards de dollars pour la France.

Les Russes arrivent en 9<sup>ème</sup> position pour les dépenses touristiques réalisées à l'étranger avec 27 milliards de dollars en progression de 27 %.

Les trois villes les plus visitées au monde sont Paris avec plus de 15 millions de touristes étrangers, Londres avec 14 millions et New York avec 10 millions.

Les Chinois participent, en effet, de plus en plus aux flux touristiques. En matière de dépenses touristiques, la Chine arrive déjà au 3<sup>ème</sup> rang avec 55 milliards de dollars derrière l'Allemagne et les Etats-Unis mais devant le Royaume-Uni et la France.



### **3. La Russie un important potentiel touristique**

La crise de 2009 a été surmontée dès 2010, nouvelle année record pour le tourisme international.

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, le nombre de touristes devrait dépasser 1,6 milliard de personnes d'ici 2020 avec 1,2 milliard en déplacements intra-zone et 400 millions en déplacements longs.

La Russie a accueilli 20 millions de touristes étrangers en 2010 soit un peu moins qu'en 2008, 21 millions. Les recettes ont été de 9 milliards de dollars.

La Russie dispose d'atouts pour devenir un grand pays du tourisme du 21<sup>ème</sup> siècle.

#### Une position géographique unique

La Russie est placée à cheval sur les deux zones les plus touristiques du monde, l'Europe et l'Asie-Pacifique.

La Russie offre une combinaison magique, des grands espaces, une diversité de climats et d'environnement, une richesse culturelle.

La Russie peut tout à la fois proposer des stations balnéaires, des stations de ski, des croisières (fleuves, mers intérieures) et bien d'autres activités touristiques (chasses, trans-orient express).

La Crimée, le Caucase, la Sibérie offrent d'importantes opportunités de développement touristique.

## Une modernisation déjà engagée

La Russie compte 9 000 hôtels offrant 1,7 million de lits, plus de 5 000 agences touristiques.

Le tourisme russe se concentre autour de Moscou (42 % des lits), Saint-Pétersbourg (28 % des lits) suivies par la Mer Noir et le Caucase.

Ces dernières années, la modernisation des infrastructures hôtelières a concerné essentiellement les grandes villes avec des sociétés mixtes intégrant des grands opérateurs internationaux dont le groupe français Accor.

Les grands établissements hôteliers sont aujourd'hui aux standards internationaux et les infrastructures à Moscou ou à Saint-Pétersbourg n'ont pas à rougir de la comparaison avec Paris ou Londres.

Le pari est désormais de créer un parc hôtelier de gamme moyenne afin d'attirer un plus large public.

### **4. Des grands chantiers en cours de réalisation dans le cadre de partenariats avec notamment des entreprises françaises**

**L'organisation des jeux olympiques à Sochi en 2014, un accélérateur pour la modernisation du tourisme russe.** Ces jeux seront des catalyseurs de croissance. Il en sera de même avec l'organisation de la coupe de monde de football en 2018. Ces six prochaines années modifieront en profondeur la Russie.

#### La coupe de football de 2018

Avec les Jeux Olympiques d'été, la coupe du monde de football est l'évènement sportif le plus regardé à l'échelle mondiale (30 milliards de téléspectateurs en audience cumulée sur toute l'épreuve).

Cette coupe du monde concernera 14 villes et se jouera dans 16 stades dont 12 seront nouveaux.

En termes de transports, d'infrastructures hôtelières, de gestion des touristes, la coupe du monde aura un impact économique de première ampleur. En termes d'images, la coupe du Monde sera la vitrine de la Russie et cela à l'échelle de la planète comme l'a été l'Afrique du Sud en 2010.

La France a organisé la Coupe du Monde en 1998 soit 20 ans avant que la Russie l'organise à son tour. Entre l'organisation et la victoire de la France, la seule et unique fois, 1998 reste marquer dans l'inconscient collectif français.

Souhaitons que 2018 offre les mêmes opportunités à la Russie. Comme pour le Nord Caucase, les entreprises russes et les autorités peuvent compter sur le savoir-faire français en la matière.

**Le tourisme russe peut se développer au-delà et bien au-delà du continent européen.**

#### Les montagnes du Sud Sibérien et la zone touristique du Baïkal

Les massifs du sud-sibérien, Altaï et Saïan essentiellement, qui étaient éloignés des principales routes marchandes devraient également pouvoir accueillir un tourisme respectueux de l'environnement. Les vallées de ces massifs possèdent d'importantes sources thermales. Entre énergie avec l'hydroélectricité et tourisme, il y a certainement un réel potentiel de croissance pour ces régions.

Le projet touristique du lac Baïkal est également pour la Sibérie capital. Le lac Baïkal, inscrit au patrimoine de l'humanité est la principale réserve d'eau douce au monde, 23 000 kilomètres cubes.

Le lac accueille environ un million de touristes par an. Il y a une nécessité de développer des systèmes d'assainissement afin d'éviter les rejets dans le lac. De même, il faut trouver des solutions pour réduire les pollutions industrielles ou agricoles.

## **5. Le projet Nord Caucase**

Le projet Nord Caucase est en soi une belle révolution. Il combine plusieurs types de tourisme sur un large territoire, associe de nombreux acteurs dont des acteurs français.

Le projet est gigantesque et témoigne des ambitions légitimes de la Russie. Il s'agit du plus grand projet touristique au niveau mondial en cours de réalisation.

La zone concernée : plus de 50 000 kilomètres carrés et s'étend sur 1200 kilomètres de la Mer Caspienne à la Mer Noire.

### Historique de l'implication de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) dans le projet Caucase

Pour donner suite à la déclaration adoptée par les Présidents français et russe le 26 mai 2011 à Deauville initiant une coopération stratégique entre les deux pays pour le développement touristique du Caucase du Nord et donnant mandat à la CDC de coordonner l'offre française sur ce projet, un premier accord cadre de coopération a été signé le 17 juin à Saint-Pétersbourg entre la Caisse des Dépôts et la société publique russe d'aménagement des stations du Nord Caucase (*OJSC Northern Caucasus Resorts*), prévoyant la mise en place d'une **société commune franco-russe de pilotage du projet**.

Sur cette base, Monsieur Augustin de Romanet a signé, le 15 septembre 2011 à Sotchi, l'accord prévoyant la création de la société commune (*joint-venture*) dans les plus brefs délais.

L'accord-cadre (*framework agreement*), définissant le modèle de répartition des tâches entre les différents partenaires, le plan d'affaires de la *joint-venture* mais aussi les principales clauses du pacte d'actionnaires, a été signé le 9 décembre dernier à Bruxelles.

- La *joint-venture*, société de droit néerlandais dénommée **International Caucasus Development BV (ICD)**, dont la filiale sera basée à Moscou, premier pilier du dispositif, **est aujourd'hui créée depuis la fin janvier.**

**Celle-ci est capitalisée à hauteur de 10 millions d'euros.**

Le projet porte sur la livraison de quatre stations de sports d'hiver situées à Lagonaki (République d'Adyguéa et Territoire de Krasnodar), Arkhyz (Karachay-Cherkessia), Mamison (Ossétie du Nord-Alania) et Matlas (Daghestan), celle d'Elbrus-Bezengi (Kabardino-Balkaria) pourrait être étudiée dans un deuxième temps.

La partie russe souhaiterait que les premières stations commencent à voir le jour à l'horizon 2014-2015.

- La **Société France-Caucase**, société par actions simplifiée et filiale à 100% du groupe CDC, a **pour rôle de coordonner l'offre française en matière d'expertise de la montagne** (Compagnie des Alpes, Egis, Société des 3 Vallées, France Neige International,...), offre qui demeure aujourd'hui très fragmentée entre les sociétés spécialistes du secteur de la montagne, mais aussi **d'apporter son assistance à la levée de fonds auprès d'investisseurs.**

#### Avancement de la coopération

A ce jour, la coopération avec nos partenaires russes se déroule dans les meilleures conditions.

La JV International Caucasus Development BV a vocation à fournir assistance à NCR dans le suivi technique et financier du projet. Elle s'appuiera également sur France-Caucase notamment pour l'expertise montagne française et pour l'assistance à la levée de fonds.

La JV dispose depuis le 1<sup>er</sup> février 2012 d'un capital social de dix millions d'euros, détenu à 51% par NCR et à 49% par France-Caucase. Fournisseur exclusif pour le compte de NCR d'un certain nombre de prestations clairement identifiées, son plan d'affaires prévoit le recrutement d'ici fin 2012 de 25 collaborateurs environ, postes répartis entre Français et Russes. Le choix du directeur général de la JV et du directeur financier proposés par les Français est en cours. Le directeur de la communication et du marketing de la JV sera également sélectionné dans un deuxième temps puis proposé par France-Caucase à ses partenaires russes.

La Caisse des Dépôts reste par ailleurs très vigilante quant au respect, par l'ensemble des parties prenantes dans le projet, de principes exigeants en matière d'éthique et d'environnement, ainsi que de la prise en compte des populations locales.

A cet égard, la Caisse des Dépôts, en lien avec NCR, travaille sur la rédaction d'une charte des Principes Ethiques. Compte tenu de l'importance stratégique du projet pour la Fédération de Russie et de la nécessité de drainer des investissements internationaux, NCR et France-Caucase se sont engagées sur la nécessité de concevoir et de développer le projet en conformité avec les standards internationaux et avec l'objectif primordial de minimiser ou de compenser son impact sur l'environnement et la biodiversité. Les Principes Ethiques couvriront en particulier l'éthique des affaires, le respect des droits humains, le droit du travail, le respect de l'environnement, la lutte contre la corruption et la prise en compte des intérêts des populations locales.

### Prochaines étapes

La sélection des candidats pour les postes clés de la *joint-venture*, à savoir le directeur général et le directeur financier (celle du directeur de la communication et du marketing étant prévue un peu plus tard) est en cours et sera proposée à nos partenaires russes d'ici mars-avril.

Concernant la Société France-Caucase, un expert montagne ainsi qu'un expert financier rejoindront l'équipe dès que possible, et prendront notamment en charge avec la JV la phase

de levée de fonds auprès d'industriels et de groupes financiers français et étrangers sur la base d'une liste d'investisseurs et de prêteurs proposée à nos partenaires russes.

Dans ce cadre, France-Caucase facilitera la mise en relation de la JV auprès d'investisseurs internationaux et notamment auprès de nos partenaires du Club des Investisseurs de Long-Terme (CILT) et de l'Institutional Investors Roundtable, etc.

- Un certain nombre de documents juridiques, tels que les contrats-cadre entre la JV et NCR d'une part et la JV et France-Caucase d'autre part, le pacte d'actionnaires et la charte des Principes Ethiques, devront être finalisés d'ici le 15 mars prochain.
- La JV procèdera avant la fin du premier semestre 2012 à la révision des plans d'affaires des stations préparés par Ernst & Young pour le compte de NCR. Son rôle, en accord avec nos partenaires de la JV et de NCR, sera également de finaliser la constitution des lots d'investissement pour chacune des stations, et d'encadrer la création future des Special Purpose Vehicles (SPV) d'investissement. Enfin, chaque partie prenante au projet préparera la phase de « pré-levée » de fonds qui pourra commencer au second semestre 2012.

Ainsi, à partir du second semestre 2012, le projet Caucase dans son ensemble entrera dans sa deuxième phase, celle de la finalisation des lots d'investissement et du lancement de la recherche des financements en vue de l'aménagement futur des stations.

La Northern Caucasus Resorts Company conduit un projet qui devrait aboutir à la création de 300 000 emplois. Des actions spécifiques sont prévues dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture et dans la formation des jeunes pour réussir ce développement. Plus de 30 milliards de dollars devront être mobilisés afin de réaliser 5 stations balnéaires et 5 stations de ski. Les sites mettront en valeur les sources thermales légendaires de la région.

Ce projet historique repose sur la combinaison d'initiatives privées et publiques permettant de gagner du temps, de l'argent et d'agrèer le maximum de compétences. C'est dans cet esprit que la Caisse des Dépôts et des Consignations s'est associée dans une joint-venture

avec NCRC. La Caisse des Dépôts qui par sa filiale « La Compagnie des Alpes » a construite et gère de grandes stations de ski en France et à l'étranger, fournira son expertise technique, juridique et environnementale ainsi que ses compétences en matière de planification. Déjà plus de 20 sociétés françaises ont ou sont prêtes à participer à ce projet.

Souvent, il est reproché aux pouvoirs publics d'être lents et de ne pas tout mettre en œuvre pour réussir des opérations qu'ils ont eux-mêmes initiées. En ce qui concerne le projet du Nord Caucase, les autorités ont effectué un travail important.

Ainsi, une Zone Economique Spéciale a été créée avec :

- Exonération des taxes sur les transports pendant 10 ans
- Exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans
- Exonération des impôts fonciers pendant 5 ans

Ce projet exemplaire vient de recevoir un prix international, le MIPIM Award (MIPIM, marché international des professionnels de l'immobilier qui s'est tenu le 16 novembre à Hong-Kong). C'est la première fois que la Russie recevait un tel prix.



**FICHE : POINT SUR LES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES FACE AUX ENJEUX DE L'ESPACE EURO-RUSSE** (Sources : AMF/Ministère des Affaires Etrangères/Ministère des affaires étrangères russe)

---

Les partenariats publics-privés ne sont pas des inventions du 21<sup>ème</sup> siècle. En France, les partenariats publics-privés ont dès le 19<sup>ème</sup> siècle permis la réalisation de réseaux d'assainissement, de gaz ainsi que de réseaux ferrés. Ils ont été aussi à la base de la réalisation du réseau autoroutier. Il n'est pas étonnant que la France dispose de grandes entreprises spécialistes des PPP : GDF Suez, Veolia, EDF, Vinci...

Le principe des partenariats publics-privés a été modernisé avec le temps mais il correspond parfaitement à notre époque. Il s'adapte à l'esprit que partagent les grands pays européens et la Russie.

Nous sommes tous conscients que l'attractivité du territoire dépend de plus en plus de la qualité de ses infrastructures. Or, le besoin est important tant en Russie qu'en Europe. Aux infrastructures classiques (réseaux de chaleur, réseaux d'énergie, transports) s'ajoutent les réseaux de l'immatériel (Internet, fibre optique, téléphone portable).

Les PPP permettent de dépasser certaines contraintes :

- La conciliation du juste retour sur investissement, de la nécessité de faciliter de la population l'accès aux réseaux, la réalisation d'investissements coûteux sur une période courte avec des retombées étalées dans le temps
- La conciliation entre les contraintes pesant sur les finances publiques et l'exigence de qualité des services à assurer (augmentation des contraintes environnementales, efficacité énergétique, pas de rupture de service pour la population et les entreprises).

Le succès des partenariats publics-privés repose sur un triptyque :

- Un cadre réglementaire stable et efficace
- Un financement transparent et garanti
- Un savoir faire partagé et reconnu par tous les acteurs

La notion de partenariat suppose une répartition claire des responsabilités. Le partenariat public-privé n'est pas l'anarchie, c'est une composition, une création permettant de rationaliser et de valoriser les atouts des différents acteurs.

Les pouvoirs publics doivent, d'un côté, avoir la garantie que les investissements seront réalisés dans les délais et sans dérive de prix. Ils doivent, de l'autre, éviter que ces investissements génèrent des augmentations de tarifs qui entraîneraient des mouvements sociaux.

Les entreprises doivent bénéficier d'une visibilité et d'une juste rémunération afin de maintenir la qualité des infrastructures.

L'attractivité de la Russie passe par la valorisation et la modernisation de ses réseaux. La coopération entre la Russie et la France s'est construite sur l'indispensable maillage du territoire. Il y a un fil rouge du 19<sup>ème</sup> siècle à aujourd'hui des chemins de fer aux réseaux de transports, aux réseaux financiers. Nos deux histoires sont liées.

Il est donc crucial de mettre en place des outils en commun afin de faciliter les ponts entre les collectivités publiques, les entreprises russes et les collectivités publiques et les entreprises françaises.

Depuis 2005, la Russie s'est dotée d'un cadre juridique plus favorable au développement des PPP, législation assez proche de celle en vigueur en France avec intégration dès leur réalisation des infrastructures dans le domaine public.

La loi couvre de nombreux domaines : transports, services publics urbains, culture, sport, santé, ports, aéroports...).

A côté de la loi de 2005, il faut noter de nombreuses lois régionales permettant de mettre en œuvre des PPP.

Quels sont les domaines où les Russes et les Français peuvent travailler ensemble afin d'améliorer le cadre des PPP ?

- Harmonisation et coordination entre la loi fédérale et lois régionales qui sont sources de complexité, en particulier, sur la question de la propriété des infrastructures
- La gestion des tarifs. Il faut s'interroger sur la manière de trouver le juste équilibre. Les tarifs doivent tenir compte des taux et des durées d'utilisation.
- Si le maintien de tarifs faibles peut s'imposer pour des raisons sociales, cela doit être chiffré et donner lieu au paiement par les pouvoirs publics d'une soulte.
- Il y a également une réflexion à mener sur les intérêts ou non de modifier la législation de 2005 afin qu'elle puisse, le cas échéant, permettre le recours à l'arbitrage international. Un tel recours faciliterait sans nul doute la coopération avec de grandes entreprises françaises sans porter atteinte aux pouvoirs des autorités russes.

Les autorités russes sont conscientes de la nécessité de modifier leur législation foncière et a amélioré la réglementation en matière d'appels d'offre. Il y a aussi une prise de conscience sur la réalisation de progrès en matière de coordination entre les différents niveaux de collectivités territoriales.

L'efficacité énergétique constitue un terrain propice pour le développement de PPP associant entreprises russes et entreprises européennes. L'eau et la gestion des déchets constituent des secteurs pouvant donner lieu à des PPP. Veolia a déjà remporté un

important appel d'offre dans la ville de Tomsk dans le district fédéral de Sibérie. ERDF doit avec la société russe des réseaux régionaux électriques, MRSK holding, met en œuvre un accord de gestion déléguée du réseau de distribution de Tomsk. D'autres entreprises françaises sont sur des projets de conseils en matière d'infrastructures routières et ferroviaires. Alstom, Vinci Concessions, Bouygues, Setec, Egis ont évidemment du fait de leur expérience un rôle clef à jouer au vu des défis que doit relever la Russie en matière d'infrastructures.

Dans les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur, nous devons travailler à pouvoir associer les Etats, les collectivités territoriales et les entreprises afin de contribuer à la formation et à l'innovation. La cité de l'innovation à Skolkovo qui associe capitaux publics et privés est une initiative à suivre. Cette cité est spécialisée sur l'efficacité énergétique. Au-delà du pari technologique, il y a aussi l'idée de créer une ville du futur avec une maîtrise des déplacements et de l'espace.

# Skolkovo, ou le pari russe sur la recherche et l'innovation

Il n'est pas de constater que l'Europe, pourtant richement dotée en chercheurs et en entrepreneurs, n'a pour lors pas d'équivalent d'un Google ou de Facebook, sociétés symboles de la modernité technologique. Au risque de bousculer quelques idées reçues, il faut pourtant noter que ce sont bien deux sociétés de l'ère Internet qui sont au nombre des plus importantes introductions en Bourse sur le continent européen au cours des douze derniers mois : il s'agit de Яндекс, le moteur de recherche russe et de son compatriote Mail.ru, qui combine e-mail et réseau social.

Comme en écho à ces nouveaux géants, à 15 kilomètres au sud-ouest de Moscou, la Russie a lancé un pari un peu fou sur l'innovation, mais dont l'ambition est indéfinissable. La France appuie cette initiative au cœur de notre partenariat stratégique réaffirmé par le président Nicolas Sarkozy et le président Dmitri Medvedev au forum économique de Saint-Petersbourg. Le Premier ministre, Vladimir Poutine, appuie cette initiative, et en mars 2010 un patron en vue, Viktor Vekselberg, a été nommé à la tête de la Fondation Skolkovo. Sur un site dont la conception a été portée par des Français (le bureau d'études et d'architectures Arep de Jean-

Marie Duthilleul et d'Étienne Tricaud), cinq pôles de compétitivité viendront s'assembler en 2015 : efficacité énergétique, biomédecine, télécoms et aéronautique, technologies de l'information et enfin nucléaire. Skolkovo sera tout à la fois un campus universitaire, une pépinière de start-up et l'assemblage de laboratoires de recherche publique et privée.

Pour sortir de terre, cette

œuvre ainsi la présence des américains Google, Intel, Cisco, mais surtout des européens Alstom, EADS, Nokia, Ericsson ou Siemens. Son conseil scientifique compte trois Prix Nobel, dont le Français Jean-Marie Léhu. Le 23 mars dernier, Skolkovo ouvrait un bureau de représentation dans la Silicon Valley.

L'histoire de Skolkovo est déjà un peu franco-russe, puisque des

## Point de vue



Par  
 Jean-Pierre Thomas  
 Chargé de mission auprès de l'Élysée  
 pour le développement de la coopération  
 économique franco-russe

ville durable encore virtuelle de 380 hectares s'est déjà dotée d'une fondation qui rassemble des partenaires internationaux de premier plan, Skolkovo offrant, outre des conditions fiscales attractives (exemption de TVA et d'impôt sur le revenu pour les entreprises représentées par les entreprises présentes dans moins de 30 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel), une protection des brevets aux normes des pays de l'OCDE. Au nombre des entreprises ayant répondu à l'appel, on re-

architectes français assurent la conception d'ensemble du site (des confitures prestigieuses, dont trois titulaires du prix Pritzker, sont associés au projet : Rem Koolhaas, Kazuyo Sejima, Pierre de Mairon, David Chipperfield et, autre Français, Jean Nouvel). Le monde de l'entreprise n'est pas non plus en reste. Alstom et EADS ayant signé un accord dès le 2 mars avec la Fondation Skolkovo, sans oublier la présence au conseil d'administration de la Fondation Skolkovo de Martin Bouygues qui explique

Skolkovo sera tout à la fois un campus universitaire, une pépinière de start-up et l'assemblage de laboratoires de recherche publique et privée.



la tenue d'une séance d'audit conseil à Paris ce 3 octobre.

Reste à transformer l'essai. Les premiers signes encourageants se manifestent, avec des entreprises comme Data Advance, coentreprise d'EADS, et d'investisseurs russes, qui à reçu en juin dernier une subvention de 1,2 million d'euros de la part de la Fondation Skolkovo. Cette start-up pourra ainsi poursuivre le développement de la technologie Macro, un environnement logiciel de modélisation permet des simulations basées sur le traitement de données et d'optimisation pluridisciplinaire, visant à réduire le temps de conception et les coûts des produits d'ingénierie complexes. Conçu à l'origine pour l'industrie aéronautique et spatiale, Macro peut être déployé au-delà, dans

l'automobile, la construction navale, les services financiers et les biotechnologies. Le partenariat stratégique de Data Advance est l'Institut de résolution des problèmes de transmission d'information (ITP) de l'Académie russe des sciences, centre mathématique de renommée mondiale, qui compte trois lauréats de la médaille Fields.

Les Européens et, en particulier, les Français doivent participer, s'investir davantage dans ce grand projet, au cœur de notre partenariat stratégique. C'est ainsi que nous devons travailler à l'aboutissement de cette belle idée, la création d'une zone de libre-échange : une zone économique euro-russe.

**LIRE AUCS** : Les entreprises françaises candidates pour participer au projet de Skolkovo. **PAGE 8**